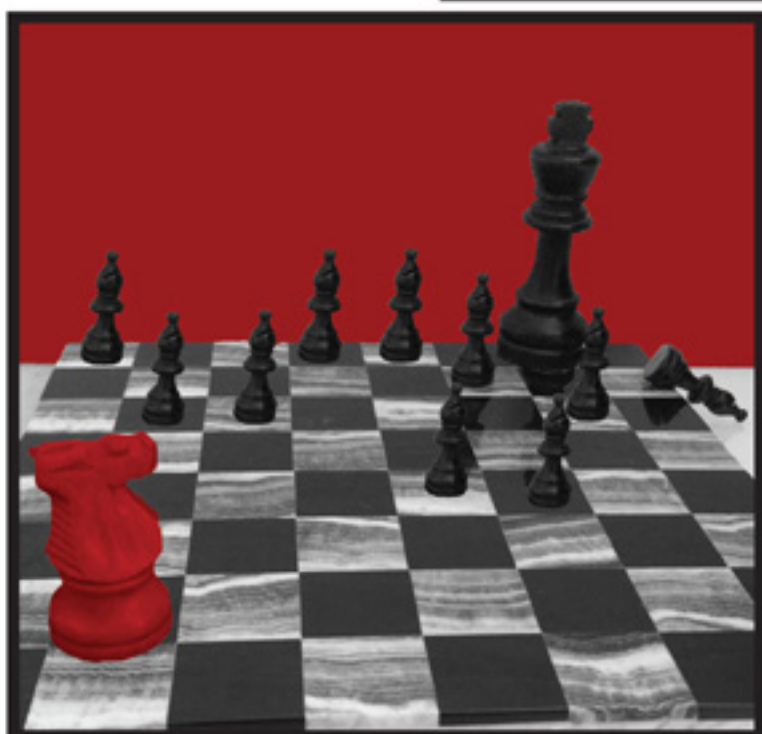


Félicitations et merci, monsieur le maire.

Granby, le 20 septembre 2015

Actualités



Des citoyens encensent le conseil

Maxime Lalonde - La Voix des Cantons

Maxime décide d'aller prendre une bouffée d'air frais pour tenter de replacer ses idées. Il traverse donc la rue Dufferin et se retrouve bientôt assis sur un banc du parc Victoria tout juste en face de l'édifice de La Voix des Cantons. Le vent de ce début de novembre est froid, mais le soleil fait tout pour réchauffer l'air. Il aime bien ce parc où il a pris l'habitude de dîner sur un banc lorsque la température est plus chaude. Il a d'ailleurs fait, il y a quelques semaines, des recherches sur l'histoire de ce logis de terre en se penchant à la Société d'histoire de la Haute-Touche sur la rue

Principale. Le parc a été aménagé en deux phases soit une première au début du XIXe siècle et une deuxième plus importante vers 1939. C'est l'architecte paysagiste et urbaniste Frederick G. Todd qui fut responsable de cette deuxième phase. Cet architecte renommé dans tout le Canada, bien qu'il soit d'origine américaine, a travaillé, entre autres, à l'aménagement de l'île Ste-Hélène à Montréal et des Plaines d'Abraham à Québec. Il a également complété le travail d'un autre grand architecte paysagiste, Monsieur Frederick Law Olmsted, pour l'aménagement du parc du Mont Roy.

Robert Duval



Table des matières

Avant-propos	6
Chapitre 1	8
Chapitre 2	11
Chapitre 3	15
Chapitre 4	19
Chapitre 5	22
Chapitre 6	26
Chapitre 7	31
Chapitre 8	35
Chapitre 9	37
Chapitre 10	41
Chapitre 11	44
Chapitre 12	48
Chapitre 13	51
Chapitre 14	55
Chapitre 15	59
Chapitre 16	63
Chapitre 17	68
Chapitre 18	71
Chapitre 19	77
Chapitre 20	82
Chapitre 21	86
Chapitre 22	91
Chapitre 23	96
Chapitre 24	100
Chapitre 25	104
Chapitre 26	107
Chapitre 27	111
Chapitre 28	114
Chapitre 29	118
Chapitre 30	122
Chapitre 31	126
Chapitre 32	130
Chapitre 33	134
Chapitre 34	138
Chapitre 35	142
Chapitre 36	146
Épilogue	153

Les Éditions La Plume D'or
3485-308, avenue Papineau
Montréal (Québec) H2K 4J8
<http://editionslpd.com>

FÉLICITATIONS ET MERCI, MONSIEUR LE MAIRE

Robert Duval



Catalogage avant publication de Bibliothèque et Archives nationales du Québec et Bibliothèque et Archives Canada

Duval, Robert, 1948-

Félicitations et merci monsieur le Maire

Publié en formats imprimé(s) et électronique(s).

ISBN 978-2-924594-87-2 (couverture souple)

ISBN 978-2-924594-88-9 (PDF)

ISBN 978-2-924594-89-6 (EPUB)

I. Titre.

PS8607.U935F44 2017

jC843'.6

C2017-941079-2

PS9607.U935F44 2017

C2017-941080-6

Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada (FLC) ainsi que celle de la SODEC pour nos activités d'édition.



Conception graphique de la couverture : Caroline Duval.

© Robert Duval 2017

Dépôt légal – 2017

Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada

ISBN :978-2-92459-487-2

ISBN ePub :978-2-92459-489-6

ISBN PDF :978-2-92459-488-9

Tous droits de traduction et d'adaptation réservés. Toute reproduction d'un extrait de ce livre, par quelque procédé que ce soit, est strictement interdite sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

Imprimé et relié au Canada

1^{re} impression, octobre 2017

AVANT-PROPOS

L'intrigue de ce roman se déroule à Granby, ma ville d'adoption. J'aurais pu quitter cet endroit en quelques occasions, mais je ne l'ai pas fait, parce que ce milieu de vie a de nombreuses qualités. La municipalité est juste assez grosse pour avoir une âme. Elle offre à peu près tous les services et est située à courte distance de Montréal.

J'ai été directeur général de Granby pendant plusieurs années. Je connais donc très bien la région ainsi que les parcs, les rues et les restos mentionnés dans ce roman. Si l'histoire s'était déroulée dans une ville fictive, il aurait fallu que j'invente des noms de rues, de parcs et de restaurants. Je préfère parler d'endroits que je connais bien et, par la bande, faire de la publicité à des établissements de qualité que je fréquente. Cela ne veut pas dire que les politiciens actuels et passés de cette localité sont des êtres corrompus. Je considère ma ville comme relativement bien administrée. Comme tous les citoyens, je ne suis pas d'accord avec la totalité des décisions des élus, ce qui est normal. Il faut rappeler que plusieurs municipalités ont connu des problèmes de corruption au cours des dernières années. J'ai aussi choisi Granby parce que c'est la plus petite ville au Québec à avoir un journal quotidien. Ceci implique que la couverture des activités municipales est bien plus grande à Granby qu'ailleurs. Plusieurs des événements frauduleux qui ont eu lieu à d'autres endroits auraient probablement été rapidement dénoncés si ces milieux avaient eu un journal quotidien actif et sérieux. Ce roman tend à démontrer que la presse, bien qu'imparfaite, peut aider à atténuer certains dérapages, même si les journalistes ne comprennent pas toujours tout ce qui se passe. Donc, des élus qui n'ont pas une ligne de conduite irréprochable sont plus susceptibles d'être identifiés à Granby qu'autre part. Le journaliste Maxime Lalonde, le personnage principal de cette histoire, pratique presque du journalisme d'enquête, ce qui serait impossible dans une ville plus peuplée. À Granby, les activités du conseil municipal représentent une bonne partie des nouvelles quotidiennes.

Certains des événements rapportés dans ce livre sont inspirés de la commission Charbonneau, et d'autres, de ce qui s'est passé ailleurs au Québec. Le roman débute en août 2014 et se termine à l'été 2015. Ceci est une œuvre de fiction, et toute ressemblance avec des personnages vivants ou décédés est fortuite. Cependant, toutes les personnes qui prônent l'austérité comme seul programme politique ont plusieurs points en commun et pourraient se reconnaître. Comme le disait Mark Twain : «La réalité est toujours plus surprenante que la fiction, parce que la fiction doit coller à ce qui est possible alors que la vérité n'y est pas obligée».

« La politique est le moyen pour des hommes sans principes de diriger des hommes sans mémoire. »
Voltaire.

Chapitre 1

La première journée

Trois semaines plus tôt, Maxime Lalonde voyageait de Chicoutimi à Granby pour une entrevue d'embauche dans l'espoir de décrocher un nouvel emploi de journaliste à *La Voix des Cantons*, le quotidien local. Cela faisait dix-huit mois qu'il travaillait pour le journal *L'Écho du Saguenay-Lac-Saint-Jean*, après avoir terminé ses études à Jonquière et à l'Université Laval. Depuis, il cherchait à améliorer son sort puisque, à Chicoutimi, on ne lui confiait que les faits divers. Il avait donc décidé de postuler à *La Voix des Cantons*, où il couvrirait l'activité économique régionale et écrirait sur la vie municipale. Tout s'était déroulé rapidement. Une semaine après l'entrevue, il recevait un appel téléphonique lui indiquant qu'il avait l'emploi et qu'il devait entrer en fonction le 4 août. Il a fallu que lui et sa compagne Cynthia Tremblay quittent leur emploi respectif, reviennent à Granby pour se trouver un logement et déménagent.

Aujourd'hui, c'est le grand jour. Il a rendez-vous avec Michel Guay, le directeur de l'information du journal, son nouveau patron. Monsieur Guay était présent lors de l'entrevue d'embauche menée par la responsable des ressources humaines, mais il n'avait posé aucune question. Maxime avait toutefois remarqué qu'il prêtait une grande attention à tout ce qu'il disait.

Maxime stationne sa Toyota Corolla 2002, qui a déjà plus de 350 000 km au compteur, à l'arrière des bureaux du journal et se présente à la porte principale, un peu anxieux. Ce nouvel emploi est très différent du précédent, en plus de se situer dans une ville inconnue. En apercevant ce beau grand jeune homme racé, la réceptionniste lui demande en souriant :

— Que puis-je faire pour vous, monsieur ?

— Mon nom est Maxime Lalonde, répond-il nerveusement. J'ai rendez-vous avec le directeur de l'information, monsieur Guay, dans une dizaine de minutes.

— Si vous voulez bien vous asseoir, monsieur Lalonde, je vais voir si monsieur Guay peut vous recevoir immédiatement, répond la jeune femme en le fixant.

Maxime s'assoit dans l'un des trois fauteuils bleus placés à la réception. Son regard fait le tour de la pièce pendant que la réceptionniste téléphone à son supérieur. Le journaliste remarque que la salle est très lumineuse. Par la fenêtre, il aperçoit une fontaine au milieu d'un parc rempli d'arbres, de l'autre côté de la rue. Il se dit en rêvassant :

« Ce sera un bel endroit pour prendre le repas du midi en plein air ».

Sur ce, un petit homme dans la cinquantaine, aux tempes grises, au nez aquilin et aux yeux noirs, se dirige vers lui.

— Bonjour, Maxime, j'espère que vous avez fait bon voyage.

— Le voyage a été plutôt court. Ma conjointe Cynthia et moi avons déménagé vendredi dernier. Nous habitons maintenant sur la rue Saint-Michel, tout près d'ici. D'ailleurs, lorsque je le pourrai, je viendrai travailler à pied.

— Ah ! Bonne nouvelle, vous allez aimer Granby. C'est une ville de taille moyenne, mais qui a beaucoup à offrir. Suivez-moi.

Ils montent l'escalier menant au deuxième étage et passent près de la salle de rédaction. Maxime y aperçoit ses futurs consœurs et confrères au travail. Réalisant que Max regarde dans leur direction, Michel Guay lui dit :

— Bien oui... euh... je peux te tutoyer ? Et tu pourras faire de même.

— Bien sûr que vous pouvez, euh... je veux dire... que tu peux.

— Je vois que tu regardes la salle de rédaction. Nous allons en faire le tour après notre entretien, et je te présenterai les autres journalistes.

En entrant dans la salle de conférence, Maxime remarque qu'il y a plusieurs photos sur les murs.

— Quelle est cette personne que l'on voit sur toutes les photos ?

— Bonne question, réplique Guay. Il s'agit de madame Lorraine Picard, la présidente et directrice générale du journal. C'est toujours bon pour un journaliste de savoir la reconnaître, même si, en théorie, tu ne la rencontreras pas souvent. Les autres sont des personnalités importantes de Granby. Il y a ici monsieur Paul Couture, président de la chambre de commerce, plus loin, c'est monsieur Joseph Hade, président de la société zoologique, et là-bas, madame Irène Dupuis, du bureau du tourisme. Finalement, ici, c'est monsieur Fernand

Lapierre, le commissaire industriel de la région.

— Et sur la plus grande photo ? s'enquiert Maxime.

— Lui, tu le verras plus souvent. Il s'agit du maire de Granby, monsieur Denis Moreau.

— Et, selon toi, quel genre de maire est-il ? Ça me fait encore drôle de te tutoyer, je n'étais pas habitué à cela à Chicoutimi.

— Il va falloir que tu t'habitues, parce qu'ici, c'est la règle, sourit Guay. À ce jour, Moreau est un maire très différent des politiciens qu'on côtoie en général. Il travaillait comme gérant d'artistes locaux lorsqu'il a été élu il y a six ans. Sa campagne portait sur la remise en état des finances de la ville. Il a vécu une période trouble à son arrivée au conseil, car il avait lui-même de sérieux problèmes financiers et une forte opposition à l'intérieur du conseil. Il s'était présenté comme candidat indépendant, donc sans équipe. Il a complètement redressé les finances de la ville en diminuant grandement la dette et les taxes. À la dernière élection, il a été réélu avec une écrasante majorité et il évolue maintenant auprès d'une équipe de conseillers qui lui est très fidèle.

— Je vois.

— Ton travail, explique Guay, sera d'assister aux assemblées du conseil, qui se tiennent une ou deux fois par mois, selon les périodes de l'année, et de rapporter à nos lecteurs ce qui s'y passe. Nous sommes le plus petit quotidien francophone en Amérique du Nord, et les gens comptent sur nous pour les renseigner. En fait, il n'y a aucun autre conseil de ville au Québec qui reçoit la même couverture médiatique de celui de Granby. Il y a notre journal, un hebdo et un poste de radio. De plus, les assemblées du conseil sont diffusées à la télévision communautaire. Même les élus de Montréal ne reçoivent pas un pareil traitement.

Maxime se gratte la tête :

— Si la politique à Granby est aussi propre que tu le dis, ce n'est pas avec une ou deux assemblées de conseil par mois que je pourrai alimenter un quotidien.

— Ne t'en fais pas, Maxime, il n'y a pas que ça. À l'occasion, tu devras rencontrer des élus et des citoyens pour approfondir des dossiers. En plus, tu écriras sur l'activité économique de la région et tu seras en relation avec la chambre de commerce, le commissariat industriel, les nouvelles entreprises, etc. Tu verras... le travail ne manquera pas.

— Puis-je savoir pourquoi mon prédécesseur a quitté ses fonctions ? questionne Maxime.

Guay porte son stylo à sa bouche, comme si cela l'aidait à réfléchir, puis enchaîne, hésitant :

— Nous ne savons pas vraiment pourquoi, sauf qu'il semblait très déprimé à son départ. Tu vois, peut-être qu'il y a trop de travail, rigole Michel. Viens, allons rencontrer les autres journalistes. Nous avons assez parlé pour aujourd'hui.

Guay entreprend une tournée de la salle de rédaction en soulignant avec humour les qualités et les défauts des nouveaux collègues de Maxime. Par la suite, il lui indique le bureau qu'il occupera, près d'une fenêtre donnant sur la cour arrière. Il lui révèle les heures de tombée du journal et lui remet un portable Apple, qui lui servira à rédiger ses articles et à les transmettre au journal.

— En terminant, je te suggère de lire les cinq ou six dernières éditions du journal pour te familiariser un peu avec nous. Elles se trouvent sur ton bureau. J'ai aussi une bonne nouvelle à t'annoncer.

— De quoi s'agit-il ? demande Maxime avec curiosité.

— Demain matin, pour ta deuxième journée de travail, tu es invité à participer au tournoi de golf du maire, qui se tiendra au club de golf de la vallée de la Yamaska. Ta compagne pourra se joindre à nous, si elle le désire. Mon épouse sera là.

— Ce n'est pas un peu étrange pour un journaliste de participer à ce genre de tournoi ? Et puis, qui vous dit que nous jouons au golf, Cynthia et moi ?

— Tu as la mémoire courte. On t'a questionné sur tes loisirs lors de ton entrevue d'embauche. Tu ne t'en souviens pas ? Mais tu vas travailler beaucoup plus fort que cela, dans le futur. Le journal achète toujours un quatuor lors de ce tournoi annuel, dont les profits vont à SOS Dépannage, un organisme qui vient en aide aux familles pauvres de Granby. J'ai pensé que cela te permettrait de rencontrer les intervenants régionaux, en particulier le maire et les membres du conseil. Nos journalistes ne participent habituellement pas aux tournois de golf de ce genre, à moins de le faire à leurs frais et pendant leurs vacances.

— Je comprends que je n'ai pas le choix, réplique Maxime en riant. Y a-t-il un numéro où je peux te joindre ce soir pour te dire si Cynthia sera là ? Je t'avertis, c'est une athlète et elle excelle dans tous les sports.

— Tant mieux, c'est une formule Vegas ; elle pourra donc nous aider à ne pas être ridicules.

Maxime quitte le bureau vers seize heures pour rentrer à la maison. Il trouve Guay sympathique, et cette première journée l'a quelque peu rassuré. Sa jolie compagne, vêtue d'un jean et d'un chandail du zoo de Saint-Félicien, l'attend au salon avec un verre de vin. Cynthia est grande et mince, tandis que ses longs cheveux noirs font ressortir ses beaux yeux bleus. Elle n'a que vingt-quatre ans, soit quatre de moins que Maxime. Pour pouvoir suivre ce dernier à Granby, elle a dû quitter un emploi de secrétaire juridique.

Elle lui indique qu'elle a passé la journée à ranger leurs affaires dans le logement et à chercher sur Internet les possibilités d'emploi dans le domaine juridique. De son côté, Maxime lui raconte sa journée en détail et l'informe qu'ils doivent participer à un tournoi de golf dès onze heures le lendemain.

— Es-tu sérieux ? lance Cynthia. J'ai un tas de choses à faire.

— C'est ce que j'ai dit à mon patron, mais il insiste. Et avec ton handicap de douze, nous allons tout gagner. Peut-être que tu feras la connaissance de gens qui pourront t'aider dans ta recherche d'emploi, qui sait ? Pour ma part, je trouve un peu étrange de rencontrer pour la première fois dans un tournoi de golf des élus sur lesquels j'écirai peut-être un jour des choses désagréables. Mais Michel est tellement élogieux envers le conseil et le maire... j'imagine donc qu'à Rome, on fait comme les Romains.

Cynthia fait une moue qui la rend encore plus jolie :

— Vraiment, Maxime... nous avons déménagé il y a à peine trois jours. Tout traîne, ici, et je suis fatiguée. Vas-y si tu veux, mais moi, je vais continuer de déballer des boîtes.

— Ce n'est pas une journée de retard dans l'aménagement du logement qui va changer quelque chose, insiste Maxime.

— Ton seul bon argument est que je pourrai peut-être établir des contacts.

Elle le dévisage et soupire en levant les yeux au ciel :

— Et puis après tout, une journée de détente me fera peut-être du bien.

— Merci, ma belle, je suis certain que tu ne le regretteras pas.

Heureux, Maxime téléphone aussitôt à Michel Guay pour l'informer que Cynthia et lui seront présents.

Chapitre 2

Le tournoi de golf

Debout dans le cadre de porte, Cynthia regarde Maxime se raser. Bien qu'ils se connaissent maintenant depuis six ans et qu'elle demeure avec lui depuis trois ans, elle l'admire et l'aime toujours autant. C'est un homme franc, loyal et respectueux des autres. En plus, il est grand, mince, sportif, avec des yeux bruns expressifs, des cheveux châtain et un sourire enjôleur. Elle préférerait faire autre chose, ce matin-là, que de jouer au golf...

Maxime se tourne vers elle et comprend dans son regard ce dont elle a envie.

— N'y pense même pas, on n'a pas le temps. Il faut garder nos énergies pour le golf. On se reprendra ce soir.

— Maxime Lalonde, tu commences à être vieux et ennuyeux, dit Cynthia en esquissant une moue qui la rend encore plus désirable.

— Je vais te montrer, ce soir, si je suis vieux, sourit Maxime. Pour l'instant, j'embarque les sacs de golf dans l'auto. Ils sont dans le bureau, je crois.

— Il n'est que neuf heures trente, nous avons amplement le temps, rappelle Cynthia.

— Oui, mais si tu joues mal, tu vas dire que c'est ma faute. Tu dois toujours frapper quelques balles et te rendre sur le vert d'exercice avant la partie, tu le sais. Sans cela, tu as une excuse quand tu ne te surpasses pas. Moi, j'ai dit à Guay que tu étais une excellente golfeuse, alors on part dans dix minutes.

— Quand je pense que «Monsieur» préfère une partie de golf à une partie de jambes en l'air, ricane Cynthia.

Le club de golf de la vallée de la Yamaska se trouve tout près de la rivière du même nom, à la sortie est de la ville. Le terrain, bâti il y a une dizaine d'années, est de très haut niveau et strictement privé. Il appartient à cinq hommes d'affaires très riches de Granby et n'est ouvert au public qu'une fois par année, lors du tournoi du maire. Il fait un temps magnifique, et la journée s'annonce chaude. À leur arrivée en voiture, Maxime et Cynthia sont accueillis par des bénévoles qui prennent les sacs dans le coffre de l'auto et les placent sur une voiturette électrique en leur indiquant que leur départ se fera au trou numéro seize. Il s'agit de départs simultanés sur différents trous pour que les golfeurs terminent à peu près tous en même temps. Pendant que Maxime conduit l'auto dans le stationnement, Cynthia s'empresse d'enfiler ses souliers de golf. Elle se rend ensuite à la voiturette électrique, prend quelques bâtons et va s'entraîner, comme prévu. Maxime, pour sa part, entre dans le luxueux chalet pour y boire un bon café. Il rejoint Michel Guay et sa compagne, qui sont assis à une table du fond, près du mur des trophées, où l'on peut contempler une immense photo aérienne du terrain.

— Tu es seul? s'inquiète Guay.

— Non, Cynthia est bien là, mais elle prend le golf très au sérieux. Elle est au terrain d'exercice.

— J'espère qu'elle va nous faire gagner...

— Ce n'est certainement pas elle qui va nous nuire, réplique Maxime.

— J'oubliais..., ajoute Guay, je te présente Nicole, ma femme.

— Enchanté, Nicole, de dire Maxime en regardant la petite brunette aux yeux expressifs.

Durant la discussion qui se poursuit quelques minutes, Michel Guay raconte à sa femme que les représentants du journal ont été séduits par les qualités démontrées par Maxime lors de l'entrevue d'embauche. Puis il décide de faire le tour des tables pour que son épouse et son nouvel employé puissent échanger quelques mots avec des personnalités importantes de la région. Au fil des rencontres, Maxime reconnaît quelques-unes des personnes dont les photos ornent les murs de la salle de conférence du journal. Michel demande ensuite à Nicole et à Maxime de le suivre à une table installée près du bar.

— Monsieur Moreau, excusez-moi de vous déranger. Vous connaissez déjà mon épouse, Nicole, mais je voudrais vous présenter le nouveau journaliste qui couvrira la scène municipale à Granby, monsieur Maxime Lalonde. Maxime, je te présente le maire de Granby, monsieur Denis Moreau.

— Heureux de vous rencontrer, monsieur Moreau, dit Maxime en échangeant une bonne poignée de main avec son interlocuteur.

— Je suis ravi de vous rencontrer aussi, répond Moreau. Toutefois, comme le disait mon père, il faut se méfier de deux choses dans la vie : le derrière d'un cheval et la plume d'un journaliste, termine-t-il en ricanant.

Maxime sourit en regardant cet homme d'une cinquantaine d'années, de stature moyenne avec un visage dur, des cheveux teints en noir, un nez aussi plat que celui d'un boxeur et des yeux bleu métallique qui scrutent le journaliste comme s'ils voulaient le placer sous hypnose. Le maire ajoute :

— Monsieur Lalonde, je voudrais vous présenter les autres membres de mon quatuor de golf. Il y a d'abord monsieur Serge Gauvin, un homme d'affaires prospère de Granby et l'un des propriétaires de ce magnifique terrain de golf. Là, vous avez monsieur Éric Soucy, ingénieur-conseil de la firme Dupras, Soucy et associés, l'un des principaux bureaux avec lesquels nous travaillons. Et enfin, monsieur Alain Gauthier, qui est urbaniste-conseil pour la Ville de Granby.

Maxime serre la main de toutes ces personnes et leur souhaite bonne chance pour le tournoi, qui s'amorcera dans quelques minutes. Au fond de lui, il se dit que le maire joue avec deux gros fournisseurs de la ville et que les apparences de conflit d'intérêts ne semblent pas le déranger. Il rejoint Cynthia, toujours sur le vert d'exercice, et lui chuchote à l'oreille :

— Il me semble que tu te concentres beaucoup. Ce n'est qu'un tournoi amical, tu n'as rien à prouver.

— Ce n'est pas ce que tu m'as dit ce matin. Il fallait, selon toi, que je me surpasse pour sauver l'équipe... En plus, il faut bien que je me concentre à fond si je veux oublier mes petites préoccupations lascives de tantôt, n'est-ce pas, monsieur Lalonde ? taquine-t-elle en souriant.

D'un air complice, les deux se dirigent vers leur voiturette électrique pour y rejoindre Nicole et Michel. Une fois sur place, Maxime procède aux présentations d'usage.

— Cynthia, dit Michel, j'ai cru comprendre que vous êtes une excellente joueuse...

— Je vois que ma réputation me précède, répond la jeune femme en enfilant son gant de golf. J'ai un certain talent, mais Maxime n'est pas mauvais non plus. Il frappe assez bien la balle, sauf qu'il a des problèmes de direction. Il manque aussi de délicatesse autour des verts.

— Ah ! C'est un petit cachottier, constate Michel. Il me laissait sous-entendre qu'il n'était pas très bon. Vous pourriez utiliser la même voiturette que Nicole afin que je sois jumelé à Maxime. Au besoin, je pourrai lui parler des gens que nous allons croiser sur le terrain. Après tout, nous ne sommes pas ici pour nous amuser, mais, en théorie, pour permettre à votre conjoint de rencontrer plusieurs intervenants de Granby.

Le quatuor se dirige vers le seizième trou, où commence leur partie. Sur le tertre de départ des hommes, Michel se place lentement et exécute quelques élans de réchauffement. Il tend tellement les muscles qu'on voit les veines apparaître sur ses bras. Finalement, il frappe un coup de départ qui roule tout le long et n'atteint même pas les cent verges.

— J'espère que ma balle ne sera pas la meilleure des quatre, lance-t-il en la regardant s'immobiliser dans l'herbe longue.

Maxime pratique son mouvement une fois loin de la balle, se place et cogne cette dernière très loin, mais avec un crochet de droite à gauche qui expédie sa frappe au milieu de la forêt.

— Oh... monsieur Lalonde, longue et croche, comme d'habitude, ricane Cynthia, fière de sa phrase à double sens.

Nicole se place sur le tertre de départ des femmes et s'élance après avoir mentionné qu'elle ne joue qu'une fois par année. Son résultat ressemble à celui de son mari. Finalement, Cynthia s'exécute après un court élan et une dizaine de secondes de concentration. Sa frappe se retrouve en plein milieu de l'allée, à 210 verges, sur cette normale quatre de 340 verges.

— Wow ! C'est vrai qu'elle a du talent ! s'exclame Michel.

Le reste de la partie se déroule sensiblement de la même façon, sauf qu'à l'occasion, Maxime aide avec un coup de départ long et droit, pendant que Nicole, bien guidée par Cynthia, cale quelques roulés. À la fin de la partie, le pointage final du groupe est de sept sous la normale, ce qui est, somme toute, excellent. Les quatre compagnons décident d'aller prendre leur douche avant de se retrouver à une table pour déguster une bière bien méritée en cette journée chaude et humide.

— Comme ça fait du bien, une bonne douche ! lâche Michel.

— Oui, et la bière va être bonne pas à peu près ! lance Maxime alors que ses partenaires lèvent leur verre.

— Michel, as-tu remis la carte de pointage aux responsables ? s'enquiert Cynthia. Avec tous les coups roulés que Nicole a calés, on a peut-être une chance de gagner.

— Oui, je suis assez fière de moi, je n'ai jamais si bien joué... confesse Nicole. Il faut dire que tu m'as beaucoup aidée, Cynthia.

— Oui, ils ont la carte, assure Michel. Cependant, je ne crois pas que nous allons gagner, puisqu'il semble qu'une équipe a joué moins onze. L'important, c'est qu'on a eu beaucoup de plaisir et que c'est la première fois que je vois ma femme rire sur un terrain de golf.

La conversation se poursuit ainsi pendant plusieurs minutes. Quelques bières plus tard, tous les participants du tournoi sont invités à la salle à manger pour le repas. La pièce est grande et magnifique, avec un plancher de danse, un bar et des murs en chêne. En plus d'être très moderne, le mobilier est fonctionnel. On sert aux convives un potage aux asperges suivi d'un délicieux rôti de bœuf. Avant le dessert, les résultats de la journée sont annoncés, et le groupe du journal apprend qu'il termine deuxième. Il doit donc se présenter à l'avant pour recevoir un petit trophée sur lequel seront gravés les noms des quatre joueurs, trophée qui sera remis en jeu l'an prochain. Une fois les quelques prix remis, des éclairs au chocolat sont servis.

Le maire Moreau prononce alors un court discours pour saluer l'assistance et remercier tout le monde pour leur contribution à SOS Dépannage. Il traverse ensuite la salle et s'arrête à quelques tables, avant de se présenter à la hauteur de Maxime et de fixer Cynthia droit dans les yeux en plaçant ses doigts sur sa nuque. Il se penche au-dessus de la table et pose une main sur l'épaule du jeune journaliste pour lui dire :

— Monsieur Lalonde, vous m'avez caché votre compagne, ce matin. Elle est vraiment très jolie.

— Elle n'est pas très jolie, monsieur le maire. Pour moi, c'est la plus jolie. Et je ne la cachais pas, ce matin, c'est simplement qu'elle s'exerçait. C'est beaucoup grâce à elle et à Nicole si notre équipe a terminé deuxième aujourd'hui.

— Je dois admettre que vous avez très bon goût, monsieur Lalonde, précise le maire en jetant un regard libidineux à Cynthia. J'espère que nous aurons le plaisir de nous revoir, chère madame.

Alors que Moreau quitte lentement la table, Cynthia s'exclame :

— Un peu collant le bonhomme !

— C'est certain qu'il aime les jolies femmes, avoue Michel, mais habituellement, il est plus réservé que cela. Peut-être a-t-il pris un petit verre.

Pendant qu'on se remémore les coups d'éclat de la journée, Max décide d'agacer un peu Cynthia. Il enlève discrètement son soulier droit et, avec son pied, caresse doucement la jambe de sa compagne, assise juste en face de lui. N'obtenant aucune réaction, il accentue la pression et remonte vers l'entrejambe. Mais Cynthia, qui veut se venger, reste de marbre pendant qu'il poursuit son manège. Au bout d'un moment, la jeune femme donne un petit coup de pied à Nicole, sa voisine de gauche, qui relève aussitôt la nappe pour voir ce qui se passe. Persuadé d'avoir touché la mauvaise cible, Maxime se confond en excuses :

— Je suis désolé, Nicole... je... j'ai tellement les pieds longs... c'est ma faute, bafouille-t-il en rougissant.

Nicole accepte ses excuses alors que Cynthia exhibe un grand sourire moqueur à son compagnon, qui hoche la tête après avoir compris le petit stratagème de sa douce moitié. Celle-ci annonce :

— Je crois que nous allons vous quitter. Maxime a l'air fatigué, ce qui est très compréhensible avec tous les mauvais coups qu'il a joués.

Il est déjà vingt-deux heures trente lorsque le couple prend le chemin du retour. Cynthia engage la conversation :

— Je n'ai pas apprécié le maire. As-tu remarqué qu'il avait une main sur ton épaule et que de l'autre il me tapotait la nuque ? S'il n'avait pas été le maire, je te jure qu'il aurait enlevé sa main de là.

— À l'instar de Michel, je crois qu'il avait un peu trop bu, réplique Maxime.

— Ce n'est pas juste cela ; il a des yeux d'un bleu qui vous transperce. Je n'aime pas du tout son regard. Tu m'as dit qu'il était très populaire et je ne comprends pas pourquoi. De toute façon, il ne me fait pas bonne impression et, comme tu le sais, je me trompe rarement.

— Je devrais apprendre à le connaître rapidement et dès que ce sera le cas, je pourrai te dire si tu te trompes ou non. Pour le moment, nous avons mieux à faire, rétorque Maxime au moment même où ils entrent dans l'appartement.

Le jeune homme propose alors à Cynthia de se coucher à plat ventre sur le divan, avant de lui caresser le dos à l'aide d'une balle de tennis qu'il promène lentement entre sa nuque et ses fesses. Il l'aide à se soulever et lui retire son chandail, puis, à l'aide de ses dents, lui enlève son soutien-gorge. Il l'embrasse doucement sur la nuque et souffle tendrement un peu partout sur son dos. Cynthia émet des petits cris de plaisir alors qu'il la colle doucement contre lui pour s'emparer de ses seins, qu'il masse et pétrir comme s'il voulait les sculpter.

Cette fois, Cynthia n'en peut plus. Elle se tourne sur le dos en retirant sa jupe et sa petite culotte, et écarte les jambes. De son côté, Maxime enlève lui aussi tous ses vêtements et fait glisser sa langue vers la chatte de sa compagne, qu'il lèche d'abord doucement, puis avec plus de vigueur, jusqu'à ce que le corps de sa partenaire se mette à vibrer et à se cambrer, et que ses cris se fassent plus fréquents. En voyant le sexe de son

partenaire en érection, elle le supplie de la pénétrer, ce qu'il fait, non sans l'avoir fait languir quelques instants.

Après avoir placé les jambes de Cynthia sur ses épaules pour pouvoir s'enfoncer plus profondément en elle, son mouvement de va-et-vient, d'abord lent, s'accélère graduellement, au fur et à mesure qu'il sent croître l'excitation en elle. Puis, dans des gémissements presque synchronisés, les deux atteignent l'orgasme, elle d'abord, et lui, quelques secondes plus tard. Il la serre fort dans ses bras et elle se blottit contre son torse, toujours agitée par de petits spasmes.

Au bout de quelques minutes, Maxime se lève pour aller chercher une couverture dans la chambre, sachant que sa belle refusera de quitter le divan tout chaud où ils viennent de se donner l'un à l'autre. Il s'endort en pensant à cette merveilleuse femme recroquevillée contre lui.

Chapitre 3

La première assemblée de conseil

Maxime est à la fois heureux et anxieux de voir se pointer le troisième lundi d'août. Enfin, il va vivre sa première assemblée de conseil. Il en a discuté avec son supérieur au cours de l'après-midi, et celui-ci lui a bien fait comprendre qu'il ne saisira pas tout ce qui va se passer au cours de la réunion. Il a reçu l'ordre du jour le vendredi précédent et, déjà, il y trouve des termes qu'il ne connaît pas, comme « dérogation mineure », « programme de supplément au loyer », « avis de motion », etc. Guay a profité de l'occasion pour lui expliquer plusieurs de ces expressions.

— Une dérogation mineure se produit habituellement lorsqu'une construction ne respecte pas tous les règlements de la Ville, en particulier en ce qui concerne la distance avec la ligne de rue. Lorsque cela ne pose pas de problèmes aux voisins immédiats, le conseil peut autoriser une dérogation mineure pour rendre la construction conforme à la réglementation.

— Donc, a repris Maxime en fronçant les sourcils, on se donne le droit de désobéir à ses propres règlements lorsque la situation n'est pas grave ?

— C'est pas mal ça.

— Et c'est quoi un programme de supplément au loyer ?

— C'est une entente entre la Ville et l'Office municipal d'habitation de Granby, qui fournit des logements à prix modiques aux citoyens qui en ont besoin.

— Et les avis de motion, ça sert à quoi ? Il semble y en avoir beaucoup.

Guay a soupiré et a répondu :

— Pour ce qui est des avis de motion, ils précèdent l'adoption d'un règlement et annoncent cette adoption lors d'une séance ultérieure du conseil. Un conseil de ville ne parle que par résolutions et règlements.

— Ouin..., a murmuré Maxime. J'en ai pas mal à apprendre.

— Il ne faut pas t'en faire. Tu vas vite assimiler tout ça. D'ailleurs, je vais te donner un petit tuyau. Lors des assemblées du conseil, les moments les plus intéressants, pour les journalistes, sont souvent les périodes de questions. À Granby, elles se tiennent au début et à la fin de la séance. Il est également bon, après la réunion, de rencontrer des élus ou des citoyens qui y ont participé.

Finalement, le directeur de l'information l'a invité à venir le voir le lendemain de l'assemblée afin qu'il puisse l'aider à rédiger ses premiers textes. En consultant l'ordre du jour, Guay a estimé qu'il ne se passerait rien d'inattendu ce soir-là. Habituellement, un premier article est écrit par le journaliste et transmis en soirée au journal pour publication le lendemain ; Guay lui a toutefois mentionné qu'il comprendrait très bien si Maxime ne le faisait pas le premier soir.

C'est donc la tête remplie d'éléments nouveaux que Maxime pénètre dans la salle du conseil vers dix-huit heures quarante-cinq, soit quinze minutes avant le début de l'assemblée. À l'intérieur de la salle, décorée très sobrement, le bleu foncé et le beige dominant. En examinant les lieux, le journaliste se dit qu'en y ajoutant des couronnes de fleurs, l'endroit ressemblerait beaucoup à un salon mortuaire. Comme précisé par son patron, un CD contenant les documents étudiés le soir même par le conseil l'attend à la table des journalistes. Il se dit qu'il aimerait bien recevoir ces documents en même temps que l'ordre du jour, ce qui lui permettrait de mieux se préparer. Peu à peu, des citoyens entrent dans la salle. Il y en a près d'une trentaine lorsque les élus se pointent avec leurs ordinateurs portables, qu'ils placent devant eux à la table du conseil.

Monsieur Moreau s'attarde dans la salle, saluant chacune des personnes présentes, dont plusieurs l'accueillent chaleureusement. L'assemblée débute lorsque le technicien de la télévision communautaire donne solennellement le signal à monsieur Moreau. Toutes les assemblées sont télédiffusées. Max a demandé à Cynthia d'enregistrer celle-ci pour qu'il puisse, au besoin, réécouter certains passages au moment de rédiger ses articles. Le maire déclare l'assemblée ouverte, et le conseil adopte l'ordre du jour en ajoutant deux nouveaux éléments. Il en supprime également quatre, après que monsieur Moreau eut signalé que le conseil n'était pas prêt à prendre des décisions sur ces sujets. Vient alors la première période de questions. Une citoyenne aux cheveux gris et à l'air affable s'avance au micro.

— Pouvez-vous vous identifier, madame, et nous indiquer la rue où vous demeurez ? demande le maire.

— Je m'appelle Lise Lapierre et je demeure sur le boulevard Montcalm.

— Et qu'est-ce qui nous vaut le plaisir de votre intervention ? enchaîne Moreau.

— Je voulais simplement féliciter le conseil et en particulier vous, monsieur le maire, pour la façon avec laquelle vous recevez les citoyens qui se présentent à ce micro. Vous êtes toujours prêts à nous aider et à répondre à nos questions. Encore une fois, un gros merci.

— Eh bien, merci, madame Lapierre. Je vous rappelle que nous sommes au service des citoyens. Vous êtes nos patrons et, dans la vie, il faut toujours respecter ses supérieurs.

Un deuxième citoyen se présente, et le manège des présentations se répète. Il s'agit cette fois de monsieur Fernand Brodeur, un homme dans la quarantaine, de petite taille, chauve et au teint blafard. Il habite sur la rue Bérard et s'adresse au maire en ces termes :

— Lors de la dernière assemblée, monsieur le maire, vous avez décidé d'abolir deux postes à la bibliothèque, un à l'aréna et trois aux travaux publics. Ceci s'ajoute aux suppressions qui ont déjà eu lieu. Comme madame Lapierre, je voudrais vous féliciter. Il est très rare qu'un conseil comprenne que nous, les pauvres citoyens, sommes taxés et gagnons souvent des salaires de misère pendant que les fonctionnaires, beaucoup trop nombreux, sont surpayés. Merci.

— Monsieur Brodeur, depuis que je suis maire, je peux vous assurer que nous avons mis en place un plan qui nous permettra à terme de n'avoir que les employés dont nous avons besoin et qui accepteront de comprendre que ce sont les contribuables qui paient leur salaire. Tout cela peut prendre quelques années, car ces employés sont protégés par des conventions collectives presque coulées dans le béton.

Alors que plusieurs personnes se mettent à applaudir, le maire ajoute en souriant :

— Nous n'avons pas besoin d'applaudissements, nous ne faisons que notre devoir. Cependant, je dois avouer que cela fait plaisir.

Une troisième personne se présente au micro. Il s'agit d'un homme courbé et très ridé dont il est difficile de définir l'âge. Il est grand et mince, et ses longs cheveux blancs sont attachés en queue de cheval. Enfin, il porte un béret noir à la manière d'un artiste.

— Je crois que je n'ai pas besoin de présentation, Votre Altesse, commence-t-il, mais bon... pour vous faire plaisir, mon nom est L'Artiste et je demeure sur la rue Vittie. Ce soir, je voudrais, en premier lieu, vous réciter un très court texte de ce grand poète montréalais qu'est monsieur Leonard Cohen. Je vais le faire en anglais, la langue utilisée par l'auteur, puis vous traduire le tout. «*Everybody knows the fight was fixed, the poor stay poor, the rich get rich, that's how it goes*». La traduction : «*Tout le monde sait que le combat a été arrangé, le pauvre demeure pauvre, le riche devient riche, c'est ainsi que ça se passe*». Je vous demande à vous, Votre Majesté, et à vos dix fous du roi, de bien réfléchir à cette pensée. J'ai l'impression que c'est ce qui nous guette à Granby.

— Tout d'abord, monsieur Richard Vaillancourt, répond le maire, vous n'avez pas besoin de me donner des titres comme *majesté* ou *altesse* ; un simple *monsieur le maire* suffira. De plus, je crois qu'aucun membre du conseil ne mérite d'être traité de *fou du roi*. Pour ce qui est de votre affirmation, je ne connais pas la personne que vous citez, mais je suis certain que si elle vivait à Granby, elle comprendrait que nous aidons beaucoup les pauvres.

— Merci, monsieur l'Empereur, si jamais je croise monsieur Cohen, je lui ferai part de votre réponse, rétorque L'Artiste. Une dernière intervention, ou plutôt, une dernière question : quand saurons-nous, cher Souverain, ce qu'il adviendra de vos sujets dans le prochain budget ?

— Monsieur Vaillancourt, le budget 2017 sera adopté au début de décembre prochain. Un mois avant, soit à l'assemblée de novembre, je vous donnerai une bonne indication de ce qu'il contiendra, puisque la loi prévoit un discours du maire sur la situation financière de la ville. Je vous remercie d'avoir posé cette question.

L'Artiste quitte lentement le lutrin, avance vers la table des élus et, en retirant son béret, leur fait une longue révérence. Maxime, d'abord surpris par ce personnage, se demande s'il s'agit d'un déséquilibré ou d'un cabotin.

La première période de questions étant terminée, l'assemblée se déroule rondement. Chaque conseiller utilise son ordinateur pour lire à tour de rôle des résolutions rédigées à l'avance, alors que le maire, tel un chef d'orchestre, trouve les proposeurs et les secondeurs pour faire adopter lesdites résolutions.

Dans la tête de Maxime, le conseil municipal forme une belle chorale où tous vibrent au même diapason. Au point 9.5 de l'ordre du jour, le journaliste remarque que le conseil adopte une directive de changement pour des travaux de construction d'égouts, d'aqueduc, de fondation et de pavage sur la rue de L'Hémérocalle. Le contrat qui a été accordé à l'entreprise *Excavation Lavallée* pour une somme de 422 100 \$

coûtera finalement 51 622 \$ de plus. Maxime entend questionner le maire à ce sujet. En effet, la commission Charbonneau a démontré que des entreprises et des décideurs étaient parfois de connivence pour faire adopter des extras, lesquels étaient en fait des retours d'ascenseur pour les entreprises ayant contribué financièrement à des caisses électorales occultes.

L'ordre du jour épuisé, le conseil en arrive à la deuxième période de questions. L'Artiste se présente à nouveau au lutrin :

— Votre Grandeur, j'aurais une dernière question pour vous... Et puis, à bien y penser, je vous offre mes honneurs et je vais attendre la prochaine assemblée pour poser cette question.

Il se retire en répétant le même manège que la première fois. Suite à quoi, quelques rires se font entendre dans la salle. Comme il n'y a pas de questions, le conseil vote la levée de l'assemblée. Aussitôt, Maxime se dirige vers la table du conseil et demande au maire s'il peut lui accorder cinq minutes. Ce dernier l'invite à descendre à son bureau et ferme la porte. Grand, ledit bureau est décoré dans des teintes très sombres que Maxime ne trouve pas particulièrement de bon goût.

— Monsieur le maire, j'aurais deux questions pour vous. La première concerne la procédure. Ne serait-il pas possible d'obtenir le CD contenant les documents du conseil le vendredi précédant l'assemblée, soit en même temps que l'ordre du jour ? Cela me permettrait de mieux préparer mes articles et de pouvoir en rédiger une partie avant l'assemblée, pour les publier dès le mardi matin.

— Monsieur Lalonde, tout d'abord, il me fait plaisir de vous rencontrer à nouveau. Est-ce que vous et votre charmante épouse vous adaptez bien à la ville de Granby ?

— Merci de poser la question. À ce jour, tout va bien.

— Pour répondre à votre question, le conseil de l'ancien maire agissait de cette façon. Pour ma part, je ne suis pas d'accord. Il est normal que les membres du conseil reçoivent les documents avant les journalistes, et ces documents ne sont disponibles que le vendredi. Il s'agit de respecter des élus qui se dépensent sans compter pour les citoyens de Granby. De plus, si vous obtenez les documents le vendredi, rien ne vous empêche de rédiger un article pour le samedi ou le lundi, soit avant l'assemblée du conseil.

— Je vous assure, monsieur le maire, que je ne ferais pas cela, assure Maxime en appuyant machinalement sur le bouton de son stylo.

— De toute façon, pour toutes les raisons évoquées, il n'en est pas question, conclut Moreau sur un ton sans équivoque. Quelle est votre deuxième question ?

— Dommage, soupire Maxime. C'est une question concernant la séance. Comment se fait-il que le contrat sur la rue de L'Hémérocalle coûte près de 52 000 \$ de plus que prévu ?

— C'est encore une mauvaise planification de notre service de génie, répond le maire. Lorsque nous planifions des travaux de construction dans une rue, il faut d'abord estimer la quantité de roc qui devra être dynamité. Nous réalisons donc des carottages du sol un peu partout où nous aurons à creuser. De cette façon, nous calculons que nous aurons approximativement X verges cubes de roc. Puis les soumissionnaires remettent leur prix à partir de cette estimation. Dans ce cas précis, notre service de génie a grandement sous-estimé les quantités en faisant faire les sondages par les laboratoires aux mauvais endroits. Le conseil n'est pas du tout satisfait de plusieurs de nos employés municipaux, et c'est pourquoi nous nous tournons de plus en plus vers l'entreprise privée, qui coûte moins cher et fait un meilleur travail.

— Si l'estimation avait été mieux faite, monsieur le maire, il n'y aurait donc pas eu de surplus ? Je comprends toutefois que le soumissionnaire aurait déposé une proposition plus élevée en tenant compte d'une plus grande quantité de roc. Est-ce que cela ne revient pas au même ?

— Sans doute, réplique le maire un peu agacé, mais vous ne seriez pas ici à me poser cette question. Le conseil n'aurait pas eu non plus à voter un pareil montant, ce qui lui donne une mauvaise image au sein du public en raison de tout ce qui s'est passé au Québec au cours des dernières années. Nous sommes un conseil très honnête et nous détestons que notre réputation soit salie à cause d'erreurs commises par nos employés.

— Eh bien, c'est tout, monsieur le maire, merci de votre temps.

— Pas de problème, monsieur Lalonde. Je suis toujours disponible.

Maxime quitte le bureau en se disant qu'il ne doit pas être très agréable de travailler pour la Ville en ce moment. Il prend le volant de sa vieille Toyota et se dirige vers son appartement, où Cynthia l'attend.

— Méchant moineau, cet Artiste ! lui lance-t-elle. J'ai regardé l'assemblée, et il m'a bien fait rire. Mais les élus sont pas mal moins drôles avec leurs répliques apprises par cœur.

— Ouais, tu as raison, approuve Maxime. Et ce ne sera pas facile d'écrire des articles intéressants après une pareille assemblée. Allons nous coucher. Demain matin, je visionnerai l'enregistrement pour voir si

d'autres idées me viennent.

— Tu n'as rien remarqué, ici ? demande Cynthia. J'ai fini de ranger tout ce qui traînait et j'ai peinturé le dernier mur du salon.

— Ma parole, tu n'es pas juste belle, tu es pleine de talents ! s'exclame Maxime en l'embrassant tendrement.

Puis les deux amoureux se rendent dans la chambre à coucher, où Cynthia s'endort dans les bras de Maxime.

Chapitre 4

Le maire et l'information

Assis à son bureau, Maxime regarde par la fenêtre en se demandant quels genres d'articles il pourrait écrire à partir d'une assemblée où il ne s'est rien passé. Il a eu beau visionner la bande le matin même chez lui, il n'y a rien vu d'important. Il décide donc de passer quelques coups de fil, comme le lui a suggéré son patron, avant leur rencontre prévue à quinze heures. Il commence par appeler la conseillère déléguée aux travaux au sein du conseil, Isabelle Robert.

— Bonjour, madame Robert, je suis le journaliste Maxime Lalonde, celui qui couvre maintenant les assemblées du conseil.

— J'ai remarqué votre présence, hier soir, monsieur Lalonde, réplique madame Robert. Bienvenue chez nous. Que puis-je faire pour vous ?

— J'aurais quelques questions à vous poser en ce qui concerne l'assemblée.

— Je veux bien vous aider, mais normalement, c'est le maire qui répond aux questions des journalistes. Il est beaucoup plus au courant que nous des différents dossiers, puisqu'il travaille à plein temps au service de la Ville, ce qui n'est pas le cas des conseillers. Les membres du conseil lui font entièrement confiance.

— Ce ne seront pas des questions très compliquées, précise Maxime. Au point 9.5 de l'ordre du jour, vous avez adopté une directive de changement pour des travaux sur la rue de L'Hémérocalle. En fait, cette directive fait passer le coût des travaux de 422 100 \$ à 473 722 \$. Comment expliquez-vous cette augmentation ?

— Je suis loin d'être une experte en la matière, mais monsieur le maire nous a expliqué, avant l'assemblée, que les sondages effectués pour déterminer la quantité de roc n'avaient pas été suffisants. C'est ce qui a fait hausser la facture.

— Par qui ont été réalisés ces sondages ? persiste Maxime.

— Je ne sais pas, vous devriez contacter le maire.

— Changeons de sujet. J'ai remarqué que quelques citoyens ont adressé des félicitations au maire ainsi qu'au conseil en général. Est-ce une coutume ?

— Oui, je crois que, depuis notre élection, nous recevons beaucoup de félicitations. Le maire en particulier. Nous sommes un gouvernement de proximité, très près du peuple, et les gens s'identifient à nous. Comme monsieur le maire le disait lors de l'assemblée, les citoyens sont nos patrons, et nous les respectons profondément.

— Eh bien, c'est tout pour aujourd'hui ! Merci de votre collaboration et à la prochaine.

Maxime téléphone ensuite aux conseillers Jean Lamontagne et René Godbout à qui il pose les mêmes questions, pour finalement obtenir à peu près les mêmes réponses. Toutes ces personnes s'entendent pour dire que c'est le maire qui est le mieux placé pour répondre aux journalistes. Il décide alors de s'adresser au directeur général de la Municipalité, Pierre Favreau, qu'il appelle aussitôt.

— Monsieur Favreau, je suis Maxime Lalonde, journaliste à *La Voix des Cantons*. J'aurais une question à vous poser au sujet de l'assemblée d'hier.

— C'est habituellement le maire qui sert de trait d'union entre la Ville et les journalistes, répond Favreau. Mais posez toujours.

— Je constate qu'il y a encore un surplus d'au moins 50 000 \$ dans un contrat d'environ 400 000 \$ accordé à *Excavation Lavallée*. Vous savez, avec les résultats de la commission Charbonneau, les citoyens sont vraiment las de ce genre de surplus annoncés un peu partout au Québec. Le maire me dit que cet extra est dû à une mauvaise évaluation du roc, et que les employés municipaux en seraient responsables. Que pensez-vous de cette affirmation ?

Maxime sent un malaise au bout du fil, puis entend :

— Euh... vous savez, on peut faire dire ce qu'on veut aux chiffres, répond Favreau après une hésitation. Les employés municipaux ne sont pas parfaits, et c'est vrai que, à l'occasion, ils peuvent faire des erreurs, moi le premier. Dans ce cas-ci, peut-on vraiment parler d'une erreur ? Je ne sais pas. Il faudrait approfondir. Le maire a le droit d'avoir son opinion, ajoute-t-il, visiblement de plus en plus embarrassé.

Maxime met fin à la conversation tout en comprenant qu'il n'obtiendra pas une grande collaboration de la part des cadres municipaux pour la rédaction de ses articles. Il a la sensation que le maire tamise toute l'information.

Après réflexion, il rédige deux articles. Un premier pour se présenter aux lecteurs et un deuxième sur l'octroi du contrat cité au point 9.5. Dans ce deuxième article, il décide de ne pas insister sur le contrôle de l'information, préférant attendre d'en savoir plus. Il prépare enfin un petit entrefilet sur les félicitations reçues par le conseil et un autre sur la prestation de L'Artiste. Il est quinze heures quinze lorsque Guay le rejoint à son bureau.

— Je m'excuse du retard. Et puis, comment s'est passée ta première assemblée de conseil ?

— On ne peut pas dire qu'il y a beaucoup de controverses, soupire Maxime. Des citoyens qui félicitent les élus, surtout le maire, un étrange personnage qui pose des questions saugrenues... vraiment, je ne savais pas quoi écrire. J'ai l'impression que j'ai beaucoup à apprendre.

— Ne t'en fais pas, c'est un peu normal de manquer de matière, puisque tu n'as aucun historique avec ce conseil municipal. Et puis, il s'agit d'un conseil très uni. Mais n'oublie pas que tu as obtenu un DEC en journalisme au Cégep de Jonquière et un baccalauréat spécialisé en communication publique avec concentration en journalisme à l'Université Laval.

Après cette énumération, le directeur se met à rire, ce qui fait sourire Maxime.

— Je ne suis pas très inquiet pour toi, ajoute Guay en recouvrant son sérieux. Tu ne resteras pas longtemps à Granby. Bientôt, on te retrouvera à Québec ou à Montréal. Regardons ce que tu as écrit.

Maxime mâchouille nerveusement son stylo en montrant à son supérieur les entrefilets qu'il a écrits :

— Voici deux courts articles : le premier traite des deux citoyens qui ont félicité les élus et le deuxième de l'étrange intervention de L'Artiste. Dans le premier, je fais ressortir le ressentiment du citoyen Brodeur envers les employés municipaux, ressentiment que semble partager le maire. Dans le second, je décris le personnage farfelu qui pose des questions qui n'ont rien à voir avec l'assemblée et qui, par la suite, exécute de longs saluts aux élus.

Michel lit les deux textes en souriant par intermittence, puis dit :

— Pas mal du tout. Je crois que tu as bien saisi ce qui se passe au conseil depuis plusieurs mois. Cependant, il s'agit d'articles mineurs qui ne seront pas placés à la page trois du journal, où l'on retrouve habituellement les nouvelles municipales. On pourrait peut-être mettre le premier à la page cinq du journal de mercredi et le second à la même page du journal de jeudi. J'imagine que tu as écrit autre chose...

— Bien sûr. J'ai rédigé un article sur le point 9.5 de l'ordre du jour concernant le surplus d'au moins 50 000 \$ relativement à la facture des travaux effectués sur la rue de L'Hémérocalle. J'ai interrogé le maire à ce sujet et il blâme les services municipaux. Je fais référence aux dépassements de coûts dont il a souvent été question à la commission Charbonneau, tout en mentionnant la déception du maire envers ses employés affectés à ce dossier. J'ai contacté trois conseillers municipaux et le directeur général pour sonder leur opinion, mais je me suis fait dire, en gros, que seul le maire parlait aux journalistes. Je trouve cette procédure un peu étrange et j'aurai peut-être l'occasion d'y revenir un jour.

Guay lit rapidement le texte et répond :

— Ça me semble OK. As-tu autre chose ?

— J'ai pensé qu'il serait intéressant que je me présente aux lecteurs. J'ai donc écrit un texte dans lequel je précise mon cheminement et mes champs d'activités au journal, tout en invitant les citoyens qui ont des choses à me communiquer à le faire. Je leur donne donc mon adresse courriel et mon numéro de téléphone.

— J'avoue que cette démarche me surprend un peu, mais je la trouve très intéressante. Nous pourrions passer ce premier article sur le site Internet du journal dès ce soir et dans l'édition de demain. Quant à l'article sur le contrat, il se retrouverait plutôt dans l'édition de jeudi. Je crois que tu as fait du bon travail, Maxime. On se parle.

Encouragé par cet entretien, le reporter téléphone à Cynthia pour l'inviter au restaurant. Il passe la prendre à l'appartement à dix-huit heures, et les deux se rendent dans un restaurant thaïlandais et vietnamien recommandé par Jean-Philippe Côté, un confrère du journal. Il s'agit de *La Lune d'Asie*, un établissement situé non loin du centre d'achat *Les Galeries de Granby*. Maxime sait que sa compagne raffole de ce genre de cuisine. Dans ce restaurant très petit au décor plutôt simple, Maxime remarque immédiatement que le son porte et qu'il est facile d'entendre ce qui se dit aux tables voisines. Il n'y a que deux serveuses, dont l'une semble être la propriétaire. Cynthia commande une soupe orientale avec du poulet Pattaya comme plat principal, et Maxime la même soupe, mais avec des brochettes au bœuf et au poulet.

— Et puis, comment a été ta journée ? s'enquiert Cynthia.

— Michel Guay a semblé apprécier les articles que j’ai pondus. Tu sais, ce n’est pas facile d’écrire sur un conseil de ville qui a l’air aussi parfait.

— Je ne connais pas les conseillers, mais pour ce qui est du maire, tu sais ce que j’en pense...

— Oui, mais je préfère que tu ne parles pas de ça ici, parce qu’on entend à peu près tout ce qui se dit.

En effet, Maxime et Cynthia ne peuvent s’empêcher de saisir une conversation émanant d’une table située à une vingtaine de pieds d’eux. Les deux couples qui y mangent parlent abondamment de la ville de Granby et de son maire. Un des deux hommes souligne qu’il était temps que les finances municipales soient redressées, car la ville se dirigeait directement dans le mur. L’autre homme, pour sa part, indique qu’il faudrait plus de Denis Moreau, en particulier aux niveaux provincial et fédéral. Les deux femmes sont d’accord, l’une d’elles ajoutant que ce qu’elle aime le plus, chez Moreau, c’est qu’il dit la vérité et ne dore jamais la pilule aux citoyens. L’autre ajoute qu’en plus, il n’a pas peur de se mettre les employés municipaux à dos et que c’est très bien ainsi. Ceux-ci ont été surprotégés pendant trop longtemps.

Maxime et Cynthia comprennent vite que le lieu n’est pas propice aux confidences. La jeune femme se résout donc à raconter sa journée :

— Ce midi, je suis allée dîner avec Nicole, la femme de ton patron. Elle m’a parlé d’un bureau d’avocats qui recherche une secrétaire juridique. J’ai rendez-vous demain pour une entrevue au bureau *Brunelle et Chamberland*, sur la rue Saint-Jacques. J’espère décrocher l’emploi, car jusqu’à maintenant, je m’ennuie à Granby. Quand nous avons fait connaissance à Chicoutimi, alors que tu étudiais à Jonquière, jamais je n’aurais pensé me sentir un jour aussi déracinée. Ma famille me manque et mes amies aussi. Je me suis remise à peindre et même à écrire de la poésie, mais ce n’est pas suffisant. Le fait de travailler pourrait résoudre le problème et me permettre de tisser de nouveaux liens. En plus, un revenu supplémentaire nous aiderait à nous payer de petites douceurs.

— Tu sais, Cynthia, même si je suis né à Shawinigan, moi aussi je commençais à avoir des racines au Saguenay. Et puis, si je me fie à ce que m’a dit Michel, ce ne sera pas notre dernier déménagement. Il pense qu’avec mes diplômes et un peu plus d’expérience, je serai recruté par un journal de Québec ou de Montréal. Je suis bien conscient que tu as tout quitté pour me suivre, mais je crois qu’à moyen et long termes, nous ne le regretterons pas, ni l’un ni l’autre.

Cynthia adore la soupe et le poulet Pattaya. Maxime, moins démonstratif, apprécie également son repas. Après avoir bu un thé au jasmin et mangé un tapioca vietnamien, le couple quitte le restaurant devenu un peu moins bruyant, puisqu’à moitié vide. Sur le chemin du retour, Cynthia ne peut s’empêcher de revenir sur les propos tenus par les deux couples :

— Ces quatre personnes sont vraiment obnubilées par le maire. Elles le prennent pour Gandhi. Pour ma part, je le trouve trop parfait et je me méfie des gens parfaits. Je me répète, mais il y a quelque chose dans son regard qui ne m’inspire pas confiance.

— Tu as peut-être raison, Cynthia. Au cours des prochaines semaines, j’en apprendrai certainement beaucoup plus sur lui. J’ai bien aimé ce petit restaurant, mais ce n’est pas l’endroit idéal pour partager nos impressions sur la ville. De toute façon, lorsque nous sommes en public, il est préférable de ne pas aborder ce genre de sujets.

Chapitre 5

Une assemblée plus animée

Maxime assiste à sa deuxième assemblée de conseil le lendemain de la fête du Travail. Il ne note rien de particulier sur l'ordre du jour qu'il a reçu le vendredi précédent, mais espère que la réunion sera plus fertile en rebondissements. Il remarque que ce sont sensiblement les mêmes citoyens qui entrent dans la salle. Les élus se présentent aussi, et le maire salue individuellement chacun des citoyens, allant même jusqu'à échanger quelques blagues avec certains d'entre eux. L'assemblée s'ouvre avec la première période de questions :

— Est-ce qu'il y a des questions ou des commentaires ? demande le maire.

Un homme d'une quarantaine d'années au physique imposant s'avance au micro, pose ses deux énormes mains sur le lutrin et dit :

— Je voudrais signaler au conseil que...

— Avant d'aller plus loin, monsieur, l'interrompt immédiatement le maire, voulez-vous vous identifier et nous indiquer à quel endroit vous habitez ?

— Je m'excuse, je n'ai pas l'habitude des micros. Mon nom est Joël Sévigny, et j'habite sur la rue De Vaudreuil.

— Merci, et comment pouvons-nous vous aider aujourd'hui ?

— Je sais, monsieur le maire, que vous êtes en train de remettre de l'ordre dans le fonctionnement de la ville, développe Joël Sévigny en se frottant les mains. Les citoyens sont de tout cœur avec vous. Je veux vous signaler une habitude inacceptable et bien implantée chez vos *crisse* de cols bleus.

— Monsieur Sévigny, je comprends votre frustration, mais je vous demanderais de ne pas blasphémer ici, coupe le maire en souriant. Rappelez-vous que cette assemblée est regardée dans plusieurs foyers.

— Encore une fois, je m'excuse. Je suis habitué à travailler au sein de ma petite entreprise de construction et non à parler en public, informe Sévigny d'une voix étouffée. Je voulais simplement vous dire qu'une bonne douzaine de vos cols bleus se retrouvent tous les matins dès huit heures au restaurant *Chez Johanne*, sur la rue Cowie. Je ne comprends pas comment ils peuvent être en pause aussi tôt. Vendredi dernier, j'ai décidé de chronométrer la durée de cette pause. Quand je suis entré dans le restaurant, ils étaient déjà là depuis au moins quelques minutes puisqu'ils avaient un petit déjeuner devant eux. Ils ont quitté les lieux quarante-huit minutes plus tard. Bien sûr, vous avez baissé nos taxes, mais nous payons encore trop cher pour des fainéants de ce genre. En tout cas, j'espère que ma dénonciation ne me vaudra pas de représailles de leur part.

— En premier lieu, monsieur Sévigny, je vous remercie de nous informer de cette situation, approuve le maire, les sourcils froncés et le teint écarlate. Si jamais vous estimez être victime de représailles, je vous invite à communiquer avec moi et nous sévrons contre les coupables de façon exemplaire. Pour ce qui est des pauses interminables, cette situation est totalement inacceptable. La conseillère Robert, responsable des travaux publics, enquêtera sur le sujet avec l'aide du directeur des travaux publics et du directeur général. Je leur demande de fournir un rapport au conseil dès la prochaine assemblée. Ces périodes de récréation semblent montrer une fois de plus que nous avons trop d'employés. Actuellement, avec la convention collective en vigueur, nous ne pouvons éliminer que des postes temporaires. D'ailleurs, nous avons réduit de façon importante le nombre et la durée d'emploi des membres de ce groupe de travailleurs. Nous sommes actuellement en période de négociation et nous entendons limiter également le nombre d'employés dits permanents. Ce n'est pas vrai que nous allons payer des gens à ne rien faire.

— Merci, monsieur le maire, répond Sévigny en frottant à nouveau ses grosses mains, cette fois avec satisfaction. Je savais que j'aurais une bonne écoute de votre part. Merci et encore toutes mes félicitations.

— C'est surtout vous qui devriez être louangé pour votre grand courage. J'invite tous les citoyens qui ne sont pas satisfaits des services offerts par nos employés à nous en faire part. Soyez certains que nous voulons implanter chez nos travailleurs la notion du bien-être collectif au lieu du bien-être individuel.

Une deuxième personne s'installe derrière le lutrin. Il s'agit d'un homme trapu, musclé et au visage très dur qui se présente ainsi :

— Mon nom est Serge Blondin et j'habite sur la rue Desjardins. Je ne suis pas ici en tant que citoyen, mais à titre de président du syndicat des cols bleus de la Ville de Granby.

— Bonjour, monsieur Blondin, le coupe aussitôt le maire. Je ne veux pas que cette tribune serve à des négociations collectives. Pourriez-vous cependant me dire ce que vous pensez de l'intervention de monsieur

Sévigny ?

— Monsieur le maire, en tout respect, j'ai le droit de profiter de la période de questions pour m'adresser au conseil, rétorque Blondin en fronçant les sourcils et en haussant la voix. Pour ce qui est des déclarations de monsieur Sévigny, je vais vérifier. Cependant, il ne faudrait pas oublier qu'à titre d'entrepreneur, ce citoyen doit souvent obtenir des permis ou des certificats de conformité provenant de différents services municipaux. Peut-être que sa dénonciation vient d'une rancœur accumulée à l'égard de certains fonctionnaires qui appliquent les règlements municipaux pour protéger l'ensemble des citoyens de certains abus.

— Faites attention à ce que vous dites, de répondre furieusement le maire. Ne manquez surtout pas de respect envers un citoyen. Rappelez-vous qu'il s'agit d'un de vos patrons. Nos employés sont là pour faciliter le travail de nos entrepreneurs, pas pour leur nuire.

— De toute façon, monsieur le maire, nous commençons à nous y faire. À toutes les assemblées, des citoyens viennent débâter contre les employés municipaux et vous les encouragez. Je suis heureux, car cette fois-ci, au moins, vous avez décidé de procéder à une enquête.

— Quelle est votre question ? s'impatiente le maire.

— Je veux simplement vous inviter à reprendre les négociations collectives avec notre syndicat, négociations qui sont au point mort depuis neuf mois. Je vous rappelle que notre convention collective sera échue depuis deux ans le 31 décembre prochain. Depuis ce temps, votre comité se présente à la table des négos avec comme seul mandat de nous enlever des acquis importants. Vous nous proposez des baisses salariales, des pertes en ce qui concerne le fonds de pension, des suppressions de postes, des heures de travail accrues, et j'en passe. Nous ne voulons pas négocier publiquement, mais il est important que les citoyens sachent ce qui se passe. Je sais que le climat que vous avez créé fait de nous les méchants. Cependant, les citoyens sont bien contents quand nous réglons des problèmes de déneigement, d'égouts bouchés ou d'insalubrité dans les parcs.

— Je m'impatiente, monsieur Blondin. Posez votre question.

— Je sais que vous voulez nous pousser à la grève pour nous rendre encore plus impopulaires. Mais nous ne tomberons pas dans votre piège. Mes questions sont les suivantes : quand allons-nous reprendre les négociations afin d'en arriver à une entente pour le plus grand bénéfice des citoyens de Granby ? Et êtes-vous prêt à aller en arbitrage pour régler le conflit ?

— Je sais ce qu'est un arbitrage, monsieur le président, mais pouvez-vous expliquer aux citoyens ce dont il s'agit ? s'enrage le maire.

— C'est simple. Dans le secteur municipal, lorsqu'un employeur et un groupe de syndiqués ne s'entendent pas sur le renouvellement d'une convention collective, les deux parties peuvent demander au ministre du Travail de nommer un arbitre dont la décision fera force de convention. Cependant, il faut que les deux parties soient d'accord, d'où ma question : êtes-vous prêt à aller en arbitrage ? De notre côté, nous sommes prêts à le faire et à nous soumettre à la décision de l'arbitre, précise Blondin.

— Jamais ! refuse Denis Moreau. Ce n'est pas un inconnu qui va fixer les conditions de travail de nos employés. Le conseil a trop de respect pour les citoyens qui sont appelés à payer. Tout le monde sait que ces arbitrages sont toujours réglés à la faveur des syndiqués. D'ailleurs, le gouvernement s'apprête à légiférer pour nous permettre de fixer les conditions de travail lorsqu'il y a impasse avec un groupe d'employés.

— Jamais une pareille loi ne sera adoptée, sourit Blondin avec mépris, et si c'était le cas, nous contesterions jusqu'en cour suprême. Monsieur le maire, vous ne voulez pas qu'un arbitre règle la convention, car vous voulez le faire vous-même, unilatéralement. Quel non-sens !

— Soyez poli, monsieur Blondin, lance Moreau en haussant le ton. Respectez les élus qui représentent les citoyens, c'est-à-dire vos patrons.

Puis il hésite avant de poursuivre en ces termes :

— Pour ce qui est de la première partie de votre question concernant la reprise des négociations, je vous ai laissé faire votre petit baratin, mais je ne peux pas répondre à cela ce soir. Je vais discuter avec le conseil au cours des prochaines semaines pour voir si nous modifierons le mandat de notre comité de négociations. Si tel est le cas, nous vous convoquerons à une séance de négociations. Mais je serais surpris que ça se produise. S'il y a, comme je crois, un refus du conseil, vous devrez soit accepter les généreuses conditions que nous vous offrons, soit faire ce que vous voulez. Tenez-le-vous pour dit, termine le maire sous les applaudissements de plusieurs citoyens.

Tremblant de colère, le président du syndicat quitte le lutrin. Lorsque L'Artiste s'y présente, le maire prend aussitôt la parole :

— La période de questions du début de l'assemblée dure normalement trente minutes. Comme nous avons déjà dépassé ce délai, je vous demanderais, monsieur Vaillancourt, de revenir au micro lors de la

deuxième période, à la fin de la réunion. Pour le moment, je crois que nous devrions prendre une pause d'une dizaine de minutes. Je ne déteste pas les débats virils, mais je les trouve un peu exténuants.

L'Artiste fait son grand salut habituel et quitte le lutrin alors que le conseil vote un ajournement de dix minutes. Plusieurs conseillers demeurent dans la salle, mais le maire descend à son bureau.

Cette fois-ci, Maxime a plus de matière pour ses articles. Il semble évident que les négociations se dirigent vers une impasse. Le syndicat a tout intérêt à maintenir les conditions actuelles le plus longtemps possible, puisqu'elles sont plus généreuses que les offres de la Ville, du moins, selon les dires du président du syndicat.

Le maire revient dans la salle avec un beau sourire, l'air beaucoup plus détendu. L'assemblée se déroule rondement, sans autre imprévu. Vient la deuxième période de questions. L'Artiste s'avance au micro en saluant le conseil de son béret :

— Votre Majesté, je vous salue bien bas. Vous avez retrouvé votre flegme habituel et vous m'en voyez très heureux. Première question : le journal nous rapportait, la semaine passée, que l'année dernière, les Canadiens ont envoyé près de cent quatre-vingt-sept milliards de dollars dans les paradis fiscaux des Antilles. Pendant ce temps-là, nos gouvernements, et en particulier vous, nous demandent de nous serrer la ceinture. Pourquoi n'allez-vous pas chercher l'argent où il se trouve ?

— Monsieur Vaillancourt, d'abord merci de vos salutations. Votre gouvernement municipal prend l'argent où il peut. Nous n'avons aucun contrôle sur ceux qui abritent leur argent dans ce genre de paradis. Votre question devrait plutôt s'adresser aux gouvernements du Québec et du Canada. Et il ne faut pas exagérer. Les gens qui utilisent ces paradis sont des personnes riches qui font rouler l'économie canadienne et créent des emplois chez nous. Comme tout le monde, ils en ont plus qu'assez de payer des impôts excessifs. C'est pour cette raison qu'ils agissent de la sorte. Quand les autres gouvernements auront fait comme nous, cela permettra de réduire sensiblement le fardeau fiscal de tous les citoyens, et ces personnes laisseront leur argent chez nous.

— Vous me permettrez de ne pas être d'accord avec Votre Excellence, répond L'Artiste. Ces fraudeurs de petits peuples devraient être en prison. Mais je ne veux pas me fâcher inutilement si ça n'arrive pas. La vie est trop courte. J'aimerais maintenant, distingués membres de cette basse-cour, vous lire une citation du journaliste Octave Mirbeau, qui écrivait ce qui suit dans *Le Figaro* de 1888 : « Les moutons vont à l'abattoir. Ils ne disent rien, et ils n'espèrent rien. Mais du moins, ils ne votent pas pour le boucher qui les tuera et pour le bourgeois qui les mangera. Plus bête que les bêtes, plus moutonnier que les moutons, l'électeur nomme son boucher et choisit son bourgeois. Il a fait des révolutions pour conquérir ce droit. » Qu'en pensez-vous, Votre Royauté ?

— Je dois dire, monsieur L'Artiste, que vous m'amusez un peu. Cependant, je crois trop en la démocratie pour penser, comme vous le suggérez, que le mouton est plus intelligent que l'électeur. Je vois que le conseiller Harpin voudrait prendre la parole. À vous, monsieur le conseiller.

Maxime tourne son attention vers le conseiller Luc Harpin, un petit homme dans la soixantaine aux tempes grises, au nez arqué et au regard furieux.

— Vaillancourt, je ne vais même pas vous dire monsieur, parce que vous ne le méritez pas. Pour vous, nous faisons partie de la basse-cour ; j'imagine que nous sommes des poulets ou des dindes ? Ensuite, vous comparez les électeurs à des moutons idiots. Vous me choquez. À toutes les assemblées, vous nous racontez des sornettes qui n'ont ni queue ni tête et vous mettez en doute l'intégrité de ce conseil. Avez-vous remarqué que les citoyens sont satisfaits de nous et que vous êtes le seul braillard en ville, maintenant que Jocelyn Campbell n'écrit plus dans le journal ? Notre maire est un modèle de rigueur et d'honnêteté, et j'aimerais en dire autant de vous.

L'Artiste sourit à pleines dents, visiblement heureux de l'effet qu'il a créé.

— Ne vous désespérez pas comme ça, monsieur le Valet Harpin, rétorque-t-il. Je ne voulais pas vous insulter. Je veux seulement que le conseil réfléchisse aux grands enjeux de la vie. J'espère que vous passerez tout de même une bonne nuit et je vous salue tous bien bas, conclut-il en s'avançant vers la table du conseil et en agitant son béret.

Aussitôt la séance terminée, le maire se rend dans la salle pour serrer des mains. Pour sa part, Harpin demeure à sa place et dévisage L'Artiste. Maxime décide de le rencontrer pour essayer de comprendre ce qui a provoqué cette forte réaction. Il voit là l'occasion d'obtenir un autre point de vue que celui du maire relativement à un dossier municipal. Il s'approche lentement de lui et l'aborde en lui disant :

— Vous semblez vraiment furieux, monsieur Harpin.

— Je suis écœuré de voir cet imbécile nous sortir ses théories idiotes à chaque assemblée et mettre en doute notre intégrité. C'est un faible d'esprit qui se prend pour le nombril du monde.

— Que vouliez-vous dire quand vous avez mentionné qu’il était le seul braillard depuis que le journaliste Jocelyn Campbell n’écrivait plus ?

— Je voulais seulement dire qu’avec tous ses sous-entendus, Vaillancourt avait fini par semer des doutes dans l’esprit de votre prédécesseur quant à l’honnêteté des élus. Mais j’en ai déjà trop dit, affirme Harpin en se levant pour quitter la salle.

Abasourdi devant une telle affirmation, Maxime tente d’en savoir davantage en interrogeant le conseiller Jean Dion, qui converse avec des citoyens. Il s’approche de lui, crayon et cahier de notes en mains. Dans la quarantaine, le conseiller est un homme grand, avec des cheveux poivre et sel lissés vers l’arrière. Il porte une barbe très bien taillée qui lui donne un petit côté hollywoodien.

— Monsieur Dion, qu’est-ce qui n’allait pas entre le conseil et le journaliste Jocelyn Campbell ?

— Tout allait bien. Pourquoi dites-vous ça ?

— Vous avez entendu comme moi monsieur Harpin le traiter de braillard ?

— Oui, j’ai entendu cela, mais je ne sais pas du tout à quoi il faisait allusion. Pour ma part, j’ai toujours eu d’excellents rapports avec monsieur Campbell. Si vous voulez bien m’excuser, je dois partir.

Puisque les autres membres du conseil ont déserté la salle, Maxime ramasse ses affaires et les place dans sa luxueuse serviette en cuir italien noir *The Bridge* de *Forzieri*, offerte par son père le jour où il a obtenu son premier emploi au Saguenay. Cette journée-là est gravée à jamais dans sa mémoire, car son père n’avait jamais accepté qu’il fasse des études en journalisme. Il aurait plutôt voulu qu’il devienne médecin, tout comme lui. Il prétendait que son fils ne gagnerait jamais sa vie convenablement en pratiquant ce métier. Donc, pour Maxime, ce cadeau représentait la bénédiction de son paternel, la certitude que ce dernier avait accepté la vie qu’il avait choisie. C’était une grande preuve d’amour venant d’un être qui, à cause de sa pratique médicale, avait été très peu présent dans la vie de Maxime et de ses deux sœurs.

Le journaliste a tout le loisir de réfléchir à sa relation avec son père alors qu’il marche jusque chez lui. Ce matin, il a laissé l’auto à Cynthia, qui travaille maintenant chez *Brunelle et Chamberland*. Lorsqu’il rentre, il constate que sa compagne l’attend sur le divan avec un pyjama à lui sur le dos.

— Pas mal plus intéressante ta réunion de ce soir, fait-elle remarquer. Je parle évidemment des périodes de questions, parce que pour le reste, ça ressemble à des comptines apprises par cœur.

— Ouais, approuve Maxime en posant ses affaires sur la table du salon. Donne-moi trente minutes... j’écris tout de suite mon article sur les révélations de monsieur Sévigny et je le transmets à *La Voix des Cantons* pour qu’il soit publié dans le journal de demain. Mercredi et jeudi, je parlerai de l’intervention du président du syndicat, des questions étranges de L’Artiste et, surtout, de la réponse assez spéciale de Harpin.

— Tu pourrais au moins venir m’embrasser, Maxime Lalonde, le sermonne Cynthia de sa petite voix aguichante.

Maxime s’exécute machinalement, ce qui lui vaut encore plus de reproches.

— C’est ça, mon p’tit gars de Shawinigan, va écrire ton article et néglige la femme la plus extraordinaire du monde.

— Sois patiente, j’en ai pour trente minutes tout au plus, réplique Maxime en se dirigeant vers la table de cuisine avec son calepin et son ordinateur.

Lorsqu’il revient au salon, une heure plus tard, Cynthia dort profondément sur le sofa. Il va donc chercher la douillette dans la chambre et se blottit contre sa douce, en songeant que l’espace est très restreint.

Chapitre 6

Moreau et ses adversaires

Au lendemain de l'assemblée, Maxime a déjà écrit son premier article sur monsieur Sévigny. Il désire maintenant rédiger des rubriques au sujet de l'intervention du président du syndicat, puis sur L'Artiste et la réaction de Harpin. Avant de se mettre au travail, il rencontre Guay dans la salle de conférence pour lui faire part de ses projets.

— Tu as lu mon article de ce matin concernant le citoyen qui veut plus de suppressions de postes à la ville ? demande le reporter.

— Oui, tout va bien. Hormis cela, sur quoi as-tu l'intention d'écrire ?

Maxime fronce les sourcils et répond, avec une pointe d'hésitation :

— Tu as vu l'assemblée ? Que penses-tu de l'échange entre Harpin et L'Artiste ?

— Je connais L'Artiste depuis quelques années, sourit Guay, et je suis certain qu'il était très fier de la réponse colérique du conseiller.

— Ce n'est pas tout. J'ai rencontré Harpin à la fin de la réunion. Après avoir traité Vaillancourt d'imbécile, il a ajouté que cet homme avait fini par semer le doute dans la tête de Jocelyn Campbell quant à l'honnêteté du conseil.

Guay place ses mains derrière sa tête et regarde le plafond.

— Ouais... soupire-t-il. Effectivement, il s'agit d'une allégation assez surprenante.

— C'est là que j'ai besoin de ton aide. Évidemment, je vais écrire là-dessus, mais pour comprendre cette allusion de Harpin, je dois savoir pourquoi Campbell a quitté le journal.

— Il nous a dit que c'était pour des raisons personnelles. Il semblait très dépressif. Je lui ai offert de prendre un congé de maladie, mais il m'a rabroué en disant qu'il n'était pas malade. J'ai voulu lui offrir un congé sans solde, mais il n'en a pas voulu non plus. Nous avons perdu un bon journaliste.

— A-t-il déjà écrit une ou des chroniques qui mettaient en doute l'honnêteté du conseil ou du maire ? interroge Maxime en se grattant la tête.

— Non, jamais, réplique Guay avec force en faisant cliquer nerveusement son stylo sur la table. Ça, j'en suis certain.

— Je ne comprends pas pourquoi Luc Harpin a dit ça, lance Maxime, perplexe. Comment était Campbell dans les semaines précédant son départ ?

— Je n'ai rien remarqué de spécial, sauf qu'il m'avait dit qu'il travaillait sur un gros dossier, et ce, une semaine ou deux avant de quitter ses fonctions. Quand il m'a annoncé son départ, je l'ai questionné à ce sujet, mais il n'a jamais voulu me préciser ce dont il s'agissait.

« En effet, c'est étrange », songe Maxime.

— Peux-tu me donner ses coordonnées pour que j'essaie de le faire parler ?

— Pas de problème, je vais t'envoyer ça par courriel dès mon retour au bureau. Cependant, je ne crois pas qu'il se confiera à un étranger alors qu'il a refusé de le faire avec moi. As-tu d'autres rubriques que tu veux écrire ?

Maxime lui fait alors part de son intérêt pour un article traitant des négociations collectives à la ville et de l'intervention du président du syndicat des cols bleus.

— Oui, je pense que le sujet peut être intéressant, et monsieur Blondin a bien exposé son point de vue lors de l'assemblée. Ça va, Maxime, continue et on se reparle quelque part cette semaine.

De retour à son bureau, Maxime se dit qu'il serait bon de discuter de nouveau avec le conseiller Harpin pour voir s'il tiendra les mêmes propos maintenant que la colère doit être retombée. Il prend le combiné et compose le numéro du conseiller.

— Oui, allô ? répond une voix féminine.

— Puis-je parler à monsieur Luc Harpin ?

— De la part de qui ?

— Je suis Maxime Lalonde, journaliste à *La Voix des Cantons*.

— Un instant, je vous le passe.

Maxime entend alors la dame dire :

— Luc, c'est pour toi, c'est monsieur Lalonde du journal.

Maxime entend un grognement, puis :

— Oui, oui, j'y vais...

La voix de Harpin résonne plus fort dans le combiné lorsqu'il lance :

— Vous avez vraiment le goût de me parler ces jours-ci, monsieur Lalonde. Que puis-je faire pour vous ?

— J'aimerais que vous me précisiez ce que vous vouliez dire, exactement, hier soir, au sujet de monsieur Campbell.

— Il me semble que je vous ai tout expliqué, mais bon, répond Harpin d'un ton agacé. Je répéterai seulement que Vaillancourt est un pauvre d'esprit, et si vous voulez les commentaires de Campbell, vous n'avez qu'à le rencontrer ou à lui téléphoner.

— Oui, je vais l'appeler, mais prétendez-vous toujours que Vaillancourt, avec ses allégations, a fini par influencer négativement la perception de Campbell quant à l'honnêteté du conseil ? A-t-il écrit des choses en ce sens ?

— C'est ce que je dis, répond le conseiller de façon hésitante. Mais... je... je ne me souviens pas de tous ses articles, ajoute-t-il en bégayant. Pour ce qui est de lui téléphoner, ce n'est peut-être pas une bonne idée, après tout. J'ai entendu dire qu'il était très dépressif et je serais surpris qu'il ait beaucoup de choses à vous révéler.

— Je vais tout de même lui téléphoner, persiste Maxime avec assurance après avoir senti l'hésitation de son interlocuteur.

— Faites ce que vous voulez, réplique le conseiller, qui semble de plus en plus embarrassé. Bonne journée.

Maxime sait qu'il a touché une corde sensible. Harpin est conscient qu'il s'est trop avancé, c'est évident. En raccrochant, le journaliste a pour la première fois l'impression que ce conseil n'est peut-être pas parfait et que Campbell en sait sans doute beaucoup. Il vérifie ses courriels et voit que Guay lui a transmis les coordonnées de l'ancien journaliste. Il l'appelle donc en utilisant son cellulaire pour que le numéro du journal ne s'affiche pas sur le téléphone de Campbell.

— Oui, bonjour, répond une voix fatiguée.

— Monsieur Campbell, mon nom est Maxime Lalonde. Je suis votre successeur au journal. Est-ce qu'il serait possible de se rencontrer ?

— Et pourquoi donc ?

— Pour deux choses. Tout d'abord, le conseiller Luc Harpin a laissé entendre que L'Artiste a influencé négativement vos perceptions quant à l'honnêteté du conseil municipal. Est-ce...

Maxime n'a pas terminé sa phrase que Campbell réplique avec force :

— Je ne travaille plus au journal et je me fous de ce que monsieur Harpin peut penser.

— Je voulais seulement savoir, l'interrompt aussitôt Maxime, si vous avez écrit des articles qui peuvent lui avoir donné cette impression ?

— Je ne répondrai à aucune de vos questions, s'agite Campbell.

— Peut-être une dernière... Vous avez dit à Michel Guay, avant de quitter le journal, que vous travailliez sur un gros dossier. Pouvez-vous m'indiquer de quoi il s'agit ? Je vous assure que je ne mentionnerai jamais votre nom dans mes articles.

— Monsieur Lalonde, je vais me fâcher. Je n'ai pas à répondre à vos questions et je ne veux rien avoir à faire avec le journal, vous ou le conseil municipal. Sur ce, je mets fin à la conversation.

Maxime entend le bruit du combiné qu'on raccroche. Oui, vraiment, il soupçonne Campbell d'avoir peur de parler. Pourtant, s'il venait lui-même à quitter le journal et que son remplaçant lui téléphonait, il n'aurait aucune objection à l'aider dans son travail. Si Campbell a quitté son emploi de façon brusque et définitive peu de temps après avoir dit qu'il travaillait sur un gros dossier, il doit y avoir une bonne raison. D'ailleurs, Harpin doit regretter de l'avoir mis sur cette piste.

Lui serait-il possible de consulter les anciens articles écrits par Campbell ? Le jeune homme se lève et demande à son voisin de pupitre, le journaliste Jean-Philippe Côté, comment il pourrait procéder à une recherche informatique pour retrouver de vieux articles. Côté travaille à *La Voix des Cantons* depuis plus de vingt ans, à la rubrique des activités policières. Il est grand, très mince, avec des cheveux presque rasés et un sourire engageant.

— Quel genre d'article cherches-tu ? s'enquiert-il.

— Eh bien... il s'agirait de retrouver tous les papiers écrits par Jocelyn Campbell sur le conseil municipal depuis six ans.

— Wow ! Grosse recherche, mon Maxime. J'imagine que tu vas retrouver quelque chose comme mille chroniques différentes. Si ça ne te fait pas peur, c'est très facile.

Après que Jean-Philippe lui a montré les différents raccourcis informatiques, Maxime constate que Jocelyn Campbell n'a pas chômé.

— Tu avais presque raison, fait-il remarquer, il y a exactement neuf cent quarante et un articles. Je te remercie.

— Il faudrait qu'on dîne ensemble, un midi, pour que tu me racontes pourquoi tu t'intéresses tellement à Jocelyn.

— Pas de problème, acquiesce Maxime. Je suis ici à peu près tous les midis, et si tu amènes ton lunch, ça pourrait se faire jeudi ou vendredi de cette semaine.

Maxime retourne à son poste et commence à trier les articles qui l'intéressent. Il constate que la tâche sera longue, d'autant plus qu'au cours du premier mandat de Moreau, il y avait souvent des votes divisés au sein du conseil. Il décide donc, en premier lieu, de rédiger son article sur Blondin, le président du syndicat des cols bleus. L'article conclut qu'un accord semble très peu probable, puisque les élus municipaux croient que leurs employés sont trop payés, trop nombreux et que leur programme d'avantages sociaux est trop généreux. Le syndicat est prêt à se soumettre à l'arbitrage, mais pas les élus. Enfin, Maxime insiste sur le fait que la convention est échue depuis bientôt deux ans. Satisfait de son papier, il le transmet à Guay, qui veillera à le publier avec le responsable de la mise en page.

En quittant le journal par cette belle journée de septembre, Maxime marche à travers le magnifique parc Victoria, où il croise plusieurs étudiants de l'école de la Haute-Ville. Il débouche sur la rue Elm et, au bout d'une dizaine de minutes, sur Saint-Michel. «Quelle promenade agréable», pense-t-il. Lorsqu'il entre dans l'appartement, Cynthia n'est pas encore là. Comme elle ne saurait tarder, il entreprend de préparer le repas. Il place des tomates coupées en dés, des petits morceaux de piments rouges, des fragments d'oignons et des rondelles de courges dans un *wok* qu'il a auparavant enduit d'huile d'olive. Il ajoute des lanières de poulet et de bœuf et remue constamment le tout sur un feu élevé. Quand Cynthia entre, elle s'exclame :

— Hum... ça sent bon ici, monsieur Lalonde ! As-tu quelque chose à te faire pardonner ou tu t'es seulement aperçu qu'il te fallait gâter la femme de ta vie ?

— Très drôle, mademoiselle Tremblay... Ce sera prêt dans cinq minutes.

Le couple s'assoit à table, puis Maxime raconte sa journée à Cynthia.

— Ouais, ça commence à être intéressant. Une petite enquête journalistique qui démarre. Je suis certaine que sous peu, tu auras beaucoup de substance pour tes articles, argue Cynthia.

— Ça se pourrait bien. Et toi, ta journée ?

— Rien de spécial. Le climat de travail est bon. Je crois que je vais me plaire dans ce bureau.

Après le souper, ils décident d'aller marcher, Cynthia estimant qu'elle ne fait pas assez d'exercice. L'air de septembre est frais et ça sent le bon gazon fraîchement tondu. Pendant les quarante-cinq minutes que dure leur promenade, ils conviennent de s'inscrire tous les deux au *gym* pour garder la forme.

— Je n'ai pas obtenu ce corps de déesse en restant assise sur mes fesses, ricane Cynthia. Il y a plusieurs filles, au bureau, qui sont abonnées chez *InterPlus*, et c'est ce que je vais faire. Tu devrais t'inscrire aussi, car il y a de beaux avocats au bureau... Je t'aurai prévenu.

— Oui, Cynthia, c'est une bonne idée. Mais mes heures de travail ne sont pas aussi régulières que les tiennes, alors j'irai souvent sans toi. On m'a raconté qu'il y a de très jolies entraîneuses sportives qui bossent à cet endroit, indique Maxime en faisant une grimace à sa belle.

De retour au logement, Cynthia s'installe au lit avec un bon roman de John Grisham pendant que Maxime, assis à la table de cuisine, poursuit ses recherches à travers les articles de Campbell. Vers vingt-deux heures, ils sont tous les deux trop fatigués pour faire autre chose que se coller, ou se *lover*, comme ils disent.

Le lendemain, Cynthia doit déposer Maxime au bureau, car certaines activités charnelles matinales les

ont retardés. Le journaliste décide de continuer ses recherches parmi les articles de Campbell. En passant sa main sur son menton, qu'il n'a pas eu le temps de raser, il remarque que durant le premier mandat de Moreau, les choses se déroulaient plutôt bien. De même, le conseil semblait uni. Mais, au bout d'environ deux ans, la situation s'est mise à changer.

Le journaliste note des votes divisés à répétition, à six contre cinq, avec le maire qui tranche. Il constate de plus qu'il y a de nombreuses engueulades entre le maire et ses opposants. Les cinq conseillers qui se prononcent contre sont à peu près toujours les mêmes. Les votes avec dissidence portent sur des changements de zonage, des modifications aux règlements de construction, des suppressions de postes, etc. Lors de la troisième année du mandat, trois membres du conseil vont même jusqu'à voter contre l'adoption d'un programme d'immobilisations, qu'ils jugent insuffisant.

Maxime découvre également que le directeur général de l'époque est parti avec une importante indemnité de licenciement. Au cours des six derniers mois de mandat du précédent conseil, deux conseillers opposés au maire ont démissionné. Une fois le nouveau conseil élu, les divisions ont cessé, puisque les cinq récalcitrants n'étaient plus là.

Mais Maxime a beau chercher, il ne trouve aucun article qui critique un tant soit peu les élus, même parmi ceux qu'a rédigés Campbell avant son départ. Le jeune journaliste est d'avis qu'il serait important de questionner le maire sur les déclarations de Harpin et, aussi, sur l'ambiance qui régnait lors de son premier mandat. Il téléphone donc à l'hôtel de ville. Après l'avoir entendu s'identifier, la secrétaire transmet l'appel à Moreau.

— Bonjour, monsieur Moreau, c'est Maxime Lalonde. Est-ce qu'il serait possible de vous rencontrer pour discuter de la déclaration du conseiller Harpin lors de l'assemblée de mardi ?

— Bien sûr, je suis toujours disponible. Vous pouvez passer à mon bureau dans les prochaines minutes.

— J'arrive.

Maxime se rend aussitôt à l'hôtel de ville, qui se trouve à deux minutes de marche des bureaux du journal.

— Monsieur le maire vous attend, monsieur Lalonde, l'informe gentiment la secrétaire.

Lorsqu'il entre dans le cabinet du maire, celui-ci est assis dans son confortable fauteuil en cuir, devant une table de travail couverte de dossiers. Il se lève et lui tend la main avant de lui dire :

— Bonjour, j'espère que vous et votre charmante épouse vous portez bien.

Même s'il commence à trouver achalante cette formule de politesse du maire, Maxime n'en laisse rien paraître, répondant plutôt :

— Très bien et vous ?

— En pleine forme ! Vous voulez me parler de la déclaration du conseiller Harpin ? J'imagine qu'il s'agit de ce qu'il a dit lorsqu'il a parlé à monsieur Vaillancourt ?

— Oui, c'est bien ça. J'ai interrogé monsieur Harpin par la suite au sujet de sa déclaration selon laquelle L'Artiste aurait, en quelque sorte, semé le doute dans la tête de Jocelyn Campbell quant à l'honnêteté des élus.

— A-t-il précisé sa pensée ?

— Malgré mes questions, il n'a pas vraiment détaillé.

— Je crois simplement que monsieur Harpin était un peu exaspéré face aux questions pas toujours pertinentes de monsieur Vaillancourt. Je ne peux pas vous en dire plus, puisque notre relation avec monsieur Campbell a toujours été bonne. D'ailleurs, je vous invite, lorsque vous avez des questions concernant la municipalité, à vous adresser directement à moi et non à un élu ou à un fonctionnaire. Comme je suis beaucoup plus au courant des dossiers, vous éviterez ainsi de perdre votre temps, précise Moreau en regardant son hôte droit dans les yeux et en y allant d'un battement de paupières que Maxime juge intimidant. Avez-vous une autre question ?

— Oui. J'ai lu plusieurs articles écrits par Jocelyn Campbell depuis votre arrivée au pouvoir il y a maintenant six ans. J'ai remarqué qu'au départ, tout allait bien, mais au bout d'environ deux ans, il y a eu plusieurs votes divisés à six contre cinq sur de multiples dossiers. Et vous avez souvent dû trancher. La troisième année de votre mandat, certains élus ont même voté contre l'adoption du programme triennal d'immobilisations en prétextant qu'il n'était pas suffisant. Que s'est-il passé, au juste ?

— Je vois que vous avez fait vos devoirs et que vous êtes rigoureux. Ce sont de très belles qualités pour un journaliste, monsieur Lalonde.

— Je vous remercie, sourit Maxime avec raideur, bien décidé à ne pas se laisser amadouer.

— Je me suis fait élire grâce à un programme favorisant une baisse des taxes et l'élimination de la dette, poursuit le maire. Je me suis fait élire seul, sans équipe. Au début, l'ensemble des élus m'ont suivi. Je

voulais relancer l'activité économique de la ville pour créer de la richesse et nous amener là où nous sommes presque aujourd'hui. Cependant, j'ai vite constaté que certains élus n'étaient là que pour faire plaisir à des professionnels et des fournisseurs de la ville.

— Qu'entendez-vous par : faire plaisir ?

— Eh bien, l'un d'eux, par exemple, était propriétaire d'un garage et a vendu en catimini des pneus à la ville. C'est absolument illégal. Bien sûr, il a toujours nié, mais il a été disqualifié par la cour. J'ai identifié cinq personnes qui n'étaient pas là pour le bien commun, mais pour leur bien personnel. Comme je le disais, un a été disqualifié, et deux autres ont démissionné au cours de la dernière année, probablement après avoir constaté qu'ils ne pourraient plus s'enrichir comme ils le faisaient avec le conseil précédent. Dans le cas des deux autres, j'ai fait en sorte qu'ils ne soient pas réélus lors des dernières élections en présentant contre eux des citoyens au-dessus de tout soupçon. Les électeurs ont compris que ces gens n'étaient pas au service de la population, mais qu'ils pensaient d'abord à eux. Ces deux voleurs de grand chemin ont été battus à plate couture.

— C'est une vraie jungle, lance Maxime en cillant.

— Oui, soupire Moreau. Il faut que vous compreniez que ce n'est jamais facile de faire preuve d'une rigueur extrême dans l'administration d'une ville, parce qu'on va nécessairement devoir changer des façons de faire et écraser des orteils, en particulier au niveau des hauts fonctionnaires. Comme certains d'entre eux se livraient au copinage avec des élus, ces derniers se sont braqués quand j'ai brassé la cage. Comme vous pouvez le constater à chacune des assemblées, les citoyens sont extrêmement satisfaits, et c'est ça notre vrai salaire.

— Merci de votre franchise, monsieur le maire. Je vous contacte à nouveau en cas de besoin.

Maxime quitte le bureau en se disant que Moreau est un personnage très fort. Il a vraiment réalisé ses objectifs, ce qui est rare chez les politiciens. Pour ce faire, il a pulvérisé des adversaires, et il suffit de scruter son regard pour deviner qu'il n'hésiterait pas à le faire de nouveau.

Chapitre 7

Opération douane

Maxime et Jean-Philippe se retrouvent dans la salle des employés pour le dîner du vendredi. Ils auraient préféré manger dans le parc Victoria, mais la journée pluvieuse a contrecarré leurs plans. Maxime avale sa salade aux pois chiches alors que Jean-Philippe dévore la poutine qu'il est allé chercher à la cantine *Chez Ben on s'bourre la bédaine*.

— Je vois qu'on mange tous les deux très santé, lance ce dernier.

— Oui, j'ai déjà goûté à la poutine de *Chez Ben* et je ne te blâme pas d'aimer ça, sourit Maxime. Malheureusement ou heureusement, j'ai une blonde qui n'apprécie pas particulièrement ce genre de cuisine et qui est un peu *germaine* et granola... la... la. Toi, tu es un vieux garçon, alors tu fais ce que tu veux.

— C'est quoi ces *la... la...* ? Ta blonde vient du Lac-Saint-Jean ? rigole Jean-Philippe.

— Ne lui dis jamais qu'elle vient du lac, c'est du Saguenay. Ne répète jamais non plus que je l'ai traitée de *germaine*, je plaisantais. Elle peut avoir son petit caractère, alors oublie mes dernières remarques.

Puis, changeant de sujet, Maxime poursuit :

— Tu voulais savoir pourquoi je faisais des recherches sur Jocelyn Campbell, non ?

Lalonde explique alors son cheminement après l'intervention du conseiller Harpin lors de la dernière assemblée du conseil. Il parle de ses appels à ce dernier et à Campbell, ainsi que de sa visite au bureau du maire.

Comme tout bon journaliste, Jean-Philippe écoute attentivement, tout en hochant la tête à quelques reprises en signe d'approbation.

— C'est vrai, on n'a jamais su pourquoi Campbell est parti, fait-il remarquer. C'est exact, aussi, de dire que ce départ a été très soudain. Je me rappelle toutefois que, environ trois semaines avant sa démission, Campbell m'avait parlé d'un dossier impliquant le fils du maire. Il s'agissait d'une histoire de drogue dans la région de Dunham, entre la frontière américaine et le lac Selby. Comme j'ai déjà écrit là-dessus en 2013 et que le procès n'a toujours pas eu lieu, je n'ai pas encore jugé bon d'avancer dans ce dossier. En résumé, Antoine Moreau faisait partie d'un groupe important dans le domaine de la culture et de la vente de marijuana. La SQ¹ a stoppé ses activités dans le cadre de l'opération DOUANE.

— Intéressant, ponctue Maxime avec un regard songeur. Est-ce que tu sais combien de personnes ont été arrêtées et quel était l'implication du fils du maire dans cette histoire ?

— Si je me rappelle bien, une quinzaine de personnes ont été arrêtées. Je crois qu'Antoine n'avait pas un rôle très important. Si tu veux obtenir plus de détails, tu peux toujours lire mon article de 2013, puisque je t'ai montré comment chercher dans les archives. Par contre, si tu désires mettre la main sur des renseignements plus à jour, va voir Marie-Josée Bellemarre, au greffe du palais de justice, dans l'édifice Roger-Paré, à côté de l'hôtel de ville, et dis-lui que c'est moi qui t'envoie. Je suis certain qu'elle pourra t'aider.

— Merci, Jean-Philippe, dit Maxime en terminant son dîner. J'irai la rencontrer dès cet après-midi.

Maxime retourne à son bureau pour taper à l'ordinateur l'essentiel de la conversation avec son collègue. Il se questionne. Est-ce que le dossier du fils du maire ne serait pas cette fameuse grosse affaire sur laquelle travaillait Campbell juste avant sa démission ? Possible. Il lui faut plus de détails, beaucoup plus.

Il se présente au greffe du palais de justice à treize heures quarante-cinq pour rencontrer Marie-Josée Bellemarre, à qui il indique que c'est Jean-Philippe Côté qui lui a suggéré de s'adresser à elle. La dame est une jolie rousse aux yeux bleus dans la mi-quarantaine, dotée d'un beau sourire et d'un fort accent gaspésien. En entrant dans son bureau, Maxime aperçoit au mur une toile représentant un paysage typique de ce coin de pays. Le rocher Percé brille comme de l'or sous les feux du soleil couchant. Sur la table de travail se dressent les deux petits drapeaux du Québec que l'on retrouve un peu partout chez les fonctionnaires provinciaux.

— Monsieur Lalonde, j'ai toujours pris plaisir à travailler avec Jean-Philippe et je suis certaine qu'il en sera de même avec vous. Que puis-je faire pour vous ?

Maxime la remercie de l'accueil et lui parle de l'opération DOUANE, en lui précisant qu'il aimerait

1. Sûreté du Québec.

connaître le nom des personnes impliquées, les accusations pesant sur chacune d'elles et savoir où en sont les procédures.

Après avoir cliqué à plusieurs reprises sur la souris de son ordinateur, madame Bellemarre répond :

— Les arrestations ont eu lieu le 18 août 2013 à l'arrière du lac Selby, près de Dunham. Dix-huit personnes ont été arrêtées et accusées. Pour le moment, elles ont toutes été libérées sous caution. La tête dirigeante de ce réseau de culture et de vente de marijuana est monsieur Tom Percy, de Stanstead. Il est accusé de possession, de trafic, d'exportation et de production. À cela s'ajoute, dans son cas, un chef de gangstérisme. C'est sur lui que pèsent les charges les plus lourdes, puisqu'il était le leader de la bande. Comme Jim Percy et Tony Vee étaient ses lieutenants, ils subiront leur procès pour les mêmes chefs d'accusation, sauf pour celui relié au gangstérisme.

La femme poursuit en nommant les quinze autres accusés qui, dans la plupart des cas, font face à des procès pour possession, trafic et production. C'est le cas d'Antoine Moreau.

— Est-ce que les procès auront lieu bientôt ? demande Maxime.

— Ils sont normalement prévus pour l'automne 2016, mais rien n'est certain. Tom Percy s'est livré à toutes sortes de manœuvres pour retarder le procès et, jusqu'à ce jour, il a bien réussi.

— Vous savez qu'Antoine Moreau est le fils du maire de Granby ?

— Oui, je sais, car j'ai vu monsieur Moreau lors d'une procédure préliminaire.

— Est-ce que vous croyez que les gens ont fait le rapprochement ?

— Il s'agit d'une opinion bien personnelle, monsieur Lalonde, mais je crois que les gens ne lisent pas les longues listes de noms dans les rubriques des journaux. Nous gardons tous les articles dans nos dossiers et ils sont archivés. L'article de votre confrère, comme je le vois ici, mentionne bien le nom du jeune Moreau, mais sans faire le lien.

— Merci infiniment de votre collaboration, conclut Maxime en lui serrant la main.

— Ça me fait plaisir, monsieur Lalonde, mais n'oubliez pas qu'un accusé est innocent jusqu'à preuve du contraire. Je dois dire que dans ce dossier, cependant, les preuves semblent très solides.

Maxime quitte le bureau et débouche bientôt dans le hall des salles de cour du palais de justice, au troisième étage. Une fois sur place, il aperçoit une silhouette familière en train de jaser avec un policier. C'est L'Artiste. Celui-ci s'avance vers le journaliste dès qu'il le reconnaît.

— Que faites-vous ici, monsieur Vaillancourt ? demande Maxime en lui tendant la main. Avez-vous assassiné quelqu'un ? ajoute-t-il en riant.

— Tout d'abord, monsieur Lalonde, je préfère de loin me faire appeler L'Artiste, réplique son interlocuteur. Non, je n'ai pas tué qui que ce soit... du moins, pas encore. Mais je fais mes recherches... je fouille et, un jour, je prouverai que Notre Altesse n'est pas aussi immaculée qu'elle veut le faire croire.

Il sort de la poche de son jean une carte professionnelle qu'il remet à Maxime :

— J'aimerais bien vous rencontrer. Faites-moi signe ; le plus tôt sera le mieux, précise-t-il en agitant son béret.

— Je vous téléphone dès que possible, acquiesce Maxime pendant que l'étrange personnage retourne vers le policier.

Comme il est tout près de l'hôtel de ville, Lalonde décide de passer au bureau du maire pour voir si ce dernier serait en mesure de le recevoir. Il se présente donc à la secrétaire, qui lui confirme que monsieur Moreau est bien là, mais qu'elle doit d'abord vérifier s'il est disponible. Après s'être exécutée, elle ressort du bureau quelques secondes plus tard en invitant Maxime à y entrer. Au journaliste qui s'excuse de se présenter sans s'être annoncé, Moreau répond immédiatement :

— Il n'y a pas de problème, cela me fait toujours plaisir de rencontrer un membre de la presse, puisque vous êtes l'un de nos liens importants avec la population. Comment allez-vous, vous et votre chère épouse ?

De plus en plus exaspéré par cette formule, Maxime rétorque :

— Nous allons tous les deux très bien. Je dirai à Cynthia que vous vous êtes informé d'elle. Et vous, toujours en forme ?

— Très bien. Comment puis-je vous être utile ?

Maxime hésite un peu et se lance :

— Le sujet dont je veux vous parler aujourd'hui est un peu délicat et ne fera l'objet d'aucun article de ma part, car comme je m'occupe du municipal, je ne couvre pas les enquêtes policières. Je voudrais vous parler d'Ant...

— Avec une pareille introduction, l'interrompt Moreau, j'imagine que vous voulez discuter de mon fils Antoine. Que savez-vous, au juste ?

Le journaliste raconte ce qu'il sait. Attentif, le maire se gratte la tête, se penche vers Maxime et répond tout bas :

— Vous savez pas mal tout. Je prends une bonne partie du blâme pour les erreurs d'Antoine. Il vient d'avoir vingt ans et a été arrêté à dix-huit. J'ai fait le saut en politique alors qu'il n'avait que quatorze ans et je n'ai pas pu lui donner toute l'affection et l'attention dont il aurait eu besoin à la fin de son adolescence et au début de sa vie d'adulte. La politique sans compromis que je fais laisse peu de place à la vie familiale.

— Je vois, approuve Maxime avec une pointe de compassion.

— Je crois que je suis tout de même un bon père, ajoute le maire avec un air contrit. D'ailleurs, depuis ce temps, Antoine s'est repris en main. Il est retourné aux études et mène une vie bien meilleure.

— Comment expliquez-vous que le lien entre vous et Antoine n'a, semble-t-il, jamais été établi par les médias ?

— Je n'en ai aucune idée. Je ne me suis pas caché ; j'ai même assisté à la comparution d'Antoine. En fait, le seul journaliste qui m'en a parlé avant vous, c'est Campbell. Je lui ai fait comprendre qu'écrire un article sur Antoine et moi ne l'aurait pas servi ; même que cela aurait pu être très mauvais pour lui.

Notant que le ton utilisé par son interlocuteur frôle la menace, Maxime lui demande :

— Je comprends qu'un tel article aurait pu vous nuire, mais en quoi cela aurait-il pu être mauvais pour Campbell ?

Le jeune homme sent dans le regard pénétrant de Moreau que celui-ci est très satisfait de constater que sa menace voilée a été perçue.

— Je ne crois pas que cela aurait bien servi sa carrière journalistique, précise le magistrat, car je suis un maire très populaire. Le fait de m'attaquer de cette façon aurait occasionné un ressac dans la population à son égard. Je suis content que, de votre côté, vous fassiez la distinction entre la mairie, les affaires personnelles et les frasques de mon fils.

— Cela m'amène à vous poser une dernière question. Est-ce que vous croyez que le conseiller Harpin faisait référence à cet épisode quand il a laissé sous-entendre que Campbell avait été attiré en eaux troubles par L'Artiste ?

— Je ne peux pas répondre pour lui, évidemment, réplique Moreau, mais je ne crois pas qu'il soit au courant de cet épisode.

— Merci de votre collaboration, sourit Maxime en prenant volontairement un petit air frondeur.

— Toujours à votre disposition, monsieur Lalonde, rétorque sombrement Moreau.

Songeur, Maxime quitte la mairie avec l'impression que le maire a voulu lui faire peur. En arrivant au journal, alors qu'il croise Michel Guay dans la salle de rédaction, il entreprend de lui raconter sa dernière conversation avec Moreau.

— J'ai eu l'impression qu'il me menaçait, confesse-t-il. Je n'ai pas l'intention d'écrire sur ce sujet, car les affaires policières ne me concernent pas, mais je refuse qu'on tente de m'intimider.

— Le maire a probablement raison lorsqu'il dit qu'un journaliste qui écrirait sur le sujet se ferait détester, souligne Guay. Nous publierons éventuellement quelque chose sur les procès qui auront lieu, mais il s'agira alors, comme tu l'as bien compris, d'affaires policières et non d'affaires municipales.

Impatient, Maxime fronce les sourcils et hausse un peu le ton :

— Nous ne sommes pas ici pour gagner un concours de popularité ! Es-tu d'accord avec moi sur ce point ?

— Calme-toi, Maxime... je sens un peu d'agressivité dans ta voix. Non, nous ne sommes pas là pour gagner un concours de popularité, mais notre but n'est pas non plus de nous rendre impopulaires.

— Je m'excuse si je t'ai semblé agressif. J'ai l'impression que Moreau a quelque chose à voir dans le départ de Campbell. Mais ce n'est qu'une impression... pour le moment.

— Tu as beaucoup à apprendre, c'est évident, sourit Michel. En même temps, maudit que tu as du potentiel !

En retournant chez lui à la fin de la journée, Maxime s'arrête au parc Victoria et s'assoit sur un banc pour réfléchir, se disant qu'il a peut-être perçu des menaces chez Moreau alors qu'il n'y en avait pas. C'est,

sans doute, sa façon de parler qui lui a fait penser cela. Il reprend finalement son trajet et, en arrivant chez lui, il s'empresse de tout raconter à Cynthia, sa merveilleuse conseillère. Curieusement, cette dernière lui répond qu'on ne peut pas être tenu responsable des actions de ses enfants et qu'il est probablement vrai que le maire a été absent alors que son fils avait besoin de lui. Elle voit tout de même une certaine grandeur dans le fait que Moreau accepte une partie du blâme.

— Cynthia Tremblay, lance Maxime qui n'en croit pas ses oreilles, tu me dis depuis le début que tu te méfies de cette personne et, maintenant, tu lui trouves toutes sortes de qualités. Je n'en reviens pas !

— Je l'ai peut-être jugé trop vite.

— Et ton intuition féminine là-dedans ? réplique Maxime, qui a l'impression que le monde entier est contre lui. Je voulais te dire autre chose... chaque fois que je rencontre Moreau, il me demande comment va ma charmante épouse.

— Combien de fois t'a-t-il demandé cela ?

— Trois ou quatre fois, et d'une façon presque aussi intéressée que lorsqu'il s'est adressé à toi lors du tournoi de golf.

— Ainsi, le vieux cochon continue ? Je pense que tu as bien raison de te méfier, Maxime. Ma première impression était la bonne. Je déteste ce genre de personne. Allons souper.

— C'est ça, répond Maxime, abasourdi.

Chapitre 8

L'Artiste

Depuis quelques jours, Maxime traîne dans son portefeuille la carte professionnelle de L'Artiste, carte qu'il n'a même pas regardée lorsqu'elle lui a été remise. Il décide de lui téléphoner pour solliciter une rencontre. Il sourit lorsque, enfin, il regarde la fameuse carte. Il s'agit en fait d'une grosse tache noire avec un minuscule point blanc au centre. Comme il semble y avoir des petits caractères à l'intérieur de ce point blanc, il sort une loupe et regarde attentivement. Il aperçoit sept chiffres, soit : 2331514. Est-ce un numéro de téléphone ? Il n'y a rien d'autre à faire que de le composer pour obtenir la réponse. Une sonnerie se fait entendre, puis il tombe sur une boîte vocale :

— Vous avez bien rejoint la boîte vocale de L'Artiste. Si vous désirez laisser un message, faites le 1.

Maxime se prépare à transmettre son message lorsque la voix poursuit :

— Par contre, si vous voulez toujours parler à L'Artiste, composez le 666...

Cette fois, Maxime se met à rire en composant les trois chiffres requis. Une nouvelle sonnerie se fait entendre, et L'Artiste répond :

— Oui, bonjour, qui me dérange ainsi ?

— Maxime Lalonde, répond le journaliste en riant. Vous avez vraiment le système téléphonique le plus aberrant qui soit !

— Ah ! Bonjour, monsieur Lalonde. Où avez-vous pris mon numéro de téléphone ? Il n'est pas publié à ce que je sache...

— Sur la carte professionnelle que vous m'avez remise, rappelle Maxime. Vous ne vous en souvenez pas ?

— Vous êtes perspicace. Habituellement, les gens ne trouvent pas le numéro de téléphone sur la carte. Et s'ils le trouvent, ils laissent un message après le 1.

— Si je comprends bien, monsieur L'Artiste, vous laissez votre carte aux gens, mais vous ne souhaitez pas qu'ils vous contactent ? enchaîne Maxime de plus en plus amusé.

— Tout d'abord, ce n'est pas monsieur L'Artiste, mais bien L'Artiste. Que puis-je faire pour vous ?

— Vous m'avez dit que vous aimeriez qu'on se rencontre. Quand êtes-vous disponible ?

— Le plus tôt serait le mieux. Est-ce que demain matin, dix heures, chez moi vous irait ?

Les deux conviennent donc de se rencontrer le lendemain matin à l'heure prévue chez L'Artiste, rue Vittie. En raccrochant, Maxime réalise qu'il a très hâte de voir la résidence de Vaillancourt, laquelle risque d'être aussi étrange que son système téléphonique.

Le lendemain matin, Maxime conduit Cynthia au travail pour pouvoir garder l'auto, puisqu'il doit se rendre chez L'Artiste. Comme toutes les autres sur la rue, la résidence de Vaillancourt est une petite unifamiliale d'un étage et demi, construite à la fin des années quarante ou au début des années cinquante. Cependant, à l'avant de la demeure, deux gros cèdres sont taillés de façon à former deux points d'interrogation. « Décidément, quelle excentricité ! » songe Maxime. L'Artiste l'accueille nu-tête, son éternel béret étant accroché dans l'entrée. Il paraît encore plus vieux avec ses cheveux complètement délavés et son teint cireux. Les deux passent au salon, où le journaliste remarque immédiatement que des bandes dessinées imitant celles de Tintin tapissent les murs. Au-dessus de chaque dessin se trouve une bulle dans laquelle on peut lire des messages qui n'ont rien à voir avec le célèbre reporter et son chien Milou, comme, entre autres : « *War is Over* », l'inoubliable phrase de John Lennon. Un peu plus loin, Maxime lit : « Justice pour tous » et plus loin encore : « Le mot liberté est dans toutes les bouches, l'envie de dominer est dans tous les cœurs. » Puis, étrangement, dans un coin, le journaliste remarque une grande photo d'un jeune colosse au début de la vingtaine, vêtu d'un costume de receveur au baseball. La photo est magnifique, puisqu'on voit le joueur en train d'enlever son masque en le lançant, probablement pour attraper une fausse balle. Comme elle ne cadre pas avec le reste du décor, Maxime, curieux, demande à L'Artiste :

— Qui est sur cette photo ? Elle est splendide, mais permettez-moi de vous dire qu'elle ne s'harmonise pas tellement avec le reste de la pièce.

Le visage espiègle de L'Artiste s'assombrit.

— C'est mon fils Jonathan. Il adorait le baseball. Il était receveur et même, instructeur à ses heures. Il est décédé d'un cancer à l'âge de vingt-sept ans, il y a maintenant douze ans. C'était un fils extraordinaire et aimé de tous.

— Je m'excuse, dit Maxime, mal à l'aise. Je n'ai pas encore d'enfant, mais j'imagine votre douleur.

— Comme vous le savez, monsieur Lalonde, il y a des gens que je n'aime pas beaucoup à Granby, mais jamais je ne leur souhaiterais de vivre cela, de répliquer L'Artiste.

Et il ajoute :

— En plus de la douleur de perdre le fils merveilleux que j'ai élevé presque seul, j'ai réalisé quelque chose... quand votre enfant unique meurt, vous comprenez que plus jamais personne ne parlera de vous à des gamins. Si vous voulez m'excuser, je dois aller à la salle de bain.

Quand L'Artiste quitte la pièce, Maxime se dit que le pauvre homme a sûrement beaucoup souffert, sa douleur se lisant à même son visage. Après quelques minutes, l'homme finit par revenir, les yeux tout bouffis. Sa contenance retrouvée, il demande :

— Êtes-vous au courant des accusations qui pèsent sur le fils du maire ?

— Oui, répond le journaliste, sauf que pour le moment, il n'a pas été reconnu coupable de quoi que ce soit. Vous savez, je travaille sur les dossiers municipaux, pas sur les enquêtes policières.

— Savez-vous que le maire est un grand consommateur de cocaïne et de benzodiazépines ?

— Non, monsieur Vaillancourt... ou plutôt L'Artiste. Je n'ai jamais eu vent d'une telle chose. C'est facile de porter des accusations sans avoir de preuves. Et même si c'est le cas, ça ne signifie pas qu'il néglige son travail de maire.

— Je vous assure qu'il s'agit d'un homme d'extrême droite qui ne croit pas aux changements climatiques et qui est en faveur des sables bitumineux. Il pense que tout le monde devrait être armé et que la fin justifie les moyens, en politique comme dans les affaires.

— Encore là, rétorque Lalonde, ce ne sont pas des choses qui m'intéressent. Je m'occupe des affaires municipales. La droite et la gauche n'ont rien à voir là-dedans. Bien sûr, les propos que vous avancez ne le rendent pas sympathique, mais on n'a jamais entendu son nom à la commission Charbonneau, et l'opinion publique semble lui être très favorable.

— Je vous l'accorde. Même le chef des Hells Angels serait inattaquable après avoir baissé les taxes et la dette. Cependant, demandez-vous ceci : qui bénéficie le plus des baisses de taxes, de la réglementation moins contraignante et de la disparition de certains tarifs ? Lorsque vous aurez répondu à cette question, vous comprendrez beaucoup de choses.

— J'avoue que mon expérience en affaires municipales est encore réduite, soupire Maxime, mais jusqu'à présent, je n'ai rien vu qui me permet de douter de la bonne foi de Moreau.

— Vous savez comment fonctionne une hypothèque ? s'impatiente L'Artiste. La dette d'une ville, c'est un peu la même chose. Elle est habituellement financée sur vingt ans. Sachant cela, comment expliquer qu'on peut la réduire autant en cinq ou six ans si le tout n'a pas été orchestré par les conseils précédents ? Moreau et sa clique n'ont pas grand-chose à voir dans la diminution de la dette. Je suis certain que vous comprendrez cela très bientôt, et que vous saisissez, par la même occasion, dans quel cul-de-sac ils entraînent l'administration municipale.

— Quel était le but de cette rencontre, exactement ? réplique le journaliste avec, lui aussi, une once d'impatience. Vous m'apprenez des choses dont je ne peux corroborer la véracité et, donc, qu'il m'est impossible de publier.

— Je veux seulement que vous compreniez ce qui s'en vient, lance L'Artiste, qui a soudainement retrouvé son air espiègle.

Le journaliste prend congé de son hôte en lui disant qu'il a apprécié l'entretien même s'il ne peut rien en publier. Une fois de retour au bureau, il s'empresse de taper l'essentiel de cette conversation sur son ordinateur. Il a beau entretenir des doutes quant à certaines des confidences qu'il vient d'entendre, il n'en demeure pas moins que pour lui, L'Artiste est loin d'être aussi imbécile que le prétend le conseiller Harpin. En fait, il s'agit d'un homme profondément blessé par la vie. Maintenant qu'il y repense, il regrette de ne pas l'avoir interrogé sur son passé. Mais, après avoir entendu ses révélations au sujet de son fils décédé, il s'est senti mal à l'aise de le faire. Il se promet de revenir éventuellement sur le sujet et de discuter de la chose le soir même avec Cynthia.

Chapitre 9

L'impatience

Maxime n'attend pas grand-chose de la prochaine réunion du conseil, car rien dans l'ordre du jour ne semble contentieux. Tout ce qu'il est en droit de prévoir se limite aux traditionnelles félicitations de certains citoyens, suivies des étranges questions de L'Artiste. Un premier Granbyen, un homme de plus de soixante-dix ans, de très petite taille, avec une démarche lente, se présente au micro pour s'adresser au conseil en ces termes :

— Bonjour, monsieur le maire. Comme c'est la première fois que j'assiste en personne à une assemblée du conseil, excusez ma nervosité.

— Nous sommes là pour vous servir, réplique chaleureusement le maire, comme à son habitude. Ne soyez pas nerveux. Pouvez-vous vous identifier et nous dire sur quelle rue vous habitez ?

— Mon nom est Claude Gélinas et je demeure sur la rue Desjardins.

— Et que pouvons-nous faire pour vous, monsieur Gélinas ?

— Tout d'abord, je voudrais vous féliciter pour l'excellent travail que vous faites ! Vous avez ramené l'ordre au sein de cette administration qui, avant votre arrivée, fonçait droit dans un mur. Si je suis ici ce soir, c'est pour vous dire que je crois qu'il est de la responsabilité de tout bon citoyen qui admire le travail bien fait de suggérer d'autres coupures.

— Nous vous écoutons attentivement, monsieur, et merci à l'avance de vos suggestions.

— Je me demande ce que vous attendez pour fermer la piscine extérieure, étant donné que la grande majorité des Granbyens ont une piscine dans leur cour. Je demeure à proximité de cet éléphant blanc et, exception faite des journées de grande canicule, il n'y a jamais personne, hormis les trois employés qu'on y trouve en tout temps. Et je ne vous parle pas des autres frais d'exploitation. Sachant cela, ne croyez-vous pas qu'il serait souhaitable de fermer cet endroit clairement inutile ?

— Encore une fois, merci de votre suggestion. Soyez assuré que nous évaluerons attentivement votre demande en fonction de la fréquentation afin de décréter, dès que possible, ce que nous allons faire.

Maxime n'en revient pas ! Un citoyen propose de fermer la seule piscine extérieure d'une ville de soixante-cinq-mille habitants, fort probablement parce qu'en raison de son âge et de sa mauvaise condition physique, il ne la fréquente pas. Il va de soi que lorsque la température est maussade, une piscine extérieure n'est pas très fréquentée. Néanmoins, Gélinas lui-même admet que les gens y affluent les jours de grande chaleur. Le journaliste a vraiment hâte de voir si le conseil va réellement se pencher sur cette suggestion. Qui sait, aussi, si le maire n'a pas simplement voulu se montrer poli ?

Un deuxième citoyen d'environ quarante-cinq ans, grand et solidement bâti, arrive au lutrin en se présentant ainsi :

— Mon nom est Pierre Deshaies, j'habite sur la rue Léger et, comme tous le savent ici, je suis entrepreneur en construction.

— Il nous fait plaisir de vous voir, monsieur Deshaies, répond le maire. Que pouvons-nous faire pour vous ?

— Comme vous le savez, vous avez ramené la prospérité à Granby. En fait, la construction va tellement bien que les terrains vacants commencent à se faire rares. Nous avons, au bord du lac, le Centre d'interprétation de la nature du lac Boivin ; je crois qu'il s'agit là d'un bijou qu'il faut préserver. Toutefois, ne serait-il pas possible de dessiner un plan qui permettrait d'ériger, dans ce secteur, des résidences unifamiliales de prestige tout en n'utilisant qu'une infime partie de cet immense territoire ? Ainsi, nous pourrions amasser des fonds qui assureraient la pérennité de ce merveilleux endroit.

— J'avoue, monsieur Deshaies, avoir déjà pensé à cela. À l'époque, je voulais vendre le centre au complet, mais plusieurs personnes m'ont fait comprendre qu'il serait difficile de fermer quelque dix kilomètres de sentiers de randonnée accessibles à la population. De plus, il faut reconnaître que le centre et son marécage permettent à plusieurs espèces animales de survivre. Mais de là à soustraire un territoire de quatre-cent-cinquante acres situé à proximité du centre-ville à tout lotissement résidentiel, il y a peut-être une marge. Je rappelle de plus que les services municipaux d'eau et d'égout sont déjà présents ; donc peut-être qu'on pourrait bâtir des habitations sur une partie de ce secteur. J'aimerais que nous puissions nous rencontrer pour voir exactement ce que vous avez en tête. Téléphonez-moi cette semaine. Nous sommes toujours à la recherche de

nouvelles sources de revenus pour la ville.

Depuis son arrivée à Granby, Maxime a pris l'habitude de fréquenter le Centre de la nature où, en compagnie de Cynthia, il va marcher les fins de semaine. Cela étant, il comprend très bien l'importance de cet aménagement situé tout près du centre-ville, sur les bords du lac Boivin. Il se dit que le conseil semble avoir tellement mis dans la tête des citoyens qu'il fallait couper les dépenses et augmenter les revenus, que tous sont maintenant disposés à sacrifier l'avenir de la ville moyennant des gains mesquins à très court terme. Il ne s'explique pas que le maire puisse même songer à étudier une pareille suggestion.

L'Artiste est la troisième personne à se présenter devant le micro pour poser des questions. Avant de s'exprimer, il s'identifie ainsi :

— Bonjour, monsieur le Prince Consort, mon nom est L'Artiste et je demeure sur la rue Vittie.

Sans laisser le temps au maire de répondre, il poursuit d'un air suffisant :

— Comme je sais que la période de questions est courte, j'y vais immédiatement de mes trois interrogations. Dans un premier temps, je me demande pourquoi les politiciens de tout acabit endurent les restos de type *fast food*, qui rendent les citoyens malades et enrichissent des gens sans scrupules. Une fois les citoyens malades, il faut les soigner, et là, c'est l'industrie pharmaceutique qui encaisse. Ensuite, lorsque les gens sont trop malades pour être rentables, l'industrie pharmaceutique les fait mourir à l'aide de la morphine ou d'autres médicaments du même genre, et réalise encore un bénéfice ! Et, pendant ce temps-là, le gouvernement paie tous les soins de santé en même temps qu'il accumule les déficits.

— Tout d'abord, bonsoir, monsieur Vaillancourt, répond le maire d'un ton amusé. Si adressée à un autre niveau de gouvernement, votre question serait pertinente. Pour notre part, nous ne pouvons tout de même pas dicter aux gens ce qu'ils vont manger et comment ils vont se soigner. Je suis toutefois conscient que les personnes âgées et les grands malades nous coûtent très cher. Je vais sûrement vous surprendre, mais, comme je l'ai lu récemment, financièrement parlant, il serait peut-être plus acceptable pour la société que le gouvernement verse un montant notoire à la famille... disons cinquante-mille dollars, afin que la personne soit euthanasiée. Évidemment, quand j'ai consulté l'article traitant du sujet, j'ai pensé qu'il s'agissait d'une solution extrême, mais il se peut qu'un jour, nous n'ayons plus les moyens d'assumer tous les frais de santé de nos malades. Il faudra faire preuve de rigueur et envisager cette solution. Nous allons tous mourir de toute façon.

Maxime n'en revient pas ! Décidément, cette soirée regorge de surprises. Il ne peut pas laisser passer un tel commentaire sans en faire mention dans le journal. L'Artiste, pour sa part, rétorque en grimaçant :

— J'espère ne jamais avoir besoin de votre compassion, Votre Majesté, et je vous souhaite de mourir jeune et en santé.

Puis il enchaîne avec sa deuxième question.

— Je suis inquiet pour votre santé, Votre Éminence. Comment allez-vous ? demande-t-il avec une pointe d'ironie.

— Très bien, monsieur Vaillancourt. Mais je ne comprends pas le sens de votre question, réplique Moreau avec un regard anxieux.

— Je vous ai vu à la pharmacie, l'autre jour. Vous avez acheté deux grosses bouteilles de Roluids, une autre de Listerine et un flacon d'HydraSense pour le nez.

Le maire, très impatient, lui répond en haussant légèrement le ton :

— Je ne comprends pas du tout le sens de votre question ! Je suis en excellente santé, à part quelques brûlures d'estomac et un petit rhume.

— Tant mieux, votre Très Vénérable. Voici ma troisième question. Lorsque vous baissez les taxes, à qui cela profite-t-il le plus ? Certainement pas au petit peuple ! En effet, tous les services aux citoyens, à savoir la bibliothèque, l'aréna, la piscine, le déneigement et j'en passe, diminuent lentement... mais sûrement.

— Je trouve que vous sous-entendez des choses que je n'apprécie pas beaucoup et qui sont fausses ! s'exclame le maire d'un ton devenu soudainement plus agressif. Lorsque nous baissions les taxes, ce sont aux petits, qui ont de la misère à joindre les deux bouts, que nous pensons, et ce sont eux que nous aidons. Je vous assure qu'il n'y a eu aucune baisse de service. Nous faisons plus avec moins, et voilà tout.

Satisfait de l'effet créé, c'est avec un grand sourire que L'Artiste ajoute :

— Ce n'est pas ce que les gens disent, Votre Sainteté. Les services s'estompent, les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent.

— Tout d'abord, Vaillancourt, réplique furieusement Moreau, je suis écœuré de tous les titres dont vous m'affublez. Faites attention à vos accusations. Ce n'est pas un marginal et un pauvre d'esprit comme vous qui va nous montrer comment gérer une ville. Allez vous asseoir immédiatement.

Souriant à pleines dents en encaissant les invectives du maire, L'Artiste réplique :

— J'aurais une autre question, Sire.

— Assez c'est assez ! le coupe immédiatement le maire sur un ton méprisant. Vous avez déjà fait perdre trop de temps aux citoyens présents dans cette salle et à ceux qui regardent l'assemblée par le truchement de la télévision locale.

L'Artiste retourne à son fauteuil tout en disant à voix haute :

— Durant votre premier mandat, vous avez démoli la pyramide construite par votre prédécesseur. Et, maintenant, vous êtes en train de construire la vôtre.

Quelques huées se font entendre pendant que L'Artiste salue du béret les membres du conseil, sous le regard enflammé du maire.

Devenu fort impatient, ce dernier pousse le conseil à accélérer, souhaitant de façon évidente que la réunion se termine le plus rapidement possible. Tout au long de la soirée, il se plaît à fixer L'Artiste avec une rage à peine dissimulée.

La rencontre terminée, il saisit ses effets personnels et quitte la salle à la sauvette, malgré le fait que Maxime tente de le rejoindre pour l'interroger. Cela étant, le journaliste décide de se tourner vers L'Artiste pour obtenir ses commentaires.

— Que vouliez-vous dire, exactement, lorsque vous parliez de Roluids, de Listerine et d'HydraSense ? Son interlocuteur, qui semble aussi impatient que le maire, répond :

— Je ne vous en dirai pas plus. Vous êtes journaliste, faites vos recherches. De toute façon, ce sont des affirmations qui proviennent d'un pauvre d'esprit.

— Une autre question, peut-être ? insiste Maxime. Pour en revenir à votre dernière intervention, sur quelles preuves vous basez-vous pour affirmer qu'il y a eu baisse de services ?

Cette fois, L'Artiste se fait encore plus tranchant et s'éloigne en disant :

— Je ne suis qu'un idiot ! Vous êtes intelligent, tirez vos propres conclusions.

L'assemblée s'étant terminée relativement tôt, Maxime se rend au journal pour rédiger un premier article sur l'intervention de Gélinas au sujet de la fermeture possible de la piscine extérieure. Ce faisant, il se dit que s'ils sont informés de ce projet, les usagers auront au moins la chance de s'y opposer.

En arrivant à la maison, il retrouve Cynthia, assise sur le divan avec, comme seul vêtement, l'une de ses chemises à lui.

— Ouais ! On habite dans une ville de fous, lance-t-elle. Il faudrait fermer la piscine et bâtir sur le terrain du Centre d'interprétation pour assouvir la soif de sang de la population. La prochaine étape consistera à clôturer les rues et à rouler les trottoirs ; de cette façon, on n'aura plus rien à entretenir. Et qu'est-ce qu'on fait avec une bibliothèque, un aréna et une piscine intérieure ? J'imagine que Gélinas ne doit pas les fréquenter non plus...

— Oui, on dirait presque ça. Tout ce qui reste à savoir, c'est si le maire considère vraiment ces solutions extrêmes ou s'il veut seulement se montrer gentil avec les bouffons qui les réclament ?

— Il y a une autre possibilité : peut-être que ces questions ont été plantées dans la salle par les partisans du maire dans le seul but de créer l'impression qu'il y a encore beaucoup de marge pour des compressions. Ensuite, le bon maire refuse les suggestions en disant qu'il ne peut pas accepter ces baisses de services.

— Et que penses-tu de la prestation de L'Artiste ? demande Maxime.

— Plutôt habile... Je crois qu'il veut déboulonner le maire. Il le fait graduellement et subtilement. Chose certaine, il a touché une corde sensible, car la réaction de Moreau était franchement exagérée.

— As-tu compris quelque chose, ma belle, quand il a parlé de la santé du maire et de ses achats à la pharmacie ?

— La seule chose que je crois comprendre, c'est qu'il parlait de cocaïne.

— Comment ça ?

— Tu m'as bien dit que L'Artiste a affirmé que Moreau était un gros consommateur ?

— Oui, mais quel est le rapport ?

— Eh bien, selon les courtes recherches que j'ai effectuées tantôt sur Internet, la cocaïne provoque, entre autres, des brûlures d'estomac et une détérioration de la cloison du nez.

— Et tu crois que ça explique les Roluids et l'HydraSense ? Et le Listerine, alors ?

— Je ne sais pas, peut-être pour masquer l'haleine. Je n'y connais rien.

— Ouais... Je ne pensais pas écrire à ce sujet, parce que ça me semblait futile et non pertinent, mais

je crois que je vais rapporter les trois questions de L'Artiste, les réponses du maire et sa perte de contrôle. En revanche, je vais taire les conclusions de mon enquêtrice préférée.

— Mais tu sais, comme je le répète depuis le début, à part les interventions de L'Artiste, il ne se passe pas grand-chose d'intéressant lors de ces réunions.

— Juste un conseil, Cynthia, et il s'adresse aussi à moi : je crois qu'il serait sage de ne jamais discuter des affaires municipales ailleurs qu'ici. Ce soir, j'ai cru voir dans le regard du maire qu'il pouvait être dangereux.

— Arrête, tu me fais peur.

— Est-ce que ça veut dire que tu vas te blottir contre moi, tout à l'heure ?

— Oui, oui, oui, tout de suite ! s'exclame-t-elle en déboutonnant lentement sa chemise.

Chapitre 10

La lettre anonyme

Quelques jours plus tard, alors que Maxime est assis à son bureau pour relire des articles écrits par Campbell, son téléphone se met à sonner.

— Oui, allô ?

— Maxime, c'est Véronique, la réceptionniste. Est-ce que tu pourrais descendre ici ? J'ai une lettre pour toi.

— D'accord, j'arrive.

En descendant au premier étage, Maxime se demande bien pourquoi cette lettre ne lui a pas été livrée avec le reste du courrier qui a été distribué moins d'une heure plus tôt. À moins que la belle Véronique, qui semble, depuis le début, avoir un petit faible pour lui, ne tienne absolument à le voir, songe-t-il

— Salut, Véro, ça va bien, ce matin ? s'enquiert-il d'un air enjoué.

— Parfaitement bien, et toi ? Toujours heureux de travailler avec nous ? répond la réceptionniste avec un sourire engageant.

— Oui, c'est agréable. Je pense que nous formons une bonne équipe. Comme ça, tu as du courrier pour moi ? Pourquoi ne l'ai-je pas reçu avec les deux autres lettres qui m'ont été apportées ce matin ?

— Peut-être parce que je voulais te voir... dit Véronique en faisant la moue. Non, non... n'aie pas peur, dit-elle en voyant que Maxime rougit, cette lettre n'était pas dans le courrier régulier. Nous avons une boîte, en avant de la bâtisse, pour les gens qui veulent participer à nos différents concours, et la lettre se trouvait à l'intérieur. J'ai pensé que tu aimerais l'avoir aujourd'hui plutôt qu'avec le courrier régulier de demain.

— Merci, Véronique, réplique le reporter en prenant la missive.

Revenu à son bureau, il ouvre lentement l'enveloppe, qui n'est adressée qu'à son nom. Puis il se gratte la tête, décontenancé par le contenu :

IL FO NOUS DÉBARRASSÉ DE CE MAIRE QUI N'EST LÀ QUE POUR LES RICHES PROMOTTEURS. REGARDONS CE QU'IL A FAIT. IL A RAMENEZ LES AM.LOC., DONC LA VILLE FINANCE À NOUVO LES RICHE. IL A FAITE DISPARAÎTRE LES TO DE TAX PLUS ÉLEVÉS SUR LES TERRAINS VAQUANTS, MI EN PLACE UN PROGRAMME DE SUBVENTIONS POUR NOUVELS CONSTRUCTIONS, ENLEVEZ DES PERMI ET CONTROLS, MI LE FAR-WEST AUX PERMIS ET AU GÉNIE EN SLACKANT DES EMPLOYÉS LE TOUT DE FACON À DONNER AU PRIVAI, FAITES DES RUES MOINS LARG ET SANS TROTOIRS... IL EST TEMPS QU'IL DÉBARQUE.

UN CITOYEN QUI ENA PLEIN LE CU

Évidemment, l'auteur ne s'est pas nommé. À première vue, cette lettre semble écrite par une personne sans instruction, mais les fautes sont trop flagrantes. Probable, se dit Maxime, qu'elles aient été faites volontairement pour brouiller les pistes. Ça pourrait même provenir de L'Artiste. Après tout, ce qui y est écrit rejoint ses propos.

En apercevant Michel Guay qui se promène d'un pupitre à l'autre dans la salle de presse, Maxime lui demande de passer le voir. Une fois l'autre devant lui, il lui montre la lettre. Guay fronce les sourcils au fur et à mesure de sa lecture.

— Ouais... Assez direct ! lance-t-il.

— Que penser de tout ça ?

— Il y a beaucoup de vrai, comme les taxes d'améliorations locales, les terrains vacants, le programme de subventions pour les nouvelles constructions et les diminutions de personnel... Mais je suis certain que Moreau te répondrait qu'on ne fait pas d'omelette sans casser des œufs. On ne peut pas dire que son plan n'a pas réussi ; les taxes ont baissé, la dette aussi, et nous faisons l'envie de plusieurs municipalités.

— Selon toi, qui aurait pu écrire une telle lettre ?

— Ce pourrait être n'importe qui. Comme tu as pu le lire dans les anciens articles de Campbell, cinq conseillers s'opposaient de façon systématique aux projets du maire. Ce pourrait être l'un de ces messieurs, surtout qu'au moins deux d'entre eux n'étaient pas très instruits, ce qui expliquerait les fautes...

— C'est drôle, mais moi, la première personne à qui j'ai pensé, c'est L'Artiste, confesse Maxime.

— Vaillancourt est un ancien avocat, répond Guay, incrédule. Je ne crois pas que son orthographe...

— Je t'arrête tout de suite. N'as-tu pas l'impression que ces fautes sont volontaires ?
 — Oui, c'est possible, convient Guay après avoir relu la lettre avec plus d'attention. Certaines de ces fautes semblent effectivement exagérées. Est-ce que tu as l'intention de contacter L'Artiste ?
 — Je vais le faire plus tard. Tu crois que nous devrions publier cette lettre ?
 — Voyons d'abord où te mèneront tes recherches. Pour l'instant, je ne vois pas l'utilité de publier ceci.
 — Je suis d'accord. Je vais poursuivre mes recherches, mais je ne crois pas qu'on devrait encourager ce type de comportement en publiant une lettre que l'auteur n'a même pas daigné signer.

Guay parti, Maxime saisit le téléphone et compose fébrilement le numéro de L'Artiste. Comme la dernière fois, il se heurte à une boîte vocale qui récite le même message : « Vous avez bien rejoint la boîte vocale de L'Artiste. Si vous désirez laisser un message, faites le 1. Par contre, si vous voulez toujours parler... » Impatient, le jeune homme n'attend pas la fin de cette comédie avant de composer le 666.

— Qui me dérange, là ?
 — Maxime Lalonde ! J'ai reçu une lettre anonyme qui contient des propos ressemblant étrangement à ceux que vous tenez lors des assemblées de conseil.
 — Ah oui ? rétorque ironiquement L'Artiste.
 — Êtes-vous l'auteur de cette lettre ?
 — Ce n'est pas mon genre d'écrire et surtout pas de façon anonyme. Je suis plus courageux que ça. Moi, je parle quand je vois quelque chose. Votre auteur est un lâche. Lisez-moi donc sa lettre.

Après avoir énuméré la longue liste des mesures privilégiant les promoteurs de Granby, comme détaillé dans la lettre anonyme, Maxime s'attend à une forte réaction de la part de son interlocuteur. Or, L'Artiste ne semble pas surpris :

— Ça résume bien ce qui se passe à Granby. Ce sont toujours les mêmes qui s'enrichissent. En plus, ils réussissent à faire croire au bon peuple que tout ce qu'ils font est à son avantage.

— Si ce n'est pas vous qui avez écrit ça, alors de qui pourrait-il s'agir ?

— Y'a beaucoup de monde qui pense comme l'auteur de la lettre, mais si j'étais vous, je regarderais du côté du journaliste qui était là avant vous.

— J'ai déjà tenté de contacter monsieur Campbell, mais je n'ai pas réussi à lui faire avouer le motif de son départ. Il se contente de dire que le passé, c'est le passé...

— Ça ne me surprendrait pas qu'il écrive des lettres anonymes, car j'ai l'impression que le maire le faisait chanter. Sûrement qu'il ne veut pas que le manège recommence s'il s'ouvre la trappe.

— Le maire le faisait chanter ? C'est quoi, ça, encore ? s'exclame Maxime.

— Je suis convaincu que Moreau savait quelque chose sur Campbell et qu'il s'en est servi pour précipiter son départ du journal.

— Je pense que vous lisez trop de romans policiers. De quel genre de chantage pourrait-il bien s'agir ?

— Je ne le sais pas, mais il n'est pas parti pour rien. Quelques jours avant son départ, je l'avais rencontré. Il semblait très motivé et me disait travailler sur un dossier important. Puis il s'en va sans raison apparente... Vous ne trouvez pas cela louche, vous ?

— OK, je vais tenter de le joindre à nouveau pour lui tirer les vers du nez.

— Bonne chance ! lance L'Artiste, encore une fois sur un ton ironique.

Perplexe, Maxime met fin à l'appel, puis tape un résumé de la conversation pour bien se souvenir des détails. Comme on le lui a appris à l'école, il faut tout noter, même si les confidences recueillies ne servent pas immédiatement. Il lui faut absolument questionner Campbell, mais :

— Que faire pour qu'il accepte de me parler ? s'interroge-t-il à voix haute.

Il en vient à la conclusion que le mieux serait de se présenter chez lui sans s'annoncer. Après avoir obtenu de son supérieur l'adresse de l'ex-journaliste, il s'y rend après le souper.

Campbell habite une petite maison vieillotte, sise sur la rue Church. Lorsque Maxime sonne à la porte, un petit homme au crâne dégarni et aux traits tirés ouvre et le regarde avec étonnement :

— Je peux vous aider ?

— Je suis Maxime Lalonde, journaliste à la *Voix des Cantons*. Puis-je vous poser quelques questions ?

— Vous m'avez déjà téléphoné et je vous ai dit que je n'avais rien à vous dire !

— Je sais, mais depuis, des faits nouveaux se sont présentés. M'auriez-vous envoyé une lettre anonyme au journal ?

Debout dans le cadre de porte, Campbell se raidit pendant que ses yeux verts dévisagent le journaliste avec un mélange de stupéfaction et de crainte.

— Pourquoi aurais-je fait cela ? réplique-t-il, visiblement ébranlé.

Sentant qu'il vient de toucher une corde sensible, Maxime avance d'un pas.

— Peut-être que vous vouliez me confier des choses au sujet de l'administration municipale sans qu'on puisse dire que ces confidences provenaient de vous...

— Je ne travaille plus au journal et je n'ai aucun intérêt à raconter quoi que ce soit au sujet de ce qui se passe à Granby.

— Je vous pose à nouveau la question : pourquoi avez-vous quitté *La Voix des Cantons* ?

— Et je vous réponds la même chose que la dernière fois : je n'ai rien à dire là-dessus. Je trouve un peu fort que vous veniez me relancer chez moi avec ce genre de questions ; alors je vous dis bonsoir !

Sur ce, Campbell s'apprête à fermer la porte, mais Maxime se sert de son pied pour la bloquer.

— Monsieur Campbell, je sais que vous ne voulez faire aucune déclaration et je respecte parfaitement votre droit au silence. Toutefois, vous comprendrez que je dois faire mon travail et tout faire pour essayer de trouver d'où provient cette lettre. Je vais vous en lire quelques passages.

Maxime lit la lettre au complet en regardant son interlocuteur de temps à autre pour tenter de déchiffrer ses réactions. La lecture terminée, il lui demande :

— Avez-vous une idée de la personne qui a pu écrire cette lettre ? J'ai déjà discuté avec L'Artiste et il m'assure que ce n'est pas lui. Il se demande toutefois si vous n'auriez pas été victime de chantage avant votre départ du journal... ce qui vous aurait incité à écrire cette lettre.

— Je n'ai rien écrit de tel et j'ignore ce qu'il veut dire lorsqu'il prétend que j'ai été victime de chantage, riposte Campbell, qui semble aussi exaspéré qu'inquiet. Je vous demande encore de quitter ma maison, ajoute-t-il en poussant la porte toujours retenue par le pied du journaliste.

— Une toute dernière question, s'il vous plaît. Selon vous, qui pourrait m'aider à comprendre ce qui se passe et ce qui s'est passé dans l'administration municipale de cette ville ?

— Peut-être devriez-vous rencontrer l'ancien maire, Guy Laurin, répond Campbell.

— Merci de votre collaboration ; je vais le contacter. Soyez certain que je ne ferai rien pour vous nuire et que cette conversation demeurera secrète.

Cela dit, Maxime quitte les lieux et marche lentement vers son appartement de la rue Saint-Michel en songeant à la conversation qu'il vient d'avoir. Il est convaincu que Campbell en sait beaucoup plus sur Moreau qu'il ne le prétend. De même, il croit de plus en plus en la théorie du chantage...

Chapitre 11

Le maire Laurin

Le lendemain matin, de retour au travail, Maxime décide de se rendre au bureau de Michel Guay pour discuter de l'ancien maire Laurin avec lui. Il descend donc d'un étage pour rencontrer son supérieur. En entrant dans son bureau, il ne peut s'empêcher d'admirer les deux parchemins encadrés accrochés au mur, lesquels rappellent les prix en journalisme remportés par l'occupant des lieux alors qu'il était chroniqueur.

— Michel, peux-tu me parler de Guy Laurin, prédécesseur de monsieur Moreau ?

— Que veux-tu savoir au juste ?

— Tout. Je veux connaître son *passé*, savoir ce qu'il faisait comme travail avant d'être maire, que tu me dises quel genre de maire il a été, s'il a été candidat à la mairie à la fin de son mandat...

Michel lui raconte alors que Laurin est un comptable de formation qui a décidé, au début de la cinquantaine, de se lancer dans le domaine de la politique municipale. Il est resté au pouvoir pendant huit ans et durant son mandat, les taxes et la dette ont augmenté, du fait qu'il a fait bâtir un nouvel aréna et une salle de spectacle, en plus de revamper la bibliothèque. Croyant en l'engagement des citoyens, il a confié des pouvoirs accrus à des organismes sans but lucratif dans les domaines de l'environnement et des loisirs.

Laurin fut battu par Moreau après une campagne très médiatisée au cours de laquelle le second a mis en lumière la croissance de la dette et des dépenses. Il a prouvé aux citoyens que la ville foncerait droit dans un mur si un sérieux coup de barre n'était pas donné dans les finances municipales. Moreau a également critiqué l'implication des citoyens dans l'administration de domaines aussi importants que l'environnement et les loisirs. Avec ce type de gestion, la ville renonçait selon lui à ses pouvoirs au profit de personnes qui, politiquement parlant, n'avaient de comptes à rendre à personne.

— Crois-tu que Laurin accepterait de répondre à mes questions ? Voudra-t-il comparer son travail à celui de Moreau ?

— Il y a certainement une qualité qu'on peut reconnaître à monsieur Laurin, c'est que, depuis qu'il a été battu, il s'est retiré dans ses terres, pour reprendre l'expression populaire. Il ne s'est plus jamais mêlé de politique municipale. Je ne peux donc pas savoir s'il acceptera de répondre à tes questions. Mais où veux-tu en venir, exactement ? s'enquiert Michel en appuyant ses avant-bras sur son bureau.

— Eh bien, j'ai consulté L'Artiste et Campbell au sujet de la lettre anonyme que j'ai reçue, répond Maxime en sortant son carnet de notes. Même si j'ai l'impression que les deux ne me disent pas tout ce qu'ils savent, ils m'ont certifié qu'ils n'ont jamais envoyé cette lettre. Peut-être disent-ils vrai. Campbell m'a de plus suggéré de communiquer avec l'ancien maire pour obtenir son opinion sur l'administration actuelle.

— Je te donne son numéro de téléphone. Tu ne perds rien à essayer, mais je ne crois pas qu'il sera très coopératif. C'est le 255-3348.

Après avoir noté le numéro dans son calepin, Maxime lance en riant :

— Merci du renseignement. Espérons que monsieur Laurin sera plus enthousiaste que toi.

De retour à son bureau, il compose le numéro de téléphone de Guy Laurin. Après la huitième sonnerie, il s'apprête à raccrocher lorsqu'une voix se fait finalement entendre :

— Oui, allô ?

— Pourrais-je parler à monsieur Laurin, s'il vous plaît ?

— Lui-même.

— Content de vous parler, monsieur Laurin, mon nom est Maxime Lalonde, je suis journaliste à *La Voix des Cantons*. Comme vous le savez sans doute, je suis nouveau dans la région. Ces dernières semaines, j'ai pu constater que le maire Moreau semblait fort populaire à Granby. J'aimerais vous rencontrer pour obtenir votre point de vue à ce sujet et, aussi, pour que vous puissiez mettre en lumière ses bons et ses mauvais coups.

— Heureux de faire votre connaissance, monsieur Lalonde. Quand j'ai quitté la politique, je me suis juré que je n'émettrais aucun commentaire sur mes successeurs. Voyez-vous, il y a trop d'anciens élus qui agissent comme des belles-mères, et je n'ai pas du tout l'intention de les imiter. Je ne crois pas non plus que mon opinion intéresse vraiment la population de Granby.

— Je respecte tout à fait votre point de vue, enchaîne Maxime après un moment d'hésitation, mais je n'ai pas l'intention d'être un journaliste qui se contente de rapporter les compliments que plusieurs récitent lors des assemblées du conseil. Mon opinion sur la ville, je veux me la faire moi-même et non me la faire imposer par les autres.

Un silence s'installe sur la ligne, jusqu'à ce que Laurin, qui semble à la fois perplexe et heureux de ce qu'il vient d'entendre, finisse par répondre :

— Je vois...

— Si je vous promets de ne rien publier de vos propos, seriez-vous d'accord pour me rencontrer ? insiste Maxime en tortillant le fil de son téléphone.

— Et sur quoi porterait l'entrevue ? s'enquiert Laurin avec suspicion.

— En gros, j'aimerais savoir ce qui vous a conduit à la politique, connaître votre cheminement de vie, les réalisations dont vous êtes le plus fier, et essayer de comprendre pourquoi vous avez perdu les élections après huit ans de pouvoir... Enfin, je voudrais comprendre ce que veulent les citoyens de cette ville.

— Bon, je ne sais pas si je pourrai vous apprendre quoi que ce soit d'intéressant, mais si vous vous engagez à ne pas publier mes propos et si votre but ne consiste qu'à mieux comprendre la politique à Granby, je suis prêt à vous consacrer une heure demain matin... disons à neuf heures, chez moi, sur la rue Elgin.

— J'accepte toutes ces conditions, s'empresse de répondre le journaliste, soulagé. Je serai chez vous à neuf heures tapant. Et ne vous en faites pas, rien ne sera publié. Je ne trahis jamais ma parole ; sans quoi, je perdrais toute crédibilité.

L'entretien terminé, Maxime se rend à l'extérieur pour prendre une bouffée d'air frais et tenter de replacer ses idées. Il traverse donc la rue Dufferin et se retrouve bientôt assis sur un banc du parc Victoria, juste en face de l'édifice de *La Voix des Cantons*. Le vent de ce début novembre est froid, mais, au moins, le soleil réchauffe un peu l'air. Maxime aime bien ce parc où il a pris l'habitude de dîner lorsque la température le lui permet. Il y a quelques semaines, il a d'ailleurs effectué des recherches sur l'histoire de ce lopin de terre. Pour ce faire, il s'est rendu à la Société historique de la Haute-Yamaska, sur la rue Principale. Le parc a été aménagé en deux phases : la première remonte au début du XX^e siècle, tandis que la deuxième, plus importante, a été réalisée vers 1939. C'est l'architecte paysagiste et urbaniste Frederick G. Tood qui fut responsable de cette dernière phase. Cet architecte renommé dans tout le Canada, bien qu'il soit d'origine américaine, a travaillé, entre autres, à l'aménagement de l'île Sainte-Hélène, à Montréal, et des plaines d'Abraham, à Québec. Il a également terminé le travail d'un autre grand architecte paysagiste, Frederick Law Olmsted, relativement à l'aménagement du parc du Mont-Royal. À l'époque où il n'était qu'un simple apprenti, il avait d'ailleurs intégré le bureau de ce monsieur, à Boston. Olmsted est celui qui a présidé à l'aménagement de Central Park à New York. Maxime ne peut s'empêcher de se dire que la ville de Granby, à l'époque, devait entretenir de grandes visées, pour ce parc, en engageant un architecte aussi renommé. « Avec son étang, son ruisseau et ses arbres matures, ce parc est vraiment très beau », songe-t-il.

Puis, il se met à réfléchir à ce qu'il demandera à Laurin, lors de son entrevue avec lui. Hormis deux ou trois questions, il conclut qu'il vaudra mieux laisser aller la conversation et voir où cela le mènera. Puisqu'aucun article ne sera publié à la suite de cette rencontre, il risque bien de se déplacer pour rien. En repensant à la lettre anonyme, il se dit qu'il pourrait s'agir d'une blague de mauvais goût ; quoiqu'il en doute fortement. Enfin, il se remémore la première impression de Cynthia lorsqu'elle a rencontré Moreau... les femmes ont vraiment un sixième sens.

L'un des avantages de travailler en tant que journaliste attitré à la vie municipale d'une ville comme Granby est qu'on peut souvent marcher pour se rendre au travail et à la mairie. À huit heures quarante-cinq, en ce froid matin de novembre, Maxime quitte son appartement de la rue Saint-Michel, emprunte la rue Elm jusqu'à la rue Elgin et se présente chez l'ex-maire à l'heure prévue. Monsieur Laurin habite une vieille demeure cossue de cette très belle rue de Granby.

— Bonjour, monsieur Lalonde, je vous attendais, dit ce dernier en ouvrant la massive porte de bois au sommet arrondi.

Le personnage est grand, mince, bien vêtu, et dégage une certaine noblesse.

— Vous avez vraiment une belle maison, fait remarquer Maxime en regardant partout autour de lui.
— J'habite cette demeure depuis maintenant trente ans et je l'adore toujours autant.
— Dès qu'on entre, il se dégage une belle chaleur, précise Maxime pendant que son hôte le conduit au salon.

— Prendriez-vous un expresso ? propose Laurin. J'ai une nouvelle machine qui fait un café délicieux.
— Je suis un buveur de décaféiné, alors l'expresso risque de m'empêcher de dormir pendant quelques jours, ironise le journaliste.

— C'est là que vous vous trompez. Un bon expresso contient moins de caféine qu'un café ordinaire. Par contre, son goût est bien meilleur. Je vous en sers un, vous verrez...

Laurin quitte la pièce, laissant à Maxime tout le loisir d'admirer le vieux fauteuil vert où était auparavant assis son interlocuteur, le foyer ancien avec son manteau en bois massif et le plancher de chêne aux lattes étroites et usées à plusieurs endroits.

— Voilà, dit Laurin en lui tendant une petite tasse. Vous m'en donnerez des nouvelles. Maintenant, que puis-je faire pour vous ?

— Vous pourriez peut-être commencer par me raconter un peu votre vie...

— Eh bien, je suis né à Granby et j'ai passé mon enfance dans une maison bien plus modeste que celle-ci, sur la rue Gill. Mon père travaillait à l'Imperial Tobacco, dont la bâtisse est toujours debout sur la rue Cowie. Ma mère besognait encore plus que lui, puisqu'elle demeurait à la maison avec mes trois frères et mes trois sœurs. J'ai eu une enfance heureuse, et mes parents ont fait beaucoup de sacrifices pour nous permettre d'étudier. J'ai fait mon cours classique au séminaire de Saint-Hyacinthe et, par la suite, j'ai poursuivi mes études à HEC Montréal pour devenir comptable. Est-ce que ces détails vous ennuiant ? interroge Laurin en constatant que le journaliste prend très peu de notes.

— Au contraire, cela m'aide à comprendre votre cheminement, l'encourage Maxime.

— Une fois mes cours terminés, je suis revenu à Granby pour pratiquer mon métier de comptable. Au début, je travaillais seul, puis, petit à petit, mon bureau est devenu le plus gros de la ville. Il comptait plus d'une quarantaine d'employés. Comme nous procédions à la vérification des livres comptables de la Ville de Granby, j'ai commencé à m'intéresser aux finances municipales. À cette époque, tout était fait pour favoriser les promoteurs et non les citoyens ordinaires. Donc, plutôt que de faire payer les travaux d'infrastructures par les promoteurs, la ville imposait des taxes d'améliorations locales basées sur les mètres en façade des propriétés. Le tout était fait pour une période de vingt ans.

— Où est le problème ? N'est-il pas normal d'agir de cette façon ? interroge Maxime.

— Dans la plupart des villes, ce sont les promoteurs qui paient les travaux, mais ils refilent éventuellement la facture aux acheteurs dans le prix de leur maison. La ville ne s'endette donc pas pour cela. Elle ne sert pas de banquier, ni aux promoteurs ni aux acheteurs. La Ville se créait donc un important passif pour soutenir le développement, lequel était parfois anarchique. Sans plan réel, la municipalité s'étendait partout, et ce, au gré des achats de terrains par les promoteurs. Contrairement à ce qui se passait ailleurs, il n'y avait pas de taxes excédentaires sur les terrains vacants. Comme les promoteurs et les propriétaires fonciers n'étaient pas incités à bâtir au plus vite, plusieurs terrains restaient vacants, et les nouveaux développements émergeaient souvent à l'extérieur du périmètre urbain. Cela faisait qu'à Granby, on encourageait fortement la spéculation.

— J'imagine que le fait de développer ainsi un peu partout entraînait des coûts supplémentaires pour la Municipalité, en conclut Maxime.

— Vous avez bien compris. La ville se développait en petits silos isolés, d'où une facture salée. Les infrastructures de Granby étaient aussi en mauvais état. On ne construisait plus de trottoirs sur les nouvelles rues, ce qui est un non-sens dans une ville qui comptait alors quarante-cinq-mille habitants. En plus, la ville manquait d'heures de glace à l'aréna, n'avait pas de véritable bibliothèque ni de salle de spectacle. En somme, des investissements majeurs demeuraient à faire, et un redressement des finances publiques s'imposait.

— C'est là que vous avez décidé de poser votre candidature en tant que maire ?

— Effectivement. Le défi était plus qu'intéressant. J'ai d'abord battu de justesse le maire Giguère, qui terminait son quatrième mandat.

— Quatre mandats ? Mais c'est seize ans, ça... Wow !

— Effectivement, on peut dire qu'il avait fait son temps. Une fois le nouveau conseil élu, nous avons tout d'abord aboli les taxes d'améliorations locales et, comme ailleurs, facturé les travaux aux promoteurs qui ajoutaient ces coûts dans le prix des maisons. Cela évitait à la Ville de s'endetter. Nous avons bloqué les développements à l'extérieur du périmètre urbain et augmenté les taxes sur les terrains vagues desservis pour éviter l'étalement urbain.

— Des politiciens qui ont un vrai plan, c'est rare, concède Maxime avec une pointe d'ironie.

— Nous avons construit ce qu'il fallait. Surtout, nous avons raccourci la durée de nos emprunts. Nous sommes passés de vingt ans à quinze, puis à dix et, dans certains cas, à cinq ans. Vous savez ce qu'engendre le fait de payer une hypothèque sur une période plus courte ? questionne Laurin.

— Bien sûr. On rembourse ses emprunts plus rapidement, mais cela coûte plus cher chaque année, déclare le journaliste.

— Exactement. Et cela nous met à l'abri des hausses de taux d'intérêt. Mais, à court terme, il faut se serrer la ceinture, ce qui fait que les taxes ont un peu augmenté. Cependant, au moment où j'ai été battu, la dette était sur le point de diminuer de beaucoup, puisque plusieurs emprunts arrivaient à terme. Les citoyens, qui avaient précédemment réélu la plupart d'entre nous, ont décidé qu'ils en avaient assez des sacrifices et ont voté pour Moreau et quelques-uns des siens. En somme, mon conseil et moi n'avons pas eu assez de huit ans pour récolter les fruits des sacrifices communs que nous nous étions imposés en tant que citoyens de Granby. Notre intention était d'avoir une ville bien équipée, avec des taxes qui auraient baissé raisonnablement. Nous n'avons pas réussi à bien expliquer ce qui s'en venait, et Moreau en a habilement profité.

— Est-ce que Moreau a usurpé votre réussite ?

— Je ne ferai jamais de commentaires sur l'administration Moreau pour les raisons que je vous ai mentionnées hier au téléphone. De toute façon, vous êtes assez intelligent pour tirer vos propres conclusions.

— Je constate que Moreau a baissé les taxes et la dette, enchaîne Maxime, mais il a ramené les taxes d'améliorations locales et supprimé les surtaxes sur les terrains vagues. Est-ce que les promoteurs ont repris le pouvoir ?

— Vous ne me ferez pas parler, répond Laurin avec un grand sourire.

— Votre sourire en dit long, mais ne vous inquiétez pas, comme promis, je ne publierai rien. Maxime sort alors la fameuse lettre anonyme qu'il a reçue au journal et dit :

— Lisez ceci, s'il vous plaît.

Plus Laurin plonge dans la lecture, plus son visage s'illumine.

— Alors... que pensez-vous de cette lettre ?

— Si j'émettais un commentaire, je répondrais à vos questions, soupire Laurin en haussant les épaules.

— Vous ne voulez donc absolument rien dire sur Moreau, même si je vous promets de ne rien publier ?

— Non.

— Vous n'auriez aucune idée de l'auteur de cette lettre, par hasard ?

— J'ai des doutes, mais aucune certitude.

— Et, évidemment, vous ne voulez pas partager ces doutes ? sourit Maxime.

— Vous avez tout compris, confirme Laurin en lui rendant son sourire.

— Eh bien, je ne vous embêterai pas plus longtemps, poursuit Maxime en se levant et en se dirigeant vers la porte.

— Ce fut un plaisir de vous rencontrer, Maxime.

— Plaisir partagé. Et merci pour l'excellent café.

Maxime quitte la résidence de la rue Elgin, débouche sur la rue Ottawa, traverse le stationnement de l'école Parkview, puis le parc Victoria, avant d'atteindre la bâtisse du quotidien. Durant sa marche, il ne peut s'empêcher de penser que Laurin est beaucoup plus sympathique que Moreau. Il semble aussi plus crédible. S'il convient, pour le moment, d'abandonner ses recherches sur la lettre anonyme, il se promet de bien garder en mémoire les événements des deux derniers jours.

Chapitre 12

Deuxième lettre anonyme

La semaine suivante, Cynthia et Maxime sont bien assis au salon et regardent le film *Le Juge* mettant en vedette Robert Duvall et Robert Downey Jr.

— Ça ne se peut pas d'être beau comme ça ! s'exclame Cynthia. Un mâle, un vrai de vrai !

— Qui ça ? Robert Duvall ? questionne Maxime avec une pointe d'ironie.

— Tu es vraiment con ! Je parle du beau Robert Downey, évidemment. Des yeux extraordinaires, une belle bouche... j'en connais une qui ne lui ferait pas mal.

— J'ai une bonne idée de qui tu parles, mais il est petit et n'a pas mon charme, rigole Maxime. Pour ce soir, tu vas devoir te contenter de...

Mais voilà qu'il est interrompu par la sonnerie de son cellulaire. Lorsqu'il répond, il entend :

— Maxime, c'est Jean-Philippe Côté. Si tu es disponible, je passe te prendre.

— Pourquoi ? de s'inquiéter Maxime.

— Le maire a téléphoné au journal pour dire qu'il avait reçu une lettre anonyme. Je m'en vais chez lui. Tu veux venir avec moi ? Je pourrais être chez toi dans cinq minutes.

— Parfait, je t'attends en bas.

Après avoir raccroché, Maxime annonce à Cynthia qu'il doit partir.

— Comment ça ? Tu vas me laisser seule avec Robert Downey ?

— Oui, je vais le laisser t'attiser, lance le reporter en roulant des yeux.

— Et où vas-tu ?

— Le maire a reçu une lettre anonyme. Je vais donc chez lui avec Jean-Philippe Côté.

— Dis donc... personne ne signe ses lettres dans cette ville !

— Je serai de retour le plus tôt possible, madame Downey, promet Maxime.

Alors que Cynthia lui fait une grimace, il quitte l'appartement. Lorsqu'il sort de l'édifice, il constate que son collègue est déjà là. Durant le trajet menant sur la rue Harvey, celui-ci explique que la lettre reçue par le maire en serait une de menaces.

— J'imagine qu'il a aussi appelé les policiers ? demande Maxime.

— Possible...

Maxime en profite pour confier à son confrère qu'il a lui-même reçu une lettre anonyme, en plus de lui en révéler le contenu. Ceci fait, il le prie de n'en parler à quiconque.

— J'en ai discuté avec Guay, ajoute-t-il, et nous avons décidé de ne rien publier pour le moment. Mais... dépendamment du contenu de la lettre qu'a reçue Moreau, cette décision pourrait changer.

Une fois chez le magistrat, Maxime constate que ce dernier habite une maison prestigieuse dans un secteur huppé. Lorsque l'homme les invite à entrer, l'impression de grand luxe diminue de beaucoup. Bien que la maison ait été construite quelques années plus tôt, on ne retrouve aucune plinthe au bas des murs. « Ont-ils manqué d'argent pour terminer les travaux ? » se questionne Maxime.

— Bienvenue, messieurs. Attendez que je vous montre ceci, dit le maire en les faisant passer dans ce qui ressemble à un salon.

Il ajoute :

— Je crois que l'auteur de cette lettre veut me faire peur. Je vais...

— Vous n'avez pas prévenu les policiers ? l'interrompt Jean-Philippe.

— Oui, oui, je les ai appelés, mais vous savez comme ils sont lents, rigole Moreau. Je vais vous lire cette fameuse lettre, ajoute-t-il avec impatience.

Pendant qu'il s'exécute, Maxime prend des notes. Selon l'auteur de la missive, Moreau serait à la solde des riches et se foutrait éperdument des démunis. Il ferait tout pour aider ses petits amis et pour nuire aux citoyens ordinaires. De ce fait, il devrait prendre garde, car il pourrait bien lui arriver malheur. Mais ce que Maxime retient particulièrement, c'est : « Mon petit crisse de plein de marde, t'as fini de nous faire chier ; on va s'occuper de toé, espèce de Napoléon... »

Une fois la lecture terminée, Maxime demande à Moreau :

— Avez-vous une idée de la personne qui a pu écrire une lettre comme celle-là ?

Songeur, Moreau s'enfonce dans son fauteuil avant de répondre :

— Vous savez, messieurs... il y a beaucoup de gens qui m'en veulent. Il peut s'agir d'employés municipaux, d'un entrepreneur qui a perdu des contrats depuis mon arrivée au pouvoir, d'adversaires politiques ou encore, d'individus qui sont en désaccord avec les décisions du conseil.

— Ça ne vous fait pas peur ? interroge Côté.

— Pas du tout. J'ai la conscience en paix et personne ne m'empêchera de faire mon travail jusqu'au bout.

— Entre nous, monsieur Moreau, croyez-vous que L'Artiste aurait pu écrire cette lettre ? laisse planer Maxime avec une certaine hésitation. À l'occasion, il lui arrive après tout de tenir des propos qui ressemblent à ceux que vous venez de nous lire...

Sans doute heureux d'entendre cette question, le maire sourit et répond d'une voix amusée tout en regardant son interlocuteur droit dans les yeux :

— Je ne crois pas qu'il soit ce genre de personne, mais on ne sait jamais. Comme vous l'avez si bien dit, il tient parfois des propos inquiétants et surtout, incohérents.

Sur ce, la sonnerie de la porte retentit. Ce sont deux policiers. Ils semblent très agacés que les journalistes soient là et leur demandent de quitter les lieux. Jean-Philippe, qui connaît l'un d'eux, le prend à part pour lui expliquer que c'est le maire lui-même qui a téléphoné au journal. Mais c'est en vain qu'il insiste, puisque Moreau se voit forcé de les raccompagner, son collègue et lui, jusqu'à la porte.

— De toute façon, leur dit-il, les policiers de Granby ne trouvent jamais les coupables.

Durant le chemin de retour, Côté arrête la voiture devant un feu rouge et demande à son acolyte :

— Crois-tu que les deux lettres anonymes proviennent du même auteur ?

— Je ne pense pas. Même si je n'ai qu'entrevu la lettre du maire, je peux tout de suite affirmer qu'elle n'a pas du tout le même ton que celle qui m'a été envoyée, car la mienne ne contenait aucune menace. Sans compter qu'on y retrouvait de multiples fautes d'orthographe qui semblaient volontaires, ce qui n'est pas le cas dans le deuxième message. Selon ce que j'ai pu constater, celui-ci renfermait des mots crus, mais pas de fautes évidentes.

Puis les deux hommes se rendent au bureau pour écrire conjointement un article intitulé : « Le maire reçoit une lettre de menaces écrite par un auteur anonyme ». La chronique, placée sur le site Internet du journal et à la page trois de l'édition du lendemain, reproduit les grandes lignes des propos tenus dans la lettre et indique les soupçons qu'entretient le maire, sans toutefois faire allusion à L'Artiste. Le texte rapporte également que Moreau prétend avoir la conscience en paix et qu'il entend réaliser son travail jusqu'au bout. Le responsable de la mise en page du journal décide d'ajouter une manchette à ce sujet à la une, en haut de la page frontispice.

En retournant à la maison, Maxime retrouve Cynthia, couchée et somnolente. Du film qu'elle a regardé et qu'elle a bien aimé, elle a particulièrement apprécié la scène de la fin, où Robert Duvall se réconcilie avec Robert Downey Jr. Épuisée, elle s'endort très vite dans les bras de Maxime.

Le lendemain, celui-ci se présente au travail aux environs de dix heures. Dès qu'il y est, il entreprend de téléphoner à Vaillancourt pour connaître son opinion au sujet de la lettre qu'a reçue le maire. Il compose donc le numéro et, d'un air amusé, suit la procédure et fait le 666.

— Qui me dérange là ? répond L'Artiste, comme à son habitude.

— Maxime Lalonde. Avez-vous lu l'article de ce matin concernant la lettre anonyme reçue par le maire ?

— Oui, je l'ai lu, rétorque L'Artiste avec beaucoup d'ironie dans la voix.

— Je suppose qu'encore une fois, ce n'est pas vous qui en êtes l'auteur ?

— Bien sûr que non ! Je vous l'ai déjà dit, ce n'est pas mon genre d'écrire des lettres anonymes ; il n'y a que les lâches qui font cela. Avez-vous plus de détails sur son contenu ?

— Pas vraiment. Le maire nous l'a lue, mais nous l'avons très peu vue. Encore une fois, avez-vous une petite idée de la personne qui aurait pu écrire cela ?

— N'oubliez pas, cher monsieur, qu'il y a des gens qui ont tout intérêt à ce qu'on les croie menacés.

— Puis-je vous citer et rapporter ces propos ? s'enquiert Maxime.

— Sans problème, acquiesce Vaillancourt, mais je veux que vous ajoutiez que je souhaite ardemment que le coupable soit démasqué.

— D'accord. Sur ce, je vous souhaite une bonne journée.

L'entretien terminé, Maxime rédige son article en vue de l'édition du lendemain. Histoire de ne pas nuire

à L'Artiste, il commence en indiquant que ce dernier souhaite de tout cœur que le coupable soit démasqué, mais précise à la toute fin que selon l'homme, «il y a des gens qui ont tout intérêt à ce qu'on les croie menacés».

Au cours des jours suivants, le journal reçoit quelques lettres de lecteurs qui n'acceptent pas ce qui est arrivé à leur maire. Si plusieurs se disent dégoûtés d'apprendre que quelqu'un ait pu agir ainsi, d'autres vont jusqu'à sous-entendre qu'ils ne seraient pas surpris de découvrir que L'Artiste se cache derrière tout ça.

Un après-midi, alors que Maxime travaille sur un article, Michel Guay l'appelle pour lui demander de descendre à son bureau.

— Entre, Maxime, articule le directeur d'une voix éteinte après que son employé s'est exécuté. Écoute ce qui se dit à la radio... il s'agit d'une tribune téléphonique diffusée sur les ondes de la radio de Granby. Les citoyens semblent vraiment choqués...

— Ce n'est pas possible de traiter de cette façon un homme qui a tant fait pour les citoyens de Granby ! s'énervait une auditrice.

— Quand les policiers de Granby vont-ils donc se réveiller ? renchérit un homme. On sait pourtant bien qui est à l'origine de cette lettre anonyme... voilà des mois et des mois que cet homme écœure le maire à chacune des assemblées. Qu'est-ce qu'on attend pour le jeter en prison ?

— Mais de qui parlez-vous, cher monsieur ? s'amuse alors l'animateur pour attiser le feu.

— Il me semble que c'est clair... je parle de Vaillancourt, l'*ostie* d'Artiste !

— Merci, monsieur. On passe à un autre appel, mais, la prochaine fois, je vous prie de surveiller votre langage.

— Je voudrais ajouter à ce que vient de dire l'auditeur précédent que c'est pas en prison qu'il faudrait *crisser* Vaillancourt, mais dans un asile, fulmine un nouvel auditeur.

Michel baisse le volume de la radio, se cale dans son fauteuil et regarde Maxime en hochant la tête avec amertume.

— Je pense qu'on a bien fait de taire la lettre que tu as reçue. Si on l'avait publiée, il y aurait probablement un lynchage, aujourd'hui à Granby. Cela te donne une bonne idée de la popularité du maire.

— Ce qui me dérange le plus, soupire Maxime, c'est que ces *chers auditeurs* n'ont même pas besoin de se nommer avant d'accuser quiconque de n'importe quoi. C'est trop facile. S'ils devaient s'identifier, je ne suis pas certain qu'ils oseraient dire de pareilles inepties.

— Tu as peut-être raison, mais le ressentiment envers Vaillancourt semble généralisé. La radio a reçu au moins une dizaine d'appels du même genre avant que tu descendes ici.

— Je suis à peu près certain que Vaillancourt n'a rien à voir avec cette lettre, murmure Maxime. J'espère vivement que la situation ne s'envenimera pas.

Chapitre 13

L'incendie

Une dizaine de jours plus tard, en arrivant au travail, Maxime croise Jean-Philippe Côté qui lui lance :

— Grosse nouvelle, aujourd'hui, mon Maxime... il y a eu un incendie chez ton ami L'Artiste.

— Avec tout ce qui s'est passé ces derniers jours, ça sent l'incendie criminel à plein nez, de répondre Maxime, visiblement ébranlé.

— Tu as sûrement raison. Je téléphone à mon contact au service de police et je te reviens.

Assis à son bureau, Maxime se tient la tête à deux mains, ne pouvant s'empêcher de penser à toutes ces personnes qui, la semaine précédente, souhaitaient presque la mort de L'Artiste. Fortes sont les chances pour que l'une d'elles soit passée de la parole aux actes. Impatient d'en savoir davantage, il n'est pas fâché lorsqu'une trentaine de minutes plus tard, Jean-Philippe le rejoint en lui disant :

— Effectivement, ça ressemble beaucoup à un incendie criminel. Heureusement, il n'y a aucun blessé, et L'Artiste n'était pas présent lorsque ça s'est produit. Le feu a été signalé par des voisins vers vingt heures hier soir. Lorsque les pompiers sont arrivés sur les lieux, la maison était complètement embrasée... une perte totale.

— Qu'est-ce qui leur fait dire qu'il s'agit d'un acte criminel ?

— Comme ils ont trouvé des traces d'accélérant, ils ont fait appel aux enquêteurs du service de police, et ces derniers ont conclu qu'il s'agit d'un incendie criminel. Ce matin, ils ont donc fait venir le bureau des enquêtes *crime-incendie* de la Sûreté du Québec ainsi que le laboratoire scientifique. Ces gens devraient actuellement se trouver sur place. Si tu veux, on peut y aller.

Les deux journalistes se rendent donc sur la rue Vittie, où Maxime constate immédiatement l'ampleur des dégâts. Même les deux cèdres qui se trouvaient à l'avant ont complètement flambé, comme si le feu y avait aussi été mis. Hormis les fondations, à peu près tout est détruit. Même qu'une petite fumée grise s'échappe encore en divers endroits. Comme précisé par Jean-Philippe, les enquêteurs de la SQ sont sur place pour recueillir des échantillons un peu partout. Chaque fois qu'ils en trouvent un, ils l'insèrent dans un petit contenant métallique destiné aux experts. Voyant l'un des techniciens se rendre au camion des policiers pour y déposer quelques-uns de ces récipients, Jean-Philippe l'interpelle en ces termes :

— Mon nom est Jean-Philippe Côté, journaliste au quotidien *La Voix des Cantons*. Puis-je vous poser une question ?

— Ça dépend de la question, répond le policier.

— Selon vos premières observations, pouvez-vous déjà déduire qu'il s'agit d'un incendie criminel ?

— Écoutez, normalement, ce n'est pas moi qui réponds aux questions des journalistes. Nous avons un relationniste pour cela, et vous pourrez le contacter au cours des prochains jours.

— Même si c'est à titre non officiel, pouvez-vous me dire si tout pointe vers un incendie criminel ? insiste Côté. Soyez sans crainte, je ne vous citerai pas, puisque je ne connais même pas votre nom.

— Il semble y avoir six foyers d'incendie différents, alors tirez-en vos propres conclusions, murmure le policier.

— Merci du renseignement, monsieur.

Jean-Philippe raconte à Maxime ce qu'il vient d'entendre, puis les deux voient surgir L'Artiste. Ce dernier, tête basse, semble complètement dépassé par les événements. Il raconte à Maxime qu'il n'était pas chez lui lorsque le feu s'est déclaré, car il assistait à un spectacle au Palace. Il n'est revenu à la maison que vers vingt-trois heures, pour constater qu'il ne restait à peu près plus rien. D'une voix éteinte, il ajoute :

— Bien sûr, je suis assuré, mais rien ne ramènera mes beaux souvenirs disparus. Vous savez, je possédais plein de choses qui me rappelaient mon fils. Quand les policiers seront partis, je vais fouiller moi-même les décombres, mais je ne crois pas que je pourrai récupérer grand-chose.

— Est-ce que les policiers vous ont confirmé qu'il s'agit d'un incendie criminel ? l'interroge Maxime.

— Comme ils m'ont dit qu'il y a eu plusieurs foyers d'incendie, ça me paraît évident. Quelques enquêteurs sont actuellement chez des voisins pour savoir s'ils auraient été témoins de quelque chose. J'imagine que

j'aurai d'autres nouvelles plus tard.

— Selon vous, qui aurait pu faire cela ?

— Vous savez, plusieurs m'ont accusé d'être à l'origine de la lettre qu'a reçue le maire la semaine dernière... Je n'aurais jamais cru que quelqu'un pouvait me haïr à ce point. Je le répète : je n'ai jamais envoyé de lettres anonymes à qui que ce soit et, lors des assemblées du conseil, je ne fais que poser des questions sur l'administration municipale. D'ailleurs, plusieurs citoyens se posent les mêmes questions que moi, sauf qu'ils n'ont pas le courage de les poser publiquement.

— J'aurais une autre question pour vous.

— Une autre fois, peut-être. Je n'ai pas dormi de la nuit et j'ai plein de deuils à faire, murmure L'Artiste en s'éloignant d'un pas lent et lourd.

Jean-Philippe et Maxime retournent au journal et, d'un commun accord, conviennent que le premier écrira sur l'incendie en tant que tel alors que le second traitera des états d'âme de L'Artiste. Une fois leurs articles respectifs complétés, les deux se rendent au bureau de leur supérieur, qui a demandé à les rencontrer.

— Asseyez-vous, messieurs. Je peux vous dire que l'affaire Vaillancourt est devenue le sujet de l'heure, à Granby. Qu'avez-vous appris, exactement ?

Ses interlocuteurs lui dressent alors un compte rendu de la situation, en plus de lui faire lire leurs articles traitant du sujet.

— Donc, il s'agit bel et bien d'un incendie criminel, réalise Guay.

— Sans aucun doute, répond Côté.

— Je n'aurais jamais pensé que la haine pouvait être aussi présente à Granby, réplique Guay en hochant la tête. Vous savez, tantôt, alors que j'écoutais la radio dans mon automobile, j'ai entendu des propos tellement fielleux que je n'en croyais pas mes oreilles.

— Pas encore une émission de haine radiophonique ? soupire Maxime.

— Eh oui ! Et, cette fois, les gens disaient que L'Artiste avait couru après son malheur, qu'il n'avait eu que ce qu'il méritait. Vous voyez le genre ?

— Je suis pourtant presque convaincu qu'il n'a rien à voir avec cette histoire de lettres anonymes. Les gens sont méchants, et leur tribunal populaire n'a pas lieu d'être. Est-ce que tu me permets d'écrire à ce sujet ? demande Maxime

— Même que je compte sur toi. Cette hargne collective doit cesser au plus vite.

Michel consulte alors son téléphone cellulaire, car sa messagerie vient de s'activer. Il lit rapidement le texte et lance à ses deux journalistes :

— Tiens, tiens... le maire Moreau nous convoque à son bureau à seize heures pour une conférence de presse. Le sujet : l'incendie chez monsieur Richard Vaillancourt. Il serait peut-être bon que vous soyez là tous les deux avec un photographe, on avisera par la suite.

Durant l'après-midi, Maxime rédige un article traitant de l'agressivité démontrée envers L'Artiste par les participants à la tribune radiophonique, agressivité ayant peut-être conduit à un geste fort répréhensible. Jean-Philippe, pour sa part, contacte les relationnistes du service policier de Granby et de la SQ pour savoir si de nouveaux renseignements sont disponibles. Il téléphone également à son contact au poste de police. Mais, dans tous les cas, ses appels demeurent vains.

À quinze heures cinquante, les deux journalistes se retrouvent dans le hall d'entrée de l'hôtel de ville et attendent d'être convoqués au bureau du maire. Lorsque Jean-Philippe met son confrère au courant de ses vaines démarches, les deux se demandent quels nouveaux éléments Moreau pourra bien apporter au dossier qui les intéresse.

À seize heures cinq, ils sont enfin invités à pénétrer dans le bureau, en compagnie de leur photographe, Louis-Pierre Doyon. Sont également présents un journaliste de l'hebdo local ainsi qu'une nouvelliste du poste de radio, Christine Perreault, une femme que Maxime connaît bien puisque, comme lui, elle assiste à toutes les assemblées du conseil. Il s'agit d'une jeune femme frêle et très mignonne dont Maxime apprécie spécialement le sens de la répartie. Avant que ne débute la conférence, Doyon prend quelques photos du maire alors qu'il est assis à sa table de travail, puis retourne au journal. C'est le moment que choisit Moreau pour commencer

son point de presse sur un ton très solennel :

— Si je vous ai conviés ici, presque à la dernière minute, commence-t-il par dire, c'est pour tenter de calmer la tempête qui sévit à Granby.

Il se gratte le menton à quelques reprises et ajoute avec un air encore plus sombre :

— Je veux parler, bien sûr, du malheur qui afflige actuellement un de nos citoyens, soit monsieur Richard Vaillancourt. Selon toute vraisemblance, un feu a été allumé chez lui hier soir par des mains criminelles. Je suis bien conscient que depuis plus d'une semaine, plusieurs citoyens en veulent à monsieur Vaillancourt, parce qu'ils croient qu'il pourrait être l'auteur de la lettre anonyme que j'ai reçue. Je veux rappeler à tous qu'il n'existe aucune preuve permettant de relier monsieur Vaillancourt à cette lettre. Et même s'il en était l'auteur, est-ce que cela mériterait la punition qu'il a subie hier soir ? J'aimerais croire que personne, dans cette ville, n'est assez agressif pour brûler intentionnellement la résidence d'un citoyen. Il est vrai que monsieur Vaillancourt a tendance à poser des questions non pertinentes et tendancieuses qui remettent en question la crédibilité du conseil. Or, j'ai la nette impression que ses paroles dépassent souvent sa pensée. Je ne sais pas qui est à l'origine de cet acte plus que répréhensible, mais je voudrais que ceux qui ont des informations à transmettre à ce sujet contactent le service de police dans les meilleurs délais. Il faut que ce cauchemar cesse.

Sur ces paroles, Moreau regarde chacun des journalistes, en affichant une mine révoltée. Puis il poursuit en disant :

— Je suis disponible pour répondre à vos questions.

— Monsieur le maire, avez-vous la certitude qu'il s'agit d'un incendie criminel ? demande Jean-Philippe.

— Selon ce que j'ai pu apprendre des services policiers, et bien que l'enquête ne soit pas terminée, il semble que tel est le cas.

— Monsieur Moreau, intervient Maxime, vous m'avez dit, lorsque vous avez reçu la lettre anonyme, que plusieurs personnes étaient susceptibles d'en être l'auteur. Vous avez parlé d'employés municipaux, d'entrepreneurs, d'adversaires politiques et j'en passe. Je comprends donc que vous ne soupçonnez pas particulièrement monsieur Vaillancourt... Est-ce exact ?

— Tout à fait, monsieur Lalonde.

— Que pensez-vous des tribunes téléphoniques diffusées sur les ondes de la radio locale, enchaîne Maxime, et qui semblent entretenir la haine et le ressentiment envers monsieur Vaillancourt ?

— Je ne peux pas en vouloir à notre station de radio, qui fait du bon travail. Ce n'est pas aux élus d'essayer de contrôler l'information, que ce soit dans le journal ou à la radio. J'ai trop de respect pour les représentants de la presse pour agir de la sorte. Les médias doivent informer la population, tout comme ils ne peuvent pas ignorer les opinions de nos citoyens, même si, à l'occasion, elles peuvent sembler extrêmes.

Après avoir griffonné quelques notes, le journaliste revient à la charge :

— Est-ce qu'il ne serait pas normal qu'une station de radio exige au moins que ceux qui participent à ces tribunes s'identifient ?

— Bonne question, monsieur Lalonde, mais vous comprendrez que ce n'est pas au maire de Granby de décider de cela. Peut-être devriez-vous en discuter avec les représentants de la station, sourit Moreau. Une autre question, madame, messieurs ?

— Savez-vous si L'Artiste a réussi à se reloger ? demande Christine Perreault.

— Très bonne question, répond le maire en adoptant une attitude presque langoureuse. Je l'ignore totalement, mais s'il a besoin de l'aide de la Ville pour se trouver temporairement un toit, nous serons là pour lui.

Une fois la conférence de presse terminée, Maxime en profite pour discuter avec Christine Perreault dans le hall d'entrée de la mairie.

— Vraiment, il y a quelqu'un chez vous qui fait un travail dégueulasse, et je crois que tu sais de qui je veux parler.

— Je sais, soupire Christine. Je suis en total désaccord avec la méthode qu'utilise Serge Pilon pour provoquer les gens lors de sa tribune téléphonique. Toutefois, il a triplé les cotes d'écoute depuis un an, et c'est malheureusement ce que recherchent les patrons.

Puis elle ajoute sur un ton plus agressif :

— As-tu remarqué la façon dont Moreau s'adresse à moi ? Chaque fois, c'est la même chose ! J'ai l'impression d'être un morceau de viande.

— Je crois qu'il s'adresse ainsi à toutes les jolies femmes. Il agit de même avec ma conjointe et je trouve cela très désagréable.

Malgré tout, Maxime a apprécié l'empathie dont a su faire preuve le maire envers L'Artiste au cours de

la conférence de presse. De retour au journal, il rédige une nouvelle chronique. Ainsi, l'édition du lendemain contiendra quatre pages consacrées à ce mystérieux incendie et la une se lira ainsi : « Mystérieux incendie sur la rue Vittie : le maire lance un appel au calme ». Sous la manchette, le lecteur pourra voir une photo du premier magistrat assis à sa table de travail, l'air grave.

Chapitre 14

Ça brasse

Le premier lundi de décembre, Maxime se rend à l'hôtel de ville où doivent se tenir deux assemblées du conseil. La première portera sur l'adoption du budget, alors que la deuxième sera une assemblée dite « ordinaire ». Alors qu'il est assis à la table des journalistes et qu'il discute avec Christine Perreault, voilà qu'il voit entrer L'Artiste.

— Je n'aurais jamais cru qu'il se présenterait ici aujourd'hui, lance-t-il.

— Je le connais depuis plus longtemps que toi et j'étais certaine du contraire, réplique Christine. Crois-moi, il n'y a pas grand-chose qui peut intimider cet homme.

— Pourtant, quand je l'ai vu, le lendemain de l'incendie, il avait l'air tellement détruit que je me suis demandé s'il ne quitterait pas la ville.

— Eh bien, tu as ta réponse, sourit Christine.

Maxime observe les citoyens qui arrivent et remarque que nul ne prend place auprès de Vaillancourt. Bientôt, plus d'une quarantaine de personnes ont envahi la salle, et L'Artiste est totalement isolé. Puis, à la grande surprise du journaliste, deux policiers en uniforme entrent à leur tour, avant de prendre place de chaque côté de l'arrière-salle. Voyant cela, il se dit que la réunion risque d'être fort intéressante.

Effectuant son entrée triomphale habituelle, Moreau serre la main de plusieurs personnes avant de rejoindre son fauteuil. L'assemblée débute sans qu'il fasse allusion à la présence des policiers. Il y va d'un long monologue sur la qualité du travail des élus, lequel permet, encore une fois, d'atteindre les objectifs financiers qui semblaient irréalistes il y a encore quelques années. Il poursuit en disant :

— Ce soir, chers concitoyens, je suis fier d'annoncer que nous allons adopter un budget prévoyant une baisse de 15 % du taux de taxation, ce qui est un véritable tour de force étant donné la situation financière précaire dont j'ai hérité il y a six ans. Vous savez de plus que j'ai dû travailler très fort, lors de mon premier mandat, du fait que plusieurs élus n'avaient pas trop à cœur le bien-être de la population. Je suis fier de dire que, depuis que le nouveau conseil a été élu, nous ramons tous dans la même direction, ce qui rend possible le budget de ce soir. Je veux également vous indiquer que depuis mon arrivée au pouvoir, la dette de la ville a été réduite de 60% ce qui est extraordinaire. Cependant, le but ultime de ce conseil est de réduire la dette à zéro et d'abaisser encore davantage le taux de taxes.

Moreau annonce également que durant l'assemblée du budget, il n'y aura qu'une seule période de questions, laquelle se tiendra à la fin de la réunion. Une fois le discours du maire terminé, les membres du conseil adoptent rapidement le budget ainsi que le règlement de taxation. Ils acceptent également le programme triennal des immobilisations, qui ne prévoit pas beaucoup de travaux pour les trois années à venir. Il n'est question que d'un programme triennal de six millions de dollars. C'est le moment que choisit le maire pour demander aux citoyens s'ils ont des questions à poser au conseil à propos du budget. Comme personne ne réagit, le conseil vote la levée de l'assemblée.

S'ensuit la réunion ordinaire du conseil, qui débute avec la période de questions. Moreau informe les citoyens dans la salle que deux policiers sont prêts à intervenir en cas de débordement. Il ajoute qu'il n'aime pas recourir à ce genre de mesure, mais qu'en raison des récents événements, il n'a voulu prendre aucun risque. Un premier citoyen se présente donc au micro. Il s'agit d'un homme d'une trentaine d'années à l'allure sportive, avec des cheveux blonds qui lui descendent sur la nuque. Max se dit en souriant que cela lui rappelle l'affreuse *coupe Longueuil* qu'arborait un de ses oncles quand Maxime était enfant.

— Bien le bonjour à monsieur le maire et aux autres membres du conseil. Mon nom est Jean-Paul Latour, et j'habite sur la rue Providence. Je vous ai trouvé très gentil, monsieur le maire, de prendre la défense de L'Artiste, la semaine dernière, dans le journal. Pour moé, il n'est pas digne du tout d'être défendu. Ce qui est arrivé à ce triste individu est tout à fait mérité...

— Monsieur Latour, de l'interrompre Moreau, je vous prie de surveiller vos paroles. Personne ne mérite de voir sa demeure s'envoler en fumée. Je répète ce que j'ai dit lors de la conférence de presse que j'ai tenue la semaine dernière : il faut absolument que le ton haineux qui prévaut à Granby depuis quelques semaines disparaisse. Avez-vous autre chose à ajouter ?

— Non, monsieur le maire, à part que je vous trouve trop bon.

Lorsque le citoyen retourne à son siège, L'Artiste se présente au micro sous les murmures de l'audience.

Ayant mis de côté son air arrogant habituel, il s'exprime d'une voix un peu éteinte :

— Tout d'abord, monsieur le maire, je voudrais vous remercier. Dans un article publié la semaine dernière dans le journal, j'ai vu que vous m'avez défendu, et voilà que vous récidivez ce soir suite aux attaques de monsieur Latour. Je ne suis ici que pour poser des questions et je vous jure qu'il n'est pas dans ma nature d'envoyer des lettres anonymes. Je souhaite ardemment que les policiers trouvent celui ou ceux qui ont envoyé cette lettre, ainsi que les auteurs de l'incendie criminel qui a eu lieu chez moi. Pour les gens qui s'inquiètent, et j'imagine qu'il y en a tout de même quelques-uns, je me suis relogé chez un ami pour l'instant. Ce n'est pas un feu qui mettra fin à mes questionnements.

— Je suis content de voir que vous vous êtes remis, du moins en partie, du triste événement qui vous a accablé, réplique le maire en gratifiant son interlocuteur d'un large sourire. Je suis également heureux de constater que j'ai eu droit à mon seul titre de maire. Le seul auquel je tiens, d'ailleurs.

— Ne vous en faites pas, Votre Excellence, reprend L'Artiste en affichant son habituel air espiègle, cela n'arrivera plus.

De nouveaux murmures se font entendre dans la salle alors que Vaillancourt poursuit :

— Votre Altesse Sérénissime a cessé d'être une personne et est maintenant devenue un personnage.

— Que voulez-vous dire exactement ? réplique le maire avec une pointe d'impatience.

— Je me comprends, sourit Vaillancourt.

De nouvelles lamentations secouent le public, jusqu'à ce que le maire s'exclame :

— Eh bien, partagez cela avec nous, monsieur Vaillancourt !

— Je voulais seulement dire, Votre Majesté, que si l'on en juge par les réactions des citoyens à mon endroit, vous êtes un être très populaire. Mais trêve de flatterie, voici ma question : dans votre système, la stratégie semble très simple... on rend les services publics totalement inefficaces, si bien qu'il devient évident qu'on n'a d'autre choix que de les confier à l'entreprise privée. Il faut baisser les taxes des entreprises et des mieux nantis, mais en faisant croire aux petits qu'on a fait ça pour eux.

Sous les huées de tous, le maire rétorque, de plus en plus impatient :

— Je crois que vous avez votre réponse, monsieur Vaillancourt ! Vous entendez l'opinion que les gens ont de vous et vous voyez ce qu'ils pensent de moi...

Souriant avec défi, L'Artiste poursuit :

— Une dernière question, Monsieur L'Ambassadeur. Vous avez réduit les taxes même si vous aviez promis de ne pas le faire avant que la dette ne soit éteinte. Est-ce que cela signifie que vous avez l'intention de faire d'autres coupes dans les services ? En effet, en réduisant les taxes dès maintenant, vous allez créer un important manque à gagner au sein de la Municipalité et vous aurez donc à couper encore davantage. En somme, vous n'aurez plus aucune marge de manœuvre.

De nouvelles huées, plus fortes, résonnent dans la salle. Une voix déclare alors :

— Qui ferme sa gueule !

— Ne le faites pas exprès, monsieur Vaillancourt ! rétorque le maire d'une voix exaspérée. Vous êtes intelligent et vous savez très bien que ce que vous dites est faux. Nous prenons tous les moyens nécessaires pour aider les petits, qui sont égorgés par les taxes et les impôts. Par exemple, les employés municipaux gagnent 30 % de plus que les employés provinciaux. Il est plus que temps d'y voir.

— Pensez-vous, Sire, continue de se moquer L'Artiste, que vous aidez vraiment les petits en adoptant une politique *d'utilisateurs-payeurs* . Vous faites payer plus chers les enfants des jeunes familles qui utilisent l'aréna, la piscine et la bibliothèque, alors que vos amis les riches n'ont pas besoin de ces services ? Croyez-vous qu'avec un aréna et une piscine en décrépitude, une bibliothèque qui n'achète à peu près plus de livres, des trous un peu partout dans les rues et des infrastructures en très mauvais état, vous aidez vraiment les petits ?

— Ça va faire, *calice*, m'a y fermer sa gueule, moé ! crie Latour.

Sentant que la situation s'envenime, les policiers avancent vers le devant de la salle. De son côté, le maire hausse le ton :

— Il s'agit simplement, pour le conseil, de faire preuve de rigueur. Les citoyens sont nos patrons, nous ne sommes que leurs serviteurs. Avant notre arrivée, beaucoup de fonctionnaires étaient payés à ne rien faire et on parle, ici, de gros salaires et de fonds de pension faramineux. Tout ça, c'est fini ! postillonne Moreau.

Des applaudissements nourris se font alors entendre, pendant que L'Artiste, les mains appuyées sur le lutrin, attend que tout cesse avant de lancer :

— Vous ne répondez pas à la question, Votre Majesté.

— N'abusez pas de ma patience, riposte le maire.

— Bon, d'accord... vous ne voulez pas répondre. J'aurais tout de même une autre interrogation...

— Je n'ai pas l'intention de vous permettre une autre question ! l'interrompt furieusement le maire. D'abord, vous n'interrogez pas, vous affirmez. De plus, ça fait deux fois que vous me dites en être à votre dernière question. Assez, c'est assez !

L'Artiste quitte le podium, non sans avoir salué de son béret les élus et les citoyens sous un déluge de sifflements. Il ajoute, triomphant :

— Le poisson commence toujours à pourrir par la tête.

Le maire suggère un ajournement d'une quinzaine de minutes, de façon à ramener le calme. Cela étant approuvé, il en profite pour descendre à son bureau, tandis que les conseillers restent dans la salle. Voyant que la fin de la réunion risque d'être mouvementée, Maxime téléphone au journal pour réclamer la présence d'un photographe.

Au retour, le maire, qui semble avoir retrouvé son calme, indique que le conseil est maintenant prêt à donner suite aux suggestions émises lors de la dernière assemblée par messieurs Gélinas et Deshaies, relativement à la piscine extérieure et au Centre d'interprétation de la nature du lac Boivin. Lorsqu'il demande si les deux citoyens en question sont présents dans la salle, il se voit répondre que seul monsieur Deshaies est là.

— Si vous le permettez, monsieur Deshaies, nous allons d'abord traiter du dossier de la piscine extérieure. Il est vrai que certaines journées, la piscine est peu fréquentée. Par contre, à d'autres moments, nous refusons même des baigneurs. Je ne crois pas qu'il serait adéquat de fermer ce lieu. Cependant, les normes gouvernementales qui nous obligent à embaucher un certain nombre de sauveteurs sont totalement dépassées. Nous allons donc effectuer des démarches auprès du gouvernement du Québec pour que ces normes soient adoucies. Nous allons également demander au directeur du service de se rendre sur place deux fois par jour, et, lorsqu'il ne s'y trouvera que très peu de baigneurs, nous fermerons la piscine jusqu'au lendemain, quitte à rembourser les usagers. Nous aurons malheureusement à respecter la convention collective de nos employés, qui les protège beaucoup trop en leur garantissant un nombre minimum d'heures de présence. Encore une fois, monsieur Gélinas, merci de votre excellente suggestion.

Puis, d'un air agacé, Moreau enchaîne :

— Pour ce qui est du Centre d'interprétation de la nature du lac Boivin, j'ai appris de la bouche même de notre directeur général, après la dernière réunion du conseil, qu'un bail emphytéotique d'une durée de cinquante ans a été signé entre le centre et le conseil de l'ancien maire. Je crois que ce renseignement aurait dû nous être fourni bien avant. Je ne blâme pas notre directeur général, puisqu'il n'était pas présent au moment de la signature. Toutefois, personne ne m'a rien dit lors de ma dernière campagne électorale, au cours de laquelle j'avais songé à vendre tout le centre. Je n'aime pas avoir l'air d'un imbécile et j'aurais apprécié être informé en conséquence.

Il hoche la tête avec impatience et ajoute :

— Je ne comprends pas ce geste de la part de l'ancien conseil. Comment peut-on ainsi attacher les mains de ceux qui nous succèdent ? Il s'agit d'un choix tout à fait irresponsable. J'aurais toutefois une suggestion à vous faire, monsieur Deshaies. Je pense que nous pourrions envisager un ensemble résidentiel de maisons de luxe dans l'actuel parc Bellevue, sur la rue Saint-Michel.

Maxime n'en croit pas ses oreilles. Ces maisons seraient bâties juste en face de son logement.

— Ce parc ne sert absolument à rien, poursuit le maire. Il s'agit d'un cap de roc qui serait tout à fait approprié pour y ériger des maisons de prestige. Évidemment, il nous faudrait procéder à un changement de zonage, et les propriétaires de l'autre côté de la rue pourraient s'opposer au projet. Toutefois, la Ville pourrait dédommager financièrement lesdits propriétaires à même l'importante somme qu'engendrerait la vente du terrain. Ce serait une situation gagnant-gagnant. Le promoteur, la Ville et les propriétaires... tout le monde ferait de l'argent, et nous n'aurions plus à entretenir un espace inutile.

— Wow... murmure Christine en se penchant vers Maxime. On vend nos parcs et on paie pour que les gens acceptent. Nous sommes vraiment nés pour un petit pain.

— C'est certain, soupire Maxime en branlant la tête et en ouvrant les bras, on n'a pas les moyens d'avoir des parcs.

— Monsieur Deshaies, enchaîne le maire, je n'ai pas encore discuté de ce projet avec les autres membres du conseil, mais j'aimerais vous rencontrer pour sonder votre intérêt. Il est évident que la Ville vendra le terrain au plus haut soumissionnaire et, donc, que ce ne sera pas nécessairement à vous. Toutefois, nous pourrions avoir des exigences en matière d'urbanisme, des exigences qui feraient que seules des maisons de prestige pourraient y être bâties. J'aimerais discuter de cela avec vous. Je vous invite donc à me téléphoner cette semaine.

La suite de l'assemblée se déroule plutôt rapidement. Une fois celle-ci terminée, le maire quitte promptement. Arrivé une vingtaine de minutes avant la fin, le photographe Doyon en a profité pour rafraîchir sa banque de photos des élus. De même, il a pris quelques clichés de la rencontre, non sans mettre en évidence l'isolement de L'Artiste et la présence des policiers. Maxime lui demande également de photographier L'Artiste au moment où il partira. Il devra sans doute être escorté, car plusieurs personnes semblent l'attendre. Maxime s'approche de Vaillancourt et lui demande :

— Des nouvelles au sujet de l'incendie ?

— Rien de nouveau, répond Vaillancourt en le regardant fixement, sauf que j'ai la nette impression que l'auteur ou les auteurs étaient dans la salle, ce soir.

— Peut-être bien, réplique Maxime. Nous le saurons sûrement un jour.

Sur ce, Vaillancourt tourne les talons et se dirige vers la sortie. Pendant que des citoyens l'invectivent, trois personnes tentent de lui bloquer le passage. Finalement, les policiers doivent intervenir pour lui permettre de sortir, le tout, bien sûr, sous les crépitements de la caméra de Doyon qui se font entendre à plusieurs reprises. L'homme prend même une vidéo de la scène pour la diffuser sur le site Internet du journal.

Chapitre 15

Un conseil uni ?

En marchant vers chez lui après la séance du conseil, Maxime, préoccupé, téléphone à son directeur pour lui dire :

— Tu as vu l’assemblée ?

— Et comment ! La confrontation entre le maire et Vaillancourt s’accroît drôlement, c’est presque devenu un combat de coqs ! Il faut dire que L’Artiste est un peu arrogant. Mais l’histoire qui retient le plus mon attention, c’est la vente du parc Bellevue. Je pense que vraiment, là, on va un peu trop loin dans l’austérité. Ce parc se trouve en face de chez vous, n’est-ce pas ?

— Oui. Je pensais écrire à ce sujet vendredi pour que l’article soit publié dans le journal de samedi, la journée de notre plus gros tirage. Peut-être que les gens vont se réveiller lorsqu’ils verront que la Ville entend commencer à vendre des espaces verts. Pour le journal de demain, j’aurai complété mon article sur le budget dans environ dix minutes. J’ai pu en rédiger une bonne partie pendant l’assemblée du conseil, alors que le greffier nous endormait avec un règlement qu’il devait lire. On pourrait aussi publier un papier sur la confrontation dont tu parlais plus tôt. Il est vrai que Vaillancourt a ses torts, mais c’est un homme courageux qui dit parfois des vérités. Oh... J’ai demandé à Doyon de se présenter à l’assemblée du conseil. Sauf si tu t’y opposes, mon article pourrait être accompagné d’une photo montrant que les gens ont voulu faire un mauvais parti à Vaillancourt lorsqu’il a quitté la salle sous escorte policière. On pourrait même ajouter une vidéo de l’événement sur notre journal numérique.

— Très bonne idée, allons-y ! On se reparle demain.

À son arrivée à la maison, Maxime trouve Cynthia sur le divan, les genoux sous le menton, en train de lire le *best-seller Inferno*.

— Oh ! Madame est plongée dans les grands complots.

— Eh oui ! Moi, je suis une lectrice de complots imaginaires et toi, tu baignes peut-être dans de vraies conspirations, répond Cynthia avec une attitude enfantine.

— Cynthia Tremblay, sourit Maxime, tu es vraiment la plus belle femme du monde quand tu fais cette mine-là.

— Seulement quand je fais ça, monsieur Lalonde ?

Maxime l’embrasse tendrement, puis lui dit :

— J’ai deux articles à écrire, ce soir, alors je te quitte pour environ une heure. Je vais travailler à la table de cuisine.

— Comme j’ai regardé l’assemblée à la télévision, je me doutais que tu me négligeras ce soir. Voilà pourquoi j’ai décidé de lire un roman. Je commence à avoir hâte aux quatre ou cinq jours de congé que tu auras durant la période des fêtes. Peut-être que tu pourras alors t’occuper un peu de moi...

En guise de réponse, Maxime lui fait une grimace et passe à la cuisine. Son article sur le budget est vite terminé, puisqu’il ne fait que reprendre les paroles du maire. L’article sur Vaillancourt, par contre, est un peu plus compliqué. Commenant à apprécier ce personnage, Maxime aimerait bien redorer un peu son image. Il commence d’abord par raconter qu’il a été fort étonné de la présence de l’individu à la réunion du conseil, d’autant plus que, quelques jours plus tôt, il l’avait rencontré devant sa résidence incendiée alors qu’il n’en menait pas large. Il poursuit en écrivant que Vaillancourt a juré, au cours de l’assemblée, n’avoir jamais écrit de lettres anonymes. Si tel est le cas, il a payé un prix élevé pour une faute qu’il n’a pas commise. Il répète ensuite que le maire a lui-même dit que plusieurs autres personnes sont susceptibles de lui en vouloir. Certes, Maxime concède que L’Artiste est un homme bizarre qui entretient trop souvent la théorie du complot. Ses questions sont parfois abracadabrantes, mais malgré cela, ses affirmations peuvent être justes. À titre d’exemple : lorsqu’il parle des *utilisateurs-payeurs*, il a peut-être raison. En effet, en vertu de cette méthode de tarification, on tend à faire payer le coût réel d’un service à celui ou celle qui le reçoit. Ainsi, s’il en coûte six cents dollars par année pour qu’un jeune puisse pratiquer le hockey et qu’on facture aux parents le même montant, il n’y a aucune contribution de la part des autres citoyens. Si les tarifs imposés à ceux qui fréquentent

l'aréna, la piscine ou la bibliothèque ont vraiment augmenté au cours des dernières années, alors que les taxes baissaient, cela signifie que le fardeau fiscal des gens qui ne fréquentent pas ces endroits a grandement diminué. Non seulement ils ne contribuent plus à faire baisser les tarifs pour les usagers et, de ce fait, ils bénéficient d'une diminution encore plus substantielle des taux de taxation. Malheureusement, ces personnes sont rarement les plus pauvres. Par contre, pour les usagers, il est concevable que, au total, la facture ait pu augmenter ou, du moins, diminuer beaucoup moins. Maxime indique qu'au cours des prochaines semaines, il se livrera à une recherche sur la tarification au sein des autres municipalités, car il ne peut dire si les tarifs sont vraiment plus élevés à Granby. À la fin de son article, il est question de ces citoyens qui, après avoir boudé L'Artiste tout au long de l'assemblée, ont voulu lui faire un mauvais parti au moment de sa sortie.

Une fois sa chronique terminée et envoyée au journal, Maxime rejoint Cynthia au salon pour l'entendre lui dire :

— Il me semble que j'aurais envie de me faire chanter la pomme, monsieur Lalonde.

— Ce n'est pas que je n'en ai pas envie, répond Maxime, mais je suis épuisé et j'ai trop de choses en tête. Il y a beaucoup d'articles qui mijotent dans cette caboche... Par exemple, ma rencontre avec l'ancien maire, même si je lui ai promis de ne rien publier à ce sujet. Il y a aussi la poursuite de la confrontation entre Moreau et Vaillancourt, la lettre anonyme que j'ai reçue, la tarification dans les autres villes, l'incendie survenu chez L'Artiste, et j'en passe. Allons nous coucher, veux-tu !

— Je comprends, mais n'oublie pas de me garder une petite place dans ce coco-là.

Tout en émettant un sourire, Maxime place une main sous les cuisses de son amoureuse et l'autre au bas de son dos, pour ensuite la soulever, pendant qu'elle enroule ses bras autour de son cou. Après quoi, il la dépose doucement sur le lit avant de l'embrasser tendrement. Dix minutes plus tard, les deux dorment à poings fermés.

Le lendemain, vers onze heures, Maxime est déjà au téléphone pour tenter de savoir ce que les membres du conseil pensent de l'affrontement entre Moreau et Vaillancourt. En premier lieu, il contacte le conseiller Jean Lamontagne.

— Bonjour, monsieur Lamontagne, Maxime Lalonde du journal. J'espère que vous allez bien.

— Tout à fait, monsieur Lalonde. J'ai vu que vous vous êtes couché tard, hier soir. Il y avait déjà deux articles dans le journal de ce matin traitant de l'assemblée d'hier soir...

— Justement, que pensez-vous de la confrontation entre monsieur le maire et L'Artiste ?

Lamontagne hésite un peu et répond :

— Écoutez, je... je vous trouve bien gentil dans votre article de ce matin. Vaillancourt n'a aucune crédibilité. Il passe son temps à mélanger toutes sortes de choses qui n'ont rien à voir avec nous et tente de nous discréditer auprès de la population. Personnellement, je constate que le maire est beaucoup trop patient avec lui. De plus, même si vous ne croyez pas qu'il ait pu rédiger la lettre anonyme, il n'y a rien qui prouve le contraire.

— Ne croyez-vous pas, enchaîne Maxime, que certains des éléments qu'il amène méritent au moins discussion ?

— Certaines de ses élucubrations sont moins sottes que d'autres, mais il n'y a rien de positif dans ses prétentions.

— Et quand il parle des *utilisateurs-payeurs*, qu'en pensez-vous ?

— En bon québécois, c'est un gros *show* de boucane ! Le maire a été réélu par acclamation et tous les membres de son équipe ont aussi été élus, dont plusieurs avec une très forte majorité. Si les gens étaient insatisfaits, ça n'aurait pas été le cas.

Maxime se demande si la prochaine question vaut la peine d'être posée, puis il se dit que, après tout, il n'a rien à perdre.

— Vous avez appris, hier soir, que le maire voulait vendre le parc Bellevue. Avez-vous été surpris ? Êtes-vous d'accord ?

— Monsieur Lalonde, le maire est un homme extrêmement intelligent. Oui, parfois, il me surprend. Il imagine continuellement de nouvelles façons de rendre la situation économique de la ville encore plus extraordinaire. Je suis tout à fait d'accord avec l'idée de vendre ce cap de roc qui ne sert à rien.

— Merci infiniment de votre collaboration, monsieur Lamontagne. À la prochaine.

Le journaliste téléphone ensuite aux conseillers Isabelle Robert et René Godbout, et obtient des réponses

similaires. Bien qu'il sache déjà ce que le conseiller Harpin pense, il se demande s'il va se choquer encore contre L'Artiste. Après l'entrée en matière habituelle, il le questionne sur le face-à-face de la veille. La réponse du conseiller ne se fait pas attendre...

— Je vous l'ai déjà dit : Vaillancourt est un bouffon. Il n'a aucune substance et dit absolument n'importe quoi. Le maire est beaucoup trop patient. Si j'avais été à sa place, je l'aurais fait sortir *malu mitare* par les policiers. On n'a plus de temps à perdre avec lui.

— Vous voulez dire *manu militari*, monsieur Harpin ?

— Comme vous dites ! Vous êtes plus instruit que moi, réplique Harpin irrité.

— Je note votre opinion, monsieur Harpin, indique Maxime. Maintenant, que pensez-vous de la vente du parc Bellevue ?

— Content que vous me posiez la question. Non seulement je suis d'accord avec cette vente, mais je crois que nous devrions faire étudier par nos avocats la possibilité de mettre fin au fameux bail emphytéotique signé par nos prédécesseurs. Ce bail est une autre tache noire figurant au bilan de l'administration Laurin.

La conversation terminée, Maxime se dit que cet homme en est vraiment un d'extrême droite. Il appelle le conseiller Jean Dion, mais celui-ci est absent. Il lui laisse donc un message et appelle plutôt le maire, qui semble de mauvais poil.

— Vraiment, monsieur Lalonde, je n'ai pas du tout aimé votre article de ce matin au sujet de Vaillancourt. Vous avez pourtant vu comment je me suis montré gentil avec lui ! Je ne l'ai accusé de rien, je l'ai défendu, et pour me remercier, il a continué à poser ses questions idiotes et à me tourner en ridicule. Et vous, tout ce que vous trouvez à faire, c'est de lui donner de la crédibilité avec votre article. Cet homme ne mérite aucune considération et vous me décevez énormément. Je vous croyais un journaliste de talent, mais je commence à entretenir de sérieux doutes.

— Désolé si mon texte ne vous a pas plu, répond Maxime, ébranlé. Quand j'ai rencontré Vaillancourt, le matin de l'incendie, j'ai compris qu'il était très sensible.

Puis il ajoute, d'un ton hésitant :

— Il ne mérite absolument pas ce qui lui est arrivé et je ne crois pas qu'il ait écrit la lettre que vous avez reçue. C'est vrai qu'il tient souvent des propos qui n'ont pas leur place dans une assemblée de conseil, mais j'ai l'impression que, à l'occasion, il dit vrai.

— Puis-je vous suggérer, monsieur Lalonde, de bien le regarder agir au cours des prochaines assemblées et de vous faire une opinion plus réaliste ? Vous n'êtes qu'un idéaliste.

— J'ai pris note de vos commentaires, ainsi que de ceux de plusieurs conseillers, et j'écirai un article à ce sujet au cours des prochains jours. Merci de votre habituelle excellente collaboration.

En raccrochant, Maxime, à la fois choqué et intimidé, a bien l'intention de discuter avec son directeur pour vérifier s'il ne devrait pas changer sa façon de faire. Alors qu'il est perdu dans ses pensées, le téléphone se met à sonner. Il s'agit du conseiller Jean Dion, qui retourne son appel.

— Que puis-je faire pour vous, monsieur Lalonde ?

— Tout d'abord, merci de me rappeler. Je voulais connaître votre opinion au sujet de l'escarmouche d'hier soir entre L'Artiste et le maire.

Un peu las, le journaliste s'attend à une réponse semblable à celle des autres élus, jusqu'à ce qu'il entende :

— Vaillancourt me fait souvent rire. C'est un homme très bizarre qui cherche le trouble, comme on dit souvent. Il ne faut pas oublier, cependant, que c'est un ancien avocat de renom. Malheureusement, après le décès de son fils, il a décroché et a adopté un mode de vie marginal. Mais il n'a pas perdu son intelligence pour autant. Le conseil aurait intérêt à réfléchir à certains de ses propos.

— Vous savez, vous êtes le seul parmi les membres du conseil à penser de la sorte, s'étonne Maxime, auriez-vous un exemple à me donner ?

— Bien sûr. L'Artiste voit des complots partout, ce qui est, en soi, très agaçant. Il croit que le conseil agit contre les intérêts des petits contribuables et en faveur des gros. Mais quand il parle des *utilisateurs-payeurs*, il a un peu raison, comme vous le mentionniez dans votre article de ce matin. Pour le moment, toutefois, la question est surtout de savoir qui a mis le feu chez lui et qui a écrit cette lettre anonyme. Il faut absolument que les coupables soient punis.

De plus en plus abasourdi, Maxime demande :

— Que pensez-vous de la vente du parc Bellevue ?

— Tout d'abord, j'aurais préféré en entendre parler avant l'assemblée d'hier soir. Je ne peux pas dire que je suis contre, mais je crois que le conseil devrait y réfléchir deux fois plutôt qu'une avant de commencer

à vendre un parc.

— Merci de votre excellente collaboration, monsieur Dion, conclut Maxime le sourire aux lèvres.

Celui-ci est plus qu'heureux de voir qu'au moins un élu n'est pas prêt à jeter tout le blâme sur Vaillancourt ou à vendre un parc. Il écrit donc un papier pour le journal du lendemain où il transmet ce que chacun des membres du conseil pense de L'Artiste. Pour ce qui est de leur opinion au sujet du parc Bellevue, il préfère garder tout ça pour son article du samedi.

L'attitude du maire l'inquiète toutefois et c'est pourquoi l'idée d'en discuter avec Michel Guay lui revient. Il appelle donc ce dernier, qui l'invite aussitôt à le rejoindre dans son bureau. Dès qu'il y est, le journaliste résume l'article qu'il est à rédiger et répète tous les commentaires qu'il a soutirés aux membres du conseil. Puis il explique qu'il croit être en mesure de produire un bon papier, vu la petite dissidence du conseiller Dion. Après quoi, il raconte en détail la teneur de son dernier entretien avec le maire, sans omettre les reproches de ce dernier à son endroit. Il demande, un peu gêné :

— Est-ce que tu crois que mes articles vont trop loin ? Je n'ai pourtant pas l'impression de descendre qui que ce soit, mais peut-être que tu penses différemment. Suis-je trop idéaliste ?

— Wow ! Voilà beaucoup de questions existentielles. Non, je ne crois pas que tu ailles trop loin ou que tu aies un besoin insatiable de nuire à qui que ce soit.

— Suis-je idéaliste ?

— Oui, tu l'es. Mais ce n'est pas nécessairement un défaut. En revanche, je ne crois pas que tu le sois à l'extrême. Ta carrière débute, il est normal que tu aies l'âme d'un redresseur de torts. Toutefois, tu ne dois pas oublier que tu n'es pas éditorialiste, mais bien journaliste. Tu peux, et tu dois rechercher la vérité, mais il faut éviter, autant que possible, de la commenter. Ce n'est pas ton opinion qui compte, mais les faits que tu rapportes.

— Et la colère du maire, dans tout cela, qu'en dis-tu ?

— Moreau fait du bon travail, mais ce conseil n'a aucune opposition. Il est donc un peu normal que le journal remplisse sobrement ce rôle. Nous ne devons pas le faire pour le plaisir, mais, avant tout, pour que tous les points de vue soient représentés. Il ne peut pas y avoir une voix unique qui soit synonyme de Vérité à Granby.

— Tu me rassures, soupire Maxime. Peux-tu me dire ce que tu penses de mon travail jusqu'à présent ?

— Tu as un grand potentiel et ça, je l'ai vu dès le début. Hier soir, tu m'as beaucoup impressionné par les décisions que tu as prises relativement au photographe et aux articles à rédiger. Tu penses vite et bien. Je continue de croire que tu ne seras probablement pas ici très longtemps, quoique ce ne soit pas une certitude. Nous avons de très bons journalistes, à Granby, qui auraient certes pu aller ailleurs, mais qui aiment trop cette ville pour partir. Nous ne sommes pas qu'une école de journalisme, nous offrons un milieu de vie plus agréable que celui des grandes villes, mais, hélas, moins lucratif.

Maxime sourit. Il saisit les deux bras de son fauteuil en se levant :

— Merci de tes encouragements et de tes précieux conseils, dit-il avant de quitter la pièce.

Chapitre 16

La dette

Au début de la période des fêtes, Maxime et Cynthia pensaient pouvoir passer plusieurs jours seuls en tête-à-tête. C'était sans compter sur la visite de leurs parents. Les trois premiers jours, ils ont reçu la visite des parents de Maxime, puis, au jour de l'An, ce fut au tour des parents de Cynthia de venir faire un tour.

Bien que la période des fêtes soit maintenant terminée, aucune assemblée de conseil n'est prévue avant la troisième semaine de janvier. Ainsi, Maxime a tout le loisir de travailler sur les quelques articles restés en suspens. En cette période d'accalmie, Cynthia lui a bien fait promettre de ne pas la négliger, ce qu'il a fait, lui qui ne demande pas mieux.

Dès son retour au travail, donc, il s'affaire à rédiger un premier article sur le phénomène de la dette, laquelle a baissé de plus de 60% en six ans, soit depuis l'arrivée de Moreau au pouvoir. Cette dette résulte de règlements d'emprunt pour la construction d'infrastructures et l'achat de gros équipements. Ces emprunts sont habituellement amortis sur vingt ans. Pour rendre la chose plus claire, Maxime fournit à ses lecteurs, à titre d'exemple, le cas d'une hypothèque qui serait prise sur vingt ans relativement à l'achat d'une maison. Il est évident qu'un tel emprunt ne peut être remboursé à 60% après seulement six ans. Tout en soulignant la réussite du conseil actuel dans ce domaine, il mentionne qu'une partie du crédit doit toutefois revenir à l'ancienne administration, puisque c'est elle, dans le passé, qui a adopté les règlements d'emprunt d'une durée beaucoup plus courte que vingt ans.

Une fois l'article terminé, l'idée lui vient d'appeler Moreau pour obtenir ses commentaires.

— Bonjour, monsieur Moreau, ici Maxime Lalonde. J'aimerais tout d'abord vous offrir mes meilleurs vœux pour la nouvelle année.

— Merci infiniment pour vos vœux, réplique le magistrat, qui semble beaucoup plus détendu que la dernière fois qu'ils se sont parlés. Recevez également, vous et votre charmante épouse, mes meilleurs souhaits.

Comme toujours, Maxime ne laisse rien paraître du fait qu'il n'apprécie pas tellement cette allusion à Cynthia, et se contente d'enchaîner en disant :

— Écoutez, je viens tout juste d'écrire un article sur l'incroyable baisse de la dette municipale au cours des six dernières années.

— Oui, sujet très intéressant, roucoule presque son interlocuteur.

— En faisant quelques calculs rapides, j'ai constaté qu'il est impossible de réduire une dette de quatre-vingt-dix-millions à trente-six-millions en seulement six ans, à moins que, contrairement à ce qui semble être le cas dans les autres villes que j'ai contactées, les emprunts contractés par Granby l'aient été sur moins de vingt ans.

— Où voulez-vous en venir, monsieur Lalonde ? rétorque Moreau d'un ton moins enthousiaste.

— J'ai donc vérifié les emprunts effectués sous l'administration Laurin, poursuit Maxime, pour constater que certains avaient été financés sur une période de quinze ans, d'autres dix, et même, dans certains cas, sur cinq ans. De ce fait, même s'il semble certain qu'une bonne partie du crédit revient à votre administration, il ne fait aucun doute que la clairvoyance de l'ancien conseil n'est pas étrangère à la situation. Qu'en dites-vous ?

— Je ne peux pas dire que vous avez tort, monsieur Lalonde, s'impatiente l'autre en haussant le ton, et je vois que vous avez fait une bonne recherche. Par contre, le maire Laurin a occupé ma position pendant huit ans, si sa formule était aussi magique que vous le prétendez, comment se fait-il qu'il n'ait pas abaissé la dette comme nous l'avons fait ?

— Je ne sais pas, expliquez-moi...

— Eh bien, c'est simple... il a continué à nous endetter. Il cumulait les dépenses inutiles. Il ne pensait pas en homme d'affaires, mais en fonctionnaire. Tandis que nous, nous dépensons en bons pères de famille ; nous sommes soucieux du sort de nos citoyens, et c'est ce qui fait la grande différence. La rigueur, voici ce qui nous distingue.

— Merci de vos commentaires, monsieur le maire, ajoute Maxime en mettant fin à la conversation.

Ceci fait, il ajoute l'opinion de Moreau au squelette de son article, tout en précisant que l'administration actuelle a réduit les investissements, ce qui a permis de mettre à profit les emprunts à plus court terme décrétés par le maire Laurin. Sa tâche terminée, il retrouve Cynthia à la maison.

— Je suis un peu écœurée de manger les restants de nourriture que nos parents nous ont laissés ! lui

signifie cette dernière. Si on faisait venir une pizza de chez Duhamel ? On en a mangé une, au bureau, l'autre jour, et elle était délicieuse.

— On a donc droit à du *junk food* aujourd'hui, madame ?

— Une fois n'est pas coutume, cher monsieur.

— Tout à fait d'accord, et j'ai une bonne bouteille de Rioja pour aller avec. Qu'en dis-tu ?

— Je sens que la soirée s'annonce intéressante, réplique Cynthia en mordillant le fil du téléphone pendant qu'elle compose le numéro pour commander le repas.

Maxime lui sourit en roulant des yeux, puis dit :

— J'oubliais... le maire Moreau a offert ses meilleurs vœux à ma ravissante épouse.

— Il a du goût, dit-elle en raccrochant, mais il m'énerve tellement, celui-là. Et à ce que je sache, je ne suis pas ton épouse. Je n'ai jamais accepté que tu fasses de moi une honnête femme. En fait, je crois que je ne serai jamais une honnête femme, rigole-t-elle en se trémoussant un peu.

— Avoue que tu meurs d'envie d'en devenir une, Cynthia Tremblay.

— Fais la grande demande et tu verras bien, rétorque Cynthia en plissant les lèvres.

— Tu ne m'auras pas aussi facilement, ma belle Saguenéenne. Peut-être un jour...

Les deux tourtereaux dégustent leur repas et se mettent au lit très tôt. Cette fois, c'est Cynthia qui prend l'initiative. Après avoir placé un bandeau sur les yeux de Maxime, elle le déshabille lentement en s'attardant, avec sa bouche, sur tous les recoins de son anatomie. Ensuite, elle lui prend les mains et les place un peu partout sur les parties de son propre corps où elle veut qu'il la caresse. C'est ainsi que les doigts du jeune homme glissent sur les fesses, les cuisses et les seins de Cynthia à travers les vêtements qu'elle porte toujours. Encouragé, et à l'aveugle, il les lui retire un à un, jusqu'à ce qu'ils se retrouvent tous les deux nus. Ceci fait, Cynthia le pousse gentiment sur le lit, s'étend lentement sur lui et utilise ses mamelons pour lui caresser le pénis. Bien qu'il n'en puisse plus, Maxime demeure immobile, tant la torture lui est agréable. Elle le tourne sur le ventre, frotte sa poitrine sur son dos, puis commence à lui lécher les fesses. Elle a une envie folle d'être pénétrée, mais refuse d'aller trop vite. En lieu et place, elle saisit un flacon d'huile de massage posé sur la table de nuit et en répand plusieurs gouttes sur le dos de son Adonis. Après quoi, elle s'étend à nouveau sur lui pour s'huiler elle-même, avant de lui mordiller le lobe de l'oreille droite, puis celui de l'oreille gauche. Crispé et à fleur de peau, Maxime tente de se défaire du bandeau, mais elle l'en empêche.

— Si tu continues, le prévient-elle, je vais t'attacher. Je n'en ai pas fini avec toi. Tourne-toi sur le dos... c'est un ordre.

Au septième ciel, Maxime sourit et obéit. Dès qu'elle est face à lui, Cynthia place ses seins huileux sur sa bouche, pour qu'il les lèche amoureusement. Au bout d'un moment, elle descend ses lèvres vers son pénis, qu'elle a préalablement enduit d'huile à l'aide de ses seins, puis elle le masturbe doucement avec ses mains. À deux doigts d'éjaculer, Maxime se tortille sur le lit. Enfin, elle cesse son mouvement et lui mordille les mamelons, jusqu'à ce qu'elle n'en puisse plus et qu'elle le veuille absolument en elle. Elle place donc ses cuisses à l'extérieur des jambes de Maxime et s'assoit doucement sur lui. Une fois bien en place, elle se sert de son pénis pour s'agacer encore plus et gémit en tremblant. Finalement, elle descend lentement son buste sur celui de Maxime, que le mouvement de va-et-vient qu'elle entame fait presque crier. Encore une fois, il entreprend de se défaire du bandeau, mais elle lui dit :

— Si tu enlèves ça, j'arrête.

Il capitule, tout en sentant que le manège de Cynthia l'amènera bientôt au plaisir. D'ailleurs, les petits cris de cette dernière lui indiquent qu'elle n'en est pas loin non plus. Elle accélère peu à peu son mouvement et lève ses fesses jusqu'à ce que le sexe de son partenaire frôle le bord de son vagin. Puis elle s'empale avec tant de rage que Maxime a l'impression de toucher le fond de ses entrailles. Incapable de résister plus longtemps, il laisse couler son plaisir en elle tout en frémissant. Quelques soubresauts plus tard, c'est Cynthia qui vibre et hurle de plaisir. Néanmoins, elle continue lentement à bouger ses reins, ce qui lui vaut quelques petits orgasmes supplémentaires. De longues minutes s'écoulent avant qu'elle se défasse de sa position. Finalement, elle retire le masque de Maxime et se couche sur lui. De son côté, il la serre contre lui, non sans ressentir, de temps à autre, ses petits tremblements.

— Je t'aime, ma belle, chuchote-t-il. Sur une échelle de un à dix, c'était un trente.

— Vous n'êtes pas très généreux, Maxime Lalonde, sourit-elle en se blottissant encore davantage contre lui.

Le lendemain matin, en se rendant au bureau, Maxime flotte. Il est comme sur un nuage. Il aime profondément sa compagne de vie, tout comme il se sent très aimé d'elle. Ceci l'amène à se dire que n'eut été de son envie de pratiquer le métier de journaliste, jamais il n'aurait étudié à Jonquière et jamais il n'aurait rencontré Cynthia. À son arrivée au journal, il profite du fait qu'il croise le directeur dans un corridor pour lui dire :

— Écoute, je sais que nous nous sommes mis d'accord pour taire l'information au sujet de la lettre anonyme que j'ai reçue, et, à l'époque, c'était certainement une bonne décision, car il ne fait aucun doute que nous n'aurions fait que jeter de l'huile sur le feu. Mais comme la tension semble s'être quelque peu calmée depuis la période des fêtes, je crois qu'il ne serait peut-être pas mauvais de tout publier et de mettre en évidence les différences entre les deux messages. Je me dis que ça pourrait atténuer les soupçons envers L'Artiste.

— Et pourquoi ce désir de disculper L'Artiste ? demande Guay.

— Si tu l'avais vu, le matin de l'incendie, tu comprendrais. Cet homme a beaucoup souffert de la mort de son fils, et le feu a fait disparaître les derniers souvenirs matériels qu'il en avait. Il ne mérite tout simplement pas le sort que la population lui fait subir.

— Bon, d'accord, consent Michel après une brève hésitation. Mais n'oublie pas de donner un droit de réplique au maire. Évidemment, je veux voir l'article avant qu'il soit publié.

Tout le reste de la journée, ainsi que celle du lendemain, Maxime travaille sur son article. Il raconte de quelle façon la lettre anonyme lui a été expédiée, en plus d'en citer quelques passages. Selon l'auteur de la lettre, l'administration Moreau aurait mis en place des mesures visant à favoriser les riches promoteurs. Il cite en particulier le retour des taxes d'améliorations locales, l'abolition du taux de taxes plus élevé sur les terrains vagues desservis et la mise en place d'un programme de subventions pour les nouvelles propriétés. L'auteur reproche également au conseil de Moreau d'avoir réduit les contrôles dans les départements de la construction et du génie en y diminuant le nombre d'employés, et ce, dans le but évident de favoriser encore une fois les promoteurs. Enfin, il déplore l'absence de trottoirs et le fait que les rues soient devenues moins larges dans les nouveaux arrondissements, d'où le manque de vision à long terme. Maxime poursuit son article en indiquant que la fameuse lettre est truffée de fautes d'orthographe, contrairement à celle qui fut adressée au maire. Cela étant, il serait fort surprenant que les deux lettres proviennent du même auteur.

L'après-midi du deuxième jour, le journaliste interrompt son travail pour téléphoner au premier magistrat.

— Bonjour, monsieur Moreau, c'est Maxime Lalonde. Je vous appelle pour vous informer que j'ai moi aussi reçu une lettre anonyme au journal.

— Avant d'aller plus loin, rétorque Moreau qui se place immédiatement sur la défensive, j'aimerais vous dire que je vous ai trouvé un peu trop gentil avec l'administration Laurin dans votre article de l'autre jour. Donc, selon vous, c'est presque le maire Laurin qui aurait réduit la dette de la ville ?

— Je n'ai jamais prétendu cela, s'étonne Maxime. Je voulais juste préciser que le précédent conseil avait bien préparé le terrain, mais que sans votre administration, la dette en serait possiblement encore au même niveau. Mais ce n'est pas de cela que je voulais vous parler aujourd'hui.

— Oui, vous parliez d'une lettre anonyme ?

Après avoir lu la lettre, Maxime demande à son interlocuteur :

— Qu'en pensez-vous ?

— Écoutez-moi bien, monsieur Lalonde, répond Moreau qui, cette fois, est carrément furieux, toutes ces mesures n'ont été mises en place que pour relancer l'économie de la municipalité ! Et si vous ne comprenez pas cela, c'est que vous êtes tout simplement de mauvaise foi. Tout a été fait dans le but de donner une prospérité économique nouvelle à Granby. Non seulement ceci nous a permis de baisser les taxes, mais également d'alléger la dette. Cela prouve que les dispositions que nous avons prises ont été très efficaces, en plus d'être une réussite totale.

— Ne vous fâchez pas, rétorque Maxime en tremblant quelque peu, ce n'est pas de mon opinion qu'il s'agit, mais de celle d'un individu qui a écrit lâchement une lettre anonyme. Et si vous voulez mon avis, je serais surpris que votre lettre et celle-ci soient du même auteur. Les styles sont très différents. La lettre que nous avons reçue au journal comporte plein de fautes d'orthographe et pas la vôtre, n'est-ce pas ?

— Et je suppose que vous entendez donner de la crédibilité à un pareil torchon en publiant un résumé. Bien que, à ce stade-ci, Maxime sente que Moreau cherche à l'intimider, il ne compte pas se laisser

faire.

— Écoutez, réplique-t-il, avec ce qui s'est passé chez Vaillancourt, on doit donner suite à cette deuxième lettre. Soyez certain que je ne partage pas les opinions qui y sont émises. Cependant, ce que j'ai du mal à saisir, c'est que nous avons écrit un article au sujet de celle que vous avez reçue, et même si elle renfermait des menaces et des commentaires très disgracieux, vous ne sembliez guère importuné. Alors, pourquoi l'êtes-vous aujourd'hui ?

— Mais vous ne comprenez pas ! s'écrie Moreau. Dans la lettre que j'ai reçue chez moi, on s'attaquait à ma personnalité et on me menaçait. Qu'on se moque de moi et qu'on tente de m'intimider, je m'en fous un peu, car personne ne me fait peur. Je me suis donné une mission et j'ai l'intention de la mener à terme. Cependant, je ne peux pas accepter qu'on discrédite des mesures que le conseil a mises en place et qui ont ramené la prospérité à Granby. Je ne peux tout simplement pas croire que le journal va publier ça !

Une fois la conversation terminée, le reporter rédige son article, non sans signaler la colère du maire. Par la suite, il prend rendez-vous avec Michel Guay pour le mettre au courant des menaces à peine voilées qu'il a senties dans le ton de Moreau.

— Je pense qu'il est à fleur de peau par les temps qui courent, explique le directeur. Ton article me semble bien, mais j'aimerais qu'à la fin, tu ajoutes une phrase indiquant clairement que les propos contenus dans la lettre ne représentent en rien ton opinion ou celle du journal.

— Pas de problème. Mais je l'ai déjà bien précisé à Moreau sans que sa colère s'apaise pour autant. Maxime corrige donc son l'article, lequel est publié le lundi suivant.

En fin d'avant-midi, ce jour-là, Guay reçoit un appel du maire, qui demande à le rencontrer. Le rendez-vous est fixé à quatorze heures le jour même, à l'hôtel de ville. Après les salutations d'usage, Moreau lance sur un ton qui ne souffre aucune réplique :

— Monsieur Guay, j'en ai assez du parti pris de votre journal. Il y a eu quelques articles très limites au cours des dernières semaines, et j'ai laissé passer sans rien dire. Mais la publication, ce matin, d'une chronique traitant d'une lettre anonyme qui déprécie complètement notre travail n'est pas du tout acceptable.

— Monsieur le maire, répond Guay en baissant les yeux, nous sommes là pour rapporter la nouvelle. Notre journaliste a bien indiqué, dans son article, qu'il ne s'agissait pas de son opinion ni de celle du journal. Je ne sais pas ce que nous pouvons faire de plus...

— Je vous préviens, riposte Moreau en haussant le ton, si le journal poursuit sur cette voie, il nous faudra réfléchir avec le conseil à la possibilité de retirer les publicités et les avis publics que nous y faisons paraître. Voilà qui, pour vous, constituerait une importante perte...

— Monsieur Moreau, nos journalistes sont syndiqués. À la rigueur, le journal peut avoir un certain contrôle sur l'éditorialiste, mais on ne peut pas dicter à un journaliste ce qu'il doit écrire. Si nous sommes insatisfaits de l'un d'eux, nous pouvons toujours lui imposer des mesures disciplinaires, mais à la lumière de ce que j'ai lu, monsieur Lalonde n'en mérite aucune. Je vais tout de même lui parler, mais j'aimerais oublier que nous avons eu cette conversation, qui s'apparente un peu à du chantage.

À son retour au journal, Guay demande à Lalonde de le rejoindre dans son bureau, où il lui résume son dernier entretien avec le maire.

— On appelle ça une tentative d'intimidation, soupire Maxime.

— Exactement. Je t'invite tout de même à la prudence en te rappelant que Moreau a beaucoup fait, pour Granby, et qu'il est très populaire. Il ne faudrait pas se mettre la majeure partie de la population à dos.

— Oui, je comprends. Peut-être, alors, devrais-je attendre avant de publier l'article sur lequel j'ai travaillé aujourd'hui...

— De quoi s'agit-il ? s'enquiert Guay avec un regard interrogateur.

— Tu te rappelles que je devais écrire quelque chose sur le phénomène des *utilisateurs-payeurs* ? Eh bien, j'ai presque terminé.

Guay soupire en souriant :

— Tu n'arrêtes jamais, toi ! Et ça dit quoi ?

— En gros, j'explique que les tarifs imposés à ceux qui pratiquent des activités sportives et culturelles à Granby sont beaucoup plus élevés qu'ailleurs, et ceci, prouve à l'appui, puisque j'ai passé des coups de fil dans une dizaine de villes. Par exemple, pour un enfant qui joue au hockey, le tarif annuel moyen est de trois-cent-vingt-trois dollars. Or, à Granby, il en coûte quatre-cent-soixante-quinze dollars. Aussi, quelques municipalités offrent des tarifs dégressifs lorsqu'il s'agit d'un deuxième, d'un troisième ou d'un quatrième

enfant d'une même famille. À titre d'exemple, dans l'une des villes que j'ai contactées, le quatrième enfant paie cent-quarante-cinq dollars, alors qu'à Granby, on parle toujours de quatre-cent-soixante-quinze dollars. Et il n'y a pas seulement que pour le hockey que Granby impose de plus hauts tarifs... le même phénomène se reproduit, entre autres, pour le soccer et le baseball. Donc, quand Vaillancourt affirme que les familles qui utilisent les services reliés aux loisirs paient très cher, il a raison. Il ne me reste qu'à vérifier combien les gens payaient pour ces mêmes services avant l'arrivée de Moreau.

— Effectivement, c'est intéressant, convient Guay, songeur, en appuyant son stylo contre ses lèvres. Mais puis-je te demander de retarder la publication de cette chronique? Il ne faut tout de même pas mettre de l'huile sur le feu.

— Tout à fait d'accord. Je te reviens à ce sujet.

Le surlendemain, deux lettres ouvertes sont publiées dans le journal. La première est signée par un certain Jimmy Sarrazin. Ce dernier souligne, en faisant référence à la lettre anonyme, « qu'il est anormal que le journal publie de pareilles faussetés au sujet d'un maire qui a tant fait pour sa municipalité ». Il déplore de plus le mauvais climat créé par L'Artiste et par le journal au cours des dernières semaines. Étant donné que ceux qui écrivent des lettres au journal doivent fournir une adresse qui, bien sûr, restera confidentielle, Guay décide de procéder à une vérification. Sans qu'il en ait la certitude, il ne semble pas exister de Sarrazin à l'adresse mentionnée. Il publie tout de même la lettre, mais en entretenant de sérieux doutes sur sa provenance. Aurait-elle été écrite par le maire ou l'un de ses proches?

La deuxième lettre est tout autre, puisqu'elle a été rédigée par l'ancien conseiller Robert Bélanger, qui félicite le journaliste Maxime Lalonde pour ses recherches ayant permis la publication de l'article sur la dette. Selon lui, ce travail permet de comprendre comment Denis Moreau a pu réduire cette dette aussi rapidement.

Chapitre 17

Les périodes de questions

C'est le troisième lundi de janvier que se tient la première réunion du conseil de la nouvelle année. Lorsque Maxime entre dans la salle, vers dix-huit heures cinquante, il entend des murmures qui lui laissent supposer qu'il n'est pas le bienvenu.

— Oh, monsieur est populaire ! lui chuchote Christine Perreault.

— Je pense que je suis mieux de ne pas participer à une tribune téléphonique, sourit Maxime. Je recevrais plusieurs appels hostiles.

Deux policiers font à nouveau leur entrée dans la salle maintenant presque pleine. Quelques instants plus tard, L'Artiste est accueilli par des huées.

— Ne t'en fais pas, Maxime, rigole Christine, tu es tout de même plus populaire que lui.

Puis les membres du conseil s'installent tranquillement derrière leur table. Lorsque la réunion débute, le maire prend la parole en disant :

— Je vois que nous sommes nombreux, ce soir. Merci d'être là. Je demanderais à tout le monde, lors de la période de questions et tout au long de l'assemblée, de faire preuve de respect. Je n'ai pas l'intention de tolérer la moindre parole disgracieuse. Au besoin, je ferai expulser le ou les coupables par les policiers. Je vous informe de plus que les trente minutes prévues pour chaque période de questions seront appliquées à la lettre.

Il dévisage les quelque cent personnes présentes et ajoute :

— Je déclare la période de questions ouverte et le chronométrage débute à l'instant. Premièrement, il y a deux mois environ, nous avons eu une question de monsieur Joël Sévigny concernant les pauses-café prolongées de nos cols bleus. Est-ce que monsieur Sévigny est présent dans la salle ?

Voyant que Sévigny n'est pas là, Moreau poursuit d'un air solennel :

— Nous avons agi comme si nous n'avions jamais reçu une pareille information. Pendant quelques semaines, nous n'avons absolument rien fait. Par la suite, nous avons procédé à l'embauche d'une firme de détectives privés pour faire suivre nos employés durant leurs heures de travail. Dans la plupart des cas, ils respectent les périodes de pause et travaillent de façon acceptable. Cependant, comme l'avait souligné monsieur Sévigny, nous sommes en mesure d'affirmer qu'en avant-midi, six d'entre eux fréquentent un peu trop longtemps la cantine *Chez Johanne*. Je vous informe donc que, plus tard au cours de cette assemblée, nous nommerons ces personnes, qui seront suspendues sans solde pour une semaine. Nous n'accepterons jamais que nos employés volent ainsi du temps aux contribuables. Encore une fois... merci, monsieur Sévigny.

Le maire scrute la salle et poursuit :

— Il reste maintenant vingt minutes à la période de questions, et j'aimerais que tout se passe dans l'ordre.

Déjà, cinq personnes attendent près du lutrin pour prendre la parole. L'une après l'autre, elles félicitent les membres du conseil pour la baisse de taxes et la diminution de la dette. Elles les encouragent à poursuivre le travail malgré les attaques mesquines. Comme s'il s'agissait d'une récitation, les cinq citoyens se disent, en particulier, heureux du travail du maire et ils méprisent ses opposants. À quelques reprises, Moreau consulte sa montre tout en acceptant ces compliments avec le sourire. Finalement, L'Artiste se présente au micro. Il salue du béret les membres du conseil, mais à peine a-t-il ouvert la bouche que le maire l'interrompt :

— Je regrette, monsieur Vaillancourt, mais la période de questions est malheureusement terminée. Il y en aura une deuxième à la fin de l'assemblée, et si vous désirez revenir à ce moment-là, il vous sera permis de le faire.

Vaillancourt acquiesce gracieusement du béret et retourne à sa place. Une fois l'ordre du jour épuisé, le maire déclare ouverte la deuxième période de questions. Cette fois, six personnes sont prêtes à intervenir près du lutrin. Maxime a remarqué, tout au long de l'assemblée, que ces personnes se sont graduellement approchées de ce que le maire appelle pompeusement « la place du citoyen ». De ce fait, il soupçonne une tactique mise sur pied par le maire. À nouveau, ce sont les félicitations aux élus et les insultes pour ceux qui ne partagent pas les valeurs du conseil, plus particulièrement celles du maire. Maxime décide donc lui aussi de chronométrer les interventions, pour constater qu'une fois les quatre premières terminées, il reste encore quinze minutes. Comme L'Artiste est maintenant le troisième en ligne, il court la chance de pouvoir poser au moins une question. C'est alors que Moreau intervient :

— Je vous remercie tous pour ces beaux témoignages. Je vous ai toujours dit que je ne reculerai jamais devant rien.

Ému, il prend une pause et enchaîne :

— Toutefois, quand je sens du mépris à mon égard, il m'arrive de douter. Heureusement, vous êtes là pour me ramener à de meilleurs sentiments. Je ne vous remercierai jamais assez de ce que vous faites pour moi et pour votre ville.

Sur ces mots, il laisse couler quelques larmes, sous les applaudissements de la foule. En consultant sa montre, Maxime note qu'il ne reste plus que sept minutes avant la fin de la période de questions. Est-ce que cette sortie n'aurait pas pour but d'empêcher Vaillancourt de parler ? Il en est de plus en plus persuadé. Il se demande toutefois si Moreau ira jusqu'à écraser Vaillancourt en lui faisant sentir que c'est lui qui contrôle son temps de parole. Les deux prochains citoyens à se présenter au micro y vont sensiblement avec les mêmes compliments et les mêmes insultes que ceux qui les ont précédés. Lors de la deuxième intervention, Maxime constate que le temps réservé à la période de questions est écoulé. Malgré cela, Moreau laisse l'individu poursuivre durant deux minutes de plus. Après quoi, L'Artiste se présente au micro avec ses traditionnelles salutations. Mais avant même qu'il aille plus loin, le maire l'interrompt avec un air arrogant :

— Vous n'êtes pas favorisé par le hasard, ce soir, monsieur Vaillancourt, car la période de questions est encore une fois terminée. Peut-être aurez-vous plus de chance lors de la prochaine assemblée...

Vaillancourt essaie néanmoins de poser une question, mais le maire, qui contrôle le micro, l'a déjà désactivé. L'Artiste hurle alors sous les huées de la foule :

— Vous n'avez pas le droit, monsieur le Roi ! La démocratie est toujours en vigueur, à Granby, et vous ne m'empêcherez pas de parler ! Sachez que j'ai compris votre petit complot de ce soir !

Moreau sourit, comblé par l'agressivité de son adversaire. Comme Maxime l'avait prévu, le magistrat est très heureux de démontrer qu'il est en contrôle. Alors que Vaillancourt fait quelques pas vers la table du conseil, les deux policiers s'approchent aussitôt de lui. Triomphant, le maire les arrête en disant :

— Non, messieurs, ce ne sera pas nécessaire d'expulser monsieur Vaillancourt.

Alors que les policiers s'éloignent un peu de l'ancien avocat, Moreau, soudainement magnanime, daigne dire :

— Écoutez, monsieur Vaillancourt, parce que je suis bon joueur, parce qu'au fond je vous aime bien et parce que dans le passé, nous avons toléré des périodes excédant les trente minutes, je vais vous permettre de poser une question. Mais attention... vous n'avez droit qu'à une seule question, à laquelle je me garde le droit de ne pas répondre. Allez-y !

Sur ces mots, il réactive le micro. Bien que surpris, Vaillancourt ne se fait pas prier pour y aller de son intervention :

— Votre Altesse, dit-il, je comprends que dans votre dernier budget, vous avez gardé une petite réserve pour les mauvais jours. J'ai aussi saisi que, même si vos objectifs de compressions du budget de fonctionnement de la ville ont été atteints au cours des dernières années, vous les avez tout simplement à nouveau augmentés dans le présent budget. Vous voulez donc encore diminuer les services aux citoyens. Je suis certain que votre but est de réduire les taxes pour mettre plus d'argent dans les poches des gros contribuables. Pour ce qui est des autres citoyens, même si les baisses seront beaucoup moins importantes, vous gardez espoir qu'elles seront suffisantes pour leur permettre d'acheter les maisons bâties par vos amis les entrepreneurs...

— Ne me faites pas regretter de vous avoir donné la parole, le coupe fermement le maire. Vous ne faites que des affirmations... quelle est votre question ? Aboutissez !

Les huées se multiplient alors que L'Artiste poursuit d'un ton grave :

— Il me fallait faire ce préambule, monsieur le maire, pour que vous puissiez comprendre la question. La voici : est-ce que les petits ne sont pas en train d'enrichir les gros ? Aussi, outre leur maison, ne leur restera-t-il bientôt que des services tellement chers qu'ils ne seront plus accessibles à la majorité ?

— *Ostie* qu'té niaiseux, espèce de raté ! crie un citoyen à travers les huées de la foule.

— Vas-tu la fermer ta gueule, *tabarnac*, Vaillancourt ? entend-on encore du fond de la salle.

Les policiers se rapprochent à nouveau de Vaillancourt, alors que le maire éteint le micro du lutrin tout en agitant les bras vers le bas pour inciter les citoyens au calme.

— Monsieur Vaillancourt, finit-il par dire, votre question ne mérite aucune réponse tellement elle est ridicule. Vous vous faites le défenseur des gagne-petit, mais ceux-ci n'ont pas besoin de vous. Ils sont comblés par notre administration.

Alors que les applaudissements fusent, Moreau demande au conseil de voter la levée de l'assemblée, ce qui est aussitôt fait. Après quoi, il quitte son siège et traverse la foule en serrant plusieurs mains, pendant que

Maxime regarde L'Artiste regagner sa chaise pour récupérer son manteau et l'enfiler. Mais, alors qu'il tente de quitter la salle, voilà qu'on l'affuble de plusieurs quolibets. Tant et si bien que les policiers doivent repousser certains citoyens qui tentent de s'approcher trop de lui.

Voyant que Maxime est abasourdi, Christine lui dit :

— Moreau est vraiment habile. Il remplit la salle de ses admirateurs, s'arrange pour noyauter la période de questions, fait la charité à Vaillancourt pour qu'il puisse poser une question et l'écrase ensuite sous les huées des gens.

Rangeant son portable dans sa serviette, Maxime la regarde d'un air presque désespéré lorsqu'il lui répond :

— J'ai senti exactement la même chose que toi, mais je croyais que je me faisais des idées ou que j'avais un parti pris. C'était donc évident pour toi aussi ? Malgré tout, tu ne pourras pas le dire à la radio et je n'aurai pas la possibilité de l'écrire non plus. Cet homme est presque machiavélique... il contrôle tout le monde, y compris les médias.

Christine approuve en hochant la tête, puis les deux journalistes quittent la salle désormais vide.

Chapitre 18

Robert Bélanger

Maxime se réveille en sueur au milieu de la nuit, alors que Cynthia dort profondément, couchée presque en diagonale dans le lit. Le journaliste se lève et se rend aux toilettes pour boire un verre d'eau, avant de se rendre au salon et de s'asseoir sur un fauteuil. «Wow! Quel cauchemar», lance-t-il pour lui-même. Dans le rêve en question, il était convoqué au bureau de Guay, en présence de Moreau qui lui disait :

— Je t'avais dit de faire attention à tes écrits, espèce de jeune morveux! C'est moi qui contrôle le journal, n'est-ce pas, Michel?

— Tu es trop idéaliste, Maxime, de renchérir Guay. Que veux-tu faire de lui, Denis?

— D'abord, tu vas me foutre ce blanc-bec à la porte. Ensuite, je vais officialiser ma liaison avec la belle Cynthia, qui en meurt d'envie depuis longtemps.

C'est alors que Cynthia entrait dans le bureau et déclarait :

— Je te quitte, Maxime. Je m'en vais avec un vrai homme. Il a du pouvoir, lui!

C'est à ce moment que Maxime est sorti des bras de Morphée. «Quel rêve étrange», se dit-il en se rendant au réfrigérateur pour remplir une petite tasse de lait qu'il fait ensuite chauffer au micro-ondes. Après avoir bu le liquide chaud, il retourne se coucher auprès de son amoureuse. Étendu derrière elle, il place sa main sur son ventre et s'endort.

À l'heure du déjeuner, après l'avoir écouté lui raconter son cauchemar, Cynthia dit en riant :

— Un sage a écrit que le rêve est la réalisation de nos désirs les plus secrets. Si tu veux te débarrasser de moi, je t'en prie, ne me laisse pas aux mains de Moreau.

Maxime sourit, puis lui souffle un baiser de la main avant de partir.

Un peu plus tard, alors qu'il est assis à son bureau, il se remémore les événements survenus la veille, lors de la réunion du conseil. S'il peut rapporter ce qu'il a vu et entendu, il ne peut pas expliquer les manigances du maire. Même s'il est certain d'avoir bien compris ce qui s'est passé, il ne possède aucune preuve pour appuyer ses prétentions. Du coup, il se rappelle ces paroles de Guay : «Tu es là pour rapporter les faits, non pour donner ton opinion».

Il y va donc d'un article résumant la soirée, en mentionnant les nombreuses félicitations adressées aux élus, tout en précisant que ces compliments ont accaparé la totalité des périodes réservées aux questions. À cela, il ajoute que le maire a consenti à céder la parole à Richard Vaillancourt, bien que le temps alloué à la deuxième période de questions fût épuisé. Profitant de cette permission, L'Artiste a sauté sur l'occasion pour poser une question reprenant sa rengaine habituelle : les petits versus les gros ou les riches versus les pauvres.

Alors que le journaliste est en pleine rédaction, le téléphone sonne. Son interlocuteur est l'ancien conseiller Robert Bélanger, celui-là même qui a écrit une lettre ouverte au journal la semaine précédente.

— J'apprécie vos articles, monsieur Lalonde, particulièrement ceux des dernières semaines. Pour un journaliste qui n'est à l'emploi de *La Voix des Cantons* que depuis quelques mois, vous semblez bien comprendre ce qui se passe à Granby.

— Merci, mais j'ai encore beaucoup de choses à apprendre.

— Justement, j'aimerais vous rencontrer. Je crois que je pourrais vous fournir plusieurs renseignements qui vous seraient précieux. Seriez-vous disponible cet après-midi?

— Où voulez-vous que nous nous rencontrions?

— De préférence chez moi. Je ne tiens pas particulièrement à être vu au journal.

— Est-ce que vous demeurez dans les environs de l'hôtel de ville?

— Non, pas vraiment. J'habite sur la rue Balzac.

Comme Maxime n'est pas en possession de la voiture, il réfléchit brièvement, pour conclure qu'il lui serait toujours possible d'aller chercher sa bonne vieille Toyota, Cynthia ne travaillant qu'à cinq minutes à pied du journal.

— Est-ce que quatorze heures vous conviendrait? demande-t-il à Bélanger.

— Sans problème, je vous attends.

Après avoir raccroché, Maxime téléphone à sa conjointe pour lui dire qu'il a besoin de leur véhicule.

— Ne t'inquiète pas, la rassure-t-il, j'irai te chercher à la fin de ta journée de travail.

— Il me semble que tu pourrais m'inviter à dîner pour compenser, réplique-t-elle.

Maxime n'en revient pas. Décidément, cette femme le surprendra toujours.

— Bien sûr, madame Tremblay, que diriez-vous de retourner à la *Lune d'Asie*?

— Soyez ici à midi dix sans faute, monsieur Lalonde.

Le couple se rend au restaurant en question. Comme Maxime n'a pas manqué de rappeler à sa belle qu'il ne fallait pas parler d'affaires municipales en ce lieu, leur conversation porte principalement sur le travail de Cynthia et leur promenade en ski de randonnée prévue pour le week-end suivant.

Le repas terminé, Maxime reconduit sa compagne au bureau, avant de se rendre chez Bélanger. Ce dernier habite une résidence plutôt modeste datant des années soixante-dix et ressemblant à une maison préfabriquée. Dans la cinquantaine, son hôte est une personne de grande stature, avec un nez proéminent, des cheveux poivre et sel et des yeux bruns perçants. Après les salutations d'usage, l'homme invite le journaliste à passer au salon. Ceci fait, il le félicite à nouveau pour ses articles tout en lui indiquant qu'il lui fournira plusieurs renseignements visant à l'aider à mieux comprendre la situation qui prévaut à Granby.

— Toutefois, prévient-il, il n'est pas question de me citer. Si jamais vous affirmez que les renseignements viennent de moi, je nierai tout.

— Pourquoi ? s'étonne Maxime.

— Vous comprendrez tout à la suite de notre conversation. Mais, d'abord, je veux que vous me promettiez de respecter mon anonymat.

Peu enthousiaste à l'idée d'obtenir encore une fois des renseignements qu'il ne pourra publier, Maxime se console en se remémorant sa rencontre avec l'ancien maire Laurin, laquelle, malgré tout, lui a été très profitable.

— D'accord, finit-il par consentir. Mais, comme vous savez que les journalistes détestent les conversations confidentielles, j'ose espérer que vos renseignements me seront très utiles.

— N'en doutez même pas, répond Bélanger en se calant dans son fauteuil.

L'ancien conseiller raconte alors ce qu'il sait déjà, à savoir que l'administration Laurin a adopté des mesures drastiques, en plus de serrer la ceinture des citoyens pour rembourser les emprunts plus rapidement et, ainsi, dégager une marge de manœuvre permettant de réaliser plusieurs travaux essentiels sans avoir à augmenter la dette.

— Quand Moreau est arrivé au pouvoir, poursuit-il, les anciens conseillers qui étaient restés l'ont appuyé, même si, au départ, il ne représentait pas leur premier choix. Après tout, il ne faisait que terminer le travail déjà amorcé. Le but de l'ancien conseil n'était-il pas de permettre une diminution éventuelle de la dette tout en entretenant les infrastructures de la ville et en stabilisant, ou abaissant, le taux de taxation ? Tout cela, le nouveau maire semblait le vouloir encore plus que nous.

Bélanger s'arrête là pour demander à son interlocuteur s'il aimerait un café.

— Seulement s'il est décaféiné ou s'il s'agit d'un expresso, répond Maxime.

— Je ne bois moi-même que du décaféiné. Je reviens...

Une fois seul, Maxime constate que son hôte est un sportif. Il remarque, sur la tablette du foyer, un trophée de golf et un autre de quilles. La décoration de la pièce où il se trouve est beaucoup moins sophistiquée et élégante que celle du salon de Laurin. Il remarque aussi que les fauteuils ont été fabriqués à partir de bûches de bois. Alors qu'il scrute l'une des bûches en question, Bélanger revient au salon :

— C'est joli ce mobilier-là, n'est-ce pas, monsieur Lalonde ?

Peu convaincu, Maxime hoche tout de même la tête.

— J'ai fabriqué ces meubles moi-même, de A à Z, se vante Bélanger.

Cette fois, l'admiration de Maxime augmente d'un cran. C'est pourquoi il réplique :

— Vous avez une patience d'ange et beaucoup de talent.

La conversation reprend une fois que les deux interlocuteurs ont bu quelques gorgées de café.

— Pour en revenir à Moreau, poursuit Bélanger, il a de grandes qualités et c'est un excellent leader que nous avons suivi au début de son premier mandat. Mais, peu à peu, nous avons constaté qu'on n'entretenait plus rien et qu'on ne pensait plus du tout à long terme.

— Que voulez-vous dire ? questionne Maxime en se grattant le menton.

— C'est simple. Alors que nous étions habitués à des emprunts annuels de sept à huit millions remboursés sur cinq ou dix ans, Moreau s'est servi de sa majorité au conseil pour contracter des emprunts variant de un à deux millions payables sur vingt ans. En empruntant moins et à plus long terme, cela permettait à la dette de baisser fort rapidement. Toutefois, Granby se prépare des lendemains douloureux, car dans quelques

années, il y aura énormément de travail à faire pour remettre cette ville en état. On ne peut pas entretenir les infrastructures d'une ville de soixante-cinq-mille habitants en investissant seulement un ou deux millions de dollars par année pour effectuer les travaux. Désirez-vous un autre café, monsieur Lalonde ?

— Non, merci... poursuivez, indique Maxime en continuant d'écrire dans son calepin.

— Moreau ne s'est pas arrêté là. Il a mis en place des programmes douteux, comme le retour des taxes d'améliorations locales, la diminution des taux de taxation pour les terrains vacants, les programmes de subventions pour les nouvelles résidences, et j'en passe. J'imagine que vous comprenez ce que cela a suscité comme réaction chez les anciens conseillers ?

— Il est sûrement devenu populaire au sein de la population, répond Maxime en faisant cliquer son crayon et en se reculant dans son fauteuil, ou, du moins, au sein d'une certaine tranche de celle-ci.

— Oui, évidemment, mais il s'est mis à dos tous les anciens conseillers qui se prononçaient contre ce genre de mesures. Au fond, ces éléments ne sont que des mirages de jours meilleurs pour les citoyens et de véritables oasis d'abondance pour les promoteurs et les entrepreneurs. Deux ans après le début de son premier mandat, c'était la guerre au sein du conseil. C'est pourquoi il a décidé de se débarrasser de nous.

— J'ai lu, dans un article écrit par le journaliste Campbell, que Moreau disait à tout le monde que les cinq récalcitrants s'opposaient aux baisses de taxes.

— Ah oui ! Nous étions devenus les gros méchants ! Moreau est un être vicieux, sans scrupules, qui semble avoir hérité de son poste pour aider des amis, c'est-à-dire des entrepreneurs et de gros propriétaires fonciers. Nous étions cinq à nous opposer à lui, et il nous a détruits un par un.

— Et comment s'y est-il pris ?

Alors qu'il se remémore ces mauvais souvenirs, Bélanger se met à trembler. Puis il répond :

— Un des cinq a tout simplement démissionné en cours de mandat, parce qu'il en avait ras-le-bol des éternels conflits au sein du conseil. Un autre a été disqualifié par la cour suite à une plainte formulée par le maire auprès du ministère des Affaires municipales. Tout ça parce que son garage avait vendu, quatre ans auparavant, huit pneus à la Municipalité dans des circonstances exceptionnelles. La cour a jugé que c'était illégal. Un troisième conseiller a été victime de chantage de la part du maire après que celui-ci eut découvert qu'il avait eu une liaison extraconjugale. Il a terminé son mandat à l'hôpital Douglas, à Montréal, suite à une forte dépression. Pour ce qui est des deux autres, dont je fais partie, il s'est assuré de nous faire perdre nos élections en criant haut et fort que nous nous opposions aux baisses de taxes.

— Les partisans de Moreau diraient sûrement que le conseiller disqualifié par la cour et celui qui a été malade méritaient un peu ce qui leur est arrivé, pas vrai ? soupire Maxime.

— Sans doute, mais n'oubliez pas que Moreau est du genre à ne reculer devant rien pour parvenir à ses fins : filatures d'individus, atteintes à leur vie privée, et j'en passe. C'est justement pourquoi je ne veux pas que vous mentionniez mon nom. Le maire est capable de n'importe quoi, et sa spécialité, c'est le chantage. Je crois d'ailleurs que c'est ce qu'il a fait avec le journaliste Campbell, qui, selon mes informations, vivait une relation homosexuelle assez tumultueuse.

— Vous croyez vraiment ce que vous venez de dire ? demande Maxime, littéralement assommé par cette dernière affirmation.

— J'en suis certain à 95%.

— Bien sûr, cela expliquerait le départ précipité de Campbell, mais comment se fait-il que personne, au journal, ne semble être au courant de cela ? Et qu'avait-elle de si mouvementé, cette relation ?

— Je crois, au contraire, que plusieurs de vos collègues de travail sont au courant des penchants sexuels de Campbell, réplique Bélanger en affichant un air grave. Il n'y a rien de répréhensible là-dedans. Mais, puisqu'à l'époque la rumeur voulait qu'il fréquente un jeune homme de seize ans, avouez qu'il devenait une cible assez facile pour un maître-chanteur comme Moreau.

— Et pourquoi Moreau voulait-il se débarrasser de lui ?

— Je ne sais pas. Au début du premier mandat de Moreau, Campbell a écrit de nombreux articles fort élogieux à son endroit. Mais il semble qu'il ait graduellement commencé à comprendre les stratagèmes du maire. Je suis certain que Moreau attendait juste que votre prédécesseur se mette à publier des articles négatifs sur son compte pour le faire chanter. Il avait probablement déterré quelque chose que le maire ne voulait pas que le public sache, et... Moreau lui a réglé son cas.

— En somme, il cherche les points faibles de celui qu'il veut détruire, comprend Maxime en hochant la tête d'un air soucieux, et s'acharne ensuite sur lui jusqu'à ce qu'il craque...

— En plein ça ! Voilà pourquoi plus personne ne veut parler. Moreau sème la terreur, même si, au départ, il n'était qu'un petit agent d'artistes sans envergure.

— Qu'est-ce qui vous fait croire que je n'irai pas lui raconter ce que vous venez de me dire ? questionne Maxime après quelques secondes de réflexion.

— Je ne suis pas inquiet, monsieur Lalonde. Vos articles sont honnêtes et corrects. Il est évident que vous n'êtes pas à la solde de Moreau.

— Tout ce que vous racontez tient la route, mais vous m'attachez les mains, puisque je ne peux pas rapporter ce que vous me dites, reprend le journaliste tout en continuant de prendre des notes. Vous avez dit, plus tôt, que Moreau avait été mis là où il est pour aider des amis. Croyez-vous que certains ont arrangé son élection pour se servir par la suite ?

— Je n'en ai aucune preuve, mais c'est très souvent le cas en politique. Si vous voulez une confirmation voulant qu'il favorise les promoteurs, demandez au greffier de la Ville de vous remettre une copie du compte rendu d'une réunion qui a eu lieu le 15 novembre 2012. C'est après le consensus dégagé lors de cette réunion que les taxes d'améliorations locales sont revenues et qu'on a retiré la surtaxe sur les terrains vagues desservis. Lorsque vous aurez le document en main, portez une attention toute particulière à la liste des personnes qui ont assisté à cette rencontre et vous verrez qu'il n'y avait pas beaucoup de citoyens ordinaires ; ce sont plutôt des personnes directement intéressées qui ont envahi la salle, ce jour-là.

— Monsieur Bélanger, selon vous, les employés-cadres de la Ville sont-ils de connivence avec le maire ?

— Non, je ne le pense pas. Je crois même que la plupart seraient très heureux de se débarrasser de lui. Ils nous ont aidés et conseillés dans le passé lorsque nous travaillions à l'élaboration des différentes stratégies qui ont engendré l'excellente situation financière qu'est celle de Granby aujourd'hui. Et, maintenant, ils voient tout ça partir en fumée. Je pense que si vous demandez les bons documents et que vous posez les bonnes questions, ces gens se feront un plaisir de vous aider. Toutefois, méfiez-vous... s'il apprend que vous menez une enquête sur lui, Moreau cherchera par tous les moyens à vous faire taire. Mais comme vous venez de l'extérieur et que vous ne semblez pas avoir de squelettes dans votre placard, du moins je l'espère, il aura de la difficulté à vous imposer le silence, d'autant plus que vous avez une plume entre les mains tous les jours. De plus, je crois que votre directeur est un homme intègre qui saura vous éviter de faire de faux pas.

— Est-ce qu'il y a d'autres documents que je devrais demander ? cherche à savoir Maxime en prenant de plus en plus de notes.

— Laissez-moi y penser...

Bélanger réfléchit quelques secondes en se grattant la tête, puis répond :

— Sans doute les procès-verbaux du comité d'urbanisme de l'année précédant son arrivée et depuis qu'il est là. Vous devriez y trouver des perles.

— C'est noté. J'ai une autre question : est-ce que le secteur de la construction ne s'est pas accéléré depuis que Moreau a mis en place toutes les mesures dont vous avez parlé ?

— Oui, mais uniquement pour ce qui est des résidences unifamiliales. Or, toutes les études prouvent que ce type de constructions n'est pas payant pour une ville. Les *bungalows* sont encore moins rentables lorsque c'est la ville qui s'endette pour les travaux d'infrastructures, comme c'est le cas maintenant à Granby.

Puisque Bélanger semble avoir réponse à tout, Maxime décide de le questionner un peu plus :

— Que pensez-vous du conseiller Dion, qui, depuis peu, semble vouloir se détacher du reste du conseil ?

— Je ne sais pas vraiment quoi penser. Il ne faut pas oublier que c'est le maire qui l'a fait élire. Toutefois, il a le droit de changer d'idée.

— Une question plus personnelle maintenant au sujet de monsieur Moreau : croyez-vous qu'il soit un consommateur de cocaïne ?

Bélanger sourit :

— J'en suis pas mal certain. Lors des caucus, il était souvent agité et presque euphorique. Il se rendait fréquemment aux toilettes, à tel point que nous, les opposants, l'appelions en dérision « monsieur pipi ». En plus, son comportement me paraissait parfois incohérent. Un jour, il s'est rendu sur la patinoire aménagée sur le lac Boivin au volant de son automobile, et les policiers ont dû l'inviter à quitter la surface glacée. Comme explication, il a dit vouloir tester ses pneus d'hiver. Toutefois, c'est très étrange avec à peu près 2 000 personnes sur la patinoire.

— En effet, c'est louche. Avez-vous déjà vu des résidus blancs sous son nez ?

— Je n'ai jamais remarqué, mais, chose certaine, il renifle souvent.

— Que pensez-vous de L'Artiste ?

— C'est un vieux rebelle, dit Bélanger en riant. Il nous a achalés nous aussi à l'époque avec ses théories des riches et des pauvres, mais il est très loin d'être un simple d'esprit. Vous savez, c'était un excellent avocat.

— Oui, je connais quelque peu son histoire. Savez-vous si le maire intervient dans l'administration

quotidienne de la ville ?

— Vous allez être un bon journaliste, monsieur Lalonde, vous posez beaucoup de questions et de bonnes questions. Moreau est très imbu de lui-même. Il se prend un peu pour le roi d'un petit royaume. Il se croit nettement supérieur aux autres. Alors que j'étais au conseil, il est intervenu auprès de l'évaluateur municipal pour tenter de faire changer l'évaluation d'un terrain. Il a également téléphoné à la piscine municipale pour que des citoyens de l'extérieur de Granby qui étaient en visite chez lui puissent y avoir accès, alors qu'à cette époque c'était interdit aux non-résidents. Il s'est entouré des conseillers les plus faibles lors du premier mandat et il a fait élire une autre bande de moutons pour son deuxième. Toutes ces personnes surfent sur sa popularité. Même si la Ville fait peu de travaux, il choisit les architectes et les ingénieurs et fait seulement ratifier le tout par le conseil. Donc, pour répondre à votre question, il se mêle effectivement beaucoup de l'administration au jour le jour de la ville.

— Je sens que vous doutez de son honnêteté. Est-ce exact ?

— Je suis certain qu'il est malhonnête. Je le soupçonne par exemple d'avoir utilisé un avocat payé par la Ville pour défendre son propre fils dans le dossier de la culture de *pot*, dont vous êtes sans doute au courant. Vous savez, il est très facile pour un avocat, de connivence avec un élu, de facturer à la Ville le temps consacré à la défense de cet élu, ou de son fils, dans un autre dossier qui n'a rien à voir avec la municipalité. Pour comprendre le personnage, il faut se rappeler qu'une de ses phrases favorites est : « L'important n'est pas la douleur que l'on peut infliger aux gens, mais la peur de la douleur que l'on peut leur faire ressentir ». Cette phrase montre qu'il aime faire vivre dans la peur les gens qui ne sont pas d'accord à 100 % avec lui, en leur suggérant ce qui pourrait leur arriver.

— C'est presque le retour du nazisme dont vous parlez là. Vous n'exagérez pas un peu ?

— Monsieur Lalonde, je le répète : rien ne l'arrête. Il est très intelligent mais, avec sa dépendance, il finira bien par faire une erreur.

Maxime regarde sa montre. Il est déjà seize heures. Il lui reste environ quarante-cinq minutes avant d'aller chercher Cynthia. Il rassemble ses idées et élabore une nouvelle série de questions :

— Est-ce que vous croyez que l'ancien directeur général de la Ville, qui a démissionné il y a environ un an, accepterait de me parler ?

— Je ne crois pas, puisqu'il a signé une entente de confidentialité et que son départ avec indemnité de fin d'emploi de 480 000 \$ est plutôt louche. En effet, comment une personne peut-elle toucher une pareille prime après seulement cinq ans à l'emploi de la Municipalité ? Certaines méchantes langues prétendent qu'une partie de cette somme aurait été remise au maire. Évidemment, il n'existe aucune preuve de cela. Daniel Rivard est maintenant directeur général dans une entreprise privée de la Côte-Nord.

— J'ai une bonne question pour vous, monsieur Bélanger : pourquoi, selon vous, Moreau est-il si populaire ?

Bélanger sourit :

— J'étais certain que cette question viendrait. Je me la suis posée souvent moi-même. Aujourd'hui, je crois que j'ai les réponses. Les gens adorent ceux qui frappent sur les fonctionnaires, qui affirment qu'ils sont trop payés, qui en mettent quelques-uns à la porte. Les citoyens sont jaloux de ces soi-disant paresseux qui, selon eux, sont beaucoup trop bien traités. Au surplus, les gens ne comprennent pas les règles qui régissent les municipalités. Alors, quand quelqu'un contourne ces règles en leur faisant croire que c'est pour économiser et pour aller plus vite, ils encensent cette personne. Je crois que Moreau a compris que pour être populaire, on peut se permettre de tout faire, à condition de convaincre les gens qu'on le fait pour eux.

— Oui, là-dessus, je pense pas mal comme vous, approuve Maxime. Est-ce qu'il y a d'autres éléments que je devrais regarder ?

— Je crois qu'une vérification de l'évolution des frais d'avocats au cours des dix dernières années serait assez révélatrice. Je présume que la Ville paie au moins cinq à sept fois plus cher qu'à l'époque. Le maire aime bien les chicanes en cour avec ceux qu'il veut punir. Après tout, une ville a des moyens illimités pour attaquer, alors que des individus ou des petites entreprises ennemis du maire n'ont pas ces ressources pour se défendre. Il peut donc être facile de les mettre à genoux. Comme je l'ai déjà dit, nous payons probablement pour son fils et même, peut-être, pour certains dossiers datant de l'époque où il était agent d'artistes. D'ailleurs, depuis qu'il est à la Ville, celle-ci a changé d'avocat. Celui retenu est, comme par hasard, le même qui s'occupait des affaires du maire avant son élection. La réputation de cet avocat est loin d'être irréprochable. Vous pouvez également demander les documents à ce sujet au greffier de la Ville. Je vous suggère aussi de regarder les budgets des dernières années, ce qui vous permettra de voir que le seul qui n'a jamais été coupé est celui de la police. Il semble que monsieur le maire ne veut pas se les mettre à dos. Finalement, il serait peut-être bon de

voir l'évolution du nombre des employés municipaux au cours des années. Je crois qu'il y en a une centaine de moins qu'à l'époque. Il est donc impensable que les services à la population n'aient pas diminué.

— Et vous croyez que le greffier est en mesure de me fournir tous ces documents ?

— Bien sûr. Il ne vous les donnera pas instantanément. On parle probablement de quelques semaines.

Mais vous les aurez.

— Eh bien, ce sera tout pour aujourd'hui, monsieur Bélanger. Je dois aller chercher ma compagne au travail, et puis je crois que nous avons fait le tour du dossier.

— J'espère que j'ai pu vous être utile. J'ai constaté que vous comprenez vite. Vos questions sont toujours très pertinentes. Si vous en avez d'autres, vous pouvez me téléphoner.

— Oh ! j'oubliais : quel est votre métier ?

— Rien de bien spécial, je suis serrurier, propriétaire d'un petit commerce.

La tête et le calepin remplis d'informations, Maxime rejoint Cynthia. Une fois à la maison, il lui fait part de son entretien avec Bélanger.

— C'est presque un roman policier ce qui se passe à Granby ! s'exclame-t-elle. Des lettres anonymes, un feu criminel, des menaces, des anciens membres du conseil qui parlent contre le maire en cachette. Et dire qu'après ta première journée de travail, tu croyais que tu n'aurais rien à faire.

— Oui, Cynthia, nous étions plus tranquilles au Saguenay. Mon emploi était toutefois beaucoup moins passionnant.

— Et je suppose, monsieur Lalonde, que vous allez encore être trop fatigué ce soir ? dit-elle en mordillant langoureusement ses lèvres.

— Pardon, madame Tremblay, la soirée est encore jeune. Peut-être pourriez-vous être surprise.

Chapitre 19

Les soumissions truquées

Quelques jours plus tard, Maxime se présente au bureau du greffier de la Ville pour obtenir certains documents. Il est accueilli par Patrick Corriveau, un homme d'une soixantaine d'années, en poste depuis plus de trente ans. Petit et très mince, le crâne dégarni, celui-ci porte de petites lunettes rondes flexibles à la John Lennon. Corriveau est réputé pour son mauvais caractère et sa très grande rigueur. Son bureau est impeccable. Aucun document sur la table, des stylos et une plume bien rangés, des cadres attestant de ses nombreuses formations accrochés au mur, tous bien droits.

— J'ai quinze minutes à vous consacrer, monsieur Lalonde, je suis attendu en réunion, bougonne Corriveau.

— D'abord, merci de me recevoir si gentiment, répond Maxime avec un soupçon d'ironie. J'aimerais obtenir copie de plusieurs documents. En voici la liste : les procès-verbaux du conseil des dix dernières années, ceux du comité consultatif d'urbanisme pour la même période...

— Pas si vite, monsieur Lalonde, vous n'avez pas besoin de me réciter tout cela ! Donnez-moi votre liste, s'impatiente le fonctionnaire en gesticulant sur son siège.

— Vous ne vous retrouverez jamais dans mes notes, fait remarquer le journaliste, alors il vaut mieux que je vous fasse la demande oralement.

— Un instant ! Votre demande doit être écrite. Nous n'acceptons aucune demande verbale, souligne Corriveau, qui paraît agacé. Je répète : écrite et LISIBLE, dit-il en pointant le journaliste de l'index.

— D'accord, je vais mettre tout cela par écrit, répond Maxime un peu las. Puis-je vous remettre ma liste cet après-midi ?

— Je vais consulter mon agenda, déclare le greffier en sortant un agenda papier.

Maxime ne peut s'empêcher de penser que Corriveau doit être l'une des rares personnes à encore utiliser un agenda papier. Il sourit en l'imaginant, chez lui, avec un téléphone à roulette et un téléviseur noir et blanc. Pour lui, ce personnage est un vrai rond-de-cuir².

— Je suis libre entre quatorze heures trente et quinze heures, mais vous n'avez pas besoin de me voir, ajoute Corriveau en toussant à deux reprises, votre liste est suffisante.

— J'ai aussi quelques questions à vous poser.

— Bon, d'accord, soupire Corriveau. On se voit à quatorze heures trente précises. Et ne soyez pas en retard, s'il vous plaît.

Le journaliste quitte l'hôtel de ville en se disant que ce genre de fonctionnaire d'une autre époque contribue à donner mauvaise presse aux employés municipaux.

De retour à son bureau, il commence à rédiger la liste des documents qu'il doit remettre à Corriveau en après-midi. Il fait bien attention à l'orthographe ainsi qu'à la ponctuation et ajoute des formules de politesse élaborées pour obtenir les bonnes grâces du fonctionnaire. Le téléphone sonne :

— Oui, bonjour, Maxime Lalonde, répond le journaliste en se calant dans son fauteuil.

— Monsieur Lalonde, Jean Dion à l'appareil.

— Que puis-je faire pour vous, monsieur le conseiller ?

Dion fait une pause et reprend :

— J'ai une révélation très importante à vous faire, mais je refuse que mon nom soit mentionné. Si vous êtes questionné sur le sujet, vous devrez dire que vous avez reçu un appel anonyme.

— Je n'aime pas beaucoup cette façon de procéder, réplique Maxime en se grattant la tête.

— Ce sera comme ça ou je ne vous dirai rien. Si jamais vous mentionnez mon nom, je nierai tout.

— Oui, cette manière d'opérer a l'air pas mal à la mode à Granby, réplique Maxime en hochant la tête.

— Que voulez-vous dire ? demande Dion avec étonnement.

— Je me comprends, soupire Maxime. Bon, j'accepte vos conditions. La grande révélation a intérêt à être intéressante.

2. Expression péjorative typiquement québécoise sur les fonctionnaires.

— Vous ne serez pas déçu. Des soumissions seront ouvertes ces jours-ci pour des travaux de réfection d'aqueduc et d'égouts, de fondation de rue et de pavage sur la rue Bourget. La Ville a prévu des coûts de l'ordre de 900 000 \$ dans ce dossier. Il y aura trois soumissionnaires : *Pavage Cormier* à 951 235 \$, *Excavation Lavallée* à 1 134 000 \$ et *Massé et fils* à 1 045 638 \$. Prenez bien ces chiffres en note, monsieur Lalonde.

Dion répète le nom des soumissionnaires et les montants.

— Êtes-vous sérieux, monsieur Dion ? interroge Maxime en tournant nerveusement le fil de son combiné téléphonique avec son doigt. Comment pouvez-vous connaître les prix avant l'ouverture des soumissions ?

— Pas de commentaire, rétorque Dion. Mais vous voyez qu'il y a quelque chose qui ne tourne pas rond dans cette administration.

— Donnez-moi encore le nom des soumissionnaires et les chiffres pour être certain que j'ai bien tout cela en note, répond Maxime, toujours ébranlé.

Le conseiller Dion s'exécute à nouveau, et le journaliste note soigneusement les montants et le nom des soumissionnaires. Si tout est exact, il tient une bombe entre ses mains.

Maxime aimerait bien rencontrer immédiatement Michel Guay pour lui parler de ce que vient de lui confier le conseiller Dion. Cependant, les patrons sont en réunion tout l'avant-midi. Il termine donc sa requête écrite pour le greffier et décide d'aller *luncher* avec le journaliste Jean-Philippe Côté au restaurant *Di Carlo* situé tout près de l'hôtel de ville. Maxime aime bien les pâtes de ce restaurant et il est persuadé de pouvoir y trouver un coin tranquille pour discuter avec son collègue. La serveuse les installe dans la petite salle avec le vieux foyer, car personne ne l'a réservée pour le repas du midi.

— L'endroit est discret, fait remarquer Jean-Philippe. As-tu quelque chose à cacher ?

— Quoi ? Tu n'aimes pas l'endroit ? sourit Maxime en regardant le décor.

— Je n'ai pas de problème avec ça, disons que ce n'est pas ton genre les cachettes et les grands secrets, Maxime.

— Oui, il y a quelque chose dont je voudrais te parler de façon confidentielle. Ce matin, j'ai reçu un appel anonyme qui m'a fourni les noms des trois soumissionnaires et le montant de leur soumission respective pour des travaux municipaux sur la rue Bourget.

— Où est le problème ?

— Le problème, c'est que les soumissions ne sont pas encore ouvertes et peut-être même pas encore déposées.

— Es-tu sérieux ? C'est peut-être une mauvaise blague, déclare Jean-Philippe en fronçant les sourcils.

— Je ne sais pas. Une chose est sûre, c'est que cet après-midi, je vais rencontrer Guay à ce sujet. S'il vous plaît, n'en parle à personne. Nous ne saurons si c'est une blague qu'à l'ouverture des soumissions.

— Maxime, on travaille suffisamment ensemble pour que tu me fasses confiance. Si quelqu'un s'ouvre la trappe et qu'il ne s'agit pas d'une farce, les coupables vont changer leurs prix, et toute l'histoire va tomber à l'eau.

— Je te fais confiance, approuve Maxime. Après le dîner, j'ai rendez-vous avec le greffier de la Ville, Patrick Corriveau. Je veux obtenir la date et l'heure de l'ouverture des soumissions. J'ai l'intention d'y assister.

Le repas terminé, les deux amis se quittent, et Maxime prend le chemin de l'hôtel de ville. Comme il n'est que quatorze heures quinze, il se doute bien que monsieur Corriveau ne sera pas disponible avant quinze minutes. Il demande tout de même à sa secrétaire d'informer ce dernier de sa présence. Elle entre dans le bureau de Corriveau et en ressort au bout d'une trentaine de secondes.

— Votre rendez-vous est à quatorze heures trente. Monsieur Corriveau vous recevra à ce moment-là.

— Vous viendrez me chercher quand il sera disponible, je serai assis dans le hall d'entrée, précise Maxime.

« Vraiment, ce personnage est spécial », songe le journaliste en regardant sa feuille, qui contient la liste des documents requis. À quatorze heures trente pile, la secrétaire vient le chercher. En entrant dans le bureau, Maxime dit :

— Me revoici, monsieur Corriveau. Cette fois, j'ai mis mes demandes par écrit.

Il tend sa liste au fonctionnaire, qui se met à lire sans même lui répondre ou le regarder, après s'être

penché au-dessus du bureau. Puis il lève la tête avec un air beaucoup plus affable.

— Donc, si je comprends bien, vous voulez, en vertu de la Loi sur l'accès aux documents publics et sur la protection des renseignements personnels, obtenir les procès-verbaux du conseil et du comité consultatif d'urbanisme des dix dernières années ainsi que le procès-verbal de la réunion publique du 15 novembre 2012 sur les infrastructures. Vous avez aussi un intérêt pour les budgets des différents services et, en particulier, celui du service de police. Vous voulez aussi voir toutes les factures d'avocats des dix dernières années. Vous aspirez également à connaître l'évolution du nombre d'employés municipaux au cours de cette période. Vous nous demandez beaucoup de travail, monsieur Lalonde. Mais il s'agit bien de documents publics, répond le greffier en esquissant un mystérieux sourire.

Pour la première fois, Maxime sent qu'il aura la collaboration de Corriveau.

— Pour ce qui est de votre demande à l'effet d'obtenir l'entente intervenue entre l'ancien DG, monsieur Rivard, et la Ville concernant son départ, ce n'est pas possible. Ce document est confidentiel. Je peux toutefois vous fournir une copie de la résolution qui a autorisé la signature de ce contrat. C'est tout ce que je peux faire dans ce dossier, assure Corriveau. De plus, je vous rappelle que, selon la loi, j'ai trente jours pour répondre à vos demandes.

— Je comprends très bien les délais, indique Maxime.

— Je vous téléphone dès que le tout sera prêt, dit Corriveau en se levant et en tendant la main à Lalonde.

— Merci de votre excellente collaboration, monsieur. J'aurais une question pour vous, elle ne concerne pas les documents demandés.

— Si je peux vous être utile, monsieur Lalonde, je le ferai, répond Corriveau en se rassoyant.

— Eh bien, j'aimerais simplement savoir quand seront ouvertes les soumissions pour les travaux d'infrastructures sur la rue Bourget. Pourriez-vous m'indiquer comment fonctionnent le dépôt et l'ouverture des soumissions ?

— Attendez que je regarde dans mon agenda, dit Corriveau. L'ouverture a lieu vendredi de cette semaine, à quatorze heures, et elle se fera publiquement dans la salle du conseil. Les soumissionnaires ont jusqu'à cette heure-là pour déposer l'enveloppe cachetée avec leur prix au service des achats. Lors du dépôt, les enveloppes sont tamponnées pour bien indiquer l'heure et la date de réception avant d'être placées dans une boîte verrouillée.

— Avez-vous déjà reçu des soumissions à date dans ce dossier ? demande Maxime, hésitant.

— Je n'en ai aucune idée. Même si je le savais, je ne le dirais pas. Je ne voudrais influencer le jeu des soumissions d'aucune façon. Croyez-moi, dans ce type de travaux, les soumissions entrent habituellement la dernière journée et souvent dans les dernières minutes.

— Merci de ces renseignements, dit Maxime en tendant à son tour la main au greffier, qui s'empresse de la serrer avec une énergie que Maxime n'aurait pas soupçonnée.

Le journaliste reprend le chemin du quotidien en se disant qu'il y a effectivement des employés qui seraient heureux de la déchéance du régime Moreau, et Corriveau est de ceux-là.

En revenant à son bureau, Maxime saisit la feuille avec les prix des soumissionnaires et descend rencontrer son directeur de l'information.

— Tu ne devineras jamais ce qui m'arrive, dit-il en entrant dans le bureau de Michel Guay.

— Non, mais ça doit être quelque chose d'important pour que tu ne me dises même pas bonjour en entrant, réplique Guay.

Maxime raconte sa conversation téléphonique, qu'il précise anonyme, et détaille les prix des trois soumissionnaires ainsi que leurs noms.

— C'est peut-être une farce, souligne Guay, stupéfait. On se croirait dans un mauvais film de série B.

— Qu'est-ce qu'on fait avec ça ? On ne peut pas être certain qu'il s'agisse d'une blague. Et si c'est la vérité, il y a vraiment quelque chose qui ne tourne pas rond dans l'administration municipale, déclare Maxime, toujours debout.

— Assieds-toi, tu m'énerves. Est-ce que tu en as parlé à quelqu'un d'autre ?

— J'en ai glissé un mot à Jean-Philippe Côté.

— Tu n'aurais pas dû. Dans une situation semblable, il te faudra apprendre à impliquer le moins de gens possible, reproche le directeur de l'information.

Il approche son fauteuil du bureau et ajoute :

— J'ai une idée.

Il prend son téléphone et compose un numéro.

— Jean-Philippe, c'est Michel Guay. Peux-tu descendre à mon bureau immédiatement ? Merci.

Quelques minutes plus tard, Jean-Philippe Côté entre dans le bureau.

— Jean-Philippe, je sais que tu es au courant du dossier des soumissions qui semblent truquées, avance Guay. Voici mon plan. Nous plaçons la feuille rédigée par Maxime, celle qui contient les prix des trois soumissionnaires, dans une enveloppe que nous scellons. Nous l'étampons à l'horodateur à l'endroit où elle est scellée. Nous signons tous les trois au même endroit, de sorte que l'enveloppe ne peut s'ouvrir sans déchirer les noms, la date et l'heure.

— Ingénieux, approuve Maxime. Et on attend l'ouverture des soumissions pour dévoiler ce que nous savons.

— Pas si vite, répond Guay avec agacement. Oui, nous attendons l'ouverture des soumissions, mais nous patientons aussi jusqu'à l'assemblée du conseil du 2 février. C'est à ce moment-là que la Ville devrait confier le contrat au plus bas soumissionnaire conforme, donc probablement à *Pavage Cormier*. À quel prix déjà, Maxime ?

— 951 235 \$

— Par la suite, nous pourrions rendre cela public.

— Oui, tu as raison, approuve Maxime. Il faut attendre de voir si le conseil va se compromettre.

— Alors, on s'entend tous, les gars. Nous faisons ce que je viens de mentionner et nous attendons, dit Guay d'un ton hargneux. Mais il faut surtout que ça reste secret. Je compte sur vous, Jean-Philippe et Maxime. S'il y a une fuite, nous ne saurons probablement jamais si ce n'était qu'une mauvaise blague ou s'il y avait matière à enquête beaucoup plus sérieuse. Bonne fin de journée, messieurs.

Le vendredi suivant, Maxime arrive à l'hôtel de ville vers treize heures trente et se rend au service des achats dans l'espoir d'y croiser de futurs soumissionnaires. Effectivement, il voit passer successivement trois soumissionnaires qui viennent porter des enveloppes avant l'ouverture prévue pour quatorze heures. Il reste cependant à savoir s'il y a déjà d'autres enveloppes dans la boîte de soumissions.

À quatorze heures précises, l'acheteur, monsieur Jean Boutin, et le greffier, monsieur Patrick Corriveau, ouvrent la boîte cadenassée et prennent les enveloppes. Ils montent dans la salle du conseil, où deux personnes sont présentes. Monsieur Boutin distribue un document que doivent remplir les individus qui assistent à l'ouverture. Il s'agit d'une feuille de présence où il faut inscrire son nom, celui de l'entreprise concernée ainsi que sa signature. Maxime remplit aussi ce document. Par la suite, Corriveau mentionne d'une voix solennelle :

— Voici les soumissions pour le contrat numéro 01-2015, pour des travaux de réfection sur la rue Bourget. Il ouvre alors la première enveloppe et ajoute : *Massé et Fils*, 1 045 638 \$.

« Et d'une », se dit Maxime.

Après avoir ouvert la deuxième enveloppe, le greffier dit à voix haute :

— *Excavation Lavallée*, 1 134 000 \$.

Le même manège se répète pour la troisième enveloppe :

— *Pavage Cormier* : 951 235 \$. Nous vous remercions d'avoir soumissionné, messieurs. Le conseil devrait accorder le contrat lors de l'assemblée du 2 février prochain.

Les gens quittent la salle. Maxime, abasourdi, va rejoindre Corriveau.

— Est-il possible de voir la feuille des présences pour savoir quelles entreprises étaient représentées et par qui ? demande-t-il.

— Pas de problème, c'est un document public, mentionne Corriveau en poussant le document vers Maxime.

Ce dernier note qu'il y avait un représentant de *Pavage Cormier*, à savoir Jocelyn Cormier, ainsi qu'un représentant de *Excavation Lavallée*, à savoir Michel Lavallée. Il remet la feuille à Corriveau et le remercie de sa collaboration en lui serrant la main.

— Est-ce que je peux savoir ce qui vous titille au sujet de ces soumissions, monsieur Lalonde ? demande le greffier d'un ton suspicieux. Je n'ai jamais vu un journaliste venir à une ouverture de soumissions, sauf lorsqu'il s'agit d'un très gros contrat. Donc, ce n'est pas arrivé depuis plusieurs années, ajoute-t-il avec une pointe d'humour.

— Rien en particulier. Vous savez, je suis nouveau, il faut bien que j'apprenne les rouages de la

municipalité. Merci encore.

Le journaliste retourne au quotidien et téléphone à Michel Guay de son bureau.

— Michel, les prix et les soumissionnaires correspondent totalement.

— Alors on attend la suite. Mais il n'y a plus de doute maintenant, ce n'est pas une comédie.

Chapitre 20

Les soumissions truquées 2

Le soir du 2 février, les membres du conseil sortent de leur caucus dans l'appartement adjacent au bureau du maire et montent l'escalier pour se présenter à l'assemblée publique dans la salle des délibérations. En entrant, le maire Moreau est accueilli par quelques applaudissements et serre la main aux nombreux partisans, qui ont à nouveau rempli la salle. Maxime remarque que, contrairement aux dernières assemblées, il n'y a pas de policiers sur place.

Moreau s'assoit à sa place et prend la parole :

— Certains citoyens m'ont fait remarquer que nous ne faisons pas de prière au début de l'assemblée du conseil. Comme vous le savez, il y a eu une contestation à ce sujet à la ville de Saguenay. Il me paraît difficile, voire impossible, à cause de cela, de faire une prière. Pour notre part, nous n'en avons jamais fait, du moins pas sous mon administration. Toutefois, je voudrais que, dorénavant, nous puissions prendre un moment de réflexion avant chaque assemblée. Chacun pourra invoquer intérieurement son dieu, si tel est le cas, ou, tout simplement, méditer et se détendre.

Maxime ne comprend pas cette nouvelle dévotion, mais il songe, en souriant, que le maire trouve peut-être qu'il en a beaucoup à se faire pardonner. Moreau déclare ouverte la période de réflexion. Pendant environ une minute, on n'entend aucun bruit dans la salle. Une fois la pause terminée, le maire commence la réunion et demande aux citoyens qui le veulent de se présenter au micro pour la première période de questions. Une petite femme nerveuse d'une soixantaine d'années prend la parole :

— Je voudrais vous féliciter, monsieur le maire, vous et vos conseillers...

— Pas trop vite, madame, coupe le maire, visiblement content de faire durer le plaisir. Voulez-vous tout d'abord vous identifier et nous indiquer dans quel secteur de la ville vous demeurez ?

— Excusez-moi, monsieur le maire, je suis un peu stressée... Ce n'est pas tous les jours que je m'adresse à quelqu'un d'aussi important que vous.

Maxime se dit que Moreau doit jouir d'être ainsi placé sur un piédestal.

— Nous avons tout notre temps, madame, allez-y, répond-il fièrement.

— Mon nom est Anna Gourde, et je demeure sur la rue Papineau...

— Et qu'avons-nous fait, chère madame Gourde, pour mériter vos éloges ? demande monsieur Moreau avec ravissement.

— Monsieur le maire, je voulais simplement féliciter tous les membres du conseil et vous en particulier. J'ai reçu mon compte de taxes pour l'année 2015 et je constate une baisse de cinquante-cinq dollars. Je ne me souviens pas d'une baisse aussi importante, pourtant, je ne suis plus très jeune.

— Voyons, madame, de reprendre Moreau, vous êtes dans la fleur de l'âge.

Maxime songe au renard et au corbeau dans la fable de La Fontaine. Le corbeau est en train de laisser tomber son fromage sous les compliments du « maire-renard ».

— Merci du compliment, monsieur le maire, c'est très apprécié. Continuez votre bon travail. Nous voulons vous garder longtemps. Enfin des politiciens honnêtes qui respectent leurs promesses.

— Merci infiniment, madame Gourde, de ce beau témoignage. Je peux vous assurer que d'ici cinq ans, grâce au travail extraordinaire du conseil, la dette de la ville sera totalement éliminée. Nous pourrions alors payer comptant des travaux de l'ordre de treize millions de dollars par année tout en abaissant encore plus les taxes. Il nous fera plaisir à ce moment-là de recevoir à nouveau vos remerciements, ajoute Moreau en ricanant. Est-ce qu'il y a d'autres personnes qui désirent poser des questions au conseil ou, encore mieux, le féliciter ?

L'Artiste s'avance lentement vers le micro sous quelques huées beaucoup plus timides que d'habitude. Il salue le conseil du bérêt :

— Comme il y a longtemps que je ne l'ai pas fait, je vais me présenter. Je suis L'Artiste, citoyen du monde.

— Je vous ai bien reconnu, monsieur Richard Vaillancourt, dit le maire en riant. Êtes-vous là, vous aussi, pour nous féliciter ?

— Hélas, non, votre Divine Majesté, fait mine de regretter Vaillancourt. Je vous salue bien bas cependant en signe de grand respect. Vous parlez d'injecter treize millions de dollars dans des travaux par année, payables comptant, lorsque la dette sera éliminée. Actuellement, combien faites-vous de travaux annuellement ?

— Comme je vous le répète souvent, monsieur Vaillancourt, vous n'avez pas besoin de m'appeler votre majesté et encore moins votre divine majesté. Un simple «monsieur le maire» ou «monsieur Moreau» sera suffisant. Pour répondre à votre question, nous faisons actuellement de un à deux millions de travaux en infrastructures et autres chaque année et nous remboursons plus de huit millions de dettes. Voilà pourquoi la situation financière de Granby est unique au Québec.

— Si je comprends bien, ajoute L'Artiste, elle sera aussi unique dans quelques années. En somme, vous n'avez fait que de six à douze millions de travaux d'entretien depuis six ans et vous dites que dans cinq ans, vous en ferez treize millions chaque année. J'imagine que ce treize millions est justifié. Donc, si je me fie à votre raisonnement, vous n'avez rien entretenu depuis que vous êtes aux commandes de ce royaume. Éventuellement, cela coûtera très cher.

Cette fois, les huées se font plus insistantes.

— Je ne suis pas certain de comprendre où vous voulez en venir, répond Moreau dont les joues deviennent rouges de contrariété.

— Très bien, Votre Altesse. J'ai une autre question, déclare L'Artiste en ajustant ses lunettes de lecture sur son nez pour mieux voir une petite feuille qu'il tient dans sa main droite. Selon Statistiques Canada, 20 % des gens les plus riches au Canada détiennent 94 % de tous les actifs, un autre 20 % en détient 5 %, ce qui signifie que 60 % des gens n'en ont que 1 %.

Il dépose son papier et enchaîne :

— N'est-il pas temps de taxer à fond les gains en capital et d'augmenter l'impôt des plus riches ?

Plusieurs personnes murmurent dans la salle, et le maire leur fait signe de se calmer.

— Monsieur Vaillancourt, si vous avez d'autres questions, vous reviendrez à la fin de l'assemblée. Pour le moment, vous ne vous adressez pas au bon niveau de gouvernement. Nous n'avons rien à voir avec les gains en capital et les impôts.

Moreau, fébrile, déclare alors la période de questions terminée.

Vaillancourt salue à nouveau du béret et retourne à sa place.

Christine Perreault murmure à Maxime :

— Je pense que ça ne prendrait pas grand-chose de plus pour faire perdre les pédales à Moreau. Il a vraiment son petit air mauvais ce soir.

Maxime place sa main devant sa bouche.

— Il faut dire que Vaillancourt est agaçant, chuchote-t-il. C'est toujours la même rengaine.

Lalonde a reçu l'ordre du jour le vendredi précédent. Il sait donc déjà que l'octroi du contrat de la rue Bourget est prévu à l'article 9.3. On lui a également remis, avant la réunion, comme d'habitude, un CD qui contient l'ensemble des documents soumis au conseil. Il place donc le CD dans son portable et se rend au point en question. La résolution octroyant le contrat à *Pavage Cormier* est déjà écrite. Il ne manque que le proposeur et le secondeur. L'ordre du jour défile rapidement, puisque les membres du conseil se sont mis d'accord lors du caucus sur chacun des éléments qui y sont contenus. Finalement, le maire appelle l'article 9.3 et cède la parole à la conseillère responsable des travaux publics, madame Isabelle Robert :

— Il s'agit de travaux de réfection de rue, de fondation, de pavage, d'égout et d'aqueduc sur la rue Bourget. Nous avons reçu trois soumissions.

Elle récite alors le nom des entreprises avec les montants que Maxime connaît déjà. Puis elle ajoute :

— Après consultation des services techniques de la Ville et de la section des Achats, je recommande d'accorder le contrat à *Pavage Cormier*, le plus bas soumissionnaire conforme, au prix de 951 235 \$. J'en fais la proposition.

— Est-ce que quelqu'un appuie la proposition ? demande le maire.

— J'appuie, répond le conseiller Louis Tardif.

— Est-ce que tous sont en faveur ? demande le maire.

— Avant de me prononcer, j'aurais une question, dit le conseiller Jean Dion. Quels montants avions-nous prévus pour ces travaux ?

— Comme c'est indiqué au rapport, 900 000 \$, répond le maire irrité.

— Donc, nous aurons plus de 50 000 \$ à trouver ailleurs. Comment expliquez-vous cela, monsieur le maire ? demande Dion, soudain combatif.

Moreau hausse le ton :

— Ce n'est pas la première ni la dernière erreur d'évaluation de nos services techniques. Alors on passe au vote. Qui est d'accord pour accorder le contrat pour le prix mentionné à *Pavage Cormier* ?

Tous les membres du conseil lèvent la main, confirmant l'octroi du contrat. Dion le fait plus lentement que les autres, mais n'ose pas voter contre, sans doute pour ne pas attirer l'attention sur lui.

« La bombe va maintenant pouvoir éclater », se dit Maxime.

Le reste de l'assemblée se déroule rondement, et le maire prend la parole à la fin :

— J'aurais un petit point qui n'est pas prévu à l'ordre du jour. Je suggère au conseil de confier, à compter de demain, la moitié des publicités de la Ville, que ce soient des avis publics, des offres d'emploi et autres, à *L'Hebdo de Granby*, qui a des tarifs légèrement plus bas que ceux de *La Voix des Cantons*. La Ville donne actuellement autour de 200 000 \$ par année au journal, et cette somme sera donc revue à 100 000 \$ environ. L'autre moitié sera attribuée à l'hebdo et coûtera donc possiblement 10 000 \$ de moins que le 100 000 \$ qui était payé à notre journal quotidien.

— J'aurais souhaité être informé avant que vous ne mettiez ce point à l'ordre du jour, monsieur le maire, intervient le conseiller Dion. Je ne comprends pas votre raisonnement. Est-ce qu'il n'est pas préférable, monsieur le greffier, de donner les avis publics à un quotidien étant donné que celui-ci nous procure une plus grande flexibilité en ce qui concerne les délais à respecter ?

Avant que Corriveau ne puisse dire quoi que ce soit, le maire enchaîne d'un ton cinglant :

— N'oubliez pas, monsieur Dion, que plusieurs villes de notre importance, pour ne pas dire à peu près toutes, n'ont pas de journal quotidien et qu'elles s'arrangent avec un hebdo. Le conseil n'a tout simplement pas le droit de dépenser inutilement l'argent des contribuables. Je crois que j'aurais pu donner seulement une directive administrative en ce sens, mais j'ai voulu faire cela en toute transparence. De plus, l'hebdo est distribué gratuitement à toutes les portes, ce qui n'est pas le cas de notre quotidien. Donc, nous rejoignons plus de gens et c'est ce que nous voulons dans une saine démocratie.

Puis, en regardant Maxime en pleine face, il ajoute d'un air perfide :

— Si ça fonctionne bien, on pourrait éventuellement tout donner à l'hebdo et économiser encore plus. Il s'agit d'une simple question de rigueur. On n'a pas le droit de faire payer nos citoyens pour rien, n'est-ce pas, monsieur Dion ?

Cette fois, Moreau dévisage l' élu. Maxime songe à ce que l'ancien conseiller Bélanger lui a dit concernant l'élimination des éléments récalcitrants. Il faut faire sentir à la population que ces moutons noirs sont contre la réduction des dépenses et les baisses de taxes. C'est sûrement le sort qui attend Dion maintenant.

Le maire demande le vote sur cette question, et seul le conseiller Dion se prononce contre. Maxime est bien conscient que ses articles dérangent Moreau. Il décide d'en discuter à nouveau avec son directeur de l'information dès le lendemain.

Le maire déclare alors ouverte la deuxième période de questions. L'Artiste est le seul à se présenter au micro.

— Je lisais l'autre jour, Votre Seigneurie, que dès le 4 janvier, les PDG des plus grandes entreprises au Canada ont déjà gagné le salaire moyen annuel de l'ensemble de la population, informe-t-il. Trouvez-vous cela normal ?

Il est visible que Moreau a hâte que l'assemblée se termine. L'opposition de Dion l'a carrément fait sortir de ses gonds. Il répond avec rage :

— C'est normal, monsieur Vaillancourt, que ceux qui font rouler l'économie, c'est-à-dire les directeurs des plus grosses entreprises, soient payés beaucoup plus que le reste de la population !

— Donc, Votre Altesse, ils devraient gagner en quatre jours ce que la moyenne de vos citoyens gagne en un an ? Je vois que vous avez une haute opinion de ceux présents dans cette salle.

D'un ton de plus en plus colérique, Moreau répond sans les applaudissements habituels :

— Ne me faites pas dire ce que je n'ai jamais dit.

— Monsieur l'Honorable Duc, ne pourriez-vous pas au moins augmenter le salaire de vos employés pour ainsi contribuer à la hausse du salaire moyen dans cette ville ?

— Vraiment, monsieur Vaillancourt, vous me faites rire, dit le maire sur un ton pas du tout ricaner. L'administration qui nous a précédés a accordé des salaires faramineux aux soi-disant serviteurs municipaux. Depuis six ans, j'essaie de baisser ces rémunérations. Après tout, comme vous le savez, ce sont nos citoyens qui n'en ont souvent pas les capacités financières qui ramassent la facture de ces folies. Je n'ai pas encore réussi à baisser les salaires, mais j'ai bon espoir qu'un jour prochain, le gouvernement du Québec nous donnera le pouvoir de fixer les conditions de travail de nos employés. Et, lorsque ceci se produira, croyez-moi, ces gens seront rétribués à leur juste valeur.

Cette fois, quelques applaudissements se font entendre dans la salle. L'Artiste enchaîne :

— J'espère que le gouvernement du Québec ne sera jamais assez stupide pour donner de tels pouvoirs

à de Petits Roitelets...

— Faites attention à ce que vous dites, Vaillancourt ! hurle Moreau.

L'Artiste sourit avec mépris et ajoute :

— Une dernière question, votre sainteté...

Le maire essaie de l'interrompre, mais Vaillancourt poursuit :

— Pouvez-vous me dire s'il y a maintenant plus de travaux réalisés à l'externe, c'est-à-dire par l'entreprise privée, par rapport à l'époque où vous avez conquis le royaume ?

Le maire, un peu plus calme, lui répond :

— Actuellement, la Ville fait très peu de travaux. Pour ce qui est de l'avenir, il est certain que nous donnerons de plus en plus de travaux à l'externe. En effet, cela coûte beaucoup moins cher que lorsqu'ils sont faits par nos cols bleus.

L'Artiste quitte le lutrin sous des huées beaucoup moins virulentes qu'au cours des dernières assemblées. En saluant les membres du conseil avec son béret, il cite Machiavel :

— Celui qui trompe trouvera toujours quelqu'un qui se laissera tromper.

Une fois l'assemblée terminée, la salle se vide lentement, et L'Artiste s'en va sans être importuné. Maxime dit à Christine :

— Tu avais raison, le maire a été très agressif ce soir. J'ai l'impression que Vaillancourt lui a tendu un piège avec les petits salaires et qu'il est tombé dedans.

— Oui, il a peut-être oublié que les gens dans la salle sont des petits salariés, appuie Perreault. Tu as remarqué que Vaillancourt a pu partir facilement ce soir ?

— Je pense que Moreau a trouvé l'assemblée difficile. Il n'en a pas été la vedette et l'un de ses conseillers lui a résisté. Je ne peux pas t'en dire plus, mais attends-toi à une bombe au cours des prochains jours.

— Tu veux parler du fait que l'hebdo vous a volé la moitié du budget de publicité de la Ville ?

— Non, ma chère. Je suis certain que mon patron ne sera pas du tout content, mais il y a quelque chose de beaucoup plus gros qui va éclater au visage de Moreau.

— Des détails, des détails..., supplie la journaliste.

— Écoute, j'ai quelquefois le défaut de me donner de l'importance avec ce que je sais. Mon patron me l'a déjà reproché. Cette fois, je ne tomberai pas dans ce travers. Tu devras probablement attendre le journal de mercredi pour savoir de quoi il en retourne. Donc, regarde le journal tôt mercredi matin et tu auras ta manchette à la radio en même temps que nous dans le journal. Tu devras toutefois nous citer, ajoute Maxime d'un air suffisant.

Puis les deux journalistes se quittent en riant.

Chapitre 21

Les soumissions truquées 3

Comme convenu la veille, Maxime, Jean-Philippe et Michel se rencontrent dans le bureau de ce dernier. Maxime veut tout d'abord discuter de la perte importante de revenu que subira le journal après la décision du conseil, et surtout du maire, de donner la moitié des publicités et des avis publics à l'hebdo.

— Ça n'a pas de sens, Michel, ce que Moreau a fait hier soir. Il m'a regardé en pleine face avec des yeux menaçants alors qu'il nous retirait 50 % de la publicité. Il est évident qu'il veut nous punir pour mes articles que je crois honnêtes et qui présentent bien les deux côtés de la médaille.

— Les propriétaires du journal vont sûrement nous en parler, répond Michel. Pour ma part, j'appelle ça du chantage. Je suis très déçu du comportement du maire. Il agit comme s'il était détenteur de la seule vérité et qu'il ne fallait pas lui faire la moindre critique. Il veut contrôler l'information, et nous ne pouvons pas cautionner ça.

Maxime secoue lentement la tête et ajoute :

— C'est tout de même dommage que nous perdions cet argent. Je me sens un peu coupable. D'un autre côté, je ne pourrais pas travailler pour un journal qui ne ferait que vanter un individu qui a souvent tort.

Michel frotte nerveusement les bras de son fauteuil.

— Oublions ça pour le moment, les gars. Nous avons quelque chose de très explosif entre les mains et il n'est pas question de ne pas publier. Je téléphone immédiatement au maire pour prendre rendez-vous avec lui.

Quelques instants plus tard, il parvient à parler à Moreau :

— Monsieur le maire, serait-il possible de vous rencontrer aujourd'hui même? Je serai accompagné de Maxime Lalonde et de Jean-Philippe Côté.

— À quel sujet?

Guay se dit que Moreau doit déjà éprouver beaucoup de plaisir en pensant que l'entretien demandé vise à parler des publicités perdues par le journal.

— Je ne peux pas vous en dire plus au téléphone, monsieur le maire, mais c'est très important.

Moreau fait sentir à Guay qu'il ne voit pas beaucoup d'intérêt à le rencontrer :

— Écoutez, je pourrais avoir un moment de libre disons... vendredi matin, vers onze heures.

Comme Maxime, Guay sait très bien que Moreau est toujours très disponible pour les journalistes, et ils comprennent son petit jeu.

— Écoutez, monsieur Moreau, je vous conseille fortement de nous rencontrer aujourd'hui.

Le maire n'aime pas cette insistance :

— J'ai dit vendredi matin, onze heures, dit-il sèchement.

— Je réitère ma demande, monsieur le maire, persiste Guay. Si vous ne nous rencontrez pas aujourd'hui, nous allons publier ce dont nous voulons vous parler dès demain, et vous ne trouverez pas cela très drôle. Je ne suis pas en train de vous menacer, mais j'insiste sur le fait qu'il s'agit d'une situation très grave et très mauvaise pour la réputation de la ville.

Maxime est fier de son patron, qui ajoute :

— Monsieur le maire, la crédibilité du conseil est en jeu.

— Bon, disons quatorze heures à mon bureau, consent Moreau d'une voix radoucie. Et j'espère que vous ne me dérangez pas pour rien, car je suis très occupé cette semaine.

Guay raccroche. Il donne rendez-vous aux deux journalistes à son bureau à treize heures quarante-cinq et indique qu'il sera le seul porte-parole du journal lors de la rencontre. Il veut cependant que Jean-Philippe et Maxime soient là à titre de témoins.

À treize heures cinquante-cinq, les trois représentants du journal arrivent à l'hôtel de ville. À quatorze heures quinze, ils sont toujours dans le hall d'entrée. Guay commence à être exaspéré.

— Je suis certain que Moreau s'amuse à nous faire poirotter, grogne-t-il.

À quatorze heures vingt, il en a assez. Il entre dans le bureau de la secrétaire du maire et lui dit :

— Pouvez-vous répéter à monsieur le maire que nous sommes là depuis vingt-cinq minutes et que s'il

ne nous ouvre pas sa porte sous peu, nous allons partir ?

La secrétaire entre dans le bureau du maire et en ressort au bout de quelques instants.

— Monsieur le maire est toujours très occupé, dit-elle, mais il vous recevra dans une dizaine de minutes.

Michel répond en maugréant :

— Si dans dix minutes nous ne sommes pas dans son bureau, nous partons.

Les trois journalistes retournent dans le hall d'entrée. Au bout de cinq minutes, le maire sort de son bureau pour les accueillir. Ils remarquent alors qu'il n'y avait personne dans le bureau avec lui.

— Entrez, messieurs, venez vous asseoir, invite-t-il.

Michel Guay décide d'être un peu insolent :

— Notre rendez-vous n'était-il pas à quatorze heures, monsieur le maire ?

— Je sais, je sais, mais comme je vous l'ai dit, monsieur Guay, je suis débordé cette semaine. Je vous signale, pour ne pas vous faire perdre votre temps, que si vous venez pour faire modifier la position du conseil en ce qui concerne les coupures auprès de votre journal, il n'en est pas question.

Guay essaie d'intervenir, mais le maire lui coupe la parole :

— Soyez assurés que je n'ai rien contre votre journal, dit-il avec un sourire moqueur au coin des lèvres. C'est une simple question d'argent. Tous les dollars que nous pouvons économiser, nous allons les épargner aux citoyens. Je répète ce que j'ai dit hier : si nous sommes satisfaits des services de l'hebdo, il est même possible que nous envoyions toutes les publicités à cet endroit.

Guay recule dans sa chaise en se mordant les lèvres :

— Il est évident que nous sommes sensibles à la position prise par le conseil hier soir. Nos patrons vous contacteront possiblement à ce sujet, mais nous ne sommes pas ici pour cela. Maxime, sors l'enveloppe, s'il te plaît.

— De quoi s'agit-il ? demande le maire, soudain moins sûr de lui.

Guay prend lui aussi un petit air suffisant et riposte :

— Vous avez accordé un contrat hier soir pour la réfection de la rue Bourget à *Pavage Cormier*. Nous pouvons, nous trois ici présents, vous jurer, monsieur le maire, que le document contenu à l'intérieur de cette enveloppe y a été placé bien avant l'ouverture des soumissions et donc avant l'octroi du contrat. Nous voulons maintenant ouvrir cette enveloppe devant vous en la déchirant à l'endroit où sont inscrites nos trois signatures et où nous avons étampé l'heure et la date.

Le maire surveille Guay d'un air inquiet.

— Comme vous pouvez le remarquer, monsieur le maire, nous avons signé et étampé cette enveloppe le 20 janvier 2015, soit trois jours avant l'ouverture des soumissions qui, comme vous pourrez le vérifier, a eu lieu le 23. Avez-vous les documents de votre assemblée d'hier ?

Le maire, de plus en plus agité, sort son portable, et Maxime lui dit qu'il s'agit du point 9.3 de l'ordre du jour.

— D'accord, maintenant que vous avez les prix des trois soumissionnaires devant vous, nous allons ouvrir l'enveloppe.

Le directeur de l'information procède et remet la feuille des soumissions au maire. Ce dernier regarde à tour de rôle son écran et le document. Il blêmit. Il tente de recouvrer ses esprits et répond timidement :

— Donc, vous me dites que vous aviez ces prix avant l'ouverture des soumissions ?

Guay toussote :

— C'est pour cela que nous avons tous signé l'enveloppe et inscrit la date et l'heure avec l'horodateur.

— C'est... c'est peut-être un hasard ? balbutie le maire.

— Êtes-vous sérieux ? réplique Guay.

Le maire réalise qu'il ne peut pas défendre cette théorie.

— Comment avez-vous obtenu ces prix ?

Maxime commence une réponse :

— J'ai reçu...

Mais son patron l'interrompt d'un air sévère.

— Maxime a reçu un appel anonyme. Un inconnu lui a donné ces chiffres. Il est évident que le journal de demain parlera de soumissions truquées et de connivence. Nous voulons donc avoir votre réaction.

Le maire respire profondément et tente de reprendre contenance.

— Messieurs, je ne comprends pas ce qui s'est produit. Ces soumissions ont été ouvertes publiquement. Se peut-il que des membres du conseil soient de connivence avec des soumissionnaires ou que des soumissionnaires fixent ensemble les prix, comme nous l'avons vu à la commission Charbonneau ? Je ne sais

pas du tout ce qui a pu se passer.

— Et qu'allez-vous faire maintenant ? demande Guay.

Moreau élude la question :

— Monsieur Lalonde, avez-vous la moindre idée de qui vous a téléphoné ?

Maxime regarde son patron, qui lui fait signe qu'il peut répondre.

— Non, je n'en ai aucune idée, monsieur le maire. C'est une voix que je n'ai jamais entendue ou, du moins, que je n'ai pas reconnue.

Moreau s'adosse au dossier de son fauteuil et se balance. Il finit par enchaîner d'un ton hésitant :

— Évidemment, la situation est tout à fait inacceptable, et je crois que je vais demander une enquête au ministère des Affaires municipales.

Puis il ajoute, toujours embarrassé :

— Je vais réfléchir à la situation. Je pense que je mettrai mon veto sur cette résolution pour éviter l'octroi du contrat. Comme vous le savez, lorsque j'agis de la sorte, la résolution doit revenir devant le conseil lors d'une prochaine assemblée avant d'entrer en vigueur. Je vous remercie infiniment de m'avoir rencontré à ce sujet et je m'excuse encore une fois de mon retard.

Après les salutations d'usage, les représentants du journal quittent l'hôtel de ville.

La première page du journal du lendemain matin titre : « Des soumissions truquées à Granby ? » À la page trois, on retrouve un article écrit par Maxime, qui rapporte en détail toute la saga en plus d'exprimer les désirs du maire d'avoir une enquête publique et de mettre son veto. Le journaliste passe la journée à téléphoner aux membres du conseil pour obtenir leurs commentaires. Tous les conseillers contactés ont bien appris leur leçon et répètent, comme le maire, que la situation est inacceptable, que le veto doit être exercé et qu'il faut faire une demande d'enquête auprès du ministère. Le conseiller Harpin insiste particulièrement sur la nécessité de laver les membres du conseil de tout soupçon. Le dernier appel de Maxime est fait au conseiller Dion. Ce dernier lui répond :

— Je vous l'avais dit que quelque chose ne tournait pas rond. Je suis certain que je n'étais pas le seul membre du conseil à connaître ces prix.

— C'est bien beau tout ça, rétorque Maxime avec impatience, et je dois protéger mes sources, mais comment une telle situation peut-elle se produire ? Est-ce que ce sont les soumissionnaires qui sont fautifs en fixant les prix ? Est-ce qu'un ou des membres du conseil sont impliqués ? Pouvez-vous m'aider à comprendre ?

— Écoutez, monsieur Lalonde, il y aura une enquête du ministère. J'imagine qu'ils trouveront le ou les coupables, mais je serais très surpris qu'il n'y ait pas d'élus impliqués.

— En attendant, vous êtes peut-être le premier suspect, puisque vous étiez au courant de ces soumissions truquées.

Dion ricane au bout du fil :

— Et je vous aurais appelé pour me dénoncer ? Vous voyez bien que votre théorie ne tient pas la route. En fait, je me dissocie de plus en plus du reste du conseil. Je considère qu'il y a des choses louches qui se passent à Granby et je ne veux pas y être mêlé. Peut-être devriez-vous appeler les soumissionnaires, monsieur Lalonde ?

— Oui, monsieur Dion, c'est ce que j'avais l'intention de faire.

Maxime téléphone à chacun des trois soumissionnaires. Les représentants du plus bas, *Pavage Cormier*, et du second, *Excavation Lavallée*, refusent de lui parler. Maxime réussit cependant à s'entretenir avec Yvon Massé de chez *Massé et fils*. Ce dernier est quelque peu arrogant.

— Il est bien évident qu'il n'y a pas de connivence dans ce dossier. Il doit s'agir d'un simple hasard. En tout cas, s'il y a une connivence, je ne suis pas impliqué. Je suis le plus haut soumissionnaire, ce qui m'innocente instantanément.

— Peut-être pas, contredit Maxime. Si vous avez regardé la commission Charbonneau, vous savez que certains soumissionnaires fournissaient des prix très élevés parce que, en vertu du principe d'alternance, ce n'était pas eux qui devaient avoir le contrat cette fois-là.

— Ben oui, la commission Charbonneau, quelle perte de temps et d'argent. Je suis un homme honnête qui n'a jamais été mêlé à ce genre de tripotage.

— Avez-vous lu le journal de ce matin ?

— Oui.

— Trouvez-vous qu'il soit normal que les prix soient connus avant l'ouverture des soumissions ?

— Je le répète : c'est peut-être un hasard. De plus, je comprends très mal votre histoire d'enveloppe cachetée. Rien ne peut établir avec certitude que vous n'avez pas mis votre document dans l'enveloppe après l'ouverture des soumissions.

Maxime voit qu'il perd son temps avec Yvon Massé et il met fin à la conversation après lui avoir certifié qu'il y avait deux autres témoins lorsque le document a été placé sous pli cacheté. Il écrit deux articles, l'un résumant la position de l'ensemble des conseillers et l'autre sur les soumissionnaires en y exprimant la seule opinion de monsieur Massé.

Le lendemain matin, Maxime téléphone au bureau du sous-ministre des Affaires municipales, monsieur Gilles David. Il lui demande s'il a reçu une communication de la Ville de Granby au sujet d'une affaire de soumissions truquées.

— Oui, monsieur Lalonde, j'ai reçu hier un appel téléphonique du maire pour qu'une enquête soit déclenchée par le ministère concernant d'étranges soumissions. Dès que nous aurons reçu une résolution du conseil à cet effet, nous procéderons. Il faut toutefois comprendre que ces enquêtes ne se règlent pas en quelques jours. Êtes-vous le journaliste qui a reçu l'appel anonyme ?

— Oui, c'est bien moi.

— Que s'est-il passé exactement ?

Maxime relate l'appel, l'utilisation de l'enveloppe cachetée et la rencontre avec le maire. David réplique :

— C'est une situation que nous n'avons jamais vue. Comme vous l'avez entendu à la commission Charbonneau, il y a certes des occasions où des soumissionnaires s'arrangent entre eux pour obtenir des contrats à tour de rôle et ainsi faire augmenter les prix. Toutefois, c'est la première fois que j'entends dire que les prix sont connus par une tierce partie avant l'ouverture des soumissions. Il est bien certain que vous serez rencontré et interrogé à ce sujet. S'il y a des membres du conseil d'impliqués, il pourrait y avoir des poursuites et, éventuellement, des destitutions. De plus, l'Unité permanente anticorruption (UPAC) est susceptible de débarquer à Granby.

Maxime rédige un article pour le journal du lendemain faisant part de son appel au ministère et soulignant que la situation à Granby semble être unique. Comme le sous-ministre l'a mentionné, on a vu dans plusieurs villes qu'il y avait eu de la collusion entre différents soumissionnaires pour fixer les prix. Maxime insiste cependant sur le fait que jamais les prix n'ont été connus ailleurs avant l'ouverture des soumissions. Le cas de Granby intéresse donc au plus haut point les représentants du ministère.

Une fois son article rédigé, le journaliste téléphone à Guay pour savoir s'il peut le rencontrer. Ce dernier lui fixe un rendez-vous trente minutes plus tard à son bureau. En entrant, Maxime, embarrassé, informe son supérieur qu'il a une confession à lui faire :

— Je suis un peu gêné de t'avouer cela, mais je ne t'ai pas dit la vérité quand j'ai affirmé avoir reçu un appel anonyme.

Guay fronce les sourcils et regarde Maxime droit dans les yeux.

— Que me dis-tu là ?

— La personne qui m'a téléphoné m'a fait promettre de ne jamais dévoiler son nom. Voilà pourquoi j'ai parlé d'un appel anonyme.

— Je suis un peu choqué, Maxime. Est-ce que cette personne est connue du maire ?

— Oui, je suis même prêt à te dire qui c'est.

— Non, non, je ne veux surtout pas le savoir. Je ne veux pas mentir aux enquêteurs. Mais toi, que vas-tu faire ?

— C'est justement pour cela que je viens te voir. Je ne sais pas quoi faire. Je n'avais même pas pensé à une enquête du ministère et je déteste mentir.

Guay se lève et regarde par la fenêtre de son bureau. Il ajoute :

— Moi, je vais toujours dire que tu m'as parlé d'un appel anonyme. Lorsque tu seras questionné, tu devras mentionner que c'est ce que tu as raconté à tout le monde. Je te conseille de dire à l'enquêteur que tu as fait cela pour protéger ta source, qui ne veut pas que son identité soit connue. Ils ne pourront pas te forcer à la divulguer.

Puis il se tourne vers Maxime.

— Tu as d’innombrables qualités comme journaliste. Tu es très intelligent et rigoureux. Je constate aussi que tu as deux défauts. Je t’ai déjà parlé du premier, qui consiste à se donner de l’importance en informant des gens qui n’ont pas à être impliqués dans ce que tu sais. Ton deuxième défaut, je le constate aujourd’hui... Maxime, tu dois toujours dire la vérité à ton supérieur et tu ne l’as pas fait dans ce cas.

— Je m’excuse, Michel. Je travaille déjà sur le premier défaut. Pour ce qui est du deuxième, tu m’as donné une bonne leçon aujourd’hui.

Guay lui tend une main, et Maxime la serre avec beaucoup de respect.

Chapitre 22

De vraies perles

En milieu d'après-midi, Maxime reçoit un appel de Patrick Corriveau, le greffier.

— Monsieur Lalonde, les documents que vous m'avez demandés sont prêts. Dès que vous en avez la chance, vous pouvez passer les chercher. Munissez-vous d'un bon porte-documents, il y en a beaucoup.

— Merci, je serai là dans quelques minutes, monsieur Corriveau.

En plus de sa serviette habituelle, Maxime emprunte celle de Côté et se présente au bureau du greffier. En le voyant arriver, la secrétaire lui indique que monsieur Corriveau veut le rencontrer. Elle cogne à la porte de son patron et, au bout de quelques instants, ce dernier invite Maxime à le rejoindre dans son cabinet de travail.

— Bonjour, monsieur Lalonde, vous allez bien ?

— Très bien et vous-même ?

— Oui, je vais bien. Vous savez, quand on aime son travail, même s'il y a des périodes difficiles, on est heureux.

Maxime songe que l'accueil d'aujourd'hui est bien différent du premier contact avec le greffier. Ce dernier apprécie sans doute le travail du journaliste et il espère peut-être que ça s'intensifie. Maxime est convaincu que Corriveau n'est pas un grand partisan de Moreau.

Le greffier se balance sur sa chaise. Il montre cinq piles de documents bien placés sur le dessus de ses classeurs et ajoute :

— Je vois que vous avez apporté deux serviettes. Vous n'en aurez pas de trop. J'ai tout attaché avec des élastiques. Sur chaque pile, vous retrouverez une feuille qui détaille son contenu.

— Vous avez la rigueur d'un notaire, monsieur Corriveau, répond Maxime admiratif.

— Je suis flatté, monsieur Lalonde. J'ai suivi des cours en droit à l'époque, mais je n'ai jamais terminé faute de moyens. Je rêvais effectivement d'être notaire, avoue-t-il en soupirant.

Pendant que Maxime range les documents dans ses serviettes, Corriveau ajoute :

— S'il y a quelque chose que vous ne comprenez pas, surtout ne vous gênez pas. C'est avec plaisir que je vous fournirai les renseignements manquants.

— Merci infiniment, répond Maxime en tendant une main au greffier.

— Ah ! j'oubliais ! Il y aura une assemblée extraordinaire du conseil mardi prochain à dix-sept heures concernant l'affaire des soumissions. À ce propos, je comprends maintenant pourquoi vous vouliez assister à leur ouverture, ajoute le greffier en lui faisant un clin d'œil.

Les deux hommes échangent une poignée de main chaleureuse, et le journaliste lourdement chargé retourne au bureau. À son tour, il place minutieusement les documents sur sa table de travail pour pouvoir en commencer l'étude dès le lendemain matin. Sur le chemin du retour à la maison, par un froid glacial, Maxime planifie sa prochaine journée de travail. Il a tout d'abord l'intention de regarder attentivement le fameux compte rendu de la réunion du 15 novembre 2012, réunion qui a complètement changé les paramètres du développement de la ville. Il songe par la suite aux procès-verbaux du comité d'urbanisme et à ceux du conseil. Il examinera finalement les budgets de la police et les frais d'avocats.

Cynthia arrive en même temps que lui à l'appartement, et ils s'embrassent tendrement sur le palier. Elle lui dit :

— Je suis épuisée. Vraiment une grosse journée au bureau. Et toi ?

— Ce sont les prochains jours qui risquent d'être épuisants. Je dois fouiller dans un paquet de documents et probablement écrire des articles qui ne feront pas plaisir à monsieur le maire. Avec l'affaire des soumissions, je crois que nous l'avons ébranlé. En plus, je sens chez mon patron le désir de lui faire payer la façon dont il nous a niaisés l'autre jour.

— Ça promet, mon beau journaliste ténébreux. N'oublie pas, tu as intérêt à marcher droit et, donc, à ne pas me tromper. Sinon, le méchant maire va te faire chanter pour te faire taire, répond-elle en haussant le ton.

— Il n'y a pas de danger, ma belle Saguenéenne. Si je te trompe, j'ai bien plus peur de toi que du maire,

réplique Maxime en souriant.

— Tu as bien raison, Maxime Lalonde. Je suis très dangereuse. En attendant, c'est à ton tour de faire le souper.

— Encore... soupire Maxime. Bon, que dirais-tu de mon célèbre poulet du général Tao ?

— J'en dis beaucoup de bien, même si ce n'est pas bon pour ma silhouette. J'aimerais que ce soit prêt quand je sortirai de ma douche, répond-elle en souriant et en enlevant sa chemise.

Maxime s'approche d'elle, mais elle ajoute :

— Je vais prendre une douche, monsieur Lalonde, écarterez-vous.

Après un repas qualifié de « pas mal » par Cynthia, les amoureux regardent tranquillement la télévision. Vers vingt-et-une heures, Maxime constate que sa conjointe s'est endormie. Il la dépose doucement sur le lit et retourne regarder la fin de son émission avant de la rejoindre. Il l'embrasse affectueusement sur les paupières et s'endort à côté d'elle.

Maxime regarde le compte rendu de la réunion du 15 novembre 2012. Il constate d'abord que la réunion a été convoquée par un avis public, ce qui signifie qu'on ne souhaitait pas une grande affluence. En effet, malheureusement, comme dans toutes les villes, les gens regardent peu les avis publics à Granby. Le journaliste voit que vingt-trois personnes étaient présentes en plus des onze membres du conseil. Comme il ne connaît pas les noms des citoyens mentionnés, il téléphone à Guay pour en savoir plus sur eux.

— Michel, c'est Maxime. Je suis en train de consulter le compte rendu de la réunion avec les citoyens du 15 novembre 2012. C'est à la suite de cette réunion que plusieurs politiques de développement à Granby ont changé. J'aimerais donc que nous puissions regarder ensemble qui était présent et ce que ces personnes font dans la vie. J'ai l'impression qu'il y a très peu de citoyens qui ne sont pas en conflit d'intérêts dans ce dossier.

— Donne-moi les noms et je vais essayer de t'aider, propose Michel. Par contre, il se peut que je ne puisse pas identifier certaines personnes.

Maxime fait la lecture des vingt-trois noms. Il y a six personnes que Guay ne connaît pas et qui sont donc probablement des citoyens ordinaires. On retrouve également dans la liste : huit entrepreneurs, trois ingénieurs, deux architectes et quatre notaires. Maxime n'en revient pas.

— Michel, tu réalises que ce sont des personnes très intéressées qui ont fait changer les politiques de développement urbanistique à Granby. Il est même probable que la salle ait été volontairement noyautée ou, en bon québécois, paquetée.

— Qui t'a mis la puce à l'oreille dans cette affaire ? demande Guay.

— J'ai rencontré le conseiller Robert Bélanger il y a quelque temps, et il m'a suggéré de regarder certains documents. Il m'a parlé, entre autres, du compte rendu de cette réunion, des procès-verbaux du comité consultatif d'urbanisme et des dépenses concernant la police et les avocats. J'ai donc demandé au greffier Corriveau de me sortir certains documents. C'est là-dessus que je travaille.

— Ouais, intéressant tout cela, mais même si je suis choqué contre Moreau, il ne faut pas négliger le fait que Bélanger est un adversaire politique.

— Oui, je le sais très bien, il m'a seulement orienté vers certains documents en me laissant libre de les interpréter. Et puis, je vais certainement donner un droit de réplique au maire. Au fait, Bélanger aussi m'a confié secrètement ces infos en me demandant de ne jamais mentionner son nom. Il règne un vrai climat de terreur à Granby.

Maxime retourne à l'étude du document. Le compte rendu souligne que les gens présents pensent que le conseil n'aurait jamais dû, à l'époque, abolir les taxes d'améliorations locales sur les nouvelles rues en faisant payer les entrepreneurs pour ces travaux. Ceux-ci doivent par la suite les recharger aux citoyens, ce qui augmente le prix de vente des maisons. On retrouve également, à l'intérieur du procès-verbal, l'opinion du conseiller Bélanger. Celui-ci affirme qu'il est normal qu'une ville ne s'endette pas pour des entrepreneurs et qu'il ne faut donc pas revenir avec les taxes d'améliorations locales.

Maxime remarque qu'aucun des citoyens dits « ordinaires » ne parle lors de cette réunion. Du moins, aucune intervention n'est notée. Des participants disent que les résidences unifamiliales apportent beaucoup

financièrement aux municipalités, alors qu'un autre membre du conseil de l'époque, madame Irène Belval, précise que, au contraire, les unifamiliales ne sont pas payantes pour une municipalité. C'est également lors de cette réunion que les participants déterminent que, pour ce qui est des maisons bâties sur des coins de rue, les gens ne devraient pas payer de taxes d'améliorations locales au frontage sur le deuxième côté. Le tout devrait être à la charge de la Ville. Encore une fois, trois conseillers s'opposent à cette mesure en disant que la Ville n'a pas à payer pour cela.

Comme dans tous les autres cas, ce soir-là, les opinions majoritaires du conseil rejoignent les désirs des gens dans la salle. Le conseil décide aussi, lors de cette réunion, de donner des subventions à la construction de nouvelles propriétés sous forme d'exemptions de taxes foncières. Comme cette mesure est, sans doute, très populaire, seul le conseiller Bélanger s'y oppose. Il justifie son désaccord en disant que les seuls gagnants seront les entrepreneurs, qui hausseront le prix des maisons, ce qui annihilera les gains potentiels des nouveaux propriétaires. On décide également d'abolir le taux de taxes plus élevé sur les terrains vacants, au grand plaisir des personnes présentes. De plus, les rues dans les nouveaux secteurs seront dorénavant plus étroites et sans trottoir, et ce, même si cinq conseillers s'y opposent. Les membres du conseil et les gens dans la salle sont également d'accord pour enlever certains contrôles au service de l'urbanisme. Ces surveillances coûtent très cher et sont inutiles, selon les citoyens. Maxime ne peut qu'imaginer comment se sentaient les conseillers qui s'opposaient à un groupe bien structuré de personnes très intéressées et, évidemment, favorables à toutes ces mesures.

En regardant la pile des procès-verbaux du comité d'urbanisme et de ceux du conseil, Maxime se dit qu'il ne passera jamais au travers sans aide. Il va donc rejoindre Jean-Philippe Côté à son bureau et lui demande s'il pourrait l'aider. Les deux journalistes conviennent de travailler là-dessus tout l'après-midi dans la salle de réunion.

— Comment veux-tu qu'on procède ? demande Jean-Philippe.

— C'est certain qu'on ne peut pas tout lire, répond Maxime. Moi, je me tape les procès-verbaux du comité consultatif d'urbanisme des quatre premières années de Moreau, et toi des deux suivantes.

— Et qu'est-ce qu'on cherche ?

— C'est difficile à dire, indique Maxime en se grattant la tête. Moi, je vais regarder comment fonctionnait le comité d'urbanisme au départ, qui en faisait partie et comment ça a évolué. Toi, tu peux essayer de trouver tout ce qui te paraît étrange. Je sais que tu ne travailles pas sur les affaires municipales, mais tu as frayed avec Campbell et tu es ici depuis assez longtemps pour repérer quelques éléments inusités.

— Et que veux-tu dire par inusité ?

— Je ne sais pas... Quand tu auras l'impression qu'on essaie de faire une faveur à quelqu'un, par exemple. Quand on trouve des choses, on consulte le procès-verbal du conseil qui suit pour voir si les élus ont respecté les recommandations du comité consultatif d'urbanisme.

— Je veux bien essayer, mais ma spécialité, ce sont les affaires policières. Toutefois, je dois dire que les recherches dans les documents municipaux et les enquêtes policières se confondent un peu par les temps qui courent.

Les deux journalistes travaillent quelques heures, puis mettent en commun certains éléments. Lors du premier mandat de Moreau, Bélanger était le représentant du conseil au sein du CCU³. Outre Bélanger, le comité était composé de fonctionnaires et de citoyens ordinaires. Au bout de quelques mois, le maire a pris la place de Bélanger et a ajouté au comité un conseiller favorable à ses idées. Deux citoyens ordinaires ont aussi été remplacés par un ingénieur et un entrepreneur sous prétexte qu'il fallait connaître la construction pour siéger au sein de ce comité. Comme par hasard, cet ingénieur et cet entrepreneur ont participé à la réunion du 15 novembre 2012.

Les deux confrères constatent aussi quelques éléments assez aberrants dans les procès-verbaux, éléments qui ont, par la suite, été ratifiés par le conseil. Ainsi, le service d'urbanisme avait refusé de délivrer des permis pour la construction de trois résidences bifamiliales sur la rue de L'Émeraude, parce que le zonage était unifamilial. Le tout a été soumis au CCU par le promoteur. Le comité a recommandé au conseil de changer le zonage sur les terrains pour permettre la construction des trois duplex. Le conseil a adopté un règlement modifiant le zonage pour ces trois lots, alors que le reste de la rue, soit vingt-six résidences toutes déjà bâties, est demeuré en zonage unifamilial. Le comité a aussi recommandé un échange de terrains sans

3. Comité consultatif d'urbanisme.

contrepartie entre un entrepreneur qui avait des terrains dans un marécage et la Ville dont les terrains se situaient à l'extérieur de la tourbière. Le but était supposément de protéger l'environnement, mais, comme par hasard, ceci a permis à l'entrepreneur de bâtir une douzaine de maisons. Pourtant, rien n'aurait pu être érigé sur son terrain initial. Cet échange fut ratifié par les élus.

— Il se fait tard, dit Maxime. Serais-tu disponible pour continuer demain matin? Je crois que nous formons une bonne équipe.

— C'est impossible pour moi demain matin, j'ai quelque chose à la cour. Mais demain après-midi, je pourrai continuer notre recherche deux ou trois heures.

— Parfait! Demain matin, je vais plutôt poursuivre mon étude en regardant les budgets accordés à la police et aux avocats. Nous travaillerons ensemble demain après-midi.

Le lendemain matin, Maxime constate à la lumière des documents reçus que le budget total des opérations de la Ville a baissé de 12 % sur six ans. Par contre, le budget de la sécurité publique (police, incendie, sécurité civile) a augmenté de 5 %. Comme la sécurité publique représente environ 30 % du budget opérationnel total, une baisse de 12 % sur l'ensemble prouve que les autres départements ont subi des compressions très importantes.

Le budget consacré aux frais d'avocats est, pour sa part, passé de 40 000 \$ à 190 000 \$ en moyenne par année depuis que Moreau est là. Maxime ne peut s'empêcher de sourire en remarquant que certains comptes sont très peu explicites et souvent inscrits comme «consultations diverses» ou «étude du dossier», sans autre détail. Il songe aux propos de Bélanger voulant que les avocats de la Ville soient utilisés à des fins personnelles par Moreau. Les comptes ne contiennent souvent aucun nombre d'heures travaillées. Il est donc fort possible que la Ville ait payé pour autre chose que des affaires municipales. De plus, la plupart des factures d'avocats sont signées et approuvées par le directeur général ou le trésorier. Cependant, celles qui ne sont pas détaillées ne sont signées que par le maire. Ceci paraît bizarre aux yeux de Maxime. On retrouve par exemple des perles comme «consultations diverses» à 22 000 \$ et «étude du dossier» à 12 000 \$, sans aucune approbation de fonctionnaires et sans autre mention.

En après-midi, Maxime et Jean-Philippe continuent leur travail. Jean-Philippe soupire et dit en regardant Maxime :

— Ça ne se peut pas.

— Qu'est-ce qu'il y a, Jean-Philippe? Tu as trouvé une plus grosse énormité que celles d'hier?

— Écoute bien : un entrepreneur a bâti un duplex sans permis de construction, et lorsque l'urbanisme a voulu prendre des mesures contre lui, le CCU a recommandé au conseil de tout simplement lui accorder le permis sous prétexte que, la journée où le constructeur s'est présenté au service d'urbanisme, l'attente était trop longue pour obtenir un permis.

— Quoi? Que dis-tu là? Montre-moi ça. Ça n'a aucun sens!

Lalonde lit le document et pouffe de rire :

— Tu n'as pas lu la suite?

Sans attendre de réponse, il poursuit :

— La maison a été bâtie en empiétant de deux mètres sur la marge de recul. Ça signifie que la maison est plus près de la rue de deux mètres que toutes les autres sur la rue. Le permis a été accordé avec une dérogation mineure (ils auraient plutôt dû dire majeure), puisque c'était la faute du service de l'urbanisme. Le directeur du service, Jean Carpentier, s'y est fortement opposé, selon le procès-verbal, car la rue avait l'air difforme avec une maison ainsi avancée. Il exigeait sa démolition. J'avoue que tu en as trouvé une bonne. En plus, le directeur actuel du service d'urbanisme est Jean-Claude Gravel, ce qui signifie que Carpentier a quitté depuis, comme par hasard.

Les journalistes se rendent compte que les tarifs pour l'obtention de permis de construction ont diminué à deux reprises depuis que Moreau est en poste, soi-disant pour favoriser la construction.

En fin d'après-midi, Maxime déclare :

— Je crois que nous avons regardé tous les documents. Nous n'avons sûrement pas tout vu, mais j'ai de bons éléments pour écrire un article.

— Oui, Maxime, je commence à comprendre pourquoi tu te méfies de Moreau. Il n'est peut-être pas

autant au service des petits qu'il l'affirme. En tout cas, tu m'en dois une. La prochaine fois, c'est moi qui aurai besoin de tes services.

— Si je peux t'aider, ne te gêne pas. De toute façon, j'ai l'impression que nous aurons à retravailler ensemble dans les affaires de la ville de Granby. Tu sais, c'est même possible que l'UPAC débarque un jour avec le dossier des soumissions truquées.

Chapitre 23

Les budgets

Le mardi matin, Maxime décide de téléphoner au maire pour lui parler de ses tracas en ce qui concerne le budget de la police.

— Bonjour, monsieur Moreau, c'est Maxime Lalonde.

— Mes salutations, monsieur Lalonde. Et comment va votre charmante épouse ?

— Très bien, répond Maxime, que cette formule de politesse rend toujours aussi impatient. J'aurais quelques questions pour vous. Premièrement, comment se fait-il que les budgets des différents services municipaux aient tous baissé sauf celui de la police ?

— C'est tout à fait normal, monsieur Lalonde, nous avons été élus en promettant une rationalisation des dépenses. Nous avons tenu parole. Cependant, il ne fallait pas lésiner sur la sécurité des citoyens. Il est essentiel que tous puissent trouver, à Granby, la quiétude et la paix essentielles à notre vie en société.

— Et il n'y avait rien à couper dans un budget aussi gros que celui de la sécurité publique ? demande Maxime sur un ton incrédule.

— C'est bien la première fois qu'un journaliste nous reproche de ne pas avoir assez coupé, ricane Moreau. Le fait que le budget ait très peu augmenté en six ans est déjà, en soi, une réduction. Mais je vous le répète : la sécurité de nos gens n'a pas de prix.

— Autre chose, monsieur le maire. J'ai remarqué que le budget consacré aux frais d'avocats a augmenté de près de 500 % en six ans. Comment expliquez-vous cela ?

— Tout simplement par une plus grande rigueur. Le conseil actuel ne fait pas de passe-droits comme l'ancien conseil. Nous ne fermons pas les yeux dans les dossiers litigieux et nous ne réglons plus rien à l'amiable, car ça se faisait au désavantage de la ville. Ce conseil ne fera jamais preuve de négligence et de laxisme.

— Oui, répond Maxime, mais de là à ce que les frais soient cinq fois plus élevés, il me semble que c'est beaucoup. Est-ce que certains arrangements à l'amiable ne seraient pas au contraire plus avantageux pour la ville ?

— Écoutez, même s'il m'est impossible de le prouver, la Ville a épargné et récupéré des sommes très importantes qui font plus que compenser les dépenses accrues en frais d'avocats, ajoute le maire, soudain plus tranchant.

— Puisqu'il est question des factures d'avocats, j'ai remarqué que plusieurs ont été signées et approuvées par vous et non par les principaux cadres. De plus, elles ne contiennent aucun détail et on ne peut même pas savoir à quels dossiers elles sont reliées.

— Là, vous cherchez des poux. Quand c'est moi qui autorise une facture, c'est parce qu'elle concerne un sujet privé, comme des mesures disciplinaires ou des congédiements de cadres. Ces factures ne sont pas détaillées pour respecter la confidentialité.

Maxime perçoit très bien le ton acerbe de Moreau et choisit, pour le moment, de mettre fin à la conversation en évitant de parler de la réunion du 15 novembre 2012 et du fonctionnement du CCU.

Comme Lalonde travaille sur plusieurs dossiers, il croit souhaitable de rencontrer son supérieur pour que celui-ci l'aiguille sur la façon de procéder au cours des prochains jours. Il cogne donc à la porte du bureau de Guay et entre sans attendre de réponse. Il est quelque peu surpris de voir son patron debout, la tête en bas, dans une position de yoga que Cynthia a souvent prise devant lui.

— Je m'excuse, Michel, dit-il. Je reviendrai plus tard.

— Non, non, Maxime, tu peux entrer, indique Michel sans se redresser. Je faisais simplement quelques petits étirements. Ce que tu vois, c'est la position de la cigogne. Tu peux me parler, j'achève.

— Tel que je te l'ai dit au téléphone ce matin, je veux discuter avec toi de mes priorités pour les prochains jours. Tout d'abord, il y a une assemblée du conseil en fin d'après-midi sur les soumissions truquées.

Évidemment, je vais écrire là-dessus. Par la suite, je pourrais parler des budgets de police et d'avocats dont j'ai discuté avec monsieur le maire.

Maxime informe Guay de ses trouvailles à ce sujet et des réponses données par le maire. Il lui indique ensuite vouloir écrire sur la fameuse réunion du 15 novembre 2012 et sur les étranges découvertes qu'il a faites dans les procès-verbaux du comité consultatif d'urbanisme.

— Je te répète, Maxime, que je n'ai pas d'objection à ce que tu écrives ces articles, mais laisse toujours un droit de réplique au maire.

— Parfait. Normalement, je devrais publier demain un article sur l'assemblée du conseil de ce soir. Jeudi, il y aurait un article sur les dépenses en sécurité publique et en frais d'avocats, et probablement pour samedi ou le début de la semaine prochaine un papier sur le développement urbanistique de la ville. Mais je dois t'avouer que je sens, même si je rapporte des faits, que je dérange beaucoup le maire. Je suis en train d'égratigner tout son beau vernis.

— Pourvu que ce soient des faits et que le droit de réplique existe, il n'y a pas de problème, rappelle Guay maintenant assis à son bureau. Il ne faut pas oublier comment il nous a reçus l'autre jour. On a le droit de poser des questions. Je ne prends plus de risques avec Moreau. S'il me téléphone ou vient me voir, je l'enregistre, même si ce n'est pas éthiquement acceptable. S'il nous menace encore, que ce soit de nous enlever de la publicité ou de toute autre chose, son chantage se retournera contre lui. Tu devrais faire de même.

— Je vais suivre ton conseil. Je vois que tu es devenu plus dur avec lui que moi.

À dix-sept heures, le journaliste se rend à l'assemblée spéciale du conseil. Le maire explique qu'à la suite de la situation particulière qui a été portée à son attention par le journal, il a exercé son droit de veto concernant l'octroi du contrat sur la rue Bourget. Il s'exprime en ces termes :

— Étant donné ce que le directeur de l'information de *La Voix des Cantons* m'a dit, je ne pouvais pas laisser cette résolution avoir force de contrat. Je demande donc aux membres du conseil de voter à nouveau sur la résolution 127/02/2015, qui octroyait le contrat numéro 1-2015 à *Pavage Cormier* pour des travaux sur la rue Bourget.

Une résolution est immédiatement adoptée à l'unanimité annulant l'octroi du contrat.

— Je suis content de voir que l'ensemble du conseil appuie mon droit de veto. Vos élus ont toujours été honnêtes et ils ne peuvent accepter que les citoyens en doutent, ajoute le maire. J'aimerais maintenant avoir une résolution demandant au ministère des Affaires municipales de faire enquête dans ce dossier.

Encore une fois, tous les élus répondent favorablement à la demande du maire. Le conseiller Dion demande la parole :

— Monsieur le maire, il se passe des choses bien étranges à Granby depuis quelques mois. Nous avons eu des lettres anonymes, un feu criminel et maintenant des soumissions truquées. Il semble de plus en plus que quelque chose ne tourne pas rond au sein de votre administration. J'espère que le ministère pourra nous éclairer.

Moreau tente de l'interrompre, mais Dion poursuit en le dévisageant :

— Je veux absolument que toute la lumière soit faite dans ce dossier. S'il y a des élus ou des fonctionnaires à blâmer, ils devront démissionner ou être congédiés.

Le maire le regarde à son tour et répond avec mépris :

— Je vous ferai remarquer, monsieur Dion, que vous êtes membre de ce conseil et, donc, partie prenante de cette administration. Je n'apprécie pas du tout vos allusions. On s'en reparlera.

Comme il s'agit d'une assemblée spéciale, il n'y a qu'une période de questions et elle se situe à la fin de l'assemblée. Cinq personnes sont présentes dans la salle, et seul L'Artiste s'avance au micro. Il salue du bérêt comme à son habitude et demande :

— Je vois qu'il y a de la chicane dans l'air entre Votre Majesté et les hobereaux qui l'entourent. Je trouve cela bien dommage, ajoute-t-il en souriant. Avez-vous une idée de qui peut être à l'origine de ces étranges soumissions ?

Moreau essaie de garder contenance et réplique en gratifiant Vaillancourt d'un rictus sans joie :

— Comment avez-vous appelé les conseillers ?

— Des hobereaux, Monsieur l'Empereur. Voulez-vous que je vous l'épelle ? répond L'Artiste en ouvrant les bras.

— Non, ce ne sera pas nécessaire. J'ignore toutefois la signification de ce mot ou même s'il existe

vraiment, de dire le maire en parlant de plus en plus fort.

— Je vous incite à utiliser votre dictionnaire et je peux vous assurer que le mot existe, Monsieur le Marquis. Je répète tout de même ma question : qui, selon vous, est à l'origine de ces soumissions très révélatrices ?

Le maire répond en pointant Vaillancourt du doigt :

— J'espère seulement, monsieur, que ce ne sont pas des élus. Soyez certain que les coupables paieront.

L'Artiste semble se satisfaire de la colère qui monte chez son vis-à-vis. Il ajoute en agitant la tête :

— Votre Altesse, je ne comprends pas du tout que la corruption puisse se manifester ainsi au sein d'une administration aussi honnête.

Cette fois, Moreau en a assez. Il se lève et, en continuant de cibler L'Artiste avec son index, déclare d'un ton menaçant :

— Je suis un homme honnête et jamais je n'accepterai de voir ma réputation se faire ternir par qui que ce soit ! Je suis prêt à jurer que je ne suis impliqué d'aucune façon dans ces soumissions malhonnêtes.

Vaillancourt salue du béret avec insolence et ajoute sur un ton dédaigneux en retournant à sa place :

— Je vous crois, Votre Éminence, personne ne peut douter de votre grande honnêteté.

La séance est aussitôt levée. Maxime sent de plus en plus de désarroi chez le maire. Il décide de rencontrer L'Artiste pour voir s'il a eu des nouvelles concernant l'incendie. Il rejoint donc ce dernier dans la salle et lui demande :

— Est-ce que l'enquête policière a progressé de votre côté ?

— Quelque peu, monsieur Lalonde. Je sais maintenant avec certitude qu'il s'agit d'un incendie criminel. Selon ce que les policiers m'ont rapporté, il a été allumé par des professionnels. On n'a pas cherché à cacher le fait qu'il s'agissait d'un incendie criminel, mais on s'est assuré que tout brûle.

— Et savez-vous si les policiers ont des suspects dans le collimateur ? demande Maxime avec empathie.

— Ils me disent seulement que le travail ayant été fait par des spécialistes, il sera difficile de trouver les coupables, répond L'Artiste, qui semble encore dépassé par cet événement.

Le lendemain, l'article de la page trois porte sur l'assemblée du conseil de la veille et sur la querelle qui semble se dessiner entre le maire et le conseiller Dion. Maxime insiste particulièrement sur le fait que Dion veut savoir qui est à l'origine non seulement des soumissions truquées, mais aussi des lettres anonymes et du feu criminel.

Le jeudi, le journal publie un autre papier de Maxime qui porte sur le budget de sécurité publique, le seul à avoir augmenté au cours des six dernières années. L'article rapporte aussi les propos du maire sur la nécessité de consacrer un budget important à la police pour assurer la tranquillité des citoyens.

Un deuxième article raconte la montée fulgurante des frais d'avocats et indique que les factures sont souvent très peu détaillées et qu'il est impossible de savoir pour quel dossier les sommes ont été dépensées. De plus, les états de compte qui ne sont pas détaillés sont signés et approuvés par le maire seulement. Questionné à ce sujet, ce dernier a indiqué qu'il s'agissait de dossiers confidentiels de ressources humaines impliquant souvent des employés haut placés dans l'organigramme municipal. Voilà pourquoi le tout n'était approuvé que par lui et les factures ne contenaient que peu de détails. Maxime mentionne qu'il est tout de même un peu bizarre que des factures ne soient pas signées par au moins un des principaux cadres de la Ville. Ceci signifie que ces employés ne sont pas au courant des mandats confiés et ne peuvent nullement vérifier l'à-propos des dépenses impliquées. Pourtant, comme le maire le rappelle souvent, ils sont responsables des différents budgets et imputables en cas de dépassement. Or, au cours des six dernières années, ces dépenses en avocats ont été continuellement en forte hausse. Maxime indique aussi que les factures approuvées uniquement par le maire représentent près de 40 % des factures totales, ce qui est énorme. Si de pareilles sommes ont été dépensées seulement dans des dossiers litigieux de ressources humaines pour des cadres, il doit y avoir énormément d'employés qui font l'objet d'une enquête ou qui ont déjà été congédiés. Pourtant, seuls le directeur de l'urbanisme et le directeur général ont quitté leur poste au cours des dernières années.

Aussitôt arrivé au bureau ce matin-là, Maxime reçoit un appel de Moreau. Le maire lui dit d'un ton bourru :

— Vraiment, vous ne comprenez rien, monsieur Lalonde.

— Excusez-moi, monsieur le maire, je viens d'entrer. Laissez-moi enlever mon manteau, je vous reviens tout de suite.

Maxime met l'appel en attente et actionne le dispositif d'enregistrement.

— Que puis-je faire pour vous, monsieur le maire ?

Maxime sent de plus en plus d'impatience au bout de la ligne.

— Votre article de ce matin est tout à fait tendancieux. Je veux que vous publiiez demain quelque chose pour remettre le tout en contexte.

Maxime sourit et sent le besoin de se lever pour poursuivre la conversation.

— De quel article parlez-vous, monsieur le maire ?

— Celui sur les frais d'avocats. Je veux que vous écriviez un article pour préciser qu'un maire a tout à fait le droit d'autoriser des dépenses en signant des factures.

Maxime a de plus en plus de plaisir et réplique :

— Monsieur le maire, comment vos cadres peuvent-ils être responsables des budgets alors qu'ils ne sont même pas au courant des mandats confiés et ne peuvent pas vérifier les comptes présentés ?

— On voit que vous ne connaissez pas grand-chose au domaine municipal, monsieur Lalonde. Lorsque j'autorise une dépense en signant une facture, ce n'est qu'une étape. Pour que l'état de compte puisse être payé, il faut que le tout soit approuvé par le conseil dans la liste des comptes du mois. Je répète que plusieurs dépenses d'avocats sont confidentielles puisqu'elles concernent des cadres municipaux.

— Oui, mais avez-vous beaucoup d'employés-cadres qui font l'objet d'enquêtes ou de congédiements ?

— Comme vous le savez, le directeur général et le directeur de l'urbanisme sont partis au cours des dernières années. Il y a également eu des enquêtes sur d'autres employés qui pourraient éventuellement aboutir. De plus, nous étudions différentes structures pour notre fonctionnement hiérarchique, et avec la complexité du droit municipal, tout cela doit être analysé par des spécialistes du droit.

— Ne craignez-vous pas de créer un très mauvais climat avec toutes ces enquêtes ?

— Pour donner un rendement à la mesure des salaires faramineux que certains de nos employés reçoivent, il faut qu'ils se sentent épiés en tout temps.

— Wow ! Sans vouloir être insolent, monsieur le maire, vous devez avoir tout un climat de travail à la Ville. Je répète tout de même ma question : comment des cadres peuvent-ils être responsables de budgets sur lesquels ils n'ont aucun droit de regard ?

Maxime sent que Moreau est sur le point d'exploser. Celui-ci crie presque :

— Évidemment, monsieur, vous ne connaissez pas la Loi sur les cités et villes ! Je vais vous citer l'article 52, qui spécifie que « le maire exerce le droit de surveillance, d'investigation et de contrôle sur tous les départements et les fonctionnaires ou employés de la municipalité, et voit spécialement à ce que les revenus de la municipalité soient perçus et dépensés suivant la loi ». Est-ce que ce texte est assez clair pour vous, monsieur le journaliste ? Je vous répète que j'exige que vous corrigiez vos propos !

— C'est bien, monsieur le maire, je vais rapporter votre point de vue.

Moreau raccroche le téléphone sans les habituelles formules de politesse. Maxime sent que l' élu perd le contrôle de ses émotions. Il est évident que l'épisode des soumissions truquées lui a fait très mal.

Chapitre 24

La bourde

Le vendredi matin, Maxime décide de remplir par écrit une demande pour obtenir les budgets et les états financiers de la ville des sept dernières années. Il désire mieux étoffer ses différentes comparaisons. Il se rend par la suite au bureau du greffier à l'hôtel de ville et demande à la secrétaire :

— Est-ce que monsieur Corriveau serait disponible ?

— Avez-vous un rendez-vous ?

— Non, et s'il est trop occupé, je peux vous remettre ma demande écrite pour l'obtention de certains documents et vous verrez avec lui.

— Je sais qu'il est seul. Je vais lui demander s'il peut vous recevoir.

La secrétaire entre dans le bureau et en ressort accompagnée de son patron.

— Entrez, monsieur Lalonde, dit Corriveau avec empressement. Je suis en train de rédiger un règlement, mais je peux vous consacrer quelques minutes sans problème.

Maxime sourit intérieurement et suit son hôte dans son cabinet de travail.

— Que puis-je faire pour vous ? demande le greffier.

— Je vous ai préparé une petite lettre avec les documents dont j'aurais besoin pour mes recherches.

Maxime remet la lettre à Corriveau, qui la lit rapidement.

— Aucun problème, ce sont des documents publics et facilement accessibles. Si vous voulez les consulter sur place, je peux même vous donner l'accès immédiatement.

— Très gentil de votre part, monsieur Corriveau, mais je préférerais avoir une copie de ces documents, car je crois que j'aurai à travailler souvent sur les données qu'ils contiennent. Est-ce que je pourrais tout de même obtenir le tout assez rapidement ? risque Maxime.

— Il n'y a pas de problème. Nous avons une stagiaire avec nous pour quelques semaines. Je vais lui demander de faire une copie des documents. Vous pourrez venir les chercher dès lundi après-midi, rétorque le fonctionnaire avec enthousiasme. Est-ce qu'il y a autre chose ?

— Non, pas pour le moment. Mais il est possible que j'aie besoin d'autres écrits dans le futur.

— À votre service, monsieur Lalonde. En passant, et tout à fait entre nous, j'ai bien aimé vos billets d'hier, en particulier celui sur les honoraires des avocats.

— Entre nous aussi, chuchote Maxime, est-ce qu'il est possible que la Ville paie des honoraires de procureurs qui n'ont rien à voir avec des affaires municipales ?

Corriveau rougit et détourne le regard. Il ajoute :

— Avec l'emploi que j'ai, je ne peux pas aller plus loin dans mes commentaires. Je crois que vous comprenez très bien. Je vous encourage à poursuivre vos analyses. Votre recherche constante de la vérité fera de vous un excellent journaliste.

Les deux hommes se serrent la main, et Maxime quitte la mairie, convaincu que Corriveau, par loyauté envers son employeur, ne lui fournira jamais d'informations privilégiées. Par contre, il sera toujours prêt à lui donner le plus rapidement possible les documents dont il aura besoin.

De retour au journal, Lalonde rédige son texte sur la conversation qu'il a eue avec le maire la veille. Il insiste sur les pouvoirs consentis au premier magistrat par l'article 52 de la Loi sur les cités et villes. La rubrique est tout de même assez courte, presque un entrefilet, et Maxime a l'impression qu'elle se retrouvera dans un bas de page. Moreau ne sera sans doute pas très heureux.

Le journaliste téléphone ensuite au maire et met en marche son dispositif d'enregistrement. Il lui indique qu'il a quelques questions à lui poser.

— Et qu'est-ce qui advient, monsieur Lalonde, de mon article sur les pouvoirs du maire ? lui répond le premier magistrat avec agressivité.

— N'ayez crainte, monsieur Moreau, il est écrit et sera, sans doute, dans l'édition de demain.

Il y a un long silence au bout du fil.

— Je ne sais pas si je devrais répondre à vos questions, ajoute Moreau. J'ai toujours l'impression que

vous essayez de me piéger.

— Monsieur le maire, je n'ai aucun parti pris contre vous, répond Maxime en se calant dans son fauteuil. Mes articles sont basés sur des faits que je vérifie avant d'écrire. De plus, je vous laisse toujours un droit de réplique. Je ne sais vraiment pas ce que je peux faire de plus.

— Je veux bien vous donner une dernière chance de vous racheter, monsieur Lalonde, mais je suis tout de même hésitant.

Maxime essaie la flatterie :

— J'ai beaucoup d'admiration pour vous, monsieur Moreau. Je suis très conscient que vous avez fait de grandes choses pour cette ville et que vous cherchez toujours à aider vos concitoyens. Mais il est normal que le journal puisse à l'occasion ne pas être à 100 % d'accord avec vous. Je suis certain que vous comprenez cela. Je....

— Bon, bon... allons-y avec vos questions, l'interrompt Moreau.

— Monsieur le maire, le 15 novembre 2012 a eu lieu à l'hôtel de ville une rencontre qui a profondément modifié plusieurs paramètres du développement urbanistique de la ville. Ça vous dit quelque chose ?

— Oui... vaguement, poursuivez.

— Quelque vingt-trois personnes en plus des onze membres du conseil ont participé à cette réunion. Parmi eux, il y avait des entrepreneurs, des notaires, des architectes, des ingénieurs et aussi quelques citoyens qui ne semblent pas être dans le domaine de la construction.

— Oui, oui, ça me revient, affirme Moreau. Tous les citoyens présents étaient d'accord pour modifier plusieurs politiques municipales comme les taxes d'améliorations locales, les lots de coins de rue, la largeur des rues, les terrains vagues, etc. Ce fut effectivement une réunion très importante dans l'histoire récente de la ville.

Maxime mordille son crayon et poursuit :

— Plusieurs politiques différentes ont été adoptées lors de cette réunion à la suite des suggestions des participants. À première vue, ces mesures sont toutes favorables aux participants, qui sont impliqués de près ou de loin dans la construction à Granby. N'avez-vous pas l'impression que ces gens ont paqueté la salle et manipulé le conseil ?

Moreau répond sur un ton qu'il s'efforce de garder neutre :

— Je ne sais pas pourquoi vous dites ça. Les citoyens qui étaient présents venaient de toutes les couches de la société. Si je me rappelle bien, la réunion avait été convoquée par des avis publics. N'importe qui ayant à cœur le développement de la ville de Granby pouvait y assister. Peut-être qu'il y avait dans la salle un certain nombre de personnes du milieu de la construction, mais c'est tout à fait normal. Comme on dit : quand la construction va, tout va. Il faut donc écouter ces gens, qui sont souvent responsables de notre prospérité économique.

— Je suis d'accord avec vous, ces gens ont droit à une écoute attentive. Mais est-ce qu'ils doivent dicter toutes les politiques urbanistiques d'une ville ?

— Vous allez un peu loin, répond le maire. Comme vous l'avez dit, tous les membres du conseil étaient là et ont choisi de répondre favorablement aux demandes formulées.

— Oui, mais souvent à six contre cinq.

— Et puis, c'est ça la démocratie. C'est la majorité qui décide. Les mesures qui ont été adoptées sont très bonnes, puisque la prospérité économique de notre ville s'est grandement améliorée grâce à ces nouvelles règles.

— Ne voyez rien de personnel dans mes questions, monsieur le maire, mais est-ce qu'il est normal pour une ville de s'endetter pour financer des entrepreneurs ? Je parle évidemment des taxes d'améliorations locales. De plus, vous avez décidé lors de cette réunion d'accorder des subventions sous forme de remises de taxes pour les nouvelles résidences. Plusieurs personnes prétendent que cela ne sert qu'à enrichir les promoteurs alors que les citoyens n'en tirent aucun bénéfice. En somme, le prix des maisons monte, et ce sont les entrepreneurs qui empochent.

— J'espère que ce n'est pas votre opinion, monsieur Lalonde. Les gens qui répandent de pareilles foutaises sont les mêmes universitaires déconnectés qui, en citant d'autres études, prétendent qu'il n'est pas payant pour une ville d'accueillir des résidences unifamiliales.

— Merci de vos réponses très franches. J'aurais deux ou trois autres questions. En feuilletant les procès-verbaux du comité consultatif d'urbanisme, j'ai noté deux ou trois situations qui me paraissent étranges.

— Vraiment, monsieur Lalonde, vous me semblez avoir beaucoup de temps à perdre. Pour moi, chaque minute est très précieuse. Alors faites ça vite.

Maxime sent que le maire est sur le point de s'enflammer.

— Je vais faire cela rapidement, monsieur le maire. Pourquoi le CCU a-t-il recommandé un échange de terrains entre la Ville et un promoteur dans le secteur de la rue Saint-Charles ? Cet échange semble très peu profitable à la Ville, puisqu'elle hérite d'un marécage alors que le citoyen récupère de l'espace permettant la construction de douze résidences.

— Vous n'avez jamais entendu parler de cela, la protection de l'environnement ? soupire le maire. J'espère que je ne vous apprends pas que les milieux humides purifient l'eau et permettent la présence de plusieurs espèces animales qui, autrement, disparaîtraient. Tout cela n'a pas de prix.

— Oui, je comprends, mais le citoyen n'aurait pas pu bâtir à cet endroit de toute façon, n'est-ce pas ?

— C'est ridicule ! fulmine le maire. Une dernière question.

— D'accord, monsieur le maire. Sur la rue de L'Émeraude, vous avez changé le zonage d'unifamilial à bifamilial pour trois terrains au milieu de la rue. Comment expliquez-vous cela ?

Le maire se met à ricaner, ce qui inquiète Maxime.

— Vous vous pensez très intelligent, monsieur Lalonde. Je ne sais pas qui vous aiguille dans vos recherches, mais, cette fois, vous vous trompez royalement. Le zonage n'a jamais été changé à cet endroit. Êtes-vous journaliste ou fouineur de poubelles ?

— Pourtant, le CCU en a bel et bien fait la recommandation au conseil et celui-ci l'a acceptée, explique Maxime, beaucoup moins sûr de lui.

— Je vois que vous n'êtes qu'un néophyte dans le domaine municipal, attaque le maire. Pour qu'un règlement de zonage dans un secteur entre en vigueur, il ne faut pas que les citoyens s'y opposent. Dans ce cas-ci, les citoyens se sont prononcés contre. Si vous vous étiez donné la peine de vérifier, vous auriez pu voir que trois résidences unifamiliales ont été bâties sur ses trois terrains.

Le journaliste est ébranlé, mais essaie de ne rien laisser paraître.

— Je m'excuse de mon erreur, mais le conseil était tout de même d'accord, n'est-ce pas ?

Moreau sent qu'il a repris le dessus et répond sur un ton méprisant :

— Le conseil a tout simplement adopté le règlement pour que les citoyens décident. Nous sommes toujours, et dans tous les dossiers, au service de nos commettants.

Maxime réalise qu'il a perdu la bataille, mais tente une dernière question :

— J'ai aussi remarqué un autre dossier dans lequel le directeur de l'urbanisme voulait faire démolir une maison bâtie plus de deux mètres à l'intérieur de la marge de recul...

Moreau coupe brutalement la parole au journaliste :

— Je n'ai plus de temps à perdre avec une personne qui va à la pêche et qui ne connaît pas ses dossiers. Je suis attendu à une réunion importante, et ce n'est pas une verte recrue qui va me retarder

Maxime, désespéré, entend la ligne qui se coupe. Moreau a raccroché. Le journaliste s'est tellement senti écrasé par le maire qu'il en tremble. Il réécoute l'enregistrement, abasourdi. Il téléphone finalement à Guay et lui demande de le recevoir. Quelques minutes plus tard, il entre dans le bureau de son patron en disant :

— Je ne suis pas très fier de moi, Michel. J'aimerais que tu écoutes l'enregistrement de ma conversation avec le maire.

— Ferme la porte, Maxime, je ne veux pas que quelqu'un d'autre entende ça.

Guay s'installe confortablement dans son fauteuil pendant que Maxime, assis sur une chaise, fixe le plancher.

— Je me suis vraiment laissé prendre comme un débutant, regrette le journaliste une fois l'écoute terminée.

— Oui, mais tu es un débutant, Maxime. Le reste de l'entrevue est excellent. On sent que tu l'attires lentement dans ton piège, mais, au moment où la trappe est sur le point de se refermer sur le homard, il réussit à couper les cordages que tu as mal ficelés. Sans cette erreur, l'entrevue serait parfaite. De plus, je ne suis pas certain que le but du conseil était de laisser les citoyens décider. Je pense plutôt que ces derniers ont contrecarré les plans du conseil.

— Oui, mais cela aurait été facile de me rendre tout simplement sur la rue de L'Émeraude pour constater que ces duplex n'ont pas été bâtis, rétorque Maxime, toujours en colère contre lui. En voyant les bungalows, je n'aurais eu qu'à vérifier ce qui était advenu du règlement de changement de zonage. Je suis parfois bête.

Guay place ses mains derrière sa nuque et sourit :

— C'est ça notre métier, Maxime, il faut toujours fouiller avant d'affirmer quoi que ce soit. Malheureusement, la réalité des heures de tombée nous oblige souvent à faire vite.

— Et qu'est-ce qu'on fait maintenant ? Je ne peux quand même pas passer tout cela sous silence.

— Tu publies, et on va même trouver un beau titre racoleur qui déplaira sans doute à Moreau. Mais il faut absolument que tu avoues ton erreur dans l'article, sans quoi le maire se servira de cela pour démolir tout ce que tu y racontes. Fais preuve d'humilité. Relate vraiment pourquoi et comment tu t'es trompé. Il n'aura plus aucun argument pour te descendre en flammes.

— Tu as sans doute raison, soupire Maxime en relevant la tête. Dès le moment où il a découvert mon erreur, il a commencé à se moquer de moi et à me mépriser. Je n'ai d'autre choix que d'admettre ma bourde. Merci, Michel.

Chapitre 25

Les budgets (suite)

Maxime et Cynthia sont, comme aime le dire cette dernière, «partis en mini voyage de noces» toute la fin de semaine. Les amoureux sentaient le besoin de se dorloter et de se faire bichonner quelques heures. Le lundi, en marchant vers le travail dans le froid mordant de cette fin février, Maxime se remémore ce délicieux week-end.

À la suggestion de Nicole, la femme de Michel Guay, les tourtereaux se sont retrouvés, une semaine après la Saint-Valentin, à l'Auberge *West Brome*. Ils en ont profité pour skier quelques heures à Sutton et faire de la raquette sur le domaine de l'auberge. Leur forfait comprenait un massage pour deux aux pierres chaudes qui leur a fait le plus grand bien. Leurs papilles gustatives, quant à elles, n'ont pas été déçues. Le samedi soir, ils ont dégusté, au bar de l'auberge, un apéritif unique créé par Antoine Prudhomme, le maître d'hôtel, et appelé «Le Diamant Jaune». Cette boisson, composée d'un gin québécois, l'Ungava, de liqueur de sureau et d'un sorbet, était tout simplement exquise. Et que dire du savoureux souper pris en tête-à-tête dans la salle à manger? Les mets portaient des noms évocateurs tels que : soupe à l'oignon gratinée au fromage Alfred le fermier, bisque de homard à la courge musquée, cuisse de canard de Lac-Brome confite avec gnocchis maison dans son jus de viande forestier, saumon de l'Atlantique au parfum de gin Ungava et coriandre, etc.

Maxime repense aux doux moments d'intimité vécus avec sa merveilleuse compagne. Il se dit qu'il faudra songer à remercier Nicole pour cette magnifique suggestion. Bien sûr, le couple ne pourra pas se payer ce genre de fin de semaine trop souvent, mais Maxime est très content de ces deux journées extraordinaires.

C'est donc tout ragaillardi qu'il se présente au bureau. Il n'a même pas lu son article de samedi sur la construction résidentielle à Granby. En fait, Cynthia lui a immédiatement coupé la parole les deux fois où il a voulu parler de sa bourde de vendredi. Donc, il a presque oublié l'article en question.

En entrant, il saisit un exemplaire du journal de la fin de semaine et voit que Guay a tenu parole. Le papier de Maxime a un titre racoleur. Sur la une, la manchette se lit comme suit : «Qui dicte les politiques de développement résidentiel à Granby?» L'article de la page trois indique que les nouvelles politiques urbanistiques mises en place il y a deux ans ont été commandées par des groupes de citoyens très intéressés. Le papier fait également mention des propos du maire concernant, en particulier, les «universitaires déconnectés». Une deuxième section de la chronique parle de l'échange étrange du terrain marécageux et rapporte la réponse de Moreau aux interrogations du journaliste. Après cela, on peut lire que Maxime croyait que le zonage avait été changé sur la rue de L'Émeraude pour permettre la construction de trois duplex parmi plus d'une vingtaine de bungalows, ce qui aurait été, à tout le moins, inhabituel. Il avoue avoir interrogé le maire à ce propos et avoir vite compris que ce changement de zonage n'avait pas eu lieu, puisque les citoyens du secteur l'avaient bloqué. Il admet ne pas avoir poussé assez loin ses recherches à ce sujet. Il ajoute : «J'aurais dû vérifier si le changement de zonage était effectivement entré en vigueur avant de sauter aux conclusions. Je demande aux lecteurs de me pardonner cette erreur de jeunesse». Le journaliste se dit que le maire ne doit pas être très heureux du titre de la chronique, d'autant plus que le texte sur les pouvoirs d'autoriser les dépenses en vertu de l'article 52, lui, se retrouve tout en bas de la page six.

Au début de l'après-midi, comme prévu, Maxime se présente à la mairie pour récupérer les budgets et les états financiers. La secrétaire de Corriveau l'informe que celui-ci a gardé les documents dans son bureau et qu'il aimerait le rencontrer. Maxime songe que Corriveau est vraiment devenu un allié précieux. La secrétaire cogne à la porte et indique au greffier que le journaliste est là. Il répond :

— Faites-le entrer, madame.

Maxime rejoint Corriveau dans son bureau.

— Je n'ai pas téléphoné avant de venir, s'excuse-t-il, mais j'imagine que mes documents sont prêts...

— Oui, oui. Quand je promets, je livre la marchandise, répond Corriveau en enlevant lentement ses lunettes.

Il se tourne vers sa crédence et y prend une série de documents qu'il dépose sur son bureau.

— C'est moins volumineux que l'autre jour, dit-il, mais votre serviette sera certainement pleine.

— Je tiens à vous remercier de votre diligence, monsieur Corriveau.

— Et moi, je vous complimente pour la grande rigueur et la remarquable humilité dont vous avez fait preuve dans votre article de samedi.

Maxime est un peu surpris que Corriveau s'exprime aussi ouvertement. Toutefois, ce dernier rougit et ajoute immédiatement :

- Évidemment, je ne vous ai jamais dit cela.
- Évidemment... répond Maxime en faisant un clin d'œil.

De retour au bureau, Maxime épluche rapidement les états financiers et les budgets et prend beaucoup de notes. Il constate, par exemple, que les achats de livres à la bibliothèque ont grandement diminué. En fait, la facture globale des achats de livres prévue pour 2015 n'est que de 54 000 \$. Pour l'année 2013, soit la dernière où les états financiers vérifiés sont disponibles, les achats se sont chiffrés à 53 000 \$. Par contre, lors des deux dernières années avant l'arrivée de Moreau, la moyenne des achats était de 285 000 \$. Le journaliste constate également que le budget total de la bibliothèque a baissé de 20,2 % depuis six ans. Il se promet dès le lendemain d'appeler des villes comparables pour voir quel est leur budget.

Il fait tellement froid le lendemain matin que Cynthia, emmitouflée dans son beau manteau de fourrure synthétique, décide de reconduire Maxime au travail.

— Tu crois que l'auto va démarrer, Maxime? Il fait bien -30 °C, et ça commence à être une vieille minoune⁴.

— Écoute, ma belle Saguenéenne, elle partait l'hiver dernier à Chicoutimi et il faisait pas mal plus froid que ça.

— Oui, mais elle a un an de plus, tout comme toi.

— En effet, madame, mais je pars encore au quart de tour quand on sait bien me manipuler, répond Maxime en riant.

Cynthia place la clé dans le démarreur et tourne. La Toyota crache et tousse. Au bout de deux ou trois secondes, le moteur démarre lentement, puis accélère.

— Au quart de tour... vraiment... se gausse gentiment Cynthia.

Les deux complices se bidonnent.

Au cours de l'avant-midi, Maxime poursuit ses recherches. Il constate que les revenus provenant de la tarification dans la section loisirs et culture du budget, c'est-à-dire tout ce qui concerne les patinoires, la piscine, la bibliothèque, les terrains de jeux et autres, ont augmenté de 14,4 %. Pourtant, le budget complet de cette section a baissé de 17,9 %. En somme, la Ville dépense moins qu'avant, mais les services sont devenus plus coûteux pour les usagers. Donc, on réduit les dépenses, on augmente les revenus de tarification et ceci permet de baisser les taxes. Il songe à sa chronique d'il y a quelques semaines concernant les *utilisateurs-payeurs*. Il constate à nouveau que les gens paient de plus en plus cher pour de moins en moins de services. Les usagers ne bénéficient pas de la baisse des dépenses, au contraire. Maxime poursuit sa recherche et se rend compte que le budget du service d'urbanisme a diminué de 14 %. Il y a, à cet endroit, deux employés de moins qu'à l'époque. Son enquête lui permet aussi de voir qu'au cours des six dernières années, la Ville a vendu 16 millions d'actifs, à savoir des terrains et des machineries. Tous ces éléments avaient été acquis par les anciennes administrations. Ceci a grandement aidé la Ville, sous la gouverne de Moreau, à avoir de bons résultats.

En après-midi, le journaliste téléphone dans cinq villes comparables pour établir la position de Granby dans la section loisirs et culture, notamment en ce qui concerne la bibliothèque et les achats de livres. Granby est celle qui a le plus petit budget pour chacun des trois éléments. En gros, la municipalité se situe 16,3 % plus bas que la moyenne. Pour la bibliothèque seulement, il s'agit de 18,6 %. En ce qui concerne les achats de livres, la moyenne est de 322 000 \$ comparativement à 54 000 \$ à Granby. Maxime n'en revient pas.

Il appelle le maire pour avoir ses commentaires. C'est la secrétaire qui répond :

- Bureau du maire, bonjour! Louise Laprise à votre service. Que puis-je faire pour vous?
- Bonjour, madame, est-ce qu'il serait possible de parler au maire?
- C'est de la part de qui?
- Le journaliste, Maxime Lalonde.
- Je vais voir s'il est à son bureau. Un instant, s'il vous plaît.

Au bout d'une minute, la secrétaire revient :

4. Expression québécoise signifiant tacot, vieille voiture.

— Je regrette, je croyais qu'il était dans son bureau, mais il n'y est pas. Puis-je prendre un message ?

— Ce n'est pas nécessaire, je vais le contacter sur son cellulaire.

Maxime compose le numéro et se heurte à la boîte vocale :

— Chers amis, citoyens de Granby, vous avez bien rejoint la boîte vocale de votre premier magistrat, monsieur Denis Moreau. Laissez-moi un message détaillé après la tonalité.

« Quel message pompeux », se dit Maxime, qui se doute bien que le maire ne veut pas lui parler. Il n'a probablement pas aimé le journal de samedi. D'ailleurs, sur le compte *Twitter* de Moreau, il a lu, hier, une phrase plutôt méprisante pour le journal. Selon lui, le quotidien recherche continuellement le sensationnalisme et publie des faussetés. Le journaliste décide tout de même de laisser un message :

— Monsieur le maire, c'est Maxime Lalonde. Je vous appelais parce que je suis en train d'écrire un article sur les budgets de la ville, et en particulier sur ceux de la bibliothèque, de la section loisirs et culture en général et de l'urbanisme. J'aimerais avoir vos commentaires. Si vous ne m'avez pas rappelé avant dix-sept heures, je terminerai mon article sans vos commentaires et il sera publié demain. Par contre, si vous avez des éclaircissements à me donner demain, c'est avec plaisir que j'écirai une autre chronique pour l'édition suivante du journal. Merci de votre collaboration.

Maxime écrit son papier en tentant de démontrer que les usagers assument une partie de plus en plus grande des dépenses en loisir. Or, ces dépenses baissent de beaucoup, et ceci ne semble pas dû à une plus grande rigueur administrative. En effet, quand on regarde, par exemple, les dépenses en achat de livres, elles ne représentent plus que 19 % de ce qu'elles étaient il y a six ans. Il est donc indéfendable d'affirmer offrir les mêmes services. Maxime, un peu nerveux, vérifie et revérifie ses chiffres. Il ne veut surtout pas faire une autre erreur. Il consulte sa montre. Il est dix-sept heures quarante-cinq. Le maire n'a pas téléphoné. L'article sera donc publié demain. Reste à savoir ce que ces patrons choisiront comme titre. Maxime rédige aussi un article plus court sur la baisse du budget et du nombre d'employés à l'urbanisme.

Chapitre 26

Dion candidat

Le journal du lendemain titre : « Les services aux citoyens ont-ils diminué à Granby ? » L'article de Maxime fait état de la baisse des budgets d'à peu près tous les services, sauf celui de la sécurité publique. Il conclut qu'il serait très étonnant que, après ces baisses, les services comme tels n'aient pas diminué. Évidemment, il cite l'exemple flagrant des achats de livres.

Dans un deuxième article, le journaliste fait part de la suppression de deux postes au service de l'urbanisme. Il a examiné les statistiques de construction, mais n'a pas vu de baisse, pas plus d'ailleurs qu'il n'y a eu de hausse significative. Pourtant, les mesures urbanistiques dont le journal a fait état dans son édition de samedi dernier auraient dû, selon le maire, donner une poussée très importante à ce secteur. Cette abolition de deux postes signifie donc probablement qu'il y avait trop de personnel auparavant ou que les contrôles entourant les permis ont été réduits de façon importante.

Maxime se dit qu'avec de tels articles, le maire voudra certainement commenter. Il décide donc de lui téléphoner. Comme la veille, c'est madame Laprise qui lui répond :

- Je regrette, je n'ai pas vu monsieur le maire ce matin.
- Je vais essayer de le rejoindre sur son cellulaire. Merci.
- Bonne chance, monsieur Lalonde.

Maxime n'obtient pas plus de succès sur le cellulaire et laisse un message :

— Monsieur Moreau, c'est Maxime Lalonde. J'aimerais pouvoir rapporter vos commentaires à propos des deux articles de ce matin. Pouvez-vous me rappeler dès que possible ? Merci.

Maxime décide de faire une vérification. Il enfle son manteau et ses bottes et marche jusqu'à l'hôtel de ville. Sans surprise, il aperçoit l'auto du maire dans le stationnement. Moreau ne veut donc probablement pas lui parler. Il retourne au journal en profitant de l'air beaucoup moins froid que lors des dernières journées.

Ne pouvant obtenir les commentaires du maire, Maxime se résout à appeler quelques conseillers. Son premier appel, il le fait à Isabelle Robert.

— Bonjour, madame Robert, c'est Maxime Lalonde.

— Bonjour, monsieur le journaliste, vous êtes un homme très actif par les temps qui courent, répond-elle sur un ton agacé.

— J'essaie de renseigner nos lecteurs le mieux possible, ajoute Maxime.

— Ouais, ouais... que puis-je faire pour vous aujourd'hui ?

— Merci de votre collaboration. J'aimerais avoir vos commentaires sur l'article du journal de samedi concernant le pouvoir que semblent avoir sur le conseil différentes personnes liées de très près au milieu de la construction.

— Si vous parlez de la fameuse réunion du 15 novembre 2012, je n'étais pas conseillère à l'époque et je n'ai donc pas de commentaires à faire. Par contre, il est normal qu'un conseil tienne compte des arguments avancés par les gens qui développent la ville.

— Puis-je vous poser d'autres questions ?

— Pourvu que ce ne soit pas trop long. Je dois rejoindre une amie au centre commercial tantôt, dit-elle d'une voix peu engageante.

— Pour ce qui est des articles de ce matin, êtes-vous d'accord pour dire que les services à la population ont diminué à Granby ?

— Il n'y a eu aucune diminution de services. Il n'y a eu que de la rationalisation dans la façon de les distribuer, explique la conseillère de plus en plus acerbe.

— Mais vous admettez que la baisse du budget d'achat de livres à la bibliothèque, ce n'est pas de la fiction ?

— Monsieur Lalonde, vous êtes vraiment tenace. Qu'est-ce qui vous dit que nous n'en avons pas trop acheté dans le passé ?

— Écoutez, il y a des milliers de nouveaux livres qui se publient dans le monde tous les jours. Je comprends que Granby ne peut pas tous les acheter. Cependant, d'après moi, on ne peut pas justifier le faible achat de livres qui se fait maintenant par de soi-disant achats trop importants dans le passé. En somme, trop de livres achetés il y a six ans ne justifient pas ce qui se passe actuellement.

— Bon, je dois vous quitter. Comme je vous l'ai dit, je suis attendue, termine-t-elle d'une voix courroucée.

— Merci de votre collaboration, madame Robert.

En raccrochant, Maxime se dit qu'il n'y a pas pire sourd que celui qui ne veut pas entendre. Son prochain appel est pour le conseiller Luc Harpin.

— Bonjour, monsieur Harpin, c'est Maxime Lalonde.

— Oui, le journaliste qui pense que nous n'avons rien fait pour les citoyens de Granby.

— Je n'ai jamais prétendu cela, monsieur le conseiller.

— En tout cas, ça sonne souvent comme ça. Que voulez-vous? ajoute Harpin avec une intonation presque vitriolique.

— Je tente seulement de faire mon travail, monsieur Harpin. Que pensez-vous de l'article de samedi sur l'influence des promoteurs dans les décisions urbanistiques de la Ville? Je crois que vous étiez conseiller en 2012, n'est-ce pas?

— Oui, j'étais conseiller et je suis fier des décisions qui ont été prises. Il est normal que des promoteurs influencent le devenir d'une ville. Ces gens n'ont fait que des suggestions, et le conseil souverain a décidé de les suivre parce qu'elles étaient logiques. Dans la vie, on essaie toujours de suivre les conseils d'une personne qui s'y connaît mieux que soi. C'est normal, non? Nommez-moi une de ces mesures, monsieur Lalonde, qui n'a pas aidé la ville de Granby.

— Pourtant, la construction n'a pas augmenté depuis ou très peu...

— Si vous aviez été à notre place, tout serait beau aujourd'hui sans doute? N'avez-vous jamais pensé que si nous n'avions pas fait cela, la construction se serait peut-être effondrée à Granby? Sans l'administration Moreau, il est certain que la ville aurait frappé un mur.

— C'est votre opinion, et je la respecte. Pour ce qui est des articles de ce matin, êtes-vous d'accord pour dire que les services ont diminué dans notre ville?

— C'est tout à fait faux! Ce n'est pas parce que les budgets diminuent que les services suivent la même courbe. L'administration Laurin dépensait sans compter, et les citoyens n'étaient pas mieux servis.

— Écoutez, vous ne pouvez certainement pas prétendre que le fait d'avoir un budget d'achat de livres qui représente 19 % de ce qu'il était auparavant ne prouve pas qu'il y a eu des réductions.

— Vraiment, monsieur Lalonde, dites et écrivez ce que vous voulez. Ça ne donne rien d'acheter des livres que personne ne lit et qui restent sur les tablettes. Bonne journée.

Sur ce, Harpin raccroche. Maxime se questionne. Il est évident qu'il s'est mis à dos la plupart des membres du conseil. Il s'inquiète. Est-ce qu'ils ne finiront pas par avoir sa tête? Il ne fait pourtant que rapporter des faits et des vérités.

Il téléphone au conseiller Jean Lamontagne, mais celui-ci est absent. Maxime lui laisse un message. Il parvient cependant à joindre le conseiller René Godbout.

— Bonjour, monsieur Godbout, Maxime Lalonde à l'appareil.

— Bonjour, monsieur Lalonde, salue Godbout, qui semble moins tranchant que les deux autres. Que puis-je faire pour vous?

— Je voudrais votre opinion sur l'article de samedi concernant le développement urbanistique de la ville. Est-ce que vous êtes d'accord pour dire que ce sont les promoteurs qui ont dicté les grandes mesures mises en place à la suite de la réunion du 15 novembre 2012?

— Évidemment. Je n'étais pas conseiller à ce moment-là, mais je suis tout à fait d'accord avec les mesures adoptées.

— Croyez-vous que la Ville a trop écouté les promoteurs?

Godbout répond sans hésiter :

— Pas du tout. Ces gens-là sont des experts, il est normal de les écouter.

— D'accord. Que pensez-vous maintenant de mes articles de ce matin concernant les baisses de services?

— Je trouve vos articles bien écrits, monsieur Lalonde. C'est vrai qu'il y a eu des diminutions de certains services. Dans la vie, on se paie ce qu'on a les moyens de se payer. La ville a trop longtemps vécu au-dessus de ses moyens.

Maxime est surpris de ce point de vue différent. Il questionne :

— Trouvez-vous normal que le budget d'achat de livres ne représente plus que 19 % de ce qu'il était auparavant?

— C'est peut-être un peu bas effectivement, mais quand nous aurons fini d'éliminer la dette et que notre

taux de taxes sera beaucoup plus acceptable, nous pourrions penser à réinvestir dans ce secteur et dans d'autres.

Le journaliste constate que Godbout est beaucoup plus articulé qu'il ne le croyait.

— Et pour ce qui est des compressions dans le service d'urbanisme, qu'en pensez-vous ?

— Comme vous le dites dans votre article, nous avons diminué les contrôles, qui étaient excessifs. Plusieurs types de permis ne sont plus nécessaires aujourd'hui et c'est tant mieux. Ceci nous a permis de réorganiser le service et de diminuer les effectifs.

— Merci d'avoir répondu à mes questions, monsieur Godbout, et bonne journée.

Pour Maxime, il est évident que Godbout a une philosophie assez conservatrice. Il semble toutefois plus capable que les autres de défendre ses positions. Le téléphone sonne. C'est le conseiller Jean Lamontagne qui rappelle :

— Vous m'avez appelé, monsieur Lalonde ?

— Oui. J'aimerais avoir vos commentaires concernant l'article de samedi, selon lequel les promoteurs semblent dicter les politiques urbanistiques à Granby.

— Oui, je me souviens d'avoir lu ça, dit Lamontagne avec hésitation.

— Et qu'en pensez-vous, puisque vous étiez à la réunion du 15 novembre 2012 ?

Lamontagne semble de plus en plus mal à l'aise. Sa réponse est peu cohérente :

— J'ai mon opinion là-dessus, mais je ne suis pas certain que... peut-être... il faudrait...

Maxime l'interrompt :

— Où voulez-vous en venir exactement ?

— C'est une question intéressante à laquelle il est difficile de répondre simplement....

— Et... insiste Maxime.

Le journaliste imagine son interlocuteur en train de se mordre les lèvres.

— Écoutez, avez-vous téléphoné au maire ? Je pense qu'il est plus qualifié que moi pour répondre à cette question.

— Je n'ai pas encore réussi à le joindre, sourit Maxime. J'essaie donc d'obtenir l'opinion des autres membres du conseil.

— Je pense que vous saisissez... euh... ce que je veux vous dire...

— Je comprends que vous me dites, au fond, que c'est le maire qui répond à ce type de question.

— Vous avez bien saisi.

Maxime voit qu'il ne vaut pas la peine de poser d'autres questions. Il met fin à la conversation. Alors qu'il est en train de rédiger son article compilant les opinions recueillies auprès des élus, son téléphone sonne à nouveau. C'est le conseiller Jean Dion.

— Bonjour, monsieur Lalonde. Je vous appelle pour vous féliciter pour vos articles de ce matin.

« Quoi ? » songe Maxime. Dion poursuit :

— J'ai lu votre papier de samedi concernant les promoteurs et le CCU. Je n'étais pas un élu en novembre 2012. Toutefois, il me semble que le conseil de l'époque a montré une soumission presque déshonorante devant les promoteurs cette journée-là. Certaines des mesures mises en place étaient sans doute justifiées, mais d'autres beaucoup moins.

— Et quelles sont les mesures que vous jugez non appropriées ?

— Écoutez, je pense que les subventions pour les nouvelles résidences n'auraient jamais dû être mises en place. Ce programme ne fait qu'enrichir les constructeurs. Les taux de taxes pour les terrains vagues desservis n'auraient pas dû baisser non plus.

— Je vais vous citer là-dessus, monsieur Dion.

— Ne vous en faites pas, vous allez pouvoir me citer amplement au cours des prochains mois.

— Pourquoi me dites-vous ça ? demande Maxime, quelque peu ébahi.

— Ne soyez pas impatient, ricane Dion. Je veux parler aussi des baisses de services. Je mets en doute, depuis que j'ai été élu, les réductions de services aux citoyens. Je suis d'accord, il fallait replacer la ville sur les rails, mais il fallait le faire avec une locomotive capable d'avancer. Là, il n'y a plus de bouilloire dans la locomotive. Trop, c'est trop.

— Et si on laissait faire les métaphores. Que voulez-vous dire au juste ?

— Votre article est exact, monsieur Lalonde, on donne moins de services au citoyen-utilisateur et on lui charge plus cher. Vous en avez fait la preuve sans équivoque. Si on continue de diminuer les budgets d'achat

de livres, les gens ne pourront bientôt plus lire que *La Voix des Cantons* à la bibliothèque, répond Dion en riant.

— Et qu’entendez-vous faire pour changer cela ? réplique Maxime quelque peu surpris.

— Tout d’abord, j’aimerais demander au ministère des Affaires municipales de faire la lumière sur ce qui se passe à Granby depuis quelques semaines. Le mandat de l’enquête devrait être élargi à toute l’administration municipale. Je crois que le maire en mène beaucoup trop large au CCU et à la Ville. Ce n’est pas normal que nous ayons eu récemment un feu criminel chez une personne qui critique l’administration municipale, sans parler, bien sûr, des deux lettres anonymes qui ont défrayé les manchettes.

— Wow ! Monsieur Dion, vous êtes vraiment sérieux ? Croyez-vous que le reste du conseil va vous suivre dans votre demande d’enquête élargie ?

— Je ne sais pas. Mais je vais essayer de faire modifier en ce sens le mandat confié au ministère lors d’une prochaine assemblée du conseil.

— Et si ça ne fonctionne pas, n’avez-vous pas peur des représailles ?

— Des représailles de qui, monsieur Lalonde ?

— Je crains fort que vous ne vous mettiez le maire et une bonne partie du conseil à dos.

— Peut-être que vous vous trompez et que certains conseillers seront de mon côté.

— D’après les entretiens que j’ai eus avec plusieurs d’entre eux, je doute fort que vous ayez raison.

— De toute façon, j’ai autre chose de très important à vous annoncer. Vous allez voir que les autres membres du conseil devront éventuellement se brancher.

— Et de quoi s’agit-il ?

— Je vous annonce officiellement, monsieur le journaliste, que je serai candidat à la mairie aux prochaines élections municipales prévues en novembre 2017.

— Je ne m’attendais pas à cela, répond Maxime, très étonné. J’imagine que d’ici l’élection, vous deviendrez en quelque sorte le chef de l’opposition, en espérant que d’autres élus vous appuieront.

— Vous avez tout compris.

— Et quel sera votre programme ?

— Évidemment, il est un peu tôt pour définir ma planification électorale. Je pense toutefois que l’élément de base sera la transparence. Cette transparence nous permettra d’être au service des citoyens et non d’un groupe de citoyens seulement. Il faudra aussi mettre en place un code de déontologie plus sévère pour les élus.

— J’espère que vous comprenez que vous serez en première page du journal de demain et qu’à partir de là, la campagne électorale sera presque en marche.

— Je n’en attendais pas moins, acquiesce Dion. Il faut que les citoyens de Granby sachent le plus tôt possible qu’il y a une solution de rechange à ce que nous vivons actuellement.

— Vous savez que monsieur Moreau est très populaire. Pensez-vous avoir des chances de le battre ?

— Vous allez voir ma stratégie se développer au cours des prochains mois et vous allez comprendre que les jours de Moreau sont comptés, répond Dion avec assurance.

— Avez-vous autre chose à m’annoncer ?

— Je crois que c’est assez pour aujourd’hui, dit le conseiller en riant.

— Vous avez sans doute raison. D’ailleurs, je ne m’attendais aucunement à ce genre de nouvelle. Je vous souhaite une bonne soirée et au plaisir de se reparler.

Maxime raccroche et descend immédiatement au bureau de Guay pour lui annoncer la nouvelle. Celui-ci n’en croit pas non plus ses oreilles. La manchette du lendemain devra être spectaculaire.

Chapitre 27

Les réactions de Moreau

Contrairement à ce que croyait Maxime, le frontispice du journal est le suivant : « Grave accident sur la route 112, trois morts et quatre blessés graves ». Le journaliste se dit que Dion a manqué son entrée en matière. Toutefois, à la page trois, on lit ceci : « Dion candidat à la mairie en 2017 ». L'article relate les propos du conseiller et insiste sur le fait qu'il veut développer une plus grande transparence à la Ville et être au service des citoyens ordinaires et non des entrepreneurs et des riches propriétaires fonciers. Dion souligne également qu'il faut réinvestir dans les infrastructures de la ville, qui ont été fort négligées depuis quelques années. Selon lui, le conseil doit au plus tôt adopter un code de déontologie très sévère pour les élus, puisque celui qui est en place ne contient que des vœux pieux.

Un autre article à la page six rapporte les commentaires des élus sur le CCU et sur les diminutions de budgets. L'article mentionne que le journaliste n'a pas réussi à parler au maire au cours des deux dernières journées pour avoir ses commentaires.

Aux environs de dix heures trente, Maxime reçoit un appel du maire. Immédiatement, il fait ce qu'il faut pour que la conversation soit enregistrée :

— Monsieur Lalonde, je suis très frustré par les propos de monsieur Dion que vous rapportez dans le journal de ce matin.

— Ah ! Bonjour, monsieur Moreau. Voilà deux jours que j'essaie d'entrer en contact avec vous. Où étiez-vous passé ?

— J'étais en réunion et je ne voulais pas être dérangé pour quelque raison que ce soit, répond le maire d'un ton maussade.

— Et qu'est-ce qui vous choque dans les allégations du conseiller ?

Le journaliste sent que Moreau, comme souvent, fait des efforts pour ne pas s'emporter :

— À peu près tout. Cet homme a profité de ma popularité pour se faire élire. Il n'était qu'un petit réparateur de climatiseurs quand je l'ai connu. Il n'avait aucune expérience en politique.

Maxime choisit de s'amuser un peu :

— N'importe quel nouvel élu, même vous, n'a aucune expérience au début. Il a probablement beaucoup appris à votre contact.

— Vous voulez dire que je l'ai mis au monde, grogne Moreau. Et maintenant, excusez l'expression, il me chie dans les mains.

— Qu'est-ce qui n'est pas vrai dans ce qu'il dit ?

— Il n'y a jamais eu de conseil aussi transparent que nous. De plus, notre honnêteté ne fait aucun doute. Pensez-vous que les gens auraient confiance en nous si tel n'était pas le cas ? Quand il dit qu'il faut réinvestir dans les infrastructures de la ville, qui ont été négligées, j'espère qu'il ne pense pas avoir inventé quelque chose.

— Que voulez-vous dire ?

— Nous voulions éliminer la dette et baisser les taxes de moitié. Pour ce faire, il fallait emprunter le moins possible et plutôt se payer des investissements réduits à même le budget ordinaire. C'est ce que nous avons fait, et Dion ne s'est jamais opposé à notre programme. Maintenant que nous touchons au but, il joue la vierge offensée parce que nous avons dépensé moins en travaux d'infrastructures.

— Avez-vous mal entretenu les infrastructures, monsieur le maire ?

— Nous avons fait les travaux qui étaient urgents et reporté à plus tard ceux qui pouvaient attendre. C'est comme un toit de maison, tu ne le refais pas juste au cas où il coulerait. Tu attends qu'il coule, tu fais de petites réparations temporaires et tu planifies de le remettre à neuf.

— Et maintenant, croyez-vous que vous aurez beaucoup de travaux à réaliser au cours des prochaines années ?

Moreau, de plus en plus impatient, hausse le ton :

— Nous en aurons un peu plus à faire qu'au cours des dernières années, mais nous ne tomberons pas

non plus dans les excès de l'époque Laurin.

Le journaliste tient déjà un très bon article pour le lendemain, mais il poursuit ses questions :

— Monsieur Dion dit qu'il veut être au service des citoyens ordinaires, qu'en dites-vous ?

— Et lui, il croit que nous sommes au service de qui au juste ? Je suis un politicien très populaire, surtout auprès des pauvres et de la classe moyenne. Je ne vois pas comment sa méthode pourrait être meilleure.

— Que pensez-vous du nouveau code de déontologie qu'il veut faire adopter ?

— Le code que nous avons actuellement n'a jamais été évoqué à l'encontre d'un élu depuis que je suis maire. Le seul cas que nous ayons eu s'est réglé devant les tribunaux par une disqualification du conseiller fautif. Je ne vois pas ce que son nouveau code apporterait de plus. Encore une fois, c'est de la poudre aux yeux et de l'électoratisme pur, réplique Moreau sur un ton acerbe.

— Avez-vous autre chose à ajouter concernant la candidature de monsieur Dion ?

— Je veux seulement dire que dans moins de deux ans, ce morveux pourra se consacrer entièrement à ses entretiens de systèmes de réfrigération.

Maxime recule dans sa chaise et se dit en souriant que le maire vient de faire une excellente suggestion pour le titre de son article de demain. Le journaliste poursuit tout de même :

— Monsieur le maire, j'essaie de vous parler depuis deux jours pour avoir vos commentaires concernant mon article sur les budgets...

Moreau lui coupe immédiatement la parole :

— Votre article était un véritable torchon. Avez-vous soixante-dix ans ou êtes-vous dans la vingtaine ?

— Pourquoi dites-vous ...

Le maire, de plus en plus agressif, l'interrompt à nouveau :

— Vous êtes complètement déphasé, monsieur Lalonde. Les gens achètent de moins en moins de livres puisqu'ils ont accès à des plates-formes numériques. Toutes les bibliothèques du monde ont des budgets à la baisse.

— Ce n'est pas ce que j'ai constaté dans les autres villes, rétorque Maxime.

— C'est simplement parce que nous sommes en avance sur ces autres villes ! hurle Moreau. Nous avons pris le virage numérique avant les autres, c'est tout. Dans quelques années, ces villes vont suivre.

Maxime se dit que le maire est de plus en plus incohérent. Il agit comme un homme qui sent le sol se dérober sous ses pieds.

— Avez-vous d'autres commentaires à faire sur les budgets ?

— Je veux simplement dire que je n'ai pas aimé votre article, un véritable tissu de mensonges. Nous sommes là pour aider les gens, et il n'y a pas eu de réductions dans l'offre de services municipaux.

Maxime a de plus en plus de plaisir :

— Et la tarification n'a pas augmenté, je suppose ?

— Vous êtes impertinent, monsieur Lalonde.

— Je m'excuse, monsieur le maire. Je ne voulais pas l'être.

— Oui, vous avez raison. La tarification a augmenté. Ce n'est pas normal qu'un citoyen paie pour des services qu'il n'utilise pas. Si ma fille ne fait pas de patinage artistique, pourquoi paierais-je pour cela ? Nous ne sommes pas là pour répartir la richesse, c'est le rôle des deux autres paliers de gouvernement.

Maxime cherche un moyen de rester poli tout en posant la question suivante :

— Je suis certain que plusieurs personnes sont d'accord avec vous, mais est-il normal d'avoir des tarifs plus élevés pour des services qui diminuent ?

— Vous revenez encore avec ça ! lance Moreau, exaspéré. Combien de fois devrai-je vous dire qu'il n'y a eu aucune baisse de services ? Je crois que je vais appeler votre patron pour me plaindre de votre mauvaise foi évidente, dit le maire avant de raccrocher brusquement.

Aussitôt la conversation terminée, Maxime descend au bureau de Guay. Il cogne à la porte et entend la voix de son patron :

— Qui est-ce ?

— C'est Maxime.

— Entre et referme la porte.

Maxime pénètre dans la pièce et trouve son patron debout, les jambes écartées et les bras au-dessus de

la tête. Il soupçonne une autre posture de yoga.

— Oui, je sais, tu dois te dire que je passe mes journées à faire du yoga. Pourtant, c'est seulement une quinzaine de minutes par jour. Ça, c'est la position du guerrier.

— Peut-être que j'aurais intérêt à m'y mettre aussi, soupire le journaliste. Écoute bien la conversation, un peu stressante, que je viens d'avoir avec le maire.

À la fin de l'enregistrement, Guay, maintenant assis dans son fauteuil, lui dit :

— Même si tes questions étaient correctes, Maxime, tu as été un peu baveux. Tu es parfois trop fougueux. Il faut tout de même traiter le maire avec un peu plus de respect que cela. Efforce-toi d'être poli dans ton article et de bien rapporter les propos de Moreau sans parti pris. Je dois dire, toutefois, que j'ai l'impression que le maire est de plus en plus susceptible.

— D'accord, je vais suivre tes conseils. J'ai un titre à te suggérer pour l'article.

— Il ne faudrait pas que le titre soit aussi accrocheur que les dernières fois, réplique Guay en frottant les bras de son fauteuil. Quelle est ta suggestion ?

— J'aimerais simplement qu'on reprenne les paroles de Moreau lorsqu'il a dit en parlant de Dion : « Dans moins de deux ans, ce morveux pourra se consacrer entièrement à ses entretiens de systèmes de réfrigération ».

— Écoute, je vais attendre de voir l'article, mais, à première vue, j'aime le titre. Il n'attaque en rien le maire, mais démontre sa volonté ferme d'être réélu. On se reparle cet après-midi.

Maxime rédige son article en pensant que le titre choisi sera très vendeur en page un. Il ne se doute pas, à ce moment-là, que la manchette en question ne se retrouvera qu'à la page cinq du journal du lendemain.

Chapitre 28

Une agression sauvage

Malgré le beau soleil couchant de cette fin février, qui fait briller la fine couche de neige reçue la veille, Moreau quitte l'hôtel de ville furieux. Sa journée de travail à la mairie terminée, il se dirige vers sa demeure. Il ne peut s'empêcher de penser à sa conversation du matin avec Lalonde. Il déteste le journaliste et cherche un moyen de l'écarter. Il a déjà fait fouiller son passé, en vain. Dans sa tête, c'est décidé, il n'y aura plus aucune publicité dans *La Voix des Cantons*. Il ne voit pas d'autre moyen de faire taire cet insolent. Ses patrons finiront bien par le retirer des affaires municipales ou, mieux, par le congédier. Reste à savoir si les conseillers le suivront dans sa démarche. Il ne faudrait tout de même pas qu'il perde la face. Déjà, il sait que Dion lui tiendra tête. Est-ce qu'il y en aura d'autres ? Avec ce qui se passe depuis deux semaines, on ne sait jamais. Il cherche encore qui est à l'origine des soumissions truquées. Cet événement l'a vraiment ébranlé.

Au volant de sa BMW noire 2015, il rejoint sa luxueuse résidence située dans un très beau boisé de la rue Harvey. Il est tellement frustré et préoccupé qu'il heurte presque le mur en pierre qui délimite l'entrée de sa cour. Sa femme, qui travaille chez *Walmart*, n'est pas encore revenue. Il décide de se faire chauffer un plat surgelé au four à micro-ondes. Il croit entendre cogner à la porte, mais met la table en se disant que c'est probablement un colporteur. La sonnerie de la porte se fait alors entendre à répétition. Il maugrée en se rendant dans le vestibule.

« Qui est le fatigant qui appuie ainsi sur la sonnette ? » se dit-il.

Il entend japper son berger allemand, Tyler, attaché sur le côté de la maison. Moreau ouvre la porte. En voyant le visiteur, il tente aussitôt de la refermer. Trop tard, un homme très costaud place son pied en bas de celle-ci pour la bloquer et crie :

— On t'a averti, mon petit *crisse*. Aujourd'hui, ça va faire mal, mon *ostie* ! Place ta jambe sur le rebord de la fenêtre.

Moreau refuse d'obtempérer et appuie sur la porte avec son épaule. Il tente, en vain, de la refermer.

— Je t'ai dit, mon petit *crisse*, de mettre ton pied sur l'allège de la fenêtre. Té mieux d'écouter, *câlise*.

Moreau continue de résister et pousse de toutes ses forces. L'intrus, beaucoup plus fort que lui, empêche la porte de se refermer. Il doit faire deux-cent-cinquante livres et mesurer plus de six pieds. Il a les cheveux rasés, une barbe très noire, un tatouage dans le cou, une boucle d'oreille à droite et des yeux vitreux. Il saisit Moreau par le collet en grognant et lui assène un coup de poing directement sur le nez. Moreau saigne abondamment et voudrait se jeter par terre. Il crie à tue-tête. Son assaillant le maintient debout et lui crache au visage à deux reprises. Puis il étend la jambe droite du maire sur le rebord de la fenêtre du vestibule et s'assoit sur celle-ci de tout son poids. La douleur est atroce. Le maire gémit tandis que l'autre le replace sur le sol. Il entend alors une auto qui arrive dans l'entrée et dit à sa victime :

— La prochaine fois, tu vas crever mon *tabarnac*.

Puis, en ouvrant la porte pour prendre la fuite, il ajoute :

— N'oublie jamais, mon *ostie*, que les bons comptes font les bons amis.

Une fois sur le perron, il voit une femme blonde très frêle descendre de voiture. Il doit passer près d'elle pour regagner la rue et lui crie :

— Tasse-toé, *crisse* de pute.

Terrorisée, elle se précipite vers le chien et le détache.

— Vas-y, Tyler, attrape-le ! ordonne-t-elle.

L'animal se lance à la poursuite du fier-à-bras.

Au bout de quelques enjambées, Tyler rejoint et mord très fort le mollet de l'homme. Enragé, le chien grogne en enfonçant ses crocs plus profondément. Le scélérat se lamente et essaie de s'en débarrasser en agitant la jambe et en lui repoussant la tête. Finalement, il prend un couteau de chasse attaché à sa ceinture et le plante dans la poitrine du berger allemand, qui lâche prise et tombe sur le côté en hurlant. Le chien fait quelques soubresauts, puis s'immobilise en respirant difficilement.

— Tiens, mon *ostie*, crève ! crache le gros gaillard. Pis toé, ma pute, tu vas payer pour ça.

Il fait quelques pas vers la femme, mais s'aperçoit qu'il saigne abondamment. Il prend alors la fuite vers la rue en clopinant. Son pantalon est déchiré. L'épouse du maire court derrière lui en criant :

— Vous avez blessé mon chien, salaud !

Elle le voit entrer côté passager dans un véhicule de type VUS de couleur foncé, dont la plaque débute par JW1. Le petit camion démarre en trombe. Le chauffeur éteint les feux, et elle ne peut noter le reste de la plaque. Essoufflée et paniquée, elle retourne vers la maison et trouve son époux couché par terre. Il a mal et saigne abondamment de la bouche et du nez. Elle compose immédiatement le 911. Une fois l'appel terminé, elle va chercher une grande serviette dans la salle de bain et aide Moreau à éponger le sang sur son visage. Elle le questionne sur les événements, mais ce dernier se plaint terriblement et ne tient que des propos incompréhensibles.

Les ambulanciers et les policiers arrivent rapidement sur place. Le maire leur répète à quelques reprises des mots qui ressemblent à :

— Adversaire poli...

Il ne dit rien d'autre, la douleur étant trop intense. Les ambulanciers le placent sur une civière et le transportent à l'hôpital. L'épouse du maire demande aux policiers de la laisser tranquille pour qu'elle puisse suivre son mari. Ils lui suggèrent, toutefois, de leur consacrer cinq minutes en lui disant que s'ils veulent retrouver rapidement les coupables, ils doivent avoir quelques indices dès que possible. Elle raconte brièvement ce qu'elle a vu tout en leur donnant la description du véhicule avec les trois premières inscriptions sur la plaque. Les policiers retrouvent le chien mort et un morceau ensanglanté du pantalon du fugitif. Le couteau recouvert d'empreintes est récupéré. Il y a également beaucoup de sang sur le peu de neige qui reste encore au sol. Les policiers bouclent le secteur et laissent madame Moreau partir vers l'hôpital.

Le journaliste Jean-Philippe Côté reçoit un appel de son informateur au service de police, qui lui indique que le maire a été tabassé à sa résidence. Jean-Philippe téléphone immédiatement à Maxime, qui vient d'arriver chez lui :

— Maxime, je serai chez vous dans cinq minutes. Sois prêt. Tu ne croiras pas ce qui se passe.

— De quoi s'agit-il ?

— Je t'expliquerai, sois prêt.

Maxime laisse une note à Cynthia, qui n'est pas encore revenue du travail, et prend deux barres tendres au cas où la soirée serait longue. Il descend au portique de son immeuble et aperçoit Jean-Philippe au volant de sa vieille Honda. Maxime est à peine monté dedans que la voiture redémarre rapidement. Max questionne son collègue en attachant sa ceinture de sécurité :

— Qu'est-ce qui se passe de si grave ?

— Je n'ai pas de détails, Maxime, mais il semble que Moreau ait été attaqué chez lui.

— Quoi ? On vit vraiment dans une ville de fous, soupire Maxime. Des lettres anonymes, un feu criminel, des soumissions truquées et maintenant ça.

— Ouais, et c'est seulement depuis que tu es à Granby, ricane Côté.

Quelques minutes plus tard, les journalistes arrivent devant l'entrée de la résidence de Moreau. Deux voitures du service de police de Granby et une de la SQ sont sur place. Le ruban jaune habituel bloque l'entrée. Jean-Philippe interpelle un policier qu'il connaît :

— Qu'est-ce qui s'est passé, Jonathan ?

— Je ne peux rien te dire et vous ne pouvez pas entrer non plus, répond le policier. Il s'agit d'une scène de crime. Nous attendons l'arrivée du service de l'identité judiciaire de la SQ. Il y a plusieurs prélèvements à faire et à analyser pour pouvoir retrouver le ou les coupables. C'est le laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale qui fera les analyses à Montréal.

— J'ai entendu dire que le maire était blessé. Est-ce grave ?

— Écoute, Jean-Philippe, je t'en ai déjà trop dit. Sa femme est à l'hôpital avec lui.

Côté a téléphoné au photographe du journal, Louis-Pierre Doyon, et celui-ci arrive sur place. Il ne peut photographier que le ruban jaune et la silhouette des policiers. Il prend aussi quelques clichés de la résidence, de très loin. Par la suite, les trois employés du journal se rendent à l'urgence de l'hôpital de Granby. Ils scrutent la salle d'attente, mais n'y voient pas madame Moreau. Maxime se présente à la préposée à l'accueil et lui demande des nouvelles du maire.

— Je ne suis pas autorisée à vous fournir des renseignements à ce sujet. Tout ce que je peux vous dire,

c'est qu'il est ici et qu'il a des blessures sérieuses, dit-elle hésitante.

— Sa femme est-elle ici ? interroge Maxime.

— Oui, je crois. Elle doit être avec lui.

Les trois confrères arpentent alors le corridor de l'urgence et aperçoivent madame Moreau, penchée au-dessus de la civière de son mari. Jean-Philippe lui demande :

— Comment va-t-il ?

Au même moment, Doyon prend une photo du blessé, qui semble assoupi. Madame Moreau est choquée.

— Allez-vous nous suivre partout ? Il est blessé et c'est grave, alors foutez-nous la paix, dit-elle en se mouchant.

— Écoutez, madame, répond Maxime, nous ne voulons pas vous importuner. Monsieur Moreau est un maire très populaire et nous voulons informer les citoyens de ce qui s'est passé le plus tôt possible. Peut-être que des gens ont vu quelque chose et que nos articles aideront les policiers à retrouver les coupables.

— Excusez-moi, messieurs, vous comprenez que j'ai beaucoup de peine. Ma maison a été assaillie par un bandit qui a battu mon mari et tué notre chien. Si ça peut aider à retrouver les brigands, suivez-moi à la cafétéria et je répondrai du mieux que je peux à vos questions. Denis est sous sédatifs et il ne s'apercevra pas de ma courte absence. Mais, s'il vous plaît, pas de photos.

Le photographe quitte l'hôpital, et les journalistes suivent madame Moreau à la cafétéria. Cet endroit est très peu fréquenté en milieu de soirée. Jean-Philippe pose la première question :

— Que s'est-il passé au juste ?

— Je n'étais pas là lorsque Denis a été battu. J'ignore ce qui s'est passé exactement, puisqu'il ne parle que très peu. Quand il est arrivé ici, il hurlait encore de douleur. Il semble que l'homme qui l'a attaqué lui a brisé le nez en plus de lui causer de nombreuses blessures à la jambe droite. Un orthopédiste l'a rencontré, et Denis aura probablement besoin d'une opération pour sa jambe. Selon son état, l'opération aura lieu demain ou après-demain. Ils lui ont donné des sédatifs et des antidouleurs. Il venait de s'endormir lorsque vous êtes arrivés.

Maxime note les informations dans son calepin et prend le relais :

— Donc, il aurait le nez cassé et la jambe très mal en point. Est-ce que vous auriez une idée de comment le malfaiteur a fait cela ?

— Pas du tout. Comme je l'ai dit, je n'étais pas là, répond l'épouse du maire un peu agacée.

— Pouvez-vous nous raconter ce que vous avez vu ? poursuit Jean-Philippe.

— Quand je suis arrivée à la maison, l'auto de Denis était déjà là. En descendant de mon véhicule, j'ai vu un homme très costaud sortir de la maison et courir vers moi. Il m'a crié des injures.

— Avez-vous pu le voir distinctement ? demande Maxime.

— Oui, grand, costaud, la tête rasée avec une barbe très noire. Il semblait avoir un tatouage sur le cou.

— Qu'avez-vous fait ?

— Affolée, j'ai détaché Tyler, notre berger allemand, pour qu'il attaque.

— A-t-il réussi à rattraper l'homme ? s'enquiert Jean-Philippe.

— J'y arrive, messieurs, ne soyez pas impatients, dit-elle en essuyant quelques larmes.

— Prenez votre temps.

— Notre chien n'a que deux ans... n'avait que deux ans. Alors il est en pleine forme. En un rien de temps, Tyler a rattrapé le voyou et l'a mordu très fort au mollet. Il a déchiré son pantalon. J'ai vu le sang gicler. L'homme a tenté de le repousser, mais a finalement sorti un couteau et tué notre beau chien.

Elle sèche à nouveau les larmes qui roulent sur ses joues :

— Le bandit s'est encore une fois dirigé vers moi en m'insultant et me menaçant. J'ai eu très peur. Il semblait fou de rage. Il a cependant réalisé qu'il boitait et perdait beaucoup de sang. Il a donc décidé de fuir. Il s'est rendu à l'entrée de notre propriété où l'attendait un complice au volant d'un VUS foncé. J'ai pu voir deux lettres et un chiffre sur la plaque d'immatriculation, mais le conducteur a aussitôt éteint les feux, ce qui m'a empêché de voir le reste. Je suis entrée dans la maison et j'ai trouvé Denis très amoché dans le vestibule. Il saignait beaucoup du nez et de la bouche et ne pouvait pas parler. J'ai fait le 911. Il a été transporté à l'hôpital et... vous connaissez la suite. Je crois que je vous en ai suffisamment dit. Je dois retourner au chevet de mon mari.

— Merci beaucoup de votre collaboration, dit Jean-Philippe. Nous souhaitons de tout cœur que monsieur le maire se rétablisse le plus tôt possible.

Maxime et Jean-Philippe se rendent au journal et communiquent avec Michel Guay. Devant la gravité des faits, ce dernier se rend au bureau. Une réunion a lieu dans la salle de conférence.

— Maxime, je crois qu’il faut absolument changer la une du journal, suggère Michel. La remarque de Moreau au sujet de Dion peut maintenant se retrouver n’importe où dans l’édition de demain. Jean-Philippe et toi allez m’écrire un bon papier sur l’attentat de ce soir. L’article se retrouvera en page trois et le titre en une se lira comme suit : «Agression sauvage au domicile du maire, monsieur Moreau blessé gravement».

Maxime se redresse sur son fauteuil et sourit :

— Je sais que les événements de ce soir sont loin d’être drôles, toutefois, Dion n’a pas de chance avec les premières pages. Ce matin, il s’est retrouvé à la page six à cause de l’accident sur la route 112, et demain la remarque du maire à son sujet se retrouvera probablement au même endroit.

— Que veux-tu, réplique Jean-Philippe, il y en a qui n’ont jamais le bon *timing*.

Guay se lève pour mettre fin à la conversation et répond :

— Si on veut continuer dans la même veine, je vous dis, messieurs, que je veux un article *punché*. Mais ne manquons pas de respect envers monsieur le maire et sortez-moi, d’ici une heure, le meilleur papier possible. Il sera placé sur le site Internet du journal avant minuit. J’y veillerai personnellement.

Maxime et Jean-Philippe travaillent conjointement pendant presque une heure et rédigent une chronique qui raconte les faits connus tout en s’attardant sur le désarroi et le courage de l’épouse du premier magistrat. Deux photos accompagnent l’article, une de Moreau sur sa civière et l’autre des policiers à sa résidence.

Chapitre 29

Les indices

Le lendemain matin, dès leur entrée au travail, Maxime et Jean-Philippe sont convoqués au bureau de Guay. Ce dernier leur dit :

— Évidemment, aujourd’hui, on continue de travailler sur le dossier Moreau. Toi, Jean-Philippe, tu vas tenter de rencontrer quelqu’un au service de police pour voir s’il y a des développements dans l’enquête. Quant à Maxime, tu retournes à l’hôpital. Tâche d’en savoir plus sur les blessures du maire. Tente aussi de lui parler. Jean-Philippe, penses-tu pouvoir obtenir des renseignements ?

— Je peux contacter le sergent-détective Massicotte, qui est probablement chargé de l’enquête. J’ignore toutefois s’il a des renseignements à me donner. Déjà, hier, nous avions une bonne idée de ce qui s’est passé. Il reste à savoir où l’enquête est rendue. J’ai toutefois des éléments pour le faire parler, puisque nous sommes au courant pour le chien, le couteau et le VUS.

— Et toi, Maxime, comment comptes-tu procéder ?

— Je vais téléphoner à la femme du maire. Elle nous a laissé son numéro de cellulaire hier soir. Peut-être qu’elle a eu d’autres détails.

— D’accord, messieurs, on se revoit à quatorze heures, conclut Guay.

Jean-Philippe téléphone tout d’abord à son informateur au service de police. Ce dernier n’en sait pas plus. Il contacte par la suite l’enquêteur Roland Massicotte, qui est absent. Déçu, il se rend au poste de police pour voir si quelqu’un pourrait l’aider. Il croise l’enquêteur Maurice Potvin dans l’entrée et ce dernier l’invite à son bureau. Potvin est le plus vieil enquêteur du service. Il a une soixantaine d’années, mais marche toujours droit du haut de ses six pieds et deux pouces et avec ses cent-quatre-vingt-dix livres. Il a les cheveux tout blancs et le nez écrasé, résultat de quelques batailles, comme c’était la mode au début de sa carrière de policier.

— Comment puis-je vous aider, monsieur Côté ? demande Potvin en s’asseyant.

Côté sort son calepin et prend place sur une petite chaise droite, seul autre meuble présent dans le bureau.

— Comme vous devez vous en douter, monsieur Potvin, j’essaie d’avoir des renseignements concernant l’attaque dont a été victime le maire hier soir.

Potvin sourit et répond :

— Pourtant, vous avez fait un bon travail, Lalonde et vous, et votre article racontait déjà pas mal ce qui s’est passé.

Jean-Philippe grimace un peu :

— Oui, nous avons fait de notre mieux, mais il nous manque l’essentiel. Qu’est-ce qui s’est passé au juste lors de l’agression ? Pourquoi cette attaque ? Et avez-vous des indices pour remonter jusqu’aux coupables ? Nous n’avons pas eu accès à la scène de crime.

— Je ne suis pas responsable de cette enquête, c’est Massicotte qui l’est. Actuellement, il n’est pas ici. Il se trouve à la résidence du maire. Je sais que le service de l’identité judiciaire de la Sûreté du Québec travaille sur place à récupérer et analyser les différents éléments de preuve. Je ne peux pas vous en dire plus pour le moment, mais une conférence de presse devrait se tenir fort probablement en fin d’avant-midi ou au début de l’après-midi. Vous serez contacté à ce sujet.

— Croyez-vous qu’il serait utile que je me rende à la résidence du maire ce matin ?

— Je ne peux pas répondre à cette question, tout dépend d’où en est l’enquête.

Jean-Philippe remercie son interlocuteur et quitte le poste de police en direction de la maison de Moreau.

Pendant ce temps, Maxime joint la femme du maire au téléphone. Cette dernière est déjà à l’hôpital. Elle pense que son époux devrait être opéré aujourd’hui par l’orthopédiste Carl Ouellette. Elle tient à être là. L’épouse du premier magistrat semble beaucoup moins nerveuse qu’hier et indique à Maxime qu’elle doit

rencontrer le médecin vers onze heures. Elle comprend que le public veut être renseigné et invite le journaliste à être présent. Contrairement à son habitude, Maxime a gardé l'auto ce matin et a déposé Cynthia à son travail. Il se doutait bien qu'il aurait besoin de se déplacer dans la journée. Il accepte donc de rencontrer la conjointe du maire à l'hôpital. Elle se trouve à la chambre 602, au chevet de son mari. En arrivant, Maxime cogne à la porte, et madame Moreau le rejoint dans le couloir.

— Est-ce qu'il est possible de parler à monsieur Moreau ? demande Maxime.

— Non, je regrette, Denis ne veut voir personne. Il a trop mal malgré les médicaments qu'on lui a administrés.

Maxime se fait compatissant et ajoute :

— A-t-il une idée de qui est à l'origine de cette attaque sauvage ?

— Je ne sais pas, il n'a rien dit à ce propos. Il marmonne quelquefois des mots qui ressemblent à « adversaire politique ». Toutefois, je ne suis pas certaine que ce soit vraiment ce qu'il dit.

— Et au sujet de ses blessures ?

— L'orthopédiste devrait arriver d'une minute à l'autre. Il pourra nous en dire plus.

Au moment où madame Moreau termine sa phrase, un homme dans la trentaine les rejoint. Il est grand, assez costaud, avec des cheveux et une barbe noirs bien taillés. Il se présente :

— Vous êtes madame Moreau, je suppose ? Je suis le docteur Carl Ouellette. C'est moi qui vais opérer votre époux.

— Oui, docteur. Avez-vous des objections à ce que monsieur Lalonde, journaliste à *La Voix des Cantons*, assiste à notre rencontre ?

— Aucun problème, c'est vous qui décidez, répond l'orthopédiste sur un ton affable. Suivez-moi, nous allons trouver un petit local pour notre rencontre.

Les trois personnes se retrouvent dans un cubicule derrière le poste de garde de l'étage. Le médecin prend un air solennel :

— Monsieur Moreau a subi des blessures très graves. Tout d'abord, il a le nez cassé, et mon confrère oto-rhino-laryngologiste, le docteur Payette, devra le réparer. Il va attendre que l'enflure diminue avant de procéder. En ce qui me concerne, il faut l'opérer dès que possible. J'ai dû m'assurer au départ que son cœur, ses poumons et ses reins fonctionnaient bien et que sa pression était stable. Nous avons aussi vérifié si le niveau d'oxygène dans son sang était adéquat. Il n'y a pas de problème avec ces éléments. Nous opérons tout de suite parce que l'enflure ne fera qu'augmenter si nous attendons. Plus il y a d'enflure, plus le patient saigne lors de l'opération. L'intervention devrait durer plusieurs heures. Normalement, votre mari aurait dû être transféré à Sherbrooke au CHUS, car l'opération doit être faite par le docteur Adil Kabeer, qui est l'un des plus grands orthopédistes au Québec. Malheureusement, avec les coupures que nous subissons, il n'y a pas de salle d'opération disponible au CHUS avant deux jours. Nous utiliserons donc une de nos salles, que l'administration a bien voulu rendre accessible ce soir. Le docteur Kabeer pratiquera l'intervention et je l'assisterai. Je crois que nous devons réparer les ligaments et poser plusieurs vis pour fixer les os brisés.

— Pouvez-vous nous indiquer quelles sont ses blessures exactement ? demande Maxime, calepin à la main.

— Comme je le disais, soupire le médecin, ce sont des blessures graves, toutes à la jambe droite. Je ne sais pas comment elles lui ont été infligées, parce qu'il n'est pas très bavard, mais j'ose à peine penser à la douleur qu'il doit endurer. Son fémur est fracturé, sa rotule brisée et les ligaments croisés antérieurs et postérieurs du genou sont déchirés.

— Docteur, est-ce qu'il retrouvera complètement l'usage de sa jambe ? implore madame Moreau.

— Il ne courra pas de marathon, mais il devrait marcher normalement. Nous commencerons la physio dans les jours suivant l'opération pour favoriser son retour à une vie normale. Il portera une attelle d'extension de genou pour maintenir la jambe droite. Cette attelle sera toutefois retirée lors des traitements de physiothérapie. Il demeurera à l'hôpital quelques jours. Ensuite, il serait souhaitable qu'il soit transféré dans un centre de rééducation pour quelques semaines. Il pourra éventuellement retourner chez lui, mais il devra faire de la physiothérapie tous les jours en consultation externe pendant sept ou huit mois.

Maxime finit d'écrire et demande :

— Quand pourrons-nous rencontrer monsieur le maire ?

— Certainement pas aujourd'hui. Peut-être demain, ce sera à lui de décider.

— Merci, docteur, et merci à vous, madame Moreau. Auriez-vous un numéro de téléphone où je pourrais vous rejoindre demain pour avoir des nouvelles, docteur ?

— Je vais vous donner mon adresse courriel, monsieur Lalonde. Je devrais être en mesure de vous

répondre à l'heure du midi demain.

En sortant de cette réunion, Maxime croise dans le corridor les représentants d'une station de télévision de Sherbrooke, qui cherchent à faire une entrevue avec le maire. Comme c'est impossible, ils rencontrent son épouse, qui donne très nerveusement sa version des faits. La nouvelle intéresse maintenant tout le monde au Québec et même dans le reste du Canada.

Maxime retourne au journal et y rencontre Jean-Philippe. Ce dernier l'informe de ses démarches au poste de police et à la résidence du maire. À cet endroit, il n'a pas pu obtenir de détail nouveau, la cour étant toujours inaccessible. Cependant, Côté l'informe que les journalistes sont convoqués à une conférence de presse à treize heures au poste de police. Guay devrait les accompagner.

Les trois confrères se pointent au poste de police à douze heures quarante-cinq. Des représentants des trois stations de télévision de Sherbrooke sont là. Un journaliste de *L'Hebdo de Granby* et Christine du poste de radio assistent également à l'événement médiatique. Plusieurs membres du conseil sont présents, dont les conseillers Harpin et Dion. Harpin dit aux journalistes d'un air dégoûté :

— C'est incroyable ce qui arrive. Je ne veux pas vous accuser directement, mais quand on entretient un climat malsain comme vous l'avez fait au cours des dernières semaines, des événements révoltants comme celui-là peuvent se produire.

— Êtes-vous sérieux ? réplique Guay. Nous ne faisons que rapporter la nouvelle. Nous n'incitons personne à la violence, au contraire.

Dion, qui a entendu la conversation, répond sèchement :

— Écoute, Harpin, ce n'est certainement pas le journal qui est responsable des lettres anonymes, du feu criminel et des soumissions truquées. Quelque chose ne fonctionne pas dans cette administration municipale.

Harpin ricane de façon méprisante :

— Et je suppose que c'est toi qui vas régler tout cela ?

— Dès que je serai maire, les choses vont changer.

Le policier responsable des communications, Réal Sauvé, ainsi que l'enquêteur Massicotte, prennent place à une table en avant de la salle. La réunion débute. Sauvé est un jeune policier avec une formation en communication. Il a le crâne rasé et n'est pas très costaud. Il dit d'une voix plutôt aiguë :

— Merci d'être ici, mesdames et messieurs. Je vous présente l'enquêteur Roland Massicotte, qui est responsable de ce dossier chez nous. Nous avons également l'aide très précieuse du service de police scientifique de la Sûreté du Québec. Je cède la parole à monsieur Massicotte.

Ce dernier est dans la mi-quarantaine, a les cheveux poivre et sel avec des yeux noirs perçants. Il fait environ cinq pieds et dix pouces et est très costaud. Au contraire de son confrère, il a une voix grave :

— Merci, lieutenant Sauvé. Je veux d'abord vous dire que nous sommes au tout début de l'enquête. Nous n'avons toujours pas réussi à parler à la victime, monsieur Moreau. Cependant, à la suite du témoignage de son épouse et à partir des éléments retrouvés sur place, nous pouvons déduire que vers dix-huit heures hier, deux individus se sont présentés à la résidence du maire. L'un d'eux a commis l'agression alors que l'autre est demeuré dans un VUS de couleur foncé sur la rue à l'extérieur de la propriété. Les trois premières inscriptions sur la plaque du véhicule en question seraient WJ1. L'autre suspect aurait sonné ou cogné à la porte de la résidence. C'est sans doute le maire qui lui a ouvert, puisqu'il n'y a aucune trace d'effraction. Il semble également que tout se soit passé dans le vestibule, car c'est là que le maire a été retrouvé. Dans l'état où il était, il serait surprenant qu'il ait pu se déplacer à l'intérieur de la maison. Monsieur Moreau était seul sur place, mais au moment où le suspect quittait la résidence, madame Moreau est arrivée dans la cour au volant de son auto. Dès qu'elle est descendue du véhicule, l'individu l'aurait insultée et aurait marché vers elle. Elle a alors libéré le chien de la famille, qui était attaché sur le côté de la résidence non loin de son automobile. Tyler, c'est son nom, a attaqué le suspect en le mordant au mollet. L'individu aurait poignardé le chien, qui est mort de sa blessure. L'homme en question, dont nous avons une bonne description physique, a rejoint son complice en boitant, et ils ont quitté les lieux. Des questions ?

— Avez-vous des indices permettant de remonter jusqu'aux coupables ? demande Jean-Philippe.

— J'y arrivais, répond l'enquêteur. Tout d'abord, nous avons une partie du numéro de plaque du VUS, ce qui n'est pas rien. Nous savons également que l'agresseur est une personne du type armoire à glace et qu'il porte une barbe. En fait, il pèserait entre deux cent trente-cinq et deux cent soixante-dix livres et ferait plus de six pieds. La description sera possiblement plus précise quand nous aurons parlé au maire. Nous avons

également retrouvé le couteau sur place, et le laboratoire déterminera si nous avons des empreintes digitales. Un morceau de pantalon plein de sang a été récupéré. La neige était également souillée. Si l'individu a déjà un dossier, il devrait donc être assez facile de l'identifier avec l'ADN.

L'enquêteur s'arrête, et Christine Perreault l'interroge :

— À partir des renseignements que vous avez, quelle sera la suite de l'enquête ?

— Nous devons tout d'abord rencontrer le maire dès que ce sera possible pour connaître sa version des faits. Peut-être connaît-il l'assaillant, nous ne le savons pas. Si ce n'est pas le cas, il pourra sans doute nous fournir une meilleure description. Par la suite, d'ici deux à trois semaines, nous devrions avoir les résultats des expertises et, si tout va bien, nous pourrions procéder à des arrestations.

Massicotte regarde Sauvé et lui fait signe. Ce dernier conclut :

— Nous vous remercions de votre présence. Monsieur Moreau est un citoyen très connu à Granby, et lorsque nous aurons d'autres éléments, nous convoquerons une nouvelle conférence de presse.

Les trois confrères se retrouvent au journal. Maxime et Jean-Philippe informent Guay des résultats de leurs recherches du matin à tour de rôle.

— Vous avez fait un excellent travail, messieurs, félicite Michel. Maintenant, chacun de votre côté, allez concocter les meilleurs articles possibles. Maxime, tu décortiques ta rencontre avec l'orthopédiste et l'épouse de Moreau. Jean-Philippe, tu fais un résumé de la conférence de presse à laquelle nous venons d'assister. De toute ma carrière journalistique, je n'ai jamais vécu des événements semblables. J'oubliais... Maxime, si tu as le temps, écris donc un entrefilet sur la prise de bec entre Dion et Harpin. Ça pourrait être intéressant.

Les deux journalistes retournent à leur pupitre. Le premier article du journal du lendemain s'intitulera : « Attentat contre le maire, la police a plusieurs indices ». Celui de Maxime portera le titre suivant : « Le maire a été opéré pour reconstruire sa jambe ».

En plus des reportages à la télévision le soir même, un des trois quotidiens francophones de Montréal publiera le lendemain la manchette suivante : « Un vrai western à Granby ». L'article du journaliste de Montréal, qui a rencontré Dion, racontera toute l'histoire des lettres anonymes, du feu criminel, des soumissions truquées et maintenant de l'agression.

Une fois ses deux articles écrits, Maxime va chercher Cynthia au travail et ils rentrent à la maison.

— Vraiment une journée de fou, dit Maxime.

— Raconte-moi ça.

Maxime relate alors sa journée.

— Ouais, admet Cynthia. Moreau fait presque pitié. Si je comprends bien, j'ai intérêt à ne pas te demander de faire le souper. Tu dois avoir un goût de *junk food*.

— Mais tu devines tout, toi, réplique Maxime en roulant des yeux. C'est surtout la femme de Moreau qui est à plaindre, un an de convalescence, c'est long, et Moreau ne doit pas être facile à vivre, même en santé.

— Coudon, elle doit avoir un autre nom que madame Moreau, j'espère ? Elle n'appartient tout de même pas à son mari ! se fâche Cynthia.

— Elle semble n'utiliser que celui-là, mais elle se nomme Josée Brunel. Tu as raison, nous devrions la désigner par son nom.

— J'imagine que tu vas avoir besoin de l'auto pour le reste de la semaine, mon beau mâle de Shawinigan ? Je peux marcher, les journées sont de plus en plus chaudes.

— Effectivement, je crois que ce serait sage que je garde l'auto, quitte à aller te reconduire. S'il vous plaît, ne m'appelle pas le « beau mâle de Shawinigan ».

— Oh ! monsieur est susceptible. C'est bon, je ne le ferai plus, mais trouve moi un surnom plus langoureux que « ma belle Saguenéenne ».

— Tu ne m'as jamais dit que tu n'aimais pas ça, soupire Maxime en hochant la tête.

— Je ne déteste pas ça, ajoute Cynthia en se mordillant les lèvres, mais il me semble que tu pourrais avoir plus d'imagination.

— Ça va, commande une pizza, sourit Maxime. Et je te promets de chercher, ma belle.

— Pas de chercher, il faut me promettre de trouver, Maxime Lalonde.

— C'est bon, je te le certifie. Vraiment, tu es une belle agace, dit-il en l'embrassant.

Chapitre 30

L'interrogatoire

Le matin suivant, les deux journalistes continuent de travailler sur le dossier. Côté tente en vain d'avoir des renseignements supplémentaires du service de police. Maxime, pour sa part, téléphone à l'épouse de Moreau :

— Bonjour, madame Brunel, c'est Maxime Lalonde.

— À part chez le médecin avec la carte d'assurance maladie, il est très rare que quelqu'un m'appelle par mon nom de jeune fille, avoue cette dernière d'une voix surprise mais enjouée.

— Est-ce que ça vous dérange que j'utilise cette appellation ?

— Non, pas du tout, c'est seulement le manque d'habitude. Qu'est-ce que je peux faire pour vous, monsieur Lalonde ?

— Êtes-vous à l'hôpital en ce moment ?

— Oui.

— Et comment se porte votre époux ?

— Il est très fatigué. L'opération s'est terminée vers vingt-trois heures. Toutefois, il m'a confirmé que sa jambe le faisait beaucoup moins souffrir. Il reste évidemment à réparer son nez, ce qui devrait être fait dans deux jours. Mais sa jambe est toujours enflée et il a des ecchymoses partout autour du nez et des yeux.

— Croyez-vous que je pourrais le rencontrer aujourd'hui ?

— Je vais lui poser la question, attendez-moi une seconde.

Maxime n'entend plus rien pendant un instant, puis madame Brunel revient au téléphone.

— Monsieur Lalonde, mon mari est trop épuisé pour rencontrer des journalistes aujourd'hui. Les policiers doivent l'interroger tantôt, et cela lui demande déjà un grand effort.

— Merci beaucoup de votre collaboration, madame Brunel, et saluez votre mari pour moi. Je vous rappelle demain ou plus tard aujourd'hui, termine Maxime.

Dès que Josée dépose son téléphone, le maire lui fait des reproches :

— À quel journaliste parlais-tu ?

— À Maxime Lalonde.

— C'est ce que je pensais. Arrête de parler avec les journalistes et surtout avec Lalonde. Ses articles sont teintés d'un parti pris incroyable.

Madame Brunel est surprise par les propos de son mari. Elle se lève de sa chaise et s'approche du lit.

— Denis, je ne connaissais pas ce journaliste avant les événements des derniers jours, mais je t'assure qu'il a été très empathique après ton agression. Les articles qu'il a écrits étaient tout à fait corrects.

Moreau tente de se redresser, mais la douleur le fait grimacer.

— Probablement parce qu'il se sent coupable. De toute façon, je ne veux plus que tu lui parles. Tu as compris ? demande-t-il en haussant la voix.

— Comme tu veux, répond Josée, résignée. Il doit me rappeler à la fin de la journée ou demain.

— Je te l'ai dit et je te le répète : tu ne réponds pas. Peut-être bien que ce qui m'est arrivé est de sa faute, s'énervait-il.

Quelques instants plus tard, on cogne à la porte de la chambre. C'est l'enquêteur Massicotte, qui est accompagné du policier Nadeau.

— Bonjour, monsieur le maire, je ne sais pas si vous me connaissez. Je suis l'enquêteur Roland Massicotte et je suis chargé de résoudre le crime dont vous avez été victime. Je vous présente le policier Jonathan Nadeau. Il a été le premier agent à se rendre chez vous après le drame. Êtes-vous en état de répondre à nos questions ?

Moreau tente à nouveau de se redresser dans son lit, mais fronce les sourcils de douleur.

— Bonjour, messieurs. Comme vous pouvez le constater, je ne suis pas en grande forme. Je vous serais reconnaissant si vous pouviez être brefs.

Massicotte le regarde en se disant qu'il a devant lui l'homme qui méprise tant les fonctionnaires

municipaux. Dans sa tête, il sourit presque de le voir souffrir. Il adopte cependant un air chaleureux et dit :

— Je vais essayer de faire vite, monsieur le maire. Pouvez-vous me raconter ce qui s'est passé à votre résidence lorsque vous avez été attaqué ?

Le maire hésite, puis répond :

— Je suis rentré à la maison vers dix-sept heures trente, épuisé de ma journée de travail à l'hôtel de ville. J'étais seul et comme j'avais faim, j'ai décidé de me cuisiner un repas. J'ai cru entendre cogner à la porte, mais j'ai continué à faire ma popote. Puis la sonnerie a été actionnée à plusieurs reprises. Je me suis dirigé vers la porte et dès que je l'ai entrouverte, un homme l'a bloquée avec son pied et m'a asséné un violent coup de poing au visage en me disant : « On est tanné de ta façon de gouverner, tu vas payer mon *ostie* ».

— Connaissez-vous cet homme, monsieur le maire ? reprend Massicotte.

— Je ne l'ai pas vu longtemps. Il m'a frappé immédiatement. Je ne crois pas le connaître.

— Pouvez-vous quand même le décrire ?

— Je viens de vous dire que je n'ai pas eu le temps de le voir, répond Moreau avec impatience. La seule chose que je sais, c'est qu'il était costaud.

— Votre épouse l'a décrit comme étant costaud, avec un poids variant entre deux-cent-trente-cinq et deux-cent-soixante-dix livres. Il mesurerait plus de six pieds, aurait les cheveux rasés avec une barbe très noire. Il porterait un tatouage au cou. Est-ce que cela correspond à ce que vous avez vu ?

— Je vous l'ai dit, je ne l'ai pas vraiment vu. Mais vous pouvez croire ma femme, elle est très observatrice.

— Vous a-t-il dit autre chose ?

— Il m'a demandé de mettre mon pied sur l'allège de la fenêtre, avec ma jambe dans le vide.

— Quels mots a-t-il utilisés ? insiste Massicotte.

Le maire soupire et demande si l'interrogatoire se termine.

— Oui, oui, confirme l'enquêteur. Il est important pour nous de recueillir tous les détails le plus vite possible si nous voulons arrêter les gens qui ont fait ça.

Moreau soupire à nouveau et répond :

— Il m'a dit : « Mets ton pied sur le bord de la fenêtre, mon petit *crisse* de merdeux, t'as fini de nous éccœurer, démissionne mon *tabarnac*. »

— Qu'est-ce qu'il a fait ensuite ?

— Il s'est assis de tout son poids sur ma jambe, grimace Moreau, celle qui était dans le vide. J'ai senti que tout se brisait à l'intérieur. Il est immédiatement parti en disant quelque chose que je n'ai pas compris tellement la douleur était vive.

Massicotte se doit de poser la prochaine question, même s'il connaît déjà la réponse.

— Vous connaissez-vous des ennemis, monsieur le maire ?

Moreau hoche la tête :

— Beaucoup de gens peuvent me haïr puisque je dérange. Il y a des adversaires politiques, des fournisseurs et des employés municipaux que j'ai remis à leur place. Tous ces gens-là me détestent. La majorité des citoyens apprécie toutefois ce que je fais pour la ville.

Massicotte continue de noter dans son calepin et ajoute :

— Avez-vous l'impression qu'il s'agit d'un adversaire politique ?

— C'est ce que je viens de vous dire, se crispe Moreau.

— Et avez-vous des soupçons sur quelqu'un en particulier ?

— Je trouve que vous posez souvent la même question de façon différente, rétorque le maire, de plus en plus excédé.

— J'achève, monsieur le maire, soupire l'enquêteur. Mais il me faut recueillir le plus d'informations possible. Soupçonnez-vous une personne ou un groupe de personnes en particulier ?

— Ce pourrait être des membres de l'ancien conseil, même le conseiller Dion, qui s'oppose à moi depuis quelque temps. Je ne sais pas. Chose certaine, quel que soit l'auteur de cette commande, il semble avoir payé des spécialistes pour faire le travail.

— Vous avez vraiment l'impression que c'était une commande ? ajoute l'enquêteur.

— Je ne pense pas qu'un adversaire ferait le travail lui-même. En plus, en plaçant ma jambe sur la fenêtre, l'assaillant savait très bien que je serais gravement blessé. C'est donc un spécialiste, probablement à la solde d'un opposant.

— Pour ce qui est de Dion, nous allons vérifier ses allées et venues. À première vue, il n'a pas le profil pour ce genre d'attaque. Une fois que votre jambe a été brisée, que s'est-il passé, monsieur Moreau ?

Le maire gigote sur son lit et hausse la voix :

— Écoutez, j'avais tellement mal. Je ne me préoccupais plus de ce qui se passait. J'ai entendu Tyler japper puis se plaindre. Quelques minutes plus tard, ma femme est entrée. Je crois que vous connaissez le reste de l'histoire, monsieur Massicotte.

L'enquêteur ferme son calepin.

— Merci de votre excellente collaboration, monsieur le maire, et espérons que votre rééducation sera complète et rapide. Je laisse ma carte professionnelle à votre épouse. Si vous vous souvenez de quelque chose d'autre, n'hésitez pas à me contacter.

Il quitte les lieux et dit à Nadeau :

— Je ne crois pas tellement à son histoire d'adversaires politiques. Je pense que quelque chose d'autre se cache sous cette attaque. Ceux qui ont fait ça étaient des professionnels, et je doute que cette attaque puisse avoir quoi que ce soit à voir avec la politique.

— En tout cas, enquêteur, vous ne sembliez pas particulièrement compatissant, sourit Nadeau.

— Vous trouvez ? interroge Massicotte en riant.

À l'heure du midi, Maxime expédie un courriel à l'orthopédiste pour savoir comment se porte le maire. Il est surpris d'obtenir une réponse au bout d'une vingtaine de minutes seulement. L'opération de Moreau a été un succès, mais a duré près de quatre heures. Son nez sera opéré dans deux jours, et le maire quittera l'hôpital pour un centre de rééducation de Sherbrooke le lundi suivant. Il devrait idéalement passer quelques semaines à cet endroit. Une fois revenu à la maison, il devra se présenter cinq fois par semaine à l'hôpital pour des traitements de physiothérapie.

Le journaliste téléphone à nouveau à Josée Brunel, mais il n'obtient pas de réponse. Il laisse un message sur sa boîte vocale et décide de se présenter à l'hôpital pour voir s'il ne pourrait pas réaliser une entrevue avec le maire. À son arrivée à la chambre 602, il constate que les représentants d'une télévision de Sherbrooke sont en train d'interviewer Moreau. L'épouse du maire sort de la chambre. En apercevant Maxime, elle tente de s'éloigner dans l'autre direction.

— Madame Brunel ! Madame Brunel ! dit Maxime en courant vers elle. Avez-vous eu mon message ?

Cette dernière se tourne vers lui et répond en rougissant :

— Non, je n'ai pas reçu d'appel. De quoi s'agit-il ?

— Oh ! ce n'est pas grave, réplique Maxime. Je voulais simplement savoir s'il était possible de réaliser une entrevue avec monsieur le maire. Je vois qu'il rencontre un journaliste de Sherbrooke, alors j'imagine que cela sera possible pour moi après cet entretien.

Josée, visiblement mal à l'aise, réplique :

— Écoutez, il a déjà rencontré les policiers ce matin et ce journaliste cet après-midi, je ne crois pas qu'il donnera une autre entrevue. Mon mari est fatigué et il a encore très mal. Vous comprenez, n'est-ce pas ?

Maxime comprend surtout qu'elle semble maintenant très gênée de lui parler.

— C'est son droit, madame Brunel, de ne pas me rencontrer. Je trouve cependant un peu étrange qu'il parle à un journaliste de Sherbrooke alors qu'il ne semble pas disposé à donner une entrevue à un journaliste de Granby.

Josée hausse les épaules en signe d'impuissance et s'éloigne. Maxime attend que les représentants de la télévision de Sherbrooke quittent la chambre et demande au journaliste quand sera télédiffusée l'entrevue. Ce dernier l'informe que ce sera au bulletin de dix-huit heures. Par la suite, Maxime cogne à la porte de la chambre et entre. En l'apercevant, le maire maugrée :

— Je n'ai rien à vous dire, monsieur Lalonde. Je suis fatigué, laissez-moi tranquille.

— Juste cinq minutes, réplique Maxime. Les citoyens de Granby ont le droit de savoir ce qui s'est passé.

— Partez immédiatement. S'ils veulent savoir, ils regarderont la télévision de Sherbrooke.

— Vous voulez vraiment que j'écrive ça ?

— Laissez-moi tranquille. Je n'ai rien à dire, répond le maire sur un ton bourru.

Maxime quitte l'hôpital. Il va chercher Cynthia au travail et la ramène à la maison. Il lui raconte sa journée tout en lui indiquant qu'elle n'est pas terminée. À dix-huit heures, il regarde le bulletin de nouvelles et prend des notes. Le maire raconte qu'il a été agressé par un mastodonte qui lui aurait dit en lui cassant le nez : « On est tanné de ta façon de gouverner, tu vas payer mon *ostie* ». Il relate ensuite l'épisode de la jambe écrasée en indiquant qu'il a beaucoup souffert. Il ajoute :

— S'il le faut, je paierai de ma poche pour engager des gardes du corps, mais personne ne m'empêchera

de mener à bien ma mission. Je veux réduire à néant la dette de la ville et baisser les taxes de moitié à Granby. Personne ne m'arrêtera.

En répondant à une autre question, il affirme :

— Je suis au service des petits. Je sers les gens ordinaires du mieux que je peux. Il est possible qu'une entreprise ou un citoyen ne digère pas la rigueur avec laquelle la Ville octroie et surveille ses contrats. Peut-être aussi qu'un employé municipal qui a perdu son travail parce que son poste était inutile m'en veut, je ne sais pas. Il y a plein de suspects. J'ai aussi des adversaires politiques. Je le répète cependant : personne ne m'arrêtera.

Moreau raconte également l'épisode des soumissions truquées et rappelle subtilement qu'il a déjà un adversaire déclaré pour les prochaines élections : le conseiller Dion.

Une fois l'entrevue terminée, Maxime se réfugie dans la cuisine avec son ordinateur portable et rédige son article en relatant les propos du maire et en faisant part du bulletin de santé que lui a donné l'orthopédiste. Il indique que son papier est basé sur une entrevue donnée par le maire à la télévision de Sherbrooke, puisque celui-ci n'a pas rencontré les journalistes de Granby jusqu'à présent. L'article du lendemain s'intitulera : « Moreau raconte son agression à la télévision de Sherbrooke ».

Maxime transmet l'article au journal et rejoint Cynthia au salon.

— Tu as terminé, Maxime ? Qu'est-ce qu'on mange pour souper ?

— Je suis crevé. Tu peux manger ce que tu veux, moi, je vais me faire un bol de gruau et me coucher très tôt.

— Ouais, tout un programme pour la soirée, monsieur Lalonde. Peux-tu faire deux bols de gruau avec des rôties ? On se couchera tôt tous les deux et tu pourras au moins me coller un peu.

— Je t'aime, Cynthia Tremblay, sourit Maxime.

Chapitre 31

La consternation

Une belle neige humide tombe lentement sur Granby en cette soirée du 2 mars. Encore quelques tempêtes isolées, et l'hiver sera terminé. Maxime, absorbé dans ses pensées, marche d'un pas rapide vers la mairie. Il n'a reçu aucun document pour l'assemblée du conseil de ce soir, mais il n'a pas reçu d'avis indiquant que l'assemblée était annulée. Lorsqu'il entre dans la salle vers dix-huit heures quarante-cinq, seuls cinq ou six citoyens sont présents, dont L'Artiste. Le journaliste ne peut s'empêcher de penser qu'en l'absence de Moreau, tout semble désorganisé à la Ville. Finalement, Patrick Corriveau, le greffier, ainsi que les conseillers Isabelle Robert, Jean Dion et Luc Harpin entrent dans la salle. Harpin prend immédiatement la parole :

— Comme plusieurs d'entre vous le savent, notre maire a été sauvagement attaqué à son domicile il y a une dizaine de jours. Je suis certain que vous vous joignez tous aux membres du conseil pour lui souhaiter un prompt rétablissement. Pour le moment, nous ne sommes pas prêts à tenir une assemblée.

Harpin regarde dans la salle d'un air suffisant et ajoute :

— En vertu de l'article 327 de la Loi sur les cités et villes, nous allons attendre trente minutes, constater le défaut de quorum et ajourner cette réunion à lundi prochain, le 9 mars. À ce moment-là, j'agirai probablement comme président de l'assemblée, puisque je doute fort que monsieur Moreau sera de retour au travail. Ce soir, il n'y aura donc pas d'assemblée ni de période de questions, évidemment. Vous pouvez partir si vous le désirez. Pour notre part, nous devons attendre trente minutes avant de procéder à l'ajournement.

Maxime lève la main.

— Que pouvons-nous faire pour vous, monsieur le journaliste ? demande Harpin.

— J'aimerais seulement savoir si vous avez des nouvelles fraîches en ce qui concerne la santé de monsieur le maire.

— Je sais seulement qu'il a été transféré il y a quelques jours dans un centre de rééducation de Sherbrooke. Il a été opéré à la jambe puis au nez avant son transfert. Je n'ai pas d'autres nouvelles pour le moment.

— Est-ce que vous connaissez le nom du centre de rééducation ?

Le conseiller regarde Maxime avec mépris et répond :

— Je le sais, mais ne vous le dirai pas. Avec ce que monsieur le maire a subi, il a droit au calme sans les interrogatoires incessants des journalistes.

— Dommage, réplique Maxime avec compassion, les citoyens ont le droit de savoir ce qui arrive à leur premier magistrat.

— C'est avec plaisir que je vous tiendrai informé, monsieur Lalonde, répond Harpin, soudain un peu moins hautain.

Une fois la demi-heure écoulée, les conseillers ajournent la séance au lundi suivant. Monsieur Corriveau note le tout au procès-verbal.

Au cours de la semaine, Jean-Philippe Côté tente en vain d'obtenir plus d'informations du service de police concernant l'agression. Sa source et l'enquêteur Massicotte n'ont rien à lui apprendre. Maxime, pour sa part, téléphone à quelques reprises au conseiller Harpin, mais ce dernier n'a pas de nouvelles du maire, du moins, c'est ce qu'il prétend.

Le lundi suivant, le journaliste entre à nouveau dans la salle du conseil vers dix-huit heures quarante-cinq. Cette fois, il a reçu un ordre du jour, et il y a un CD à son nom sur la table des journalistes, comme d'habitude. Bien qu'il soit encore tôt, il y a déjà une soixantaine de citoyens dans la salle. La nouvelliste du poste de radio, Christine Perreault, vient s'asseoir à côté de Maxime :

— As-tu des nouvelles du maire ?

— Non, et toi ?

— Je ne lui ai pas parlé, mais j'ai entendu dire qu'il était rentré chez lui.

Surpris, Maxime plisse le front :

— Qui t’a dit cela ? Il devait passer plusieurs semaines en maison de rééducation. Je serais étonné qu’il soit déjà de retour.

— C’est mon patron qui me l’a dit.

— De toute façon, j’imagine que Harpin va nous faire un topo sur la santé du maire au début de l’assemblée.

Sur ce, les élus entrent dans la salle. Harpin, à titre de maire suppléant, prend la chaise du premier magistrat. Il s’adresse aux citoyens :

— Tout d’abord, chers citoyens, merci d’être ici ce soir en si grand nombre. Je vous demanderais, selon vos croyances, de prier ou d’envoyer des ondes positives à notre maire, qui en a bien besoin après l’attaque sauvage dont il a été victime. Il m’a demandé de vous donner des nouvelles de sa santé. Tous ici connaissent le courage de monsieur Moreau. Cette fois-ci encore, il s’est surpassé. Il est déjà de retour chez lui depuis cet après-midi. Dorénavant, il suivra ses traitements de physiothérapie à l’hôpital tous les jours et non plus dans un centre de Sherbrooke, comme c’était le cas depuis près de deux semaines. Je l’ai vu cet après-midi, et il voulait absolument participer à la séance du conseil de ce soir. Je l’en ai dissuadé, mais il m’a demandé de vous informer que son combat pour la baisse des taxes et la disparition de la dette se poursuivra malgré l’attaque sournoise dont il a été victime. Il me prie de vous informer qu’il ne reculera devant aucun adversaire politique.

Les citoyens dans la salle se mettent à applaudir à tout rompre. Harpin ajoute :

— Merci beaucoup de vos applaudissements et de votre appui inconditionnel.

Le maire suppléant explique l’ajournement de la semaine précédente et précise que l’assemblée est ouverte. Il demande aux citoyens qui ont des questions de se présenter au micro. Maxime reconnaît sensiblement les mêmes visages que d’ordinaire. Un premier citoyen, monsieur Fernand Brodeur, avec son crâne dégarni et son teint cireux, avance jusqu’au micro. Après avoir précisé son nom et son lieu de résidence, la rue Bérard, il s’adresse au conseil :

— Merci, monsieur Harpin, de nous informer de l’état de santé du maire. Monsieur Moreau est un homme très courageux, et j’aurais compris qu’il quitte son poste après avoir été battu de la sorte. Sa bravoure l’empêche sans doute de renoncer à ses engagements politiques. Dites-lui de bien se soigner tout en l’informant que nous avons hâte à son retour.

— Merci, monsieur Brodeur. Ne vous en faites pas, je suis certain que le maire a reçu votre message, puisqu’il regarde sans doute la télévision communautaire de chez lui.

Un autre vieil habitué des réunions du conseil, le citoyen Claude Gélinas de la rue Desjardins, se rend au micro d’un pas lent. Ses pieds accrochent la base du lutrin, ce qui provoque un retour de son très désagréable. L’homme saisit le micro à deux mains pour éviter de tomber. Il se redresse lentement.

— Excusez-moi, à mon âge, on est parfois maladroit..., dit-il. Je ne peux pas croire, chers membres du conseil, que quelqu’un s’est attaqué brutalement à un homme aussi honnête et qui a tant à cœur le bien-être collectif.

Puis, en pointant la caméra du doigt et en s’adressant à Moreau comme s’il était là, il ajoute avec assurance :

— Nous avons besoin de vous, monsieur le maire, pour terminer le travail et finir de nettoyer le désastre laissé dans les finances municipales par vos prédécesseurs.

Harpin remercie le citoyen de ses bons mots et cède la parole à Lise Lapierre du boulevard Montcalm :

— Quand j’ai appris ce qui est arrivé à monsieur Moreau, j’en ai pleuré, avoue la septuagénaire. Comment peut-on s’attaquer ainsi à une personne aussi droite ? Monsieur le maire, vous êtes dans mes prières tous les soirs. Revenez-nous vite, et espérons que les gens qui vous ont agressé seront emprisonnés sous peu.

L’Artiste s’approche lentement, presque solennellement, et se présente :

— Mon nom est Richard Vaillancourt. Jusqu’à tout récemment, j’habitais sur la rue Vittie. Je suis aussi connu sous le nom de L’Artiste. Ce soir, j’ai le cœur lourd et je n’ai pas envie de rire. Je ne peux pas accepter qu’un journal de Montréal parle de Granby comme étant une ville du Far West. Il est absolument inacceptable que nous ayons à vivre chez nous des événements comme ceux des dernières semaines. Un homme ne devrait jamais être attaqué, et encore moins dans la tranquillité de son foyer. Une résidence ne devrait en aucun temps être incendiée. J’espère que ceux qui ont concocté ces crimes seront arrêtés et punis sévèrement. Je veux transmettre à monsieur Moreau mes vœux sincères de prompt rétablissement.

Il quitte le lutrin sans esclandre. Des applaudissements timides se font entendre. Le conseiller Harpin lui répond :

— Merci pour ces belles paroles, monsieur Vaillancourt, et souhaitons que les coupables paient pour leurs gestes.

Le reste de l'assemblée se déroule rondement. Lors de la deuxième période de questions, plusieurs citoyens expriment à nouveau leur désarroi devant ce qui est arrivé au maire. Le conseiller Jean Dion demande également la parole et souhaite que le maire soit rapidement remis sur pied. Il ajoute :

— Comme les gens le savent maintenant, j'ai l'intention de me présenter aux prochaines élections. Cependant, je tiens absolument à ce que les événements récents soient élucidés. Nous devons faire la lumière sur les soumissions truquées, le feu chez un citoyen, les lettres anonymes et la violence contre le maire. En tant qu'élu et futur maire de cette ville, je ne peux pas accepter ces incidents. Encore une fois, monsieur Moreau, même si nous avons nos différends, je vous souhaite de recouvrer rapidement la santé.

Comme l'assemblée se termine tôt, Maxime se rend au journal et rédige un article soulignant le retour hâtif de Moreau chez lui, et ce, même si le médecin prévoyait plusieurs semaines de convalescence dans une maison de rééducation. Il devra bien sûr faire de la physiothérapie à l'hôpital tous les jours.

Le lendemain, le journaliste rédige un deuxième article sur les bons vœux adressés au premier magistrat par plusieurs citoyens. Cette chronique souligne, en particulier, l'émotion de Richard Vaillancourt lorsqu'il s'est adressé au conseil. Maxime rapporte également la détermination du conseiller Dion à connaître les coupables de cette série de méfaits à Granby.

Durant l'après-midi, Maxime téléphone chez le maire. C'est son épouse qui répond :

— Oui, bonjour ?

— Madame Brunel, c'est Maxime Lalonde.

— Oui, monsieur Lalonde, que puis-je faire pour vous ?

— Tout d'abord, je suis très heureux de constater que votre époux est de retour à la maison. Comment va-t-il ?

— Il recouvre peu à peu la santé, mais il demeure affaibli.

Maxime reprend :

— Croyez-vous que je pourrais lui rendre visite ?

Maxime note une petite hésitation au bout du fil.

— Vous savez, il dort encore beaucoup, répond Josée. Je ne crois pas que votre visite soit appropriée pour le moment.

— Je ne serai pas là longtemps, insiste Maxime. Vous savez, nos lecteurs brûlent de connaître son état de santé et la date possible de son retour au travail.

Maxime entend un soupir.

— Ce n'est vraiment pas le temps, monsieur Lalonde.

Le journaliste essaie autre chose :

— Est-ce que je pourrais lui parler au téléphone ?

— N'insistez pas, de toute façon, il dort.

Maxime est certain que le maire ne veut tout simplement pas lui parler. Il décide de tendre un piège à sa conjointe.

— Bon, je rappellerai une autre journée, ajoute-t-il. Pouvez-vous toutefois me dire, pour nos lecteurs, s'il suit ses traitements de physiothérapie à l'hôpital tous les jours ?

— Oui, tous les matins vers neuf heures trente, du lundi au vendredi. Des responsables du transport pour personnes handicapées viennent le chercher pour le conduire à l'hôpital.

Maxime a obtenu le renseignement qu'il voulait, il conclut :

— Merci, madame Brunel, au plaisir de vous reparler.

Le lendemain matin à neuf heures trente, Maxime se rend à l'hôpital, dans le secteur dédié à la physiothérapie, et attend le maire. Vers dix heures, celui-ci se présente, assis dans un fauteuil roulant, la jambe étendue et retenue dans une attelle. En apercevant Maxime, Moreau a peine à cacher un rictus colérique. Le journaliste lui demande :

— Est-il possible de réaliser une entrevue avec vous, monsieur le maire, pour que nous puissions informer nos lecteurs de votre état de santé et des durs moments que vous avez vécus lors de l'agression dont vous avez été victime ?

— Vraiment, vous ne reculez devant rien pour réaliser une entrevue. Vous voyez bien que je n'ai pas le

temps. Je suis attendu pour mes traitements.

— Je comprends très bien. Je peux réaliser l’entrevue après vos traitements.

Moreau se dit qu’il doit bien y avoir une autre porte de sortie pour le département de physio et qu’il pourra probablement échapper à Maxime. Il adopte donc un ton plus conciliant :

— En ce qui concerne ce qui m’est arrivé, j’ai déjà tout dit à la station de Sherbrooke il y a deux semaines. Pour mon état de santé, il n’y a pas grand-chose à ajouter. Cependant, je veux bien vous accorder cinq minutes après mes traitements. Attendez-moi ici.

— D’accord, monsieur le maire, pouvez-vous m’indiquer la durée de vos traitements ?

— Environ une heure.

— Très bien, je vous attends ici.

Aussitôt Moreau entré pour ses traitements, Maxime fait le tour du département pour voir s’il n’y aurait pas d’autres sorties. Il est loin d’être certain que le maire veuille vraiment lui accorder une entrevue. Après avoir noté qu’il y a une autre issue, il téléphone à Jean-Philippe Côté pour que celui-ci le rejoigne à l’hôpital. Il lui indique qu’il faut couvrir les deux sorties, car il n’a pas du tout confiance en Moreau. Il demeure à l’endroit où il a rencontré le maire tout en plaçant Côté quelque peu à l’écart de la deuxième sortie. Une heure et quinze minutes plus tard, Maxime reçoit un appel de son confrère lui annonçant que le maire attend le préposé à la deuxième sortie. Maxime s’y rend immédiatement. Il dit au maire sur un ton un peu sarcastique :

— Vous avez été contraint de sortir ici, monsieur le maire ?

Surpris et exaspéré, Moreau répond :

— Ne vous en faites pas, j’allais demander au préposé de me rouler jusqu’à vous.

— J’en suis certain, acquiesce Maxime. Je voudrais tout d’abord connaître votre état de santé.

— Comme vous le savez sans doute, monsieur Lalonde, les médecins m’ont opéré pour rafistoler ma jambe. L’opération a duré plusieurs heures. Par la suite, on a réparé mon nez. J’ai été hospitalisé quelques jours puis transféré au centre de l’Estrie, à Sherbrooke. J’avais deux heures de traitement de physio par jour. Le reste de la journée, je m’ennuyais à mourir. Donc, dès que j’ai pu, je suis revenu à Granby. Je porte cette attelle pour encore deux mois environ. On me la retire toutefois durant les traitements.

— Et maintenant, comment vous sentez-vous ?

— Dans les circonstances, assez bien, et j’ai hâte de reprendre mon travail. Ce ne sont pas des adversaires politiques belliqueux qui vont m’empêcher de continuer à assainir les finances municipales et à ramener la prospérité à Granby.

— Comme ça, vous êtes certain que ce sont des adversaires politiques qui sont à l’origine de cette attaque ?

— Qui voulez-vous que ce soit d’autre ?

— Avez-vous une idée de leur identité ?

— Écoutez, monsieur Lalonde, j’utilise les mots «adversaires politiques» dans le sens large. Vous savez, quand on brasse la cabane comme je l’ai fait, on se crée beaucoup d’ennemis. Je n’ai pas d’idée précise sur qui a pu faire cela.

— Pouvez-vous me raconter votre agression ?

Cette fois, Moreau s’impatiente vraiment :

— Je vous l’ai déjà dit, j’ai tout raconté à la télévision de Sherbrooke ainsi qu’aux policiers. Je ne recommencerai pas avec vous. Vous allez m’excuser, mais cet entretien a assez duré, conclut Moreau alors que le préposé au transport vient le chercher.

— Merci beaucoup de votre collaboration, monsieur le maire. Nos lecteurs seront contents d’apprendre que votre santé s’améliore rapidement, dit Maxime tandis que le maire s’éloigne en maugréant.

De retour au journal, Maxime rédige un billet qui informe les lecteurs de l’état de santé du maire et de ses soupçons quant aux adversaires politiques. Au fur et à mesure qu’il compose l’article, le journaliste se dit que, dans le futur, il lui sera très difficile d’obtenir une autre entrevue avec le maire, car il ne pourra pas toujours le piéger comme aujourd’hui. En effet, il est maintenant convaincu que même madame Brunel se méfierait de lui.

Chapitre 32

Des soupçons

Au cours des deux semaines suivantes, les spéculations vont bon train dans la population quant aux possibles agresseurs du maire. Des lettres d'opinions adressées au journal et des tribunes téléphoniques à la radio permettent aux admirateurs de Moreau de se défouler en invectivant ses adversaires politiques. Il semble que les soupçons s'orientent vers d'anciens élus et peut-être même vers le conseiller Dion, qui a déjà annoncé sa candidature pour 2017. Maxime a tenté en vain de reparler au maire, et Jean-Philippe n'a pas pu, non plus, obtenir de renseignements de sa source au service de police.

Les deux journalistes sont convoqués un matin au bureau de Michel Guay pour faire le point sur le dossier. Guay demande en se grattant la tête :

— Et puis, Maxime, as-tu réussi à obtenir de nouveaux renseignements ?

— Non, absolument rien, répond Maxime en grimaçant. Ce que j'ai fait pour piéger Moreau à l'hôpital il y a deux semaines n'était peut-être pas une bonne idée. Depuis, je suis incapable de lui reparler et même son épouse est très froide avec moi au téléphone.

— Je crois que tu étais déjà brûlé avec Moreau avant ça, sourit Guay. Ta petite ruse n'a certainement pas aidé, mais il te fuyait déjà dans les semaines précédentes. Et toi, Jean-Philippe, as-tu des nouvelles du service de police ?

— Pas du tout, lance Côté en levant les yeux au ciel. Pourtant, les deux malfaiteurs ont laissé plein d'indices, et madame Moreau les a bien décrits. Je crois que c'est une question de jours.

— Ouais, nous, on doit tenir l'affaire vivante dans le journal, répond Guay. Voici ce que nous allons faire. Toi, Maxime, tu tâches d'interviewer les trois personnalités les plus visées par les sous-entendus des lettres ouvertes reçues au journal, à savoir Dion, l'ancien maire et possiblement le conseiller Bélanger, qui était en quelque sorte le chef de l'opposition au sein du conseil précédent.

Maxime fait non de la tête et ajoute :

— Je suis certain qu'aucune de ces trois personnes n'est impliquée et qu'elles n'auront pas grand-chose à me dire. Mais c'est toi le patron.

Michel regarde maintenant Jean-Philippe et dit :

— Je crois que je connais bien Moreau. Il acceptera probablement de te donner une entrevue juste pour humilier Maxime. Alors tu lui téléphones aujourd'hui et tu vérifies ma théorie. Encore une fois, tu fais un bilan de santé et tu essaies de lui sortir les vers du nez au sujet de l'agression et de ses soupçons.

— Je veux bien tenter le coup, répond Côté.

— Je suis pas mal certain que tu vas réussir, sourit Guay.

En après-midi, Maxime appelle d'abord l'ancien maire Guy Laurin.

— Oui, allô ?

— Monsieur Laurin, c'est Maxime Lalonde du journal. Ça me fait plaisir de vous parler de nouveau.

— Le plaisir est réciproque. Que puis-je faire pour vous ?

— Monsieur Laurin, vous êtes, sans aucun doute, au fait de l'agression dont a été victime le maire...

— Évidemment, comme tout le monde, soupire Laurin.

— J'imagine que vous avez aussi lu les différentes lettres ouvertes reçues au journal concernant les auteurs possibles de cet attentat.

— Oui, j'ai lu plusieurs de ces lettres. Mais où voulez-vous en venir ?

— Peut-être aussi avez-vous écouté certaines tribunes téléphoniques à la radio locale ?

— Sincèrement, je n'écoute pas ces émissions. C'est un peu trop facile de déblatérer contre quelqu'un sans s'identifier.

— Je comprends très bien votre point de vue et, pour ma part, je trouve qu'on devrait bannir ces pollueurs des ondes. Mais là n'est pas la question. Vous êtes-vous senti personnellement visé par ces critiques ?

— Monsieur Lalonde, je répète que depuis que j'ai quitté la mairie, je ne me suis jamais mêlé des affaires municipales. Si certains croient que je suis impliqué, de près ou de loin, dans l'attentat sordide dont

a été victime monsieur Moreau, eh bien, qu'ils le disent clairement et je les poursuivrai. Je suis dégoûté de ces accusations voilées. J'aimerais que vous rapportiez mes propos à vos lecteurs en insistant sur le fait que je n'ai fait aucune politique municipale active depuis ma défaite de 2009. Je souhaite au maire un prompt rétablissement et je désire absolument que les coupables soient punis sévèrement, ajoute-t-il sur un ton ferme.

— Je vais rapporter textuellement vos propos, monsieur Laurin, et merci pour cette entrevue.

Maxime complète ses notes et téléphone au conseiller Dion. Ce dernier est malheureusement absent, et le journaliste lui laisse un message sur sa boîte vocale. Il parvient cependant à joindre l'ancien conseiller Robert Bélanger. Après les formules de politesse habituelles, Maxime répète sensiblement le même discours qu'à l'ancien maire.

— Est-ce que vous vous sentez visé, monsieur Bélanger, par les propos entendus à la radio et par les lettres publiées par le journal dans la section « opinions » ?

— Que voulez-vous dire exactement, monsieur Lalonde ? demande Bélanger.

— Est-ce que vous avez l'impression que vous-même ou certains membres des anciens conseils êtes soupçonnés par une partie de la population d'être à l'origine de l'attaque sur Moreau ?

Maxime entend rire au bout du fil. Bélanger répond :

— Les lettres ouvertes dans le journal, ça va. Je ne me suis jamais senti visé. Mais les élucubrations de quelques débiles mentaux anonymes à la radio, ça je ne suis plus capable. Il y en a qui ne sont pas très loin de porter des accusations formelles, et l'imbécile d'animateur les laisse faire. Si ça continue comme ça, je vais porter une plainte formelle auprès du CRTC⁵. Il y a une limite à la bêtise humaine.

— Avez-vous une idée de l'identité des auteurs de cette attaque ? ajoute Maxime.

— J'ai une bonne idée, mais je ne la partagerai pas avec vous, car je n'ai aucune preuve. Regardez seulement l'aspect physique de celui qui a agressé le maire et demandez-vous si beaucoup d'hommes politiques connaissent ce genre d'individu et auraient pu l'engager, répond fermement Bélanger. Je ne crois pas qu'un politicien fasse normalement affaire avec de tels malfrats.

— Que voulez-vous dire exactement ?

— Je vous en ai déjà beaucoup dit, monsieur Lalonde, et je ne commenterai plus, à moins que vous ne m'assuriez que mes propos ne seront pas publiés.

— Vous me revenez avec la non-publication, ajoute Maxime en souriant. Puis-je vous rappeler qu'un journaliste est là pour écrire des articles et non pour recueillir des confidences ?

— Monsieur Lalonde, mes confidences vous ont grandement aidé à rédiger des articles éclairés sur la ville de Granby, n'est-ce pas ? C'est à prendre ou à laisser. Vous ne publiez pas ce que je vais vous dire ou je n'ajoute rien, réplique Bélanger, visiblement agacé.

— Bon, je ne publierai rien à part ce que vous m'avez déjà dit. Ça vous convient ?

— Tout à fait. C'est simple, la personne qui a agressé Moreau ressemble beaucoup à un membre des groupes criminalisés de motards.

— Je comprends que vous ne vouliez pas que je publie ça, l'interrompt Maxime, mais pourquoi ce type d'individus s'intéresserait-il au maire ?

— Vous savez, toutes ces rumeurs qui ont couru et qui courent toujours sur la consommation de substances illicites par notre cher monsieur Moreau. Eh bien, je crois que tout cela est lié.

Maxime éclate de rire :

— Vraiment, vous allez très loin. Vous avez regardé trop de films de détective.

— Je répète : je n'ai pas de preuves. Mais je sais ce qui arrive à quelqu'un qui a des dettes de drogue. Croyez-moi, ça ressemble beaucoup à cela.

— Avez-vous déjà eu des problèmes semblables ? questionne Maxime en riant.

— Pas moi, mais le fils d'un ami a subi ce genre d'attaque il y a cinq ou six ans. J'ai bien l'impression que Moreau a fait la même erreur que le jeune homme. Il n'a pas pu payer son fournisseur.

— Avez-vous autre chose à me confier ? réplique Maxime, incrédule.

— Non, mais vous pouvez compléter votre article en mentionnant que je souhaite un prompt rétablissement à monsieur Moreau, ajoute Bélanger sur un ton moqueur.

— Merci de votre collaboration, dit Maxime, toujours aussi sceptique.

Maxime rédige son article tout en faisant bien attention de rester fidèle à sa promesse en ne parlant pas des motards. Il peut tout de même écrire quelque chose sur le fait que les politiciens ne connaissent habituellement pas le type de truands à l'origine de l'agression sur le maire. Cette affirmation de Bélanger ne plaira certainement pas à Moreau. Le téléphone sonne. C'est Dion :

5. Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.

— Vous avez essayé de me joindre, monsieur Lalonde ?

— Oui, monsieur. J'aimerais savoir ce que vous pensez des commentaires du maire et de certains citoyens dans les lettres ouvertes ou les émissions de radio voulant que ce soit des adversaires politiques qui auraient fait battre notre premier magistrat.

— Je lis les journaux, mais je n'écoute pas les tribunes radiophoniques, assure Dion. Je n'ai pas le temps, je travaille. Pour ma part, je n'ai jamais, à ma connaissance, rencontré de politiciens qui pourraient se livrer à de pareilles bassesses.

— Et s'il y avait un ou des politiciens derrière cette attaque, qui soupçonneriez-vous ?

— Je n'en ai aucune idée, affirme Dion. Évidemment, on ne sait jamais, mais je ne crois pas que cet attentat ait quelque chose à voir avec l'engagement politique de monsieur Moreau.

— Que voulez-vous dire ?

— Rien de plus que ce que je viens de vous dire, monsieur Lalonde. Il est fort possible, tout simplement, que quelque chose dans la vie privée du maire puisse lui avoir attiré des ennuis.

— Comme quoi ?

— Je n'en sais rien. Moreau est une bonne connaissance, mais sans plus. Il s'agira vraisemblablement de mon adversaire aux prochaines élections municipales, et je ne dis jamais de mal de mes adversaires, ajoute-t-il en riant.

— Avez-vous autre chose à ajouter ?

— Rien de plus que ce que j'ai dit à la dernière assemblée du conseil. Je souhaite simplement à monsieur Moreau de retrouver la santé le plus tôt possible. J'espère également que nos services policiers pourront arrêter les criminels à l'origine des différents méfaits commis à Granby au cours des dernières semaines.

Alors qu'il termine sa conversation avec Dion, Maxime voit Jean-Philippe entrer dans la salle de rédaction. Lalonde lui fait signe, et Côté se rend à son pupitre avec un grand sourire aux lèvres :

— Qu'est-ce qui te rend si heureux ? questionne Maxime.

Côté sourit encore plus et répond :

— Ça paraît tant que cela ?

— Tu flottes, Jean-Philippe.

— Je vais te dire pourquoi. J'ai appelé chez le maire, et son épouse me l'a passé immédiatement. Vingt minutes plus tard, j'étais chez lui. Il m'a reçu cordialement pour une entrevue.

— Guay avait raison, grimace Maxime. Il donne des entrevues à n'importe qui, sans vouloir t'offenser, mais pas à moi. Et que t'a-t-il raconté ?

— Au fond, il m'a reçu, mais il ne m'a pas appris grand-chose de nouveau. Il m'a parlé de son état de santé, qui évolue lentement mais positivement, et il m'a donné quelques détails concernant l'agression. Toutefois, il est resté vague. Il a des difficultés à décrire son agresseur, puisqu'il dit ne l'avoir vu que pendant une fraction de seconde avant d'être frappé. Il ne pense pas pouvoir le reconnaître.

— En somme, sourit Maxime, nos lecteurs n'apprendront pas grand-chose de plus.

— Pas si vite, Lalonde, soupire Jean-Philippe. Il m'a tout de même décrit son agression. Il semble que le bandit lui ait asséné un coup de poing sur le nez avant de lui demander d'étendre sa jambe sur le rebord de la fenêtre. Une fois le geste posé, il se serait carrément assis dessus.

— Ouch, ça doit faire très mal, convient Maxime, mais on le savait aussi. Donc, tu as tout de même un article pour demain sur les circonstances de l'attentat, et ce, même si la télévision de Sherbrooke a déjà raconté cette histoire. Pour ma part, les entretiens que j'ai eus avec Dion et Bélanger m'amènent à me poser la question suivante : avec la description physique que nous avons de l'agresseur, est-ce qu'on peut toujours penser qu'il s'agit d'un règlement de compte politique ? Est-ce qu'il n'y aurait pas autre chose derrière cette attaque ?

— Que veux-tu dire ? demande Jean-Philippe, inquiet.

— Celui qui a frappé Moreau l'a-t-il fait pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la politique, des raisons qui seraient plutôt liées à sa vie personnelle ?

— Évidemment, c'est possible, mais qu'est-ce qui te fait penser cela ?

— Jean-Philippe, le maire Moreau parle d'adversaires politiques. Connais-tu beaucoup de politiciens de Granby qui pourraient avoir des contacts avec des individus répondant à la description physique que nous avons de l'agresseur ?

— Oui, c'est certain que l'agresseur n'a pas l'air d'un enfant de chœur, mais il a pu être payé par un politicien.

— Et tu crois sérieusement que Dion, Laurin ou Bélanger auraient pu engager un tel individu ? Tu te rappelles la description faite par madame Brunel ? À quel genre d'individu cette description te fait-elle penser ?

— Ça ressemble beaucoup à la description d'un membre d'un groupe de motards criminels, répond Côté en s'étonnant lui-même.

— Je commence à penser ça moi aussi.

Les journalistes se rendent au bureau de Guay, et les trois confrères conviennent qu'il y aura deux articles dans le journal du lendemain. Le premier sous la plume de Jean-Philippe Côté sera intitulé : « Presque un mois après l'attaque dont il a été victime, le maire accorde une entrevue exclusive au journal ». En sous-titre, on pourra lire : « Tous les détails sur cette agression sauvage ». Guay est très conscient que le lecteur n'apprendra pas beaucoup de faits nouveaux dans le billet de Jean-Philippe, mais il veut projeter l'image d'une exclusivité obtenue par le journal. Le deuxième article publié par *La Voix des Cantons* portera le titre : « Des adversaires politiques à l'origine de l'attentat ? » Dans ce papier, Maxime rappellera le physique de l'agresseur et rapportera les propos de Bélanger et de Dion. L'article posera la question : « Est-ce que des politiciens de Granby peuvent vraiment être en contact avec un individu aussi louche et qui a l'air sorti tout droit d'un film de motards ? » Guay félicite à nouveau ses deux journalistes pour le travail accompli et ajoute :

— Il ne reste maintenant plus qu'à la police à faire son travail. Pour ma part, je ne crois pas qu'il s'agisse d'adversaires politiques.

Chapitre 33

Les arrestations

Tôt le matin, l'enquêteur Massicotte entre dans le bureau du directeur du service de police, monsieur Benoît Adam. Ce dernier est directeur depuis cinq ans. Il est entré au service de la police à vingt-cinq ans comme patrouilleur et a gravi tous les échelons qui l'ont mené à son poste actuel. Il a maintenant cinquante ans, les cheveux blancs coupés courts, des yeux bleus perçants et un air renfrogné. Il a été engagé comme directeur sous l'administration Moreau et n'a jamais été embêté par celui-ci, qui a même accepté certaines de ses demandes budgétaires. Son service n'a pas subi de compressions, contrairement à ce qui s'est passé dans les autres. Au fond de lui, il sait, comme tous les policiers, que Moreau a un passé trouble, mais il n'a pas intérêt à ce que l'administration municipale change.

— Monsieur le directeur, dit Massicotte, nous sommes prêts à procéder à des arrestations dans le dossier de l'attentat chez le maire.

— Ah bon ? réplique Adam en invitant, de la main, Massicotte à s'asseoir. Et qui sont les personnes impliquées ?

L'enquêteur s'assoit et poursuit :

— Deux de nos bonnes connaissances : Jocelyn Dumont, alias Joe Mountain, et Aimé Thivierge, alias Love Virgin.

— Ouais... donc le journal avait raison quand il prétendait qu'il ne s'agissait probablement pas d'une vengeance politique, n'est-ce pas ?

— Écoutez, directeur, ces deux anges font partie du groupe de motards criminels Satan's Squad. Ils distribuent les différentes drogues dans les bars de la région au profit de ce groupe. Lorsqu'un portier ne collabore pas avec eux, il a rapidement des problèmes. Je ne les vois donc pas du tout s'intéresser à la joute politique.

Adam recule dans sa chaise et grimace :

— J'imagine que ça concorde avec ce que nous avons toujours cru au sujet du maire, à savoir qu'il est un consommateur presque incontrôlable de cocaïne.

— Oui, directeur. Il a probablement contracté une importante dette de drogue qu'il n'a pas pu rembourser, ce qui explique la visite de nos deux amis.

Le directeur se passe une main sur le visage.

— Quelles preuves avez-vous ? questionne-t-il.

— La pièce de vêtement trouvée sur place pleine de sang à la suite de la morsure du chien nous a conduits, grâce à l'ADN, jusqu'à Joe Mountain. La description physique donnée par l'épouse du maire correspond parfaitement. Il y avait également des empreintes sur le couteau et la poignée de porte, et nous ne devrions pas avoir de problème à retrouver la trace de morsure sur sa jambe. Pour ce qui est de Love Virgin, le début du numéro de plaque donné par l'épouse du premier magistrat ainsi que la description du véhicule correspondent. Il s'agit d'un Toyota Rav-4 noir 2014 volé à Saint-Eustache la veille de l'attaque. Il a été retrouvé abandonné au Centre d'interprétation de la nature du lac Boivin le surlendemain de l'agression.

— Poursuivez, ajoute Adam.

— On a retrouvé du sang de Dumont et les empreintes de Thivierge à l'intérieur du véhicule.

— On ne peut pas dire qu'ils ont tout fait pour ne pas être soupçonnés, n'est-ce pas, enquêteur ?

— Comme vous le savez, directeur, habituellement, dans ce type d'attaque, la victime n'a pas intérêt à porter plainte. La réticence de Moreau à décrire son agresseur est révélatrice à ce sujet. Alors les indices, nos deux moineaux s'en foutaient un peu. Sans l'épouse du maire et le chien, ils n'auraient jamais été embêtés. De plus, sans vouloir manquer de respect aux juges et au système judiciaire en général, ces individus savent qu'ils ne moisiront pas longtemps en prison. Ils ont les meilleurs avocats et, même emprisonnés pour quelques mois, la plupart du temps, ils savent qu'ils seront traités comme des rois et que les autres détenus seront à leur service.

— Mais ceci ne prouve pas que le maire soit un consommateur de drogues.

— Évidemment, directeur. Pour ce qui est de la suite des choses, des mandats d'arrestation ont été lancés il y a une heure et on peut s'attendre à ce que nos deux amis soient parmi nous dès cet après-midi ou ce soir. Ils ne sont habituellement pas difficiles à trouver. Nous allons montrer leurs photos parmi d'autres à

monsieur et madame Moreau pour avoir des identifications formelles, si possible. Nous allons également les cuisiner un peu, ce qui ne sera pas facile puisqu'ils seront accompagnés de leur avocat. Je doute fort qu'ils avouent quoi que ce soit ou même qu'ils répondent à nos questions.

Adam se lève et marche jusqu'à la fenêtre de son bureau, songeur. Au bout de quelques instants, il dit :

— Vous et moi savons très bien qui est Moreau. Nous savons aussi que, jusqu'à nouvel ordre du moins, il est le maire de cette municipalité et que c'est lui qui prend les décisions au conseil. C'est un homme puissant et populaire. À moins d'avoir des preuves formelles, il faut éviter de le salir. D'un autre côté, si cette ville continue d'être dirigée par un toxicomane, on ne sait pas ce qui peut arriver. Il a déjà mangé une volée et n'a donc probablement pas payé sa dette. S'il n'est pas capable de le faire à court ou à moyen terme, la punition pourrait être encore plus sévère. Nous n'avons vraiment pas les moyens de nous en débarrasser, n'est-ce pas ?

— La seule possibilité que je vois, directeur, si les deux filous refusent de parler, c'est de faire une conférence de presse au cours de laquelle nous dirions la vérité sans accuser le maire de quoi que ce soit.

Adam s'approche de Massicotte et dit :

— Que voulez-vous dire ?

L'enquêteur lève les yeux vers son interlocuteur.

— Déjà ce matin, le journal a exprimé des doutes quant à la possibilité qu'il s'agisse d'une vengeance politique, répond-il. Il faut, lors de la conférence de presse, insister sur le fait que nos deux agneaux travaillent dans le milieu de la drogue et qu'ils sont des collecteurs de dettes dans ce domaine. Nos amis les journalistes tomberont dans le panneau et, sans aller jusqu'à porter des accusations, sèmeront le doute dans la population. En somme, on leur laisse faire le sale travail et on se garde les mains propres. Qu'en dites-vous, directeur ?

— Assez astucieux, enquêteur Massicotte. On procède comme vous l'avez dit, mais vous me tenez au courant de toutes les étapes.

En début d'après-midi, Virgin et Mountain sont arrêtés et conduits au poste de police. Ils décident de ne parler qu'en présence de leur avocat, ce qui retarde l'interrogatoire.

Massicotte téléphone à la femme du maire, qui est au travail chez *Walmart*, et lui indique qu'une auto-patrouille passera la chercher. Les policiers ont besoin d'elle pour environ une demi-heure aux fins d'identification des agresseurs du maire. Anxieuse, Josée rejoint l'enquêteur Massicotte et le policier Nadeau dans une pièce où une quinzaine de photos sont étalées sur une table. L'enquêteur l'informe que parmi ces photos se trouvent celles des deux complices présumés de l'attaque sur son époux. Madame Brunel répond :

— Vous savez très bien que je n'ai vu qu'un des deux agresseurs.

— Oui, mais vous pourriez avoir vu l'autre dans les jours précédents près de votre demeure.

Josée regarde attentivement chacune des photos. Devant la dixième, elle s'exclame :

— C'est lui, je le reconnais très bien ! C'est lui qui m'a insultée et qui a tué notre chien Tyler.

— Très bien, regardez les autres photos, demande Massicotte.

Elle s'exécute. Au bout de quelques instants, elle répond :

— Non, je ne les connais pas du tout. Mais celui que je vous ai indiqué, je suis certaine que c'est l'agresseur de mon mari.

Nadeau et l'enquêteur font signer une déclaration à madame Brunel indiquant qu'elle a formellement identifié Jocelyn Dumont, alias Joe Mountain, comme étant celui qui a attaqué son mari.

Massicotte demande à l'épouse du maire si ce dernier pourrait se rendre au poste de police dans le cas où on irait le chercher en auto-patrouille.

— Non, je ne crois pas, indique-t-elle. Il ne peut se déplacer qu'en fauteuil roulant, et sa jambe ne peut pas plier à cause de son attelle d'extension de genou. Donc, pour voyager, il a besoin d'un véhicule adapté. Il en a encore pour quelques semaines au moins.

— Merci de votre collaboration, madame Brunel. Nous allons vous reconduire à votre travail. Vous serez sans doute appelée à témoigner lors du procès.

Massicotte téléphone au maire :

— Bonjour, monsieur le maire, c'est l'enquêteur Massicotte. Nous avons arrêté deux personnes qui seront mises en accusation sous peu en ce qui concerne l'attaque dont vous avez été victime. Nous aimerions aller vous rencontrer pour vous montrer les photos des deux suspects aux fins d'identification.

L'enquêteur sent très bien la réticence du maire au bout du fil. Celui-ci dit :

— Je n'ai pas vu l'un des agresseurs, et l'autre, seulement pendant une fraction de seconde. Je doute

fort de pouvoir vous aider.

— On ne sait jamais, monsieur le maire, répond Massicotte, peut-être qu'en voyant la photo, la mémoire va vous revenir.

— Pouvez-vous attendre après le souper pour me rendre visite ? Je suis seul chez moi l'après-midi et je ne réponds pas à la porte.

— Je vous comprends, soupire l'enquêteur. Nous serons là à dix-neuf heures. Ça vous va ?

— Parfait, merci.

Vers quinze heures, leur avocat, maître Jules Casgrain, étant arrivé, l'interrogatoire des deux prévenus peut commencer. Casgrain est l'un des plus célèbres criminalistes de Montréal et il a l'habitude de représenter les motards. Massicotte déteste ce genre d'avocat, qui permet à plusieurs criminels notoires de s'en tirer beaucoup trop facilement. Casgrain est dans la cinquantaine, sans aucun cheveu gris et avec un visage beaucoup plus jeune que son âge. L'enquêteur se dit que la teinture et la chirurgie plastique empêchent ce filou de vieillir. Il a les moyens de se payer cela avec tout l'argent récolté auprès des criminels.

L'interrogatoire est relativement court. Thivierge et Dumont n'ont rien à se reprocher. Massicotte dévoile partiellement les preuves qu'il a en main et indique que le tout sera déposé à la cour le lendemain matin par le procureur de la couronne. Les deux individus ont laissé tant d'indices qu'il leur sera difficile de nier ce qui s'est passé. Casgrain demande à ses clients de ne rien dire et indique à l'enquêteur que ses soi-disant preuves ne tiendront pas la route. Massicotte sourit et répond :

— On verra bien, et ne faites pas de spectacle, maître Casgrain, vous verrez demain que la preuve est accablante.

— J'en doute, même si j'ai beaucoup d'admiration pour le travail policier, répond l'avocat avec un sourire insolent.

— J'ai moi aussi beaucoup d'estime pour le travail des avocats, rétorque Massicotte en souriant à son tour. J'ai hâte de vous voir manœuvrer en cour, cher maître. Pour l'instant, j'aimerais poser une dernière question à vos clients.

— Posez toujours, monsieur l'enquêteur, répond Casgrain.

— Nous savons tous que le maire n'a pas été battu par vengeance politique. Vos deux clients ne s'intéressent pas beaucoup à la politique. Est-ce que l'un d'eux voudrait bien m'indiquer le motif de cette agression ?

— Vous me surprenez beaucoup, monsieur Massicotte. Comme mes clients n'ont pas commis d'agression, ils ne peuvent répondre à votre question, signale l'avocat.

À ce moment-là, Mountain murmure, les lèvres serrées :

— Les bons comptes font les bons amis.

Casgrain lui jette un regard sombre.

— Que voulez-vous dire au juste, monsieur Dumont ? interroge Massicotte.

Dumont répète plus fort en regardant Massicotte et Casgrain avec dégoût :

— Les bons comptes font les bons amis.

L'avocat dévisage son client et dit à l'enquêteur :

— L'interrogatoire est terminé, on se voit en cour demain matin et soyez certain que nous allons demander la libération sous caution de nos clients.

— Alors à demain, réplique l'enquêteur.

Les enquêteurs Roland Massicotte et Maurice Potvin se présentent à la résidence de Moreau à dix-neuf heures précises. Madame Brunel les fait passer au salon, où les attend le maire, la jambe droite étendue sur le sofa.

— Bonjour, monsieur le maire, salue Massicotte. Vous verrez, ce ne sera pas long. J'espère que vous allez mieux...

Moreau feint un sourire et répond :

— Oui, je vais beaucoup mieux, mais passons aux choses sérieuses.

Potvin lui montre deux grandes photos des suspects.

— Connaissez-vous ces deux personnes, monsieur le maire ? demande Massicotte.

Le maire regarde longuement et attentivement les deux photos, comme s'il cherchait absolument à se rappeler.

— Je vous indique à nouveau que je n'ai vu qu'une seule personne. Je ne crois pas connaître ces deux individus.

Massicotte lui indique que sa femme a formellement identifié un des deux individus, soit celui qui l'aurait attaqué. Il souligne également que les preuves sont accablantes à la fois en ce qui concerne l'ADN et les empreintes. Moreau regarde sa femme et paraît contrarié. Il hésite. En pointant le deuxième individu, il dit :

— Lui, je suis certain de ne l'avoir jamais vu. Laissez-moi regarder l'autre plus attentivement.

Il jette un long regard sur la photo de Jocelyn Dumont. Il recule la tête puis l'avance à nouveau vers la photo.

— Je n'ai vu mon assaillant qu'une fraction de seconde, vous savez, rappelle-t-il. Mais oui, plus je le regarde, plus il est possible que ce soit cet individu. Mais je ne pourrai jamais l'affirmer sous serment. Qui sont ces deux personnes ?

Pendant que Potvin remplit une déclaration à faire signer par Moreau, Massicotte répond :

— Ce sont deux membres en règle des Satan's Squad, un des principaux groupes de motards criminels au Québec. Le chauffeur s'appelle Aimé Thivierge, alias Love Virgin, et l'agresseur est Jocelyn Dumont, alias Joe Mountain. Est-ce que ces noms vous disent quelque chose ?

Moreau paraît ébranlé, mais retrouve rapidement sa contenance. Il répond :

— Non, je ne les connais pas, mais force est de constater que j'ai des adversaires qui ont de drôles de fréquentations.

Massicotte sourit. Il regarde Moreau droit dans les yeux et lui dit :

— Je serais très surpris que ces deux voyous aient été engagés par un adversaire politique. Ils ne font habituellement pas de travail d'intimidation pour le compte des autres.

Moreau soutient le regard de son interlocuteur.

— Mais qu'aurais-je bien pu faire à ces personnes pour mériter ce qu'elles m'ont infligé ? demande-t-il.

— Ils sont habituellement impliqués dans le trafic de drogue et peuvent à l'occasion s'occuper des mauvais payeurs, informe Massicotte.

Moreau garde son sang-froid et réplique :

— Tout ça n'a rien à voir avec moi.

— C'est ce que le procès déterminera peut-être, précise Massicotte. Il y a toujours une possibilité que vous ayez raison au sujet d'une vengeance politique ou qu'il s'agisse simplement d'une erreur sur la personne, sait-on jamais. À propos, monsieur Moreau, pourquoi êtes-vous rentré chez vous si tôt et n'avez-vous pas poursuivi votre convalescence à Sherbrooke, où tous les services étaient à portée de main ?

Moreau ne sait plus s'il doit sourire ou si le policier se moque de lui.

— Je m'ennuyais à mort à Sherbrooke. J'avais deux heures de traitement et le reste de la journée, je ne pouvais rien faire. Je préfère être à la maison avec mon épouse.

— Cela vous honore, répond l'enquêteur sur un ton moqueur.

Sur ce, les deux policiers quittent la résidence du maire après lui avoir fait signer sa déclaration. Sur le chemin du retour, Potvin demande à Massicotte :

— Roland, qu'est-ce que tu avais en tête quand tu as demandé à Moreau pourquoi il avait quitté Sherbrooke ? Je te connais depuis assez longtemps pour savoir que ce n'était pas seulement une question de politesse.

— Écoute, selon toute vraisemblance, Moreau a mangé une volée parce qu'il ne payait pas sa cocaïne. Lorsqu'il était à l'hôpital, et par la suite à Sherbrooke, il devait lui être très difficile de consommer. Chez lui, c'est beaucoup plus facile. Il avait besoin de cette petite dose d'adrénaline pour ne pas craquer. Évidemment, ce n'est qu'une théorie, ne répète cela à personne.

— Tu vas avoir beaucoup de difficulté à prouver qu'il consomme, car nos deux bandits n'avoueront jamais.

— Je ne le sais que trop bien, mais, avec tous ces soupçons, on peut peut-être se débarrasser de Moreau aux prochaines élections. Je sais, je sais, ajoute-t-il en riant, nous ne faisons jamais de politique.

Chapitre 34

Un départ surprise

Le lendemain matin, Jean-Philippe Côté est à la cour. Son informateur au service de police l'a averti de l'arrestation des agresseurs du maire. Il sait très bien que le service de police a vingt-quatre heures pour faire comparaître les suspects. Il est donc plus que probable que la comparution ait lieu en matinée. En consultant le rôle, il s'aperçoit que le tout est prévu pour dix heures. Il se rend donc dans la salle désignée un peu avant l'heure prévue. Les deux prévenus entrent menottés en compagnie de deux policiers et de l'enquêteur Massicotte. Le procureur de la couronne, Alexandre Vachon, et l'avocat des prévenus, Jules Casgrain, sont également présents. Jean-Philippe a déjà vu ces accusés et sait très bien qu'ils font partie d'une bande de motards criminels. Il est tout de même surpris de voir que, selon toute vraisemblance, ce sont eux qui ont attaqué le maire. Il connaît également Casgrain et sait qu'il s'agit d'un avocat redoutable. Vachon, un jeune procureur d'une trentaine d'années, ne fait certainement pas le poids devant lui. Le procureur de la couronne est grand et mince. Il a les cheveux longs et blonds, et n'est même pas encore débarrassé de son acné d'adolescence. Côté ne comprend pas que le système puisse ainsi opposer un défenseur aussi expérimenté à un junior.

Le juge Clément Dupont fait son entrée, et la greffière demande à toutes les personnes présentes de se lever puis de se rasseoir. Le juge est près de la retraite et n'apprécie pas tellement les longs exposés, que ce soit de la défense ou de la couronne, particulièrement lors d'une comparution. Il est petit, porte des lunettes rondes, et son crâne dégarni ne compte plus que quelques mèches blanches. Vachon se lève, et Côté remarque immédiatement que la feuille qu'il tient tremble. Il déclare :

— Votre honneur, les deux prévenus, messieurs Jocelyn Dumont et Aimé Thivierge, sont accusés d'avoir attaqué monsieur Denis Moreau chez lui le 23 février dernier. Dans le cas de monsieur Dumont, nous entendons prouver qu'il s'est rendu coupable de voies de fait graves avec lésions corporelles. Pour ce qui est de monsieur Thivierge, il s'agit de complicité de voies de fait graves. Nous considérons les preuves comme étant accablantes, et les individus dangereux. Aussi, nous demandons qu'ils demeurent incarcérés. Nous avons remis les preuves à la défense.

— Avez-vous quelque chose à ajouter, maître Casgrain ? questionne le juge.

— Il est évident, votre honneur, que mes clients sont innocents. Ces personnes n'ont rien à voir avec la victime. Ils ne connaissent même pas monsieur Moreau. Je le démontrerai lors du procès. Pour le moment, je souhaiterais qu'ils soient libérés.

Vachon bondit de son fauteuil et dit :

— La couronne a l'intention de s'opposer fermement à leur remise en liberté, car ces deux individus ont déjà à leur dossier plusieurs cas de violence.

— Bon, bon, calmons-nous, tempère le juge. Nous sommes vendredi, je fixe à mardi prochain dix heures l'étude de la libération sous caution des deux accusés.

Pendant que Jean-Philippe continue de prendre des notes, le juge quitte la salle aussi rapidement qu'il y est entré. La comparution est terminée. Côté se dirige vers Massicotte pour avoir plus de détails. Il lui demande :

— Monsieur l'enquêteur, est-ce qu'il serait possible d'en savoir plus ?

Massicotte sourit.

— Vous comprendrez, monsieur le journaliste, que nous ne pourrions pas dévoiler notre preuve avant le procès.

— Écoutez, monsieur Massicotte, avec ce que nous savons de la morsure, du sang et du numéro de plaque, nous avons tout de même une bonne idée de votre preuve.

L'enquêteur a de plus en plus de plaisir. Il ajoute :

— Si vous savez tout ça, vous n'avez pas besoin de nous.

— Il nous faut tout de même savoir qui sont ces individus et quels sont leurs rapports avec le maire, insiste Côté.

L'enquêteur hésite, puis répond :

— Donnez-moi votre numéro de cellulaire. Je vais contacter mon directeur, et si nous convoquons une conférence de presse cet après-midi, je vous appellerai.

Jean-Philippe s'exécute puis retourne au journal, où il raconte sa matinée à Maxime. Quelques instants

plus tard, son téléphone sonne. C'est Massicotte :

— Ça va, monsieur Côté, conférence de presse au poste de police cet après-midi à quatorze heures.

Michel Guay, Jean-Philippe et Maxime vont dîner ensemble chez *Di Carlo* et se présentent à la conférence à treize heures cinquante. Christine Perreault est déjà là avec ce qu'il faut pour enregistrer la réunion. Une station de télévision de Sherbrooke est également représentée. À quatorze heures précises, le responsable des communications, le lieutenant Réal Sauvé, pénètre dans la salle en compagnie de Massicotte et du directeur de la police, Benoît Adam. Sauvé prend la parole de sa voix aiguë et agaçante :

— Merci, madame et messieurs, de vous être déplacés. Il y a quelques semaines, dans cette même salle, nous tenions une autre conférence de presse pour essayer d'expliquer l'agression dont a été victime le maire de Granby, monsieur Denis Moreau. Depuis ce temps, nos policiers, et en particulier l'enquêteur Roland Massicotte, ont travaillé d'arrache-pied pour identifier les coupables. Nous sommes heureux de vous dire que deux personnes ont été arrêtées hier et ont comparu ce matin. Il s'agit de monsieur Jocelyn Dumont, alias Joe Mountain, et de monsieur Aimé Thivierge, alias Love Virgin. Ils sont accusés dans le premier cas de voies de fait graves avec lésions corporelles et dans le second cas de complicité de voies de fait graves avec lésions corporelles. Je cède la parole à l'enquêteur, monsieur Roland Massicotte.

Massicotte prend une gorgée d'eau, regarde la salle et se lance :

— Merci infiniment, monsieur Sauvé. Effectivement, des mandats d'arrestation ont été lancés hier matin contre ces deux individus, qui ont été arrêtés en après-midi. Aucun des deux n'a opposé de résistance. Nous les avons questionnés hier après-midi en présence de leur avocat, mais nous n'avons pas appris grand-chose que nous ne savions déjà. Lors de la première conférence de presse, nous vous avons fait part des indices laissés par les malfaiteurs. Ce sont ces différentes pistes qui nous ont permis de remonter jusqu'à eux. Je vais maintenant répondre à vos questions.

Jean-Philippe Côté lève la main, et Massicotte lui fait signe :

— Enquêteur, j'ai déjà vu ces deux individus en cour dans d'autres dossiers. Pouvez-vous nous indiquer exactement qui ils sont ?

Massicotte regarde Adam d'un air complice et répond :

— Vous avez raison, monsieur Côté, ces deux personnes font partie d'un groupe de motards criminels appelé Satan's Squad. Ils ont été arrêtés et condamnés à plusieurs reprises pour de la vente de drogue à des *pushers* dans les bars de la région ainsi que pour plusieurs activités d'intimidation.

— Qu'entendez-vous par intimidation ? ajoute Côté.

L'enquêteur est de plus en plus heureux de la tournure des événements. Il répond :

— À l'occasion, ils ont intimidé ou battu des portiers qui ne collaboraient pas avec eux dans certains bars ou encore des clients qui ne payaient pas leur drogue. Ils ont été condamnés à plusieurs reprises à des peines relativement courtes.

Il y a quelques murmures dans la salle. Maxime demande :

— Connaît-on le pourquoi de cette agression ?

— Écoutez, monsieur Lalonde, les deux accusés ont refusé de collaborer. Nous ne savons donc pas. Cependant, les preuves sont accablantes et indiquent bien qu'ils sont responsables de cette attaque.

— Est-il possible qu'ils aient été à la solde d'adversaires politiques ? interroge Maxime.

Massicotte grimace.

— C'est toujours possible, mais ce serait très surprenant. Ce type d'individus ne travaille à peu près jamais pour d'autres personnes.

Maxime poursuit :

— Est-ce que les accusés vous ont fait des déclarations lors de l'interrogatoire ?

— Ils n'ont pas dit grand-chose, puisque leur avocat leur a demandé de garder le silence. La seule phrase prononcée par Joe Mountain était, je crois : « Les bons comptes font les bons amis ».

Michel Guay intervient :

— Sous-entendez-vous que le maire a été battu parce qu'il ne payait pas des dettes de drogue ?

Massicotte prend un air désemparé, et le directeur Adam répond sur un ton choqué :

— Nous n'avons jamais dit cela, et n'allez surtout pas nous mettre ces paroles en bouche. Nous n'avons aucune raison d'accuser le maire de quoi que ce soit, et j'aimerais que vos articles reflètent cela.

Il regarde Massicotte du coin de l'œil. Celui-ci peine à cacher un sourire et ajoute :

— Merci d’être venus, la conférence de presse est terminée.

Les trois journalistes se réunissent dans le bureau de Michel Guay. Ce dernier a déjà vu neiger. Il dit aux deux autres :

— Avec ce que je viens d’entendre, je suis certain que Massicotte et Adam savent très bien que le maire a été battu pour des dettes de drogue.

— Pourtant, Adam semblait très contrarié quand tu as évoqué cette possibilité, réplique Maxime.

— C’est vrai que tu es naïf. En vieillissant, tu verras, on discerne mieux les stratagèmes des gens autour de nous. Je suis certain que ces deux policiers étaient de connivence pour nous faire écrire ce qu’ils ne peuvent même pas murmurer. Moreau est toujours maire, et ils ne veulent pas se le mettre à dos. Donc, ils nous laissent faire le sale travail.

— Tu crois vraiment, Michel ? s’enquiert Maxime.

— J’en suis certain. Vous allez donc écrire un papier sur la conférence de presse. Cet article s’intitulera : « Le maire de Granby battu pour des dettes de drogue ? » Au début, vous allez indiquer que bien des gens se posent cette question après l’arrestation de deux individus qui se spécialisent dans la vente de drogues et dans la violence auprès des mauvais payeurs. Vous allez insister sur le fait que les policiers ne sont pas d’accord avec cette version des faits et qu’il n’y a aucune preuve à cet effet. Toutefois, vous allez raconter le passé trouble des deux agresseurs et écrire la phrase prononcée par Mountain. Mentionnez également que ces deux individus ne travaillent pas pour d’autres habituellement, et qu’il serait fort étonnant qu’ils aient été engagés par des adversaires politiques. Nous allons placer le tout sur notre site Internet dès que possible et en page un et trois du journal de demain. Des questions ?

— Donc, si je comprends bien, dit Maxime, on sait que les policiers nous manipulent, mais nous les laissons faire.

— C’est en plein ça. On leur donne un petit coup de main.

Guay regarde son ordinateur et ajoute :

— Tiens, tiens, nous sommes convoqués à une conférence de presse à la résidence du maire à dix-sept heures. Rejoignez-moi au bureau à seize heures trente et nous partirons ensemble. Vraiment, c’est excitant d’être journaliste à Granby à notre époque. Demandez au photographe Louis-Pierre Doyon de se joindre à nous.

Les quatre employés du quotidien se retrouvent dans le salon du maire avec Christine Perreault ainsi que des représentants de l’hebdo et des trois stations de télévision de Sherbrooke. C’est madame Brunel, vêtue d’une belle robe noire, qui leur a ouvert la porte. Maxime dit à Christine en souriant :

— Il va falloir qu’on arrête de se voir comme ça, Christine. Deux fois la même journée, les gens commencent à parler.

Christine rit de bon cœur et répond :

— Tu aimerais bien trop ça, vieux cochon. Attends que j’en parle à Cynthia.

— Ne fais surtout pas ça, la, la...

Sur ce, l’épouse du maire pousse la chaise de son époux jusqu’au salon. Moreau porte un veston gris, et une couverture recouvre ses jambes. Josée place sa main sur l’épaule de Moreau, et les appareils photo se font entendre. Moreau dit :

— Merci à toutes et à tous d’être ici ce soir. Je ne vous ferai pas languir. J’annonce que, dès lundi matin, mon épouse ira porter à l’hôtel de ville ma lettre de démission à titre de maire de Granby. Cette démission entre en vigueur ce soir. Ma compagne de vie est une personne extrêmement importante pour moi et elle m’a demandé d’abandonner devant la violence qui entoure ma fonction depuis quelque temps. Je regrette de ne pouvoir mener à terme ma mission de baisse des taxes et d’anéantissement de la dette. Mais je suis certain que, avec le travail déjà fait, celui ou celle qui me succédera y parviendra. Je suis maintenant prêt à répondre à quelques questions.

Un lourd silence envahit la pièce, que Jean-Philippe ose finalement briser :

— Est-ce que votre démission a quelque chose à voir avec l’enquête policière sur l’agression dont vous avez été victime ?

Moreau sourit calmement et répond :

— Comme je viens de le dire, ce sont les actes de violence commis dans cette ville, et en particulier l'attaque dont j'ai été victime, qui ont conduit mon épouse à me demander de me retirer. Dès la journée de l'agression, elle m'a demandé de démissionner, mais je voulais continuer de me battre. Elle a finalement réussi à vaincre ma résistance. Je suis maintenant très serein avec notre décision.

Jean-Philippe reprend :

— Je voulais simplement savoir si l'enquête et les arrestations avaient quelque chose à voir avec cette démission ?

— Je suis content que les coupables aient été arrêtés et que grâce à mon épouse, nous ayons pu les identifier, ajoute Moreau en tapotant la main de Josée toujours posée sur son épaule. Toutefois, je ne veux rien revivre de semblable.

— Comme vous le savez, monsieur le maire, dit Maxime, les deux personnes arrêtées se spécialisaient dans la vente et la distribution de drogues et dans l'intimidation des mauvais payeurs. Il y a des rumeurs qui circulent en ville selon lesquelles vous seriez un consommateur de cocaïne. Certains disent même que vous avez été battu à cause de dettes reliées à la consommation. Que répondez-vous à ces personnes ?

Moreau reste très calme.

— Je ne sais pas pourquoi j'ai été battu, mais je n'ai rien à me reprocher. Pour être bien franc avec vous, j'ai déjà touché à la cocaïne à une ou deux reprises, il y a de cela plusieurs années. C'était facile à l'époque, en tant qu'imprésario, de m'en procurer. Je n'ai pas du tout apprécié. On ne m'a certainement pas battu pour une dette de drogue et je continue de croire qu'il s'agit d'un adversaire politique qui a engagé ces deux individus. Évidemment, je ne crois pas que je pourrai le prouver un jour. Maintenant, mesdames et messieurs, je ne suis plus maire de Granby, mais bien le citoyen Denis Moreau, et je vous demande de respecter mon intimité et celle de ma famille. Je veux vous remercier pour l'excellente couverture journalistique que vous m'avez accordée au cours des années. Encore une fois merci.

Michel, Max, Louis-Philippe et Louis-Pierre quittent, sous le choc, la résidence de l'ancien maire. Ils retournent au journal. Durant le trajet, Maxime téléphone à Cynthia pour l'informer de la démission du maire. De ce fait, il ne sera pas à la maison avant vingt heures ou vingt-et-une heures.

— Es-tu sérieux, Moreau est parti ? s'exclame Cynthia. Quelle bonne nouvelle !

— Oui, oui. Je ne peux pas parler pour le moment, nous en discuterons ce soir.

Réunis dans le bureau de Guay, les trois journalistes conviennent que la une du journal sera modifiée et portera maintenant le titre : « Moreau démissionne pour répondre aux craintes de son épouse ». L'article de la page trois fera part de la démission du maire et de la raison évoquée. Il traitera également des questions des journalistes et des réponses de Moreau, en particulier concernant la cocaïne. Ceci relègue à la page six l'article déjà écrit sur l'arrestation des deux motards et la consommation possible de l'ancien maire.

Chapitre 35

Les candidats

Le lundi suivant a lieu l'assemblée du conseil du mois d'avril. Au début de la réunion, le greffier Corriveau dépose la lettre de démission du maire Moreau. Les élections à la mairie auront lieu le 31 mai 2015. Après cela, le maire suppléant Luc Harpin prend la parole :

— Il est dommage, chers concitoyennes et concitoyens, que la ville de Granby ait perdu un maire d'un tel dévouement, et ce, parce que son épouse et lui ne peuvent plus vivre dans le climat de violence engendré par ses adversaires politiques.

Maxime regarde Christine Perreault en faisant non de la tête. Il se demande pendant combien de temps encore les gens vont croire cette sornette. Harpin poursuit :

— Je suis certain qu'une grande place sera réservée à Denis Moreau dans l'histoire de cette ville. Je cède la parole aux citoyens pour la première période de questions.

Une seule citoyenne, madame Josée Laramée de la rue Bouchard, s'approche du lutrin. Il est difficile de déterminer son âge. Elle a un visage assez jeune, mais ses longs cheveux blancs, ses yeux bruns cernés et son visage allongé la font paraître fin trentaine :

— Le travail de monsieur Moreau a permis à cette ville de prospérer, j'en conviens. Toutefois, contrairement à vous, monsieur Harpin, je crois qu'il est temps de passer à autre chose. Dans quelques années, nous pourrions juger si le travail de monsieur Moreau a été si important que cela dans l'histoire de la ville. Pour le moment, nous n'avons pas besoin de la violence des derniers mois. L'ère Moreau est terminée, après tout, c'est peut-être pour le mieux.

Maxime est abasourdi. Il n'aurait jamais cru entendre un pareil jugement sur Moreau dans une salle qui lui était acquise en tout temps. Il est d'autant plus surpris qu'à part quelques murmures, il n'y a aucune réponse des spectateurs présents. Pas de cris, pas de huées. Il se dit que les citoyens ont probablement compris ce qui est vraiment arrivé. Le maire suppléant répond sur un ton sec :

— Vous avez droit à votre opinion, madame Laramée. Pour ma part, je serai toujours fier de dire que j'ai servi au sein du meilleur conseil de ville de l'histoire de Granby, celui dirigé par Denis Moreau.

L'Artiste s'approche lentement du micro en saluant les élus du bérêt. Il s'adresse à eux en ces termes :

— Bonjour, votre Altesse Suppléante et tous les autres Valets du royaume.

— Soyez sérieux, monsieur Vaillancourt, l'interrompt Harpin.

— Pardonnez-moi de vous avoir offensé, Monseigneur, poursuit l'Artiste en souriant. Je ne suis pas ici pour crier victoire à la suite du départ de notre vaillant Empereur. Il est parti, il est parti, c'est tout. Il faut maintenant que le royaume pense à sa succession. Comme je l'ai démontré à plusieurs reprises devant cette auguste assemblée, les pauvres sont de plus en plus pauvres à Granby et les riches de plus en plus riches. Il est temps de changer cet état de choses. Nous avons besoin d'un maire qui va commencer à corriger la situation. J'invite donc tous ceux qui ont des idées progressistes à poser leur candidature pour le poste devenu vacant. J'espère aussi que les futurs candidats ou candidates pourront ramener la paix sociale à Granby.

— Pourquoi n'êtes-vous pas candidat, monsieur Vaillancourt, vous qui savez ce qu'il faut faire pour remettre notre ville sur le droit chemin ? ironise Harpin.

Vaillancourt salue à nouveau du bérêt.

— Cher Marquis Suppléant, j'y ai déjà pensé, informe-t-il. Mais, comme vous, je suis trop vieux. Cette ville a besoin de sang neuf et d'idées jeunes et nouvelles. Le radotage, c'est terminé. Je vous salue bien bas, messieurs les Serviteurs.

Il s'éloigne alors en agitant à nouveau sa coiffe. Il n'y a aucune réaction dans la salle. Étonnamment, personne d'autre ne se présente au micro. Le reste de l'assemblée défile rapidement. À la fin, le conseiller Dion demande la parole.

— Je ne commenterai pas le départ de monsieur Moreau, mentionne-t-il. Disons que, dans la vie, il y a quelquefois des bonnes choses qui durent trop longtemps. J'avais prévu être candidat à la mairie dans deux ans, mais la situation actuelle m'oblige à prendre une décision immédiate. Je vous annonce donc que mercredi matin à dix heures, soit dans deux jours, il y aura une conférence de presse chez moi pour annoncer ou non ma candidature. Tous les médias recevront une invitation à ce sujet demain.

Une fois l'assemblée terminée, Maxime s'avance vers L'Artiste.

— Je dois avouer, monsieur, que vous aviez probablement raison sur plusieurs choses en ce qui concerne l'ancien maire.

Vaillancourt le fixe, puis place sa main gauche sur l'épaule droite de Maxime. Il répond :

— Entre nous, je n'ai jamais fait confiance aux gens trop parfaits. Ce sont des êtres dangereux, parce qu'ils sont capables de cacher leur côté sombre. Rappelez-vous toujours ceci, jeune homme, et vous ne vous trompez pas souvent : les gens trop purs sont les plus corrompus.

Maxime regarde avec beaucoup de respect cet homme que la vie a abîmé.

— Merci du conseil, L'Artiste. Avez-vous eu d'autres nouvelles de l'enquête concernant le feu chez vous ?

L'Artiste enlève lentement sa main de l'épaule de Maxime et recule un peu en hochant la tête.

— Je sais que vous avez compris, jeune homme, combien cet incendie m'a fait mal. Non, je n'ai toujours pas de nouvelles. Peut-être qu'avec l'arrestation des deux bozos qui ont tabassé le maire, l'enquête pourra déboucher sur quelque chose.

— Vous croyez vraiment que les deux événements sont reliés ?

— Ne répétez pas cela, ajoute Vaillancourt en souriant, mais, dans ma tête, le principal suspect est Moreau. Il n'a pas allumé le feu, mais c'est lui le commanditaire.

— Wow ! C'est gros ce que vous me dites là... mais, jusqu'à maintenant, vous ne vous êtes pas trompé souvent.

L'Artiste lui fait un clin d'œil, puis Maxime reprend :

— J'ai bien l'impression que mercredi, Dion va nous annoncer sa candidature à la mairie. Qu'en pensez-vous ?

Vaillancourt affiche soudainement un air renfrogné.

— Comme je vous l'ai déjà dit, je ne le connais pas vraiment. Toutefois, je suis un peu méfiant. D'ailleurs, c'est dans ma nature de l'être. Il ne faut pas oublier qu'il a été élu grâce à Moreau. On reconnaît l'arbre à ses fruits. Peut-être me surprendra-t-il, mais j'en doute. Je répète ce que j'ai dit tantôt : on a besoin de sang neuf et de sang jeune. Je ne crois pas qu'il corresponde à cela.

Le mercredi suivant, à neuf heures cinquante, Maxime se présente en compagnie de Louis-Pierre Doyon chez le conseiller Dion. Il fait un temps resplendissant pour cette période de l'année, et Dion a décidé de tenir la conférence dans la cour arrière de sa résidence sous un soleil de juin, même si nous ne sommes que le 9 avril. Il y a installé une vingtaine de chaises de parterre. Les journalistes habituels sont là lorsque Dion prend la parole sur un ton grave :

— Nous avons placé le chapelet sur la corde à linge hier, et nos prières ont été exaucées. Il fait un temps resplendissant... Pour dire vrai, ajoute-t-il en riant, j'avais vérifié la météo de la semaine et choisi cette journée à l'avance, voilà la vérité. Et, avec moi comme maire, vous aurez toujours la vérité. Oups... je viens de m'échapper. Vous avez donc tous compris que je serai candidat à la mairie à l'élection du 31 mai prochain. Tout au long de la campagne, je ferai part de mes projets pour la ville. Ce matin, je voudrais simplement rappeler ce que j'ai déjà dit. Nous mettrons fin aux cachettes, nous ramènerons la transparence et ce sera la fin du mauvais climat, que dis-je, du climat très malsain des derniers mois. Je continuerai de baisser les taxes et de réduire la dette, mais de façon responsable. Il est important de réinvestir dans nos infrastructures, qui sont vieillissantes et mal entretenues. Je m'engage aussi à mettre en place différentes politiques pour que ce soient les gens ordinaires qui bénéficient des baisses de taxes et non pas seulement les riches. Je suis maintenant prêt à répondre à vos questions, comme je le ferai tout au long de cette campagne.

— Monsieur Dion, lance Maxime en se levant, certaines personnes disent que vous êtes très près de monsieur Moreau. Après tout, lors des dernières élections, vous n'étiez pas très connu et c'est sans doute sa popularité qui vous a fait élire. Que dites-vous à ce sujet ? Et deuxième question : qu'est-ce qui vous différencie de lui et qu'est-ce qui vous rapproche de lui ?

— Merci pour cette question, réplique Dion en se passant machinalement une main dans les cheveux. Je ne nierai jamais que j'ai été élu grâce à monsieur Moreau. Je viens d'un milieu modeste, mon père travaillait en usine pratiquement au salaire minimum et ma mère faisait de la couture à la maison. Ils se sont saignés pour que moi, enfant unique, je puisse étudier à l'extérieur de Granby et terminer mon cégep. J'ai obtenu un diplôme de mécanicien en machineries fixes dans le domaine de la réfrigération. Peu de gens me connaissaient au moment de mon élection, et j'ai largement profité de la popularité de monsieur Moreau. Quelle était votre

deuxième question déjà ?

— Les différences et les similarités entre lui et vous ?

— Oui, oui, ça va. Comme lui, je crois que les citoyens au Canada en général sont trop taxés. C'est aussi le cas à Granby, bien que la situation se soit améliorée. Il faut donc continuer d'abaisser le fardeau fiscal. Cependant, je pense que plusieurs des mesures préconisées par Moreau n'ont pas bien servi les pauvres et les gens de la classe moyenne. Je crois par exemple qu'il faut mettre en place une politique familiale en ce qui concerne les activités de loisirs. La tarification devrait être réduite, en particulier pour le deuxième enfant d'une même famille ainsi que le troisième, le quatrième et ainsi de suite. C'est d'ailleurs un engagement que je prends. Contrairement à monsieur Moreau, je veux également mettre fin aux cachettes et ramener la transparence au conseil. Par exemple, je ne veux pas que les assemblées du conseil aient été répétées de A à Z comme une mauvaise pièce de théâtre que l'on vient réciter en public. Je dévoilerai mon programme tout au long de la campagne et vous serez alors mieux en mesure de juger où je veux aller.

— Qu'entendez-vous faire pour instaurer un climat sain à Granby ? demande Christine Perreault.

— D'abord, sourit Dion, dès mon élection, je vais rencontrer le chef de police, monsieur Adam. Je veux absolument que les dossiers des lettres anonymes, des soumissions truquées et du feu criminel soient résolus. S'il a besoin de plus de ressources pour le faire, je les lui donnerai. Je désire également, si possible, savoir ce qui a motivé les deux bandits qui ont attaqué le maire.

— Vous avez déjà dit que les infrastructures de la ville étaient en mauvais état, reprend Maxime. Qu'allez-vous faire pour remédier à la situation ?

— Encore une bonne question, se réjouit Dion. Oui, plusieurs de nos infrastructures sont en mauvais état. L'époque Moreau en a été une de non-entretien. Je vais faire réaliser un inventaire de toutes nos infrastructures de façon à ce que nous puissions, avec le conseil, élaborer nos priorités. Par la suite, nous procéderons, dans la mesure du possible, sans emprunter.

— J'ai une autre question, enchaîne Maxime après avoir levé à nouveau la main. Vous avez semblé faire bande à part au sein du conseil au cours des derniers mois. Comment entendez-vous rallier les autres élus, surtout qu'aucun de vos confrères ou consœurs n'est présent aujourd'hui ? Vous aurez certes besoin de leur soutien pour réaliser vos promesses.

— Vous vous surpassez aujourd'hui, monsieur Lalonde, rit Dion. Dès que je serai élu, je convoquerai une réunion des membres du conseil et des principaux cadres pour faire le point. Il s'agira de nous dire nos quatre vérités et, par la suite, de ramer tous ensemble vers le même rivage. Vous serez en mesure de constater que, en toute humilité, j'ai de grandes qualités de leader. Pour ce qui est d'aujourd'hui, je n'ai invité aucun élu à cette conférence de presse pour bien démontrer mon indépendance vis-à-vis du conseil actuel.

Une fois la conférence de presse terminée, Dion donne des entrevues en privé à Christine Perreault puis à un journaliste d'une station de télévision de Sherbrooke, pendant que Maxime regarde avec Doyon les photos prises par ce dernier. Au moment de partir, Max aperçoit Christine qui s'approche de lui. Elle lui dit en se moquant :

— Excellente question, monsieur Lalonde. Vraiment, vous vous êtes surpassé aujourd'hui. Dion a l'air de t'aimer pas mal, Maxime... Est-il marié ? Avez-vous une liaison ?

— Tu es pas mal niaiseuse, Christine. Je pense que je pose simplement de bonnes questions, réplique Maxime, qui s'éloigne en riant.

Une fois au journal, il rédige un papier qui portera le titre suivant : « Dion candidat à la mairie. Il veut que les pauvres et les gens de la classe moyenne bénéficient de la prospérité nouvelle de Granby ».

Deux jours plus tard, Maxime est invité à une conférence de presse dans la salle L'Acropole du restaurant *Place Granby*. Cette salle au deuxième étage du restaurant est décorée maladroitement à la manière d'une Grèce antique un peu hors du temps. Luc Harpin devrait y annoncer sa candidature à la mairie. En entrant dans la salle, Maxime remarque rapidement la présence de deux conseillers, soit Isabelle Robert et Jean Lamontagne. Donc, Harpin a au moins deux appuis au sein du conseil actuel. Le nouveau candidat salue cordialement les journalistes à leur arrivée. Maxime ne peut s'empêcher de penser que cela tranche avec l'attitude habituelle de Harpin, particulièrement à son endroit. En somme, lorsqu'un élu a besoin des journalistes, il devient soudainement plus affable. Max n'aime pas beaucoup cet homme, mais il se doit de demeurer neutre. Finalement, avec une quinzaine de minutes de retard, Harpin souhaite la bienvenue à tous en ces termes :

— Merci d’être là, mesdames et messieurs. Cet après-midi, je veux vous annoncer une nouvelle qui m’attriste beaucoup. J’aurais préféré ne jamais avoir à vous apprendre que je serai candidat à la mairie de Granby pour l’élection du 31 mai prochain. Je ne suis pas déçu d’être candidat, mais j’aurais tellement souhaité que nous puissions, tous ensemble, continuer à nous rallier à notre leader des dernières années, l’ex-maire Denis Moreau. Cet homme a tant fait pour Granby. Il a hérité d’une ville en fort mauvaise position financière et, en moins de six ans, il a permis un revirement spectaculaire. Je suis donc très déçu qu’il ait décidé de se retirer de la vie politique. Pour avoir travaillé au jour le jour avec lui depuis six ans, je sais combien il avait à cœur ses citoyens et sa ville. Je comprends toutefois sa position. Il a décidé de faire passer sa merveilleuse famille avant tout.

— Je m’engage à poursuivre et à achever l’œuvre de Denis Moreau, enchaîne Harpin pendant que Maxime se met à bâiller. Nous allons continuer de baisser rapidement les taxes et réduire la dette à zéro. De ce fait, la prospérité économique, déjà bien présente chez nous, s’accélérera encore. J’attends vos questions.

— Si nous comprenons bien, votre programme est exactement celui de monsieur Moreau lors des dernières élections ? demande Maxime.

— C’est exact, monsieur Lalonde. Je me sens comme un instructeur au hockey qui en remplace un autre qui a dû démissionner pour des raisons de santé. Sous le règne de l’ancien *coach*, l’équipe a gagné vingt matchs consécutifs. Pourquoi est-ce que je changerais l’alignement des joueurs ou la recette des entraînements ?

— Comme vous l’avez sans doute vu dans le journal, le seul autre candidat déclaré à date est monsieur Dion, ajoute Maxime. Il estime que les pauvres et la classe moyenne ont été négligés par l’administration Moreau. Monsieur Dion veut mettre en place une politique familiale en ce qui concerne les loisirs. Qu’en dites-vous ?

— Il est totalement faux de prétendre que nous n’avons pas amélioré la situation des pauvres et de la classe moyenne. Je ne suis pas du tout d’accord avec la politique familiale de Dion. Pourquoi les gens qui n’ont pas d’enfants devraient-ils payer plus de taxes pour permettre aux autres d’avoir des réductions de tarifs ? En politique, comme partout, il faut fonctionner avec le principe de *l'utilisateur-payeur*.

Le journaliste déteste cet homme sans envergure. Il décide d’y aller d’une dernière question :

— Je remarque la présence des conseillers Isabelle Robert et Jean Lamontagne ici cet après-midi. Est-ce qu’ils appuient votre candidature ? Aurez-vous, éventuellement, d’autres élus qui vous soutiendront ?

Harpin sourit béatement, du moins au goût de Maxime, et répond :

— Heureux que vous l’ayez remarqué, monsieur Lalonde. Vous pourrez questionner ces deux personnes après la conférence de presse. Oui, j’ai le bonheur de compter sur leur appui inconditionnel. Certains autres membres du conseil sont officieusement avec moi, mais ils ne veulent pas se prononcer de façon officielle, étant donné que ce sont deux membres du conseil qui se présentent à la mairie. Soyez certain d’une chose, personne au sein du conseil municipal ne soutient mon adversaire.

Pendant que Harpin parle, les deux conseillers marquent leur appui en hochant la tête à la manière de figurines à tête branlante. Maxime se retient d’être méchant. Il rentre au journal et rédige son article qui, après consultation de Guay, aura pour titre : « Luc Harpin, candidat à la mairie pour poursuivre l’œuvre de son héros, Denis Moreau ». Le papier fait ressortir la nécessité pour Harpin de terminer le travail entrepris par son mentor. Il souligne l’appui des deux conseillers présents et celui présumé des autres. Le billet indique également que Dion et Harpin ont dû démissionner de leurs postes respectifs de conseillers et que, par conséquent, le greffier devra déterminer une autre date pour des élections dans ces deux districts.

Jean-Philippe Côté entre dans la salle de rédaction et dit à Maxime :

— Quelqu’un m’a informé que la maison de Moreau est à vendre. Je suis passé devant et c’est vrai. Soit il a sérieusement besoin d’argent, soit il veut quitter la ville.

Les deux journalistes se regardent, stupéfaits. Maxime répond en souriant :

— Viens, je te paie une bière. Mais, avant, tu pourrais rédiger un petit entrefilet pour souligner la chose, n’est-ce pas ?

Chapitre 36

Les élections

Le lendemain, Maxime, qui croit que Harpin a raison quand il prétend avoir l'appui des autres élus, décide tout de même de téléphoner au conseiller René Godbout, qui lui a semblé être un peu plus indépendant que les autres.

— Monsieur Godbout, c'est Maxime Lalonde. Vous allez bien ?

— Tout à fait, monsieur Lalonde, et vous ?

— Très bien. J'aurais quelques questions à vous poser.

— Pas de problème.

— Vous savez que monsieur Luc Harpin, candidat à la mairie, poursuit Maxime après une brève hésitation, a prétendu avoir l'appui de tous les membres du conseil, même si seulement deux étaient présents à sa conférence de presse pour le lancement de sa campagne. Qu'en dites-vous ?

— Évidemment, je ne peux pas parler pour les autres membres du conseil, mais en ce qui me concerne, je n'ai pas l'intention de me prononcer pour un candidat ou pour l'autre.

— Je comprends très bien cela, mais monsieur Harpin a dit que même si les gens ne se prononçaient pas officiellement en sa faveur, ils l'étaient officieusement.

— Tant mieux pour lui s'il peut lire dans les pensées. Pour ma part, je ne suis ni pour monsieur Dion ni pour monsieur Harpin, que ce soit officiellement, officieusement ou autrement.

— Donc, quand monsieur Harpin prétend qu'il a l'appui de tous les membres du conseil, il ment ?

— Écoutez, je pense que ma réponse est claire, répond l'autre après une longue pause. Je travaillerai avec celui qui sera élu, quel qu'il soit.

— Merci de cette réponse franche, monsieur Godbout. Pouvez-vous me dire ce que vous pensez du projet de politique familiale de monsieur Dion ?

— Évidemment, il faudrait que Jean m'en explique les détails, mais je ne suis pas nécessairement contre.

Maxime note que Godbout a appelé Dion par son prénom, ce qu'il n'a jamais fait pour Harpin.

— Êtes-vous d'accord avec Dion lorsqu'il affirme que le climat est malsain à Granby depuis quelques mois ?

— Et comment ! soupire Godbout. Vraiment, il faut mettre fin à ce climat de haine et de confrontation.

— Et comment croyez-vous que le conseil pourra accomplir cela ?

— Dion a tout à fait raison sur ce point. Le conseil doit se ranger autour du nouveau maire. Il faut absolument faire la lumière sur les lettres anonymes, les soumissions truquées et l'incendie criminel.

Le journaliste remercie son interlocuteur et écrit un article pour l'édition du lendemain, en spécifiant qu'au moins un des membres du conseil ne semble pas appuyer Harpin. Maxime rapporte les paroles de Godbout et indique que ce dernier est tout à fait prêt à se rallier au nouveau maire, quel qu'il soit.

Les premières semaines de la campagne électorale sont relativement calmes. Le journal publie finalement, le samedi 9 mai, un sondage fait auprès de cinq cents électeurs de Granby. Le résultat obtenu indique que 40,6 % des sondés sont du côté de Harpin contre 36,5 % pour Dion. Il y a près de 23 % d'indécis ou de personnes qui ne veulent pas répondre. En analysant les résultats, Max se dit que Harpin, qui ne semble avoir aucun programme politique, surfe sur la popularité de Moreau. Il décide de réaliser des entrevues avec les deux aspirants.

Il rencontre tout d'abord Luc Harpin à sa résidence de la rue King. Celui-ci habite une maison unifamiliale des années cinquante en briques rouges avec toit gris et garage attenant. L'extérieur de la maison est quelque peu défraîchi, mais elle est entourée d'arbres matures qui lui donnent une fière allure. C'est Harpin lui-même qui répond à la porte. Ses yeux noirs ont l'air fatigués et, en se tenant debout à côté de lui, Maxime réalise immédiatement qu'il est petit et plutôt grassouillet. Il invite gentiment Maxime à passer au salon. La pièce est aménagée sobrement avec des meubles d'une autre époque.

— Que puis-je faire pour vous, monsieur Lalonde ?

— J'ai simplement décidé de réaliser une entrevue avec chacun des deux candidats à la mairie pour savoir qui ils sont et quel est leur programme politique. Je veux également avoir leurs commentaires sur le sondage de samedi et sur tout autre sujet qui pourrait être intéressant pour nos lecteurs.

— Parfait, je suis prêt à répondre à vos questions.

Maxime sort son crayon et son calepin et y va d'une première question :

— Pouvez-vous me faire un résumé de votre enfance, de votre adolescence, de vos études, de vos premiers emplois, etc. ?

— Oh là là ! Vous remontez loin. J'ai quarante-neuf ans et je suis venu au monde à Saint-Pie, non loin de Granby. Mon père travaillait dans une boucherie au village. Nous avons déménagé à Granby lorsque j'avais huit ans, parce que papa a acheté une boucherie sur le boulevard Boivin. J'ai fait le reste de mes études primaires et tout mon secondaire à Granby, puis je me suis trouvé un emploi au rayon des fruits et légumes d'une épicerie. J'ai occupé cet emploi pendant quelques années, mais mon père est décédé subitement à cinquante-quatre ans, et mon frère et moi avons hérité d'un bon montant des assurances. Avec cet argent, j'ai pu acheter la maison ainsi qu'un dépanneur sur la rue Simonds dont je suis propriétaire depuis ce temps.

— Parfait. Puis-je maintenant avoir votre avis sur le sondage de samedi ? demande Maxime alors que la massive horloge grand-père, placée dans un coin du salon, carillonne.

— Je me méfie toujours des sondages. Je ne crois pas que la lutte soit si serrée que cela. Je suis certain que nous avons une bonne quinzaine de points d'avance et pas seulement quatre. Je constate quand même qu'il y a beaucoup d'indécis, et c'est avant tout à ces gens que je dois m'adresser.

— Et quels messages voulez-vous faire passer à ces personnes ? En somme, quel est votre programme politique ?

— Je veux simplement que ces personnes se rappellent tout ce que le maire Moreau a fait pour elles. Je souhaite également leur indiquer que je poursuivrai ce travail.

Il y a un silence dans la pièce, car Maxime attend que Harpin poursuive. Il se décide finalement à poser une question à ce sujet :

— Avez-vous autre chose à ajouter ?

— Non, je ne suis pas un bavard et ce que je viens de dire résume bien ma pensée politique.

Maxime en conclut que Harpin n'a aucun programme politique.

— Que pensez-vous de votre adversaire et que ferez-vous s'il est élu ?

Harpin s'étouffe presque en riant.

— Croyez-moi, ses chances sont presque nulles. S'il est élu, je crains que nous n'ayons à vivre des chicanes perpétuelles au conseil. Pour ce qui est de ce que je pense de lui, eh bien, disons qu'il a été élu grâce à Moreau et que, aujourd'hui, il lui tourne le dos. On appelle ça un traître.

Maxime regarde Harpin droit dans les yeux et réplique :

— Vous ne trouvez pas que votre qualificatif est un peu fort ? Une personne a le droit de changer d'idée.

Harpin soutient son regard et dit :

— Oui, elle a le droit de changer d'idée, mais il faut qu'elle ait une raison de le faire.

— Je vous remercie de cette entrevue, termine Maxime en se dirigeant vers la porte.

Au moment de l'atteindre, il se gratte la tête, se retourne vers son interlocuteur à la façon du célèbre lieutenant Columbo et demande :

— Une dernière question. Je sais que vous avez refusé de participer au débat public télévisé que la chambre de commerce voulait organiser entre monsieur Dion et vous. Pouvez-vous me dire pourquoi et quels sont vos plans pour le reste de la campagne ?

— Je vais être très franc, quand vous avez une forte avance comme moi, il n'est pas dans votre intérêt de participer à un débat. Pour ce qui est du reste de la campagne, mes organisateurs travaillent sans relâche sur le terrain, et je crois que notre victoire sera grandiose.

En arrivant au bureau, Maxime téléphone à Guay pour savoir si ce dernier peut le recevoir. Une demi-heure plus tard, c'est son directeur de l'information qui le rappelle pour lui indiquer qu'il est maintenant libre. En pénétrant dans le bureau de Guay, Max le trouve absorbé devant son ordinateur. Michel lui fait signe de s'asseoir et tape quelques mots supplémentaires sur son clavier. Il referme ensuite son portable et regarde Maxime.

— Je m'excuse, j'écrivais quelque chose que je pourrai probablement utiliser dans un éditorial que le journal publiera la veille de l'élection.

— Et on peut savoir de quoi il s'agit ? demande Maxime.

— Rien de bien important. D'ailleurs, je n'utiliserai possiblement jamais la phrase que je viens de

rédiger, et il n'y aura peut-être même pas d'éditorial. Tout dépendra de la suite de la campagne électorale. Qu'est-ce que je peux faire pour toi, Maxime ?

— J'ai décidé de réaliser une entrevue avec chacun des candidats à la mairie. Aujourd'hui, j'ai rencontré Luc Harpin, et demain, ce sera au tour de Jean Dion.

Maxime résume alors sa dernière entrevue.

— Si je comprends bien, Harpin n'a pas d'autre programme que la continuité, il considère Dion comme un traître, il ne croit pas au sondage que nous avons réalisé et il est certain de gagner.

— Tu as tout compris, acquiesce Maxime.

— Je crois qu'il se trompe au moins sur une chose : notre sondage est très sérieux. C'est la même firme *Tellier et Tellier* qui a réalisé un sondage semblable pour le poste de député à l'Assemblée nationale lors des dernières élections provinciales. La différence entre le sondage et le résultat réel n'était que de 1 %. Évidemment, le présent sondage a été réalisé tôt durant la campagne, et le résultat pourrait être assez différent. Toutefois, je suis certain que personne n'a 15 % d'avance sur son adversaire.

— Ce n'est pas non plus ce que je sens sur le terrain.

— Tu vas nous écrire un article qui résume l'entrevue en faisant ressortir l'extrême confiance qui anime Harpin. Je verrais très bien un titre comme : « Harpin persuadé de battre le traître Dion ».

Le lendemain matin, Maxime stationne sa vieille Toyota en face de chez Dion, rue Brignon. Il pleut des clous. Ayant oublié son parapluie, il court jusqu'au perron de la résidence unifamiliale jumelée. Il cogne à la porte. Dion lui ouvre.

— Sale temps, monsieur Lalonde, n'est-ce pas ?

Maxime entre rapidement et remarque que son hôte est vêtu d'un veston-cravate. Ses cheveux poivre et sel sont lissés et sa barbe bien taillée, comme toujours. Au milieu de la quarantaine, il ne fait pas son âge. Maxime se dit que ses yeux bleus lui donnent un air chaleureux.

— Oui, il ne fait pas beau. Allez-vous quelque part ? Vous avez fière allure.

Dion l'entraîne vers la cuisine et répond :

— J'ai une rencontre avec les dirigeants de la chambre de commerce à l'heure du dîner et par la suite, je fais du porte-à-porte. Je vais vous faire asseoir à la table de cuisine, ce qui vous permettra de prendre des notes plus facilement.

La pièce marie le moderne et l'ancien. Les électroménagers très modernes sont en acier inoxydable. Le mobilier de cuisine antique est en pin marqué par les années. Il y a une table de cuisson au milieu d'un îlot où l'on retrouve aussi une hotte de ventilation en cuivre bosselé.

— C'est très joli ici, fait remarquer Maxime.

— Oui, je suis plutôt fier de cette pièce. Désirez-vous un café ou un jus ?

— Non, merci. Vous avez sans doute vu dans le journal de ce matin l'article que j'ai écrit sur monsieur Harpin.

— Oui, oui, il est sûr de gagner et je suis un traître.

— En effet, c'est ce qu'il a dit. Je veux réaliser une entrevue semblable avec vous. Je n'ai pas besoin que vous me racontiez votre vie avant d'être conseiller, puisque vous l'avez déjà fait. Par contre, je veux connaître votre réaction à la suite du sondage et savoir quel est votre programme pour le reste de la campagne.

— Je crois que le sondage est assez juste, monsieur Lalonde. Je sens sur le terrain que mon adversaire a une légère avance, mais qu'il y a beaucoup d'indécis. Moreau a été un maire fort populaire, et Harpin table là-dessus. Je pense être en mesure de remporter l'élection, mais, quel que soit le gagnant, je crois que la marge de victoire sera assez faible. Il est donc très important de faire sortir le plus de citoyens possible la journée du vote. En effet, comme il n'y a pas d'élections en même temps pour les postes de conseillers, il est plus difficile de faire se déplacer les gens. Nous allons nous attaquer fortement à cela lors de la journée du vote par anticipation le 24 mai, puis lors des élections le 31.

— Très bien, mais avez-vous de nouveaux éléments à ajouter à votre programme ?

— Le plus important, c'est de mettre fin à la morosité. La fin du règne de Moreau laisse un goût amer. Il ne faut certainement pas continuer dans la voie des chicanes, des menaces et des attaques personnelles et physiques. L'excellente réputation de Granby en a pris pour son rhume au cours des derniers mois. Je devrai m'attaquer à cela dès les premiers jours. Je suis d'avis qu'il faut aussi donner un nouveau souffle au centre-ville, qui se meurt lentement. Pour ce faire, je pense que la majorité des commerces implantés à cet endroit

doivent être des bars, des cafés, des bistros et des restos. Nous avons déjà la salle de spectacle Le Palace et il faut en ajouter une autre plus petite. Le centre-ville doit devenir, en quelque sorte, le pôle culturel de Granby et ne plus être uniquement un petit pôle économique qui ne peut rivaliser avec le centre commercial.

— Intéressant, monsieur Dion, avez-vous d'autres pièces à ajouter à votre programme ?

— J'ai aussi l'intention de laisser de plus en plus de place aux citoyens en les consultant sur toutes sortes de sujets. Je veux m'assurer que c'est bien la volonté populaire qui mène les actions municipales. Je n'ai pas encore défini les mécanismes à utiliser, mais je trouverai quelque chose de simple et de vraiment démocratique. Il faut aussi travailler du côté environnemental. Par exemple, les véhicules municipaux devraient être exclusivement électriques. Le transport par autobus à l'intérieur de la ville aussi. Il faut reboiser certaines rues et de nombreux parcs. Nous devons exiger des promoteurs des plans précis quant à la coupe des arbres et à la reforestation. Il faut protéger beaucoup mieux les milieux humides.

— Vous avez un programme vraiment ambitieux, constate Maxime.

— C'est normal, ça fait trop longtemps qu'on ne fait rien à Granby. J'ai aussi l'intention d'ajouter des éléments à mon programme à partir des judicieuses suggestions que me font les citoyens et citoyennes lors de mes différentes tournées.

— Que pensez-vous du refus de votre adversaire de participer à un débat ?

— Je pense tout simplement qu'il sait qu'il ne ferait pas le poids. Il se croit en avance et ne veut pas perdre de points.

— Merci de cet entretien, monsieur Dion. Je vous souhaite la meilleure des chances pour le reste de la campagne.

En revenant au bureau, Maxime informe Guay des éléments à retenir à la suite de l'entretien avec Dion. Michel ne peut s'empêcher de noter la très grande différence entre les deux candidats.

— C'est bien simple, Maxime, l'un n'a pas de programme, ou plutôt veut continuer le programme de Moreau, et l'autre sait très bien où il va.

L'article du lendemain aura pour titre : « Dion : revitalisation du centre-ville, nouvelle démocratie et vision environnementale ».

Le reste de la campagne électorale n'apporte pas beaucoup de surprises. Dion continue inlassablement son porte-à-porte alors que Harpin laisse travailler ses organisateurs. Il y a peu de nouvelles annonces, sauf celle de Dion qui déclare vouloir donner 10 % de son salaire de premier magistrat à la fondation du maire pour venir en aide à *SOS Dépannage*. Le seul autre sondage, fait de manière plus ou moins scientifique par la chambre de commerce dix jours avant les élections, accorde une avance d'un point seulement à Harpin, mais avec toujours 18 % d'indécis ou de personnes qui ne veulent pas répondre.

Le samedi 30 mai, la veille des élections, le journal publie un éditorial sous la plume de Michel Guay. Le quotidien affiche sa préférence pour Dion. Le titre est : « Dion apporterait un vent nouveau ». Guay souligne que la ville de Granby n'a pas besoin du mauvais climat qu'elle a connu au cours des derniers mois et que seul Dion semble vouloir s'éloigner de ces anciennes façons de faire en laissant plus de place aux citoyens ordinaires.

Finalement, le grand soir, les candidats sont tous deux présents dans la salle du conseil, où le greffier Corriveau, qui est aussi président d'élection, annoncera le gagnant. Tout au long de la soirée, les résultats partiels sont très serrés, Dion et Harpin étant tour à tour en avance de quelques votes. Finalement, vers vingt-trois heures trente, le greffier prend le micro et clame de sa voix monocorde :

— Nous avons un résultat final, toutes les boîtes de scrutin ont maintenant été dépouillées. Je vais donner les résultats par ordre alphabétique. Monsieur Jean Dion : 13 121 votes. Monsieur Luc Harpin : 12 830 votes. Nous avons donc une majorité de 291 bulletins pour monsieur Jean Dion.

Une clameur très forte se fait entendre dans la salle alors que des partisans de Dion le transportent sur leurs épaules jusqu'à l'avant de la salle. Le nouveau maire prend le micro, mais les citoyens présents continuent d'applaudir très fort, l'empêchant de parler. Il leur fait signe de se taire à quelques reprises et dit finalement :

— Je voudrais tout d'abord féliciter mon adversaire pour la campagne très propre qu'il a menée. Avant de faire mon discours, je souhaite lui céder la parole. Venez à l'avant, monsieur Harpin.

Harpin se fraie un chemin jusqu'au micro au milieu des applaudissements et de quelques huées.

— Merci, monsieur Dion, de me donner la chance de remercier mes électeurs ainsi que tous ceux qui

ont travaillé très fort pour tenter de me faire élire. Je voudrais tout d'abord féliciter le gagnant et lui indiquer que j'accepte le verdict du peuple sans aucun ressentiment. Je sentais au cours des derniers jours que le tapis me glissait sous les pieds. J'ai donc fait quelques vérifications pour constater qu'il n'est pas trop tard pour me présenter au poste de conseiller qui a été laissé vacant par ma démission. Les élections auront lieu le 12 juillet prochain, et je vous invite à voter pour moi tout en vous assurant, chers citoyens du district numéro trois, que même si j'ai eu mes différends avec monsieur Dion, je m'engage à l'appuyer dans les différentes réformes qu'il veut apporter.

Cette fois, Harpin est lui aussi applaudi avec ferveur. Dion reprend la parole alors que Harpin lui lève le bras en signe de victoire :

— Je ne m'attendais nullement à cela, dit le nouveau maire avec un air surpris, mais je suis content que monsieur Harpin n'abandonne pas la politique municipale. J'ai dit durant la campagne que j'étais un leader naturel qui n'aurait pas de difficultés à rallier les autres membres du conseil. Je suis très content de voir que j'ai au moins un candidat qui partage mes idées. Je veux remercier tous les gens qui ont travaillé à ces élections, que ce soit pour moi ou pour mon adversaire. La démocratie à Granby a besoin de chacun de vous. J'ai proposé plusieurs idées au cours de la campagne et j'ai l'intention de les mettre graduellement en application. Je ne veux pas répéter tout ce qui a été dit et je suis conscient que tout le monde ici est un peu fatigué. Je me contenterai donc de conclure que cette victoire est celle du renouveau et de la démocratie. Merci à tous.

Maxime, qui a du mal à cacher sa joie, aperçoit L'Artiste au fond de la salle. Il s'approche de lui et lui demande :

— Et puis, qu'en pensez-vous ?

— C'était certainement le moins mauvais des deux, il reste à savoir s'il réalisera vraiment son programme. J'aurais préféré un candidat plus jeune et plus dynamique, mais je suis assez content ce soir, puisque ce sont de nouvelles idées qui l'ont porté au pouvoir et non la vieille rengaine de l'austérité. J'espère toutefois que Harpin sera battu. Je ne crois pas tellement à sa conversion soudaine.

Le lendemain, le journal donne les résultats et titre : « Dion affirme que c'est la victoire du renouveau et de la démocratie ». L'article indique que l'ex-conseiller Harpin a accepté de se rallier à Dion et de travailler de concert avec lui, puisqu'il a l'intention de se présenter aux élections pour le poste de conseiller du district numéro trois le 12 juillet.

La semaine suivant les élections se déroule rapidement. Les réactions sont en général positives, à la fois concernant la victoire de Dion et la nouvelle candidature de Harpin. Le nouvel élu détaille un peu plus son programme lors d'une entrevue donnée le mardi et informe Max qu'il rencontrera les autres échevins au cours de la semaine. Le vendredi suivant, en fin d'après-midi, se déroule la cérémonie d'assermentation du nouveau maire dans la salle du conseil. Tous les élus sont présents avec leur conjoint, et la cordialité, voire la connivence, avec le nouveau maire semble bien réelle. Maxime remarque rapidement que Dion semble rassembler ses consœurs et confrères, comme il l'avait promis. Après avoir prêté serment, il annonce que les élus garderont pour le moment les mêmes responsabilités que sous l'administration Moreau, puisque deux nouveaux membres se joindront au conseil le 12 juillet. La réorganisation se fera donc à ce moment-là. Maxime quitte l'hôtel de ville pour le bureau vers dix-huit heures. Il écrit un article sur l'assermentation pour le journal du lendemain. Son papier trahit quelque peu son optimisme quant à l'entrée en fonction de Dion. Il y vante les principales qualités de ce dernier et insiste sur le fait que les autres élus semblent l'appuyer sans réserve. Le titre de l'article est : « Dion fait l'unanimité ».

Comme prévu, vers dix-neuf heures trente, Cynthia vient le chercher au journal, car elle lui a promis une belle surprise. Il la rejoint dans le stationnement :

— Mon beau champion, ce soir, au nom de tous les citoyens de Granby, je veux te récompenser, car c'est en bonne partie grâce à toi que nous nous sommes débarrassés d'un tyran doublé d'un vieux mononcle cochon.

— Tu exagères un peu, Cynthia, répond Maxime en s'asseyant dans la Toyota. Je n'ai fait que rapporter les événements. Malheureusement pour Moreau, c'est lui-même qui a causé sa perte. Mais où m'amènes-tu ?

Cynthia porte une magnifique robe bleue, comme ses yeux, avec un décolleté révélateur. En ce début de juin, la soirée est chaude, et Maxime sent la passion monter en lui.

— On va commencer par aller manger, monsieur Lalonde. Après, si vous n’êtes pas trop fatigué, on verra.

Maxime se dit qu’il est agréable de sentir qu’une si belle femme puisse l’admirer autant.

— Et on va manger où, madame Tremblay ?

— Les gens au bureau m’ont parlé d’une salle à manger exceptionnelle sur la rue Principale, tu verras bien.

Quelques minutes plus tard, Cynthia stationne le véhicule devant *Chez Plumet*. Il s’agit d’un restaurant réputé de cuisine française sur la route entre Granby et Saint-Paul-d’Abbotsford. Maxime descend rapidement de l’auto et en fait le tour pour aller ouvrir la portière de la conductrice. Cynthia lui tend la main en le regardant dans les yeux. Elle se déplie gracieusement et lui donne un doux baiser. Maxime place son bras autour de la taille de sa conjointe, et ils entrent dans le portique puis dans la salle à manger. Denise, l’hôtesse, les dirige vers une table près de la fenêtre la plus éloignée. Le restaurant est bondé, et Maxime sent sur lui les regards envieux des autres hommes. La salle est décorée simplement dans les couleurs jaunes et orangées avec des poutres brunes. Il y a un foyer sur le mur du fond et une quinzaine de toiles de différents formats ornent les cloisons. Les deux amoureux commandent chacun un verre de vin blanc maison en guise d’apéritif.

— As-tu déjà mangé ici ? demande Maxime.

— En salle à manger, c’est la première fois, mais j’ai dîné à deux reprises dans la section brasserie.

— Et c’était bon ?

— Excellent et vraiment peu coûteux. J’ai regardé l’histoire du restaurant sur Internet. Le propriétaire et cuisinier actuel, Philippe Plumet, est le représentant de la troisième génération de cette famille dans le domaine de la restauration. Son grand-père était propriétaire d’un restaurant à Dieppe et son père, Jean-Pierre, a ouvert le restaurant de Granby en 1956. On m’a même dit que ce sont les toiles du père et du grand-père qui sont sur les murs du restaurant.

Denise vient prendre leur commande et leur explique les détails du menu. Pour Cynthia, ce sera une fondue Saint-Benoît et sa petite verdure suivie d’une coquille Saint-Jacques. Pour Maxime, un foie gras de canard confit et sa confiture d’oignons puis le filet de doré amandine.

— Réalises-tu, Maxime, que nous sommes débarrassés de Moreau ?

— Oui, et tu vas sans doute me dire que tu avais raison depuis le début ?

— Oui, j’avais raison, comme c’est à peu près toujours le cas, n’est-ce pas, monsieur Lalonde ?

— Quand je te regarde, je n’ai certainement pas envie de te contredire, dit-il en lui frôlant la main.

Cynthia cligne des yeux à quelques reprises et se penche vers lui pour bien dévoiler les petites rondeurs de sa poitrine.

— Dion a l’air beaucoup mieux. Qu’en penses-tu ?

— Chère madame, il m’est difficile de penser devant un si beau décolleté... Mais oui, il devrait faire un bon maire. Il y a trop de politiciens à tous les niveaux de gouvernement qui n’ont comme seul programme que l’austérité. On ne peut pas imposer toutes sortes de privations aux citoyens en leur disant que les temps sont durs. Une ville n’est pas là pour administrer de l’argent, mais bien pour donner des services. J’ai très confiance en Dion sur ce point.

Denise conseille à Cynthia un excellent vin blanc, le Sancerre Domaine La Moussière. Quelques instants plus tard, les entrées sont sur la table. Tour à tour, Cynthia et Maxime font goûter à l’autre ce qu’ils ont choisi.

— Vraiment, c’est une soirée magique, Cynthia. C’est délicieux.

— Attends de voir la suite, dit-elle en se mordant les lèvres.

Une quinzaine de minutes plus tard, on leur apporte le plat principal qu’ils ont choisi. Les deux amoureux mangent lentement en appréciant chaque bouchée et en se lançant fréquemment des regards complices.

— Il faudra revenir ici, affirme Maxime. La qualité et la quantité sont au rendez-vous. J’ai souvent mangé du filet de doré amandine, mais jamais aussi bon.

Puis, environ une demi-heure après avoir terminé leurs assiettes, les deux convives sont invités à choisir des desserts sur le chariot qui circule dans le restaurant. Leur choix s’arrête sur des babas au rhum avec un bon café. Maxime regarde alors solennellement Cynthia et sort une feuille de sa poche.

— L’autre jour, j’ai vu sur Facebook un poème en prose qui te ressemble tellement, ma belle. Il a été composé par une poète dominicaine, Martha Rivera-Garrido. Je te le lis :

Ne t’énamoure pas d’une femme qui lit, d’une femme qui ressent bien trop, d’une femme qui écrit. Ne t’énamoure pas d’une femme cultivée, magicienne, délirante, folle. Ne t’énamoure pas d’une femme qui

pense, qui sait ce qu'elle sait et qui en plus peut s'envoler ; une femme sûre d'elle-même. Ne t'énamoure pas d'une femme qui rit ou pleure en faisant l'amour, qui sait transformer sa chair en esprit ; et encore moins d'une qui aime la poésie (celles-là sont les plus dangereuses), ou qui passe une demi-heure à contempler un tableau et qui ne peut pas vivre sans musique. Ne t'énamoure pas d'une femme qui s'intéresse à la politique, qui est rebelle et qui vertige une profonde horreur pour les injustices. Une qui aime les matchs de foot ou de baseball et qui n'aime absolument pas regarder la télévision. Ni d'une femme qui est belle, quels que soient les traits de son visage et les lignes de son corps. Ne t'énamoure pas d'une femme intense, ludique, lucide et irrévérencieuse. Ne souhaite pas t'énamourer d'une telle femme. Parce que si tu t'énamoures d'une femme pareille, qu'elle reste avec toi ou pas, qu'elle t'aime ou pas, d'elle, d'une telle femme, JAMAIS on ne revient.

Une fois la lecture terminée, un long silence plane sur la table. Puis une petite larme coule lentement de l'œil gauche de Cynthia. Maxime se penche et l'essuie tendrement du pouce.

— Je t'aime, Maxime Lalonde, tu es mon héros et jamais tu ne reviendras de moi.

— Je t'aime aussi, ma belle Saguenéenne.

Cynthia tente de protester, mais Maxime l'arrête immédiatement.

— C'est la dernière fois que je t'appelle comme ça. Je t'avais promis quelque chose de plus doux, de plus tendre. Désormais, ce sera MA DOUCE LUBIE.

Cynthia pleure de plus belle.

— Tu n'aimes pas ? s'inquiète Maxime.

— J'aime trop, au contraire. J'adore être ta douce lubie, ta douce folie. Tu es un être tendre et généreux, Maxime Lalonde. Tu es MON TENDRE AMANT.

— Ouais, dit Maxime, mais je te fais pleurer. Ce n'est pas très bon pour moi. Tu connais le vieux proverbe du Lac-Saint-Jean : « Une fille qui rit, une fesse dans le lit ». Je suis en train de manquer mon coup pas à peu près.

— Tu es fou, mon tendre amant. Je n'ai pas qu'une fesse dans le lit, j'ai tout le reste aussi.

Après un deuxième café, les amoureux quittent le restaurant, et Maxime prend le volant de l'automobile. Cynthia lui indique qu'elle a réservé une chambre à l'hôtel-boutique *Le St-Christophe*. Aussitôt parvenus à leur chambre, les deux complices se déshabillent mutuellement en se caressant. Ils se retrouvent tous les deux au lit pour la nuit la plus romantique, la plus amoureuse et la plus érotique de leur relation.

Épilogue

Dans une chambre d'un petit hôtel huppé de Sutton se tient quelques jours plus tard une étrange réunion. Sont présents le richissime propriétaire foncier Serge Gauvin, l'urbaniste-conseil Alain Gauthier, l'ingénieur-conseil Éric Soucy ainsi que... le nouveau maire Jean Dion et le candidat défait Luc Harpin. C'est Gauvin qui dirige la réunion. Ce grand homme d'une soixantaine d'années, aux cheveux blancs et au visage dur surmonté de deux yeux noirs, est propriétaire ou actionnaire de multiples compagnies à numéro qui possèdent pratiquement le quart du territoire de la ville de Granby. Ses deux complices de longue date, Gauthier et Soucy, ont à peu près dix ans de moins et se ressemblent physiquement. Ils sont de petite taille, bedonnants avec des sourires engageants. Gauvin prend la parole :

— Je suis reconnaissant que vous soyez tous à l'heure pour cette importante réunion. Nous avons dû nous débarrasser de Moreau, puisqu'il donnait de plus en plus une mauvaise image de la ville de Granby. Ses frasques forçaient le journaliste à approfondir les différents dossiers pour tenter de le prendre en défaut. Nous avions toutes sortes de choses à lui reprocher, par exemple, le fait qu'il ait fait payer la Ville pour l'avocat de son fils sans même nous en parler. Ceci risquait de nous rendre vulnérables si un jour quelqu'un s'ouvrait la trappe.

Gauvin tousse et balaie la salle des yeux. Il poursuit :

— Il était devenu trop imbu de lui-même. Il pensait pouvoir gouverner seul en méprisant le peuple. Je n'appréciais pas non plus sa façon de se comporter avec les femmes. Nous avons eu à verser de petites sommes d'argent à deux femmes victimes de ses mains baladeuses.

— Je ne le savais pas, intervient Dion Et toi, Luc ?

Harpin fait non de la tête.

— Il y a beaucoup de choses que vous ne savez pas à son sujet, réplique Gauvin. C'est un homme absolument exceptionnel, un vrai leader, mais aussi une personne qui n'accepte pas la critique. Nous sommes à peu près certains que c'est lui qui a fait incendier la résidence de L'Artiste. Il n'accepte pas que quelqu'un ne pense pas comme lui, même si ce quelqu'un est un être farfelu qui n'a aucune crédibilité à Granby. Il est bien certain que nous voulons contrôler le conseil, mais nous ne sommes pas des gens malhonnêtes prêts à n'importe quoi, comme l'était Moreau.

— Et tout ça, c'est sans parler de ses problèmes de cocaïne, ajoute Soucy. Monsieur Gauvin a payé pour Moreau, dans le passé, des dettes de drogue totalisant plus de 40 000 \$. Il y a également eu une cure de désintoxication qui n'a rien donné à l'été 2014. Sa maison, qui est à vendre, est hypothéquée pratiquement à 100 % à cause de ce problème. Pourtant, il a fait énormément d'argent avec son salaire de maire et tous les à-côtés propres à sa fonction. Il fallait qu'on s'en débarrasse. Nous l'avons placé en situation vulnérable avec la comédie des soumissions truquées et nous avons refusé de l'aider à payer de nouvelles dettes de drogue, d'où l'agression.

— Le pire, poursuit Gauvin, c'est qu'il ne voulait toujours pas démissionner après l'agression. Il a fallu, en échange de son départ, lui verser un dernier 15 000 \$ qui a dû servir à calmer ses créanciers.

— Malgré tout, rappelle Gauthier, il est encore très populaire, c'est pour ça qu'on t'a demandé de te présenter, Luc. Si les gens voulaient absolument continuer avec Moreau, ils votaient pour toi. S'ils désiraient du changement, c'était Dion. Même si nous t'avions demandé de ne pas faire de campagne, tu es presque sorti gagnant. Moreau était populaire à ce point.

Pour une rare fois, Gauvin sourit, mais d'un sourire qui fait presque peur.

— J'avoue que je souhaitais la victoire de Dion. Tu te doutes bien que j'ai mis plus d'argent dans sa campagne que dans la tienne, Harpin. Tu es plus articulé, Jean, et surtout, tu es plus près du journaliste Lalonde. Je me méfie de ce dernier, il est très intelligent.

— Ne t'en fais pas, répond Dion, je le contrôle complètement. Il est naïf et son point faible, c'est l'orgueil, il en a beaucoup. Il suffit de le flatter, de lui donner des primeurs à l'occasion et d'avoir un programme électoral un peu plus à gauche. De plus, il a beaucoup trop de talent pour ne pas être recruté par un quotidien montréalais à moyen terme, soit avant qu'il ne constate que nous l'avons berné.

Gauvin tape sur l'épaule de Dion et lance :

— J'espère que tu as raison. J'aimerais bien avoir la paix avec le journal pour les prochaines années. D'ailleurs, tu vas commencer par redonner les avis publics à *La Voix des Cantons*. C'était un geste complètement stupide de Moreau. Il ne faut jamais se mettre les journaux à dos. Tu questionneras le greffier en lui demandant s'il est plus facile de mettre les avis publics dans un quotidien ou dans un hebdo. La réponse est évidente, alors

tu auras ce qu'il faut pour agir.

— En fait, sourit à son tour Dion, j'avais déjà posé la question lors d'une assemblée, mais Moreau avait empêché Corriveau de répondre.

— Excellent. Jean, je te rappelle que tu as promis certaines choses au cours de la campagne électorale. Hélas, pour garder la confiance de Lalonde, il te faut donner l'impression que tu réalises tes promesses. Tu pourrais, par exemple, commencer par annoncer que tu mets fin au programme de subventions pour les nouvelles résidences au 31 décembre 2017, soit après les prochaines élections générales. Tu peux dire que tu dois laisser le temps aux différents promoteurs de réaliser les projets déjà en cours. Nous pourrions voir venir et, s'il y a lieu, tu changeras d'idée... après les élections de novembre 2017. Il faudrait également annoncer que tu rétablis le taux de taxation plus élevé pour les terrains vagues desservis, mais que, avant de le faire, tu désires consulter les gens. À ce sujet, d'ailleurs, tu devrais tenir des réunions avec les citoyens tous les mois pour connaître leurs préoccupations. Nous avons déjà demandé à Moreau de le faire, mais il était trop imbu de lui-même pour s'abaisser au niveau du citoyen ordinaire. Cette méthode te donnera bonne bouche, même si tu fais comme tu veux par la suite. Nous espérons que tu n'as pas de squelettes dans le placard comme Moreau, sans quoi nous devons éventuellement nous débarrasser de toi aussi.

— Pas de problème, monsieur Gauvin, je n'ai rien à cacher, répond Dion. Mais qu'allons-nous faire avec les fameuses soumissions truquées ?

— On laisse le ministère faire son enquête, indique Gauthier. Les trois soumissionnaires ne parleront pas et nous avons nos entrées au bureau du ministre des Affaires municipales. Il va falloir récompenser ces trois soumissionnaires, qui pourront réaliser tour à tour les travaux sur les nouvelles rues aux frais de la Ville. Ce n'est pas la commission Charbonneau qui va nous empêcher de répartir équitablement le gâteau. De plus, Jean, avec les promesses que tu as faites, il y aura plus de réfections de rues, du moins pour les trois ou quatre prochaines années. Là aussi, nous pourrions les récompenser.

Soucy sert un verre de cognac à chacun des participants et dit :

— Toi, Harpin, tu seras réélu conseiller. Ton adversaire déjà annoncé est un immigrant sans envergure du nom de Gregorenko. Nous avons favorisé sa candidature. Le choix est également déjà fait pour celui qui remplacera Dion ainsi que pour son adversaire.

— En terminant, messieurs, ajoute Gauvin, n'oubliez jamais la recette gagnante. Il faut donner aux gens l'impression que tout ce que vous faites à titre d'élus est pour le bien du simple citoyen et que vous le faites avec une rigueur exemplaire. Donc, il faut continuer de baisser les taxes et la dette. La recette magique, c'est d'être très dur dans les négociations avec les fonctionnaires et, si possible, de diminuer ou de geler leurs fonds de pension et leurs salaires. Les citoyens adorent cela. À titre d' élu, il serait également très bon d'abandonner ou, au moins, de réduire vos primes de départ et de transition. De toute façon, si vous marchez droit, nous garantissons votre réélection. Maintenant, messieurs, vous allez quitter l'hôtel un à un toutes les dix minutes pour que personne ne remarque quoi que ce soit d'anormal. Je sens que nous allons très bien nous entendre pour les deux prochaines années... et pour les quatre qui suivront.

**« La fiction politique, rien de plus simple. Vous prenez la réalité, et vous l'atténuez. »
(Michael Dobbs)**

Remerciements

Merci à ma fille Caroline, qui a confectionné la page couverture de ce livre. Des remerciements également à mon frère Richard Duval, médecin, qui m'a conseillé sur les aspects médicaux. Les avis des anciens cadres policiers Richard Dufresne et Luc Rainville m'ont également été fort utiles en ce qui concerne les enquêtes policières.

Un grand merci aussi à ceux et celles qui ont suivi toutes les étapes de la confection de ce livre sur Facebook. J'espère que l'attente en valait la peine.

Je dédie ce livre à mon fils Jonathan, mort à la suite d'une négligence médicale à l'âge de trente-quatre ans, en 2016. Le fils de L'Artiste, c'est un peu – pas mal – lui. Ton décès a fait très mal à plein de gens, Jonathan.